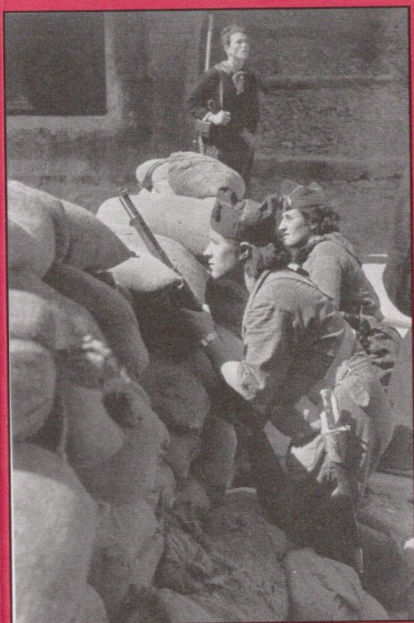


LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Barricade à Barcelone (août 1936).

- France,
Espagne,
URSS,
fondation de
la IV^e Internationale :
l'année 1936

- Dossier Brésil



Manifestation lors de la venue
de Bush au Brésil, en novembre 2005.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)

- **Dossier 1936**
- **Présentation** p. 9
- **Espagne : guerre, révolution
et front populaire** p. 11
(Dossier réalisé par José Antonio Pozo, Luis Gonzalez
et Manuel Cuso)
- **Mai-juin 1936 :**
“La révolution française a commencé” ... p. 41
(Par Emmanuel Kazan)
- **1936 dans les colonies
(Algérie, Indochine)** p. 57
(Par Razik Filali)
- **29-31 juillet 1936, Paris :**
**première conférence
de la IV^e Internationale** p. 65
(Par Dominique Ferré)
- **La Révolution trahie aujourd’hui** p. 77
(Un entretien avec Jean-Jacques Marie)
- **Le premier procès de Moscou
(août 1936)** p. 85
(Par Jean-Jacques Marie)
- **Les trotskystes à Vorkouta** p. 91
(Article paru dans *Sotsialisticheski Vestnik*, 1961)

- **Dossier Brésil**
- **Présentation** p. 97
- **I. Le débat au conseil général
(27-28 février/1^{er} mars 2006)** p. 106
- **II. La direction nationale de *O Trabalho*
prend position (mars 2006)** p. 116
- **III. La rupture
(31 mars-9 avril 2006)** p. 139
- **IV. La conférence nationale d'urgence
du courant *O Trabalho* du PT,
section brésilienne de la IV^e Internationale
(Sao Paulo, 15 avril 2006)** p. 178

Notes éditoriales

Bruits de bottes à l'échelle planétaire. L'Irak s'enfoncé chaque jour davantage dans une dislocation généralisée, un bain de sang permanent directement provoqué par l'intervention américaine. L'Afghanistan glisse progressivement vers le retour à une guerre permanente. Après d'autres pays d'Afrique, le Tchad est à son tour frappé par la guerre. Et l'Iran se trouve désormais menacé d'une intervention militaire. Que va-t-il se passer ?

Nul ne peut le dire avec certitude. Le risque est grand de voir l'Iran à son tour livré à la rage destructrice de l'impérialisme nord-américain.

Faudrait-il renoncer à toute notion de souveraineté des nations ?

En ce tout début du mois de mai 2006, le président nouvellement élu en Bolivie, Evo Moralès, annonce la décision de son gouvernement de procéder à une nationalisation, au moins partielle, des ressources en gaz et en hydrocarbures de son pays.

De toute part, les multinationales du pétrole, l'administration américaine poussent des hauts cris. Le *Wall Street Journal* (2 mai 2006) note : il va falloir *“évaluer si l'action de M. Moralès marque un tournant radical vers la gauche ou s'il s'agit du minimum qu'il pouvait faire pour satisfaire l'électorat qui l'a catapulté à la présidence”*.

Le fait est que la mesure prise par le gouvernement bolivien s'inscrit dans un contexte révolutionnaire. Depuis le soulèvement de 2005, toute la nation bolivienne exige que les richesses du pays soient sous son contrôle.

“Le 1^{er} Mai 2006 sera désormais une date historique”, écrivent nos camarades boliviens. Dans un projet de communiqué en date du 3 mai, le groupe *“La Chispa”*, organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Bolivie, déclare :

« Depuis des années et des années de lutte pour la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, la première mesure sur cette voie — le DS 28701 (décret suprême n° 28701, voir plus loin — NDLR) — vient d'être prise. Nul ne peut nier que l'acteur de ce changement, ce sont les travailleurs, les paysans, les peuples originaires et les jeunes de Bolivie (...). Aujourd'hui, le peuple travailleur avec ses organisations doit se mobiliser et s'organiser pour défaire toute tentative (militaire ou économique) de l'impérialisme américain et des multinationales pour préserver leur contrôle sur les ressources naturelles. Défendons le DS 28701 ! Rejetons toute tentative “d'arbitrage international”. Toute entreprise qui n'accepte pas le DS 28701 doit être immédiatement expropriée sans indemnisation ! Les ressources naturelles de Bolivie appartiennent à la nation ! »

C'est en effet sur fond de mobilisation révolutionnaire s'intensifiant depuis l'élection présidentielle que Moralès a été amené à promulguer ce *“décret suprême n° 28071”*, dont on citera cet extrait :

“Considérant que, dans des journées historiques de lutte, le peuple a conquis, au prix de son sang, le droit de faire revenir entre les mains de la nation notre richesse en hydrocarbures, afin qu'elle soit utilisée au bénéfice du pays.

Considérant que, lors du référendum du 18 juillet 2004 (...), le peuple a décidé de manière souveraine que l'Etat national récupère la propriété de tous les hydrocarbures produits dans tout le pays (...).

Considérant que la Bolivie a été le premier pays du continent à nationaliser ses hydrocarbures en 1937 (...).

Considérant que cette mesure s'inscrit dans la lutte historique des nations, mouvements sociaux et peuples originaires pour reconquérir nos richesses comme base fondamentale pour récupérer notre souveraineté (...).

Décète : Article 1^{er} : Par exercice de la souveraineté nationale obéissant au mandat du peuple bolivien (...), les ressources en hydrocarbures du pays sont nationalisées. L'Etat récupère la propriété, la possession et le contrôle total et absolu de ces ressources."

Quels que soient les développements à venir, cette mesure, qui intervient après celle prise par le gouvernement Chavez au Venezuela, pose une question simple : est-ce le droit, en démocratie, pour des nations souveraines, que de s'assurer le contrôle des richesses de leur sous-sol ? Est-il légitime qu'elles s'en emparent pour répondre aux besoins brûlants de la population pauvre de ces pays dominés, exploités, pillés par l'impérialisme depuis des décennies ?

Pour qui se situe sur le terrain de la démocratie et de la souveraineté des peuples, la réponse est évidente : oui, c'est le droit légitime des nations que de conquérir et de défendre leur souveraineté, en commençant par s'appropriier le contrôle de leurs richesses naturelles.

Le mot d'ordre de nationalisation sans indemnité ni rachat, le mot d'ordre de reconquête, de réappropriation — qu'il s'agisse des ressources naturelles ou des conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie qui ont été détruites sous les coups répétés des gouvernements au service des grandes institutions internationales — sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Ils s'expriment dans les plus larges mobilisations des travailleurs et des peuples auxquelles nous assistons depuis le début de cette année 2006.

En Amérique latine, bien sûr. Mais pas seulement. En Europe, la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, avec leurs organisations, dans les grèves, les manifestations, ont contraint le gouvernement français à retirer son "contrat première embauche" (CPE) dicté par l'Union européenne, qui aboutissait à condamner la jeunesse à une précarité sans fin.

Au même moment, les grèves se développant dans les secteurs de la fonction publique en Allemagne, comme la grève générale pour la défense des régimes de retraite en Grande-Bretagne, mettaient elles aussi en accusation les politiques de déréglementation et de destruction des droits dictées par l'Union européenne sur l'ensemble du continent.

Au même moment, dans un mouvement qui ne cesse de se développer, les travailleurs et les jeunes des Etats-Unis se dressent contre les lois iniques que l'administration Bush veut imposer aux travailleurs immigrés, tout particulièrement d'origine hispanophones. Des millions défilent dans les rues de toutes les grandes villes des Etats-Unis pour exiger la régularisation de ces travailleurs immigrés (1).

(1) Notons que, le même jour, et sur les mêmes mots d'ordre, des manifestations de masse se sont déroulées aussi au Mexique.

Et, parallèlement, grandit aux Etats-Unis mêmes le mouvement contre la guerre en Irak, qui montre le rejet grandissant par la population américaine de la guerre injuste menée contre le peuple irakien (300 000 manifestants contre la guerre, le 29 avril à New York).

Tandis que croît cette résistance des travailleurs, des jeunes et des peuples, s'approfondit la crise de décomposition politique et institutionnelle qui frappe les gouvernements de toutes les puissances impérialistes.

C'est le cas aux Etats-Unis, où les généraux ont eux-mêmes mis en cause les méthodes de falsification et de trucage par lesquelles l'administration américaine avait entraîné le pays dans une guerre sans fin contre le peuple irakien.

C'est la crise politique et institutionnelle, crise de régime, dans laquelle s'enfoncent la France, mais qui frappe aussi la Grande-Bretagne et tant d'autres pays capitalistes.

A la racine de ces crises institutionnelles-crisis de régime-crisis de décomposition, on trouve la crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, incapable de développer les forces productives et de survivre autrement que par la spéculation et la destruction en masse des forces productives.

Parmi les prétextes invoqués pour justifier les menaces d'intervention contre l'Iran, contre le Venezuela de Chavez ou encore contre les nationalisations décidées en Bolivie, l'impérialisme et ses thuriféraires brandissent "l'argument" selon lequel la hausse du prix du pétrole menacerait l'économie mondiale. Nul ne conteste la réalité de cette hausse vertigineuse : en quatre ans (de début 2002 à mai 2006), le cours du pétrole est passé de moins de 20 dollars le baril à près de 75 dollars : une augmentation supérieure à 300 % !

Mais qui en est responsable ?

"Les prix du pétrole vont rester élevés en partie parce que l'offre n'arrive pas à suivre le rythme de la croissance de la consommation", déclare le département de l'Energie de l'administration américaine dans son rapport mensuel (avril 2005). Or, si l'on en croit les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie, l'augmentation de la demande en 2005 serait d'un million et demi de barils par jour (85,1 millions de barils par jour en 2006 ; 83,6 en 2005), soit + 1,8 %. Il est difficilement compréhensible qu'une augmentation de la demande d'1 ou 2 % par an aboutisse à une explosion du cours de + 300 % !

D'autres invoquent une *"situation géopolitique internationale extrêmement tendue"*. On cite l'Irak, l'Iran, le Venezuela, la Bolivie, pour en conclure, selon les termes d'un quotidien capitaliste français, à des *"risques de rupture d'approvisionnement (qui) sont réels"*.

Des "risques" ? Quelle est la réalité ?

La hausse des prix du pétrole est poussée par une spéculation massive.

Une masse toujours croissante de capitaux ne parvient pas à se valoriser dans des conditions profitables dans le cadre de la production des marchandises. Elle se déverse, chaque jour davantage, dans la sphère de la spéculation.

De 1990 à 2001, c'est le domaine de la "net-économie" (ce qu'on appelait la "nouvelle économie") qui a vu s'engouffrer ces masses de capitaux spéculatifs. Durant cette période — hormis la hausse brutale intervenue lors de la première agression impérialiste contre l'Irak en 1990 —, les cours du pétrole se sont maintenus dans une fourchette allant de 10 à 25 dollars. Mais tout a basculé à partir de 2001 (quelques mois avant le 11 septembre).

Quand l'économie capitaliste a été confrontée à l'effondrement des valeurs de la "nouvelle économie", aux scandales financiers, aux faillites retentissantes de groupes qui avaient enfreint la légalité du capitalisme (voir Enron), l'impérialisme américain, centre des principaux marchés spéculatifs (2), a recouru aux baisses répétées des taux d'intérêt, à la hausse de l'endettement et des dépenses militaires pour maintenir le système à flot.

En 1999, le montant total du marché mondial des capitaux (actions, obligations privées et publiques, et les dépôts bancaires) s'élevait à 96 000 milliards de dollars (contre 12 000 milliards vingt ans auparavant). En 2004, il était passé à 136 000 milliards de dollars, et une étude (3) prévoit que ce montant sera porté dans à peine quatre ans à 228 000 milliards de dollars.

136 000 milliards de dollars, c'est trois fois et demi l'ensemble des richesses produites dans le monde. Ce sont des masses gigantesques de titres, objet de toutes les spéculations.

A cela s'ajoutent les produits dérivés, ces produits financiers qui permettent de parier sur l'évolution future des titres. Selon le dernier rapport trimestriel de mars 2006 de la Banque des règlements internationaux (basée à Bâle, en Suisse), le montant total de ces produits dérivés est de 344 000 milliards de dollars, soit huit fois et demi le montant des richesses produites mondialement.

Ces masses de capitaux désertent les marchés des actions (mais aussi les marchés des valeurs technologiques) et cherchent à s'emparer de marchés spéculatifs, parmi lesquels les marchés des matières premières. Et donc, la principale matière première : le pétrole.

La spéculation s'empare sous deux angles du pétrole. D'une part, le marché physique, là où effectivement le pétrole est vendu et échangé (le principal de ces marchés physiques est à Rotterdam, aux Pays-Bas).

Mais un autre marché a pris les devants, celui que les spécialistes appellent le marché du "pétrole-papier", ou marché à terme. Les principaux foyers d'activité de ce marché se trouvent à New York (le New York Mercantile Exchange — NYMEX), à Chicago et à Londres. Au départ, ce marché, comme tous les produits dérivés, était supposé protéger raffineurs et utilisateurs du pétrole des évolutions supposées ou prédites des prix. Mais il va rapidement être investi par toutes les institutions de la spéculation (y compris les compagnies pétrolières elles-mêmes, qui y voient une source juteuses de profits).

Pour apprécier l'importance de ce phénomène, il suffit de dire que le volume des transactions fictives (mais bien réelles en termes de profits) de "pétrole-papier" représente en moyenne quatre fois les consommations physiques de pétrole et cinq fois la production de tous les types de pétrole du monde :

« En 2003, le total des échanges sur le NYMEX représentait 100 milliards de barils. Ce chiffre hors de proportion avec la production annuelle du pétrole s'explique uniquement par la spéculation. A 570 barils de pétrole "papier" négociés chaque année ne correspond qu'un seul baril "réel" de pétrole » (4).

(2) 50 % du stock des capitaux sont aux Etats-Unis, 45 % des 1 900 milliards de dollars de transactions journalières se font en dollars, 45 % des 33 000 milliards de dollars d'encours d'actions, 43 % des 524 00 milliards de dollars d'encours mondial des obligations, 55 % du marché des produits dérivés (données publiées dans le rapport 2006 du McKinsey Global Institute, "Mapping the Global Capital Market 2006 — Second Annual Report" et dans le rapport trimestriel de la Banque des règlements Internationaux de mars 2006).

(3) Rapport du McKinsey Global Institute, déjà cité.

(4) Eric Laurent, *La Face cachée du pétrole*, Plon, 2006.

En fait, ces marchés à terme sont devenus progressivement la référence pour les transactions physiques.

La formation des prix du pétrole se détermine dans une large partie en dehors du simple mécanisme de l'offre et de la demande physique du pétrole. Il relève du fonctionnement général du capitalisme arrivé dans sa phase de putréfaction impérialiste. Les prix qui font la "une" des journaux par leurs niveaux records sont ceux fixés par le marché spéculatif du pétrole "papier". S'ils ne se répercutent pas dans une proportion égale sur les prix à la pompe, du fait de leur caractère fictif, il n'en reste pas moins qu'ils constituent la directive donnée à l'ensemble des "acteurs" du marché, montrant les niveaux de prix nécessaires pour dégager les niveaux de profits exigés par le capital financier.

En relation avec cela croît la pression constante pour contrôler les zones d'extraction du pétrole, pour contrôler la source de toutes les spéculations.

Qui contestera, dans ces conditions, que le soulèvement des peuples exigeant le respect de la souveraineté et se réappropriant le contrôle du pétrole et de toutes les ressources naturelles est on ne peut plus légitime ?

Qu'est-ce qui s'oppose à ces soulèvements ?

Toutes les forces attachées à l'ancien monde, tous ceux qui portent à bout de bras le MERCOSUL, l'Union européenne, l'ALCA, l'Union africaine, le Grand Maghreb arabe, tous ces instruments de l'impérialisme dominant pour détruire les classes ouvrières.

L'élection en Italie de Romano Prodi à la tête d'une large coalition allant de la démocratie chrétienne au Secrétariat unifié illustre ce processus. Romano Prodi a dirigé pendant cinq ans l'Union européenne. Il est le père du traité de Maastricht. Il a fait campagne en s'engageant à baisser de 5 points le "coût du travail". Il vient de constituer un gouvernement soutenu par une large majorité parlementaire, y compris le Parti de la refondation communiste et les membres italiens du Secrétariat unifié, qui écrivent explicitement que "*nos voix étaient nécessaires à la naissance du gouvernement Prodi*" (*Rouge*, journal de la LCR française, 27 avril 2006).

C'est ainsi que toutes les forces issues des anciens Partis communistes, les Partis socialistes, le Secrétariat unifié — parlant frauduleusement au nom du trotskysme — prétendent finalement qu'il n'y a pas d'autre solution que le soutien aux institutions décomposées d'un capitalisme moribond.

Tous acceptent de "participer" activement à la remise en cause de formes mêmes de la démocratie politique et sociale, qui inclut l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant.

En ce sens, les enseignements tirés dans ce numéro de *La Vérité* sur l'année 1936 gardent une brûlante actualité.

La IV^e Internationale n'a et ne peut avoir de place dans aucune combinaison de front populaire. Telle est la leçon que Léon Trotsky tirera de la politique des fronts populaires, par lesquels les appareils — et tout particulièrement celui de l'Internationale communiste stalinisée — vont chercher à encamisoler la lutte de classe révolutionnaire.

1936 voit la politique des fronts populaires s'opposer au mouvement même de la révolution prolétarienne, au mouvement d'émancipation des travailleurs, que ce soit en France, en Espagne ou dans le monde entier.

Tous ces éléments sur lesquels revient notre cahier spécial sur 1936 permettent de dégager non seulement les leçons du point de vue de la lutte contre le front

populaire et la nécessité de l'indépendance de la IV^e Internationale, mais également tout le problème de la mobilisation des masses, les comités de grève, les comités d'action, de l'indépendance de la classe ouvrière cherchant coûte que coûte à mener son combat émancipateur.

Leçons d'autant plus urgentes aujourd'hui qu'à l'échelle mondiale, la survie du capitalisme décomposé — tandis que s'accumulent les profits spéculatifs gigantesques à un pôle de la planète — pousse l'immense majorité des travailleurs et des peuples dans une situation tragique.

La proportion des Américains ne disposant pas d'assurance maladie pendant au moins une partie de l'année est passée de 28 % en 2001 à 41 % en 2005. Cela pour le pays le plus riche de la planète.

Mais à l'autre bout de l'échelle, le rapport de la Banque mondiale pour 2006, tout en évoquant une prétendue "reprise" pour l'Afrique subsaharienne, relève que le taux de pauvreté de la région demeurera le plus élevé du monde, avec 44 % de la population du continent vivant avec moins d'un dollar par jour pour survivre, soit 300 millions d'Africains, contre 139 millions dans la même situation vingt ans auparavant.

Dans une telle situation, au moment même où l'impérialisme et tous ceux qui relaient sa politique cherchent à intégrer les organisations ouvrières à leur mécanisme d'exploitation, au moment où le FMI recommande de généraliser la flexibilité et la déréglementation, la question de l'indépendance de classe est centrale.

Ne peut combattre pour l'émancipation de l'humanité celui qui ne s'engage pas clairement dans le combat pour la souveraineté des nations, contre leur destruction. Ne peut combattre pour l'émancipation de l'humanité celui qui ne s'engage pas dans le combat pour l'indépendance des nations contre les mécanismes supranationaux destructeurs de l'Union européenne, du MERCOSUL et autres Union africaine et Grand Maghreb arabe. Ne peut combattre pour l'émancipation de l'humanité celui qui ne combat pas pour la défense de la démocratie politique, qui inclut la défense de l'indépendance de classe, de l'indépendance des organisations ouvrières, refusant de s'intégrer dans la "gouvernance mondiale", refusant toute forme d'association capital-travail.

Ces questions ont été au cœur des développements qui ont marqué la section brésilienne de la IV^e Internationale dans la dernière période.

C'est sur ces questions qu'une rupture s'est opérée, dont nous tirons les leçons dans ce numéro de *La Vérité*.

Pour difficile qu'il soit, le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière — c'est-à-dire pour en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression, pour arracher à la racine les sources de l'exploitation qui résident dans la survie du régime de la propriété privée des moyens de production — ne peut progresser et aboutir qu'en appelant à la conscience, à la lucidité, à l'intelligence des travailleurs et des militants.

C'est pourquoi nous avons jugé utile de rendre compte largement dans ce numéro de *La Vérité* des développements qui ont marqué notre section brésilienne.

D'une attaque portée, tirons les leçons.

Daniel Gluckstein

DOSSIER 1936

Présentation

L'année 1936 fut une année de bouleversements révolutionnaires et d'intenses luttes de classe. Révolution en Espagne et en France, grève générale en Belgique, poussée révolutionnaire des masses à l'est de l'Europe — de la Pologne à la Yougoslavie —, effervescence et agitation dans les immenses empires coloniaux, développement des grèves et réorganisation du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, grève générale des Arabes de Palestine... Ce numéro spécial de *La Vérité* aborde quelques-uns de ces événements.

Dans les semaines qui viennent, nul doute que toutes les commémorations "officielles" vont chercher à masquer le caractère révolutionnaire de l'année 1936, au nom de la célébration des "fronts populaires". Déjà, un article de *L'Humanité* (journal du Parti communiste français) explique à leur sujet que ces accords de "front populaire" "intègrent les représentants des couches intermédiaires", en plus des partis ouvriers. Cet article ajoute qu'en France,

"le Front populaire s'est esquissé à diverses occasions (...). Il est, pourrait-on dire, né dans la rue en 1934 à Paris, cours de Vincennes" (1).

Nos lecteurs liront, tant dans l'article d'**Emmanuel Kazan**, consacré à juin 1936, que dans le dossier réalisé par les camarades **José Antonio Pozo**, **Luis Gonzalez** et **Manuel Cuso** sur la révolution espagnole, que le "front populaire" n'a rien à voir avec le "front unique des organisations ouvrières" pour écraser le fascisme (2). De même, en inventant une prétendue alliance avec les "couches intermédiaires", *L'Humanité* cherche à masquer que

"le Front populaire est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, représentée par le Parti radical et autres pourritures de la même espèce, mais de moindre envergure (...). Sur chaque plan, le Parti radical, qui conserve toute sa liberté d'action, limite brutalement la liberté d'action du prolétariat" (Léon Trotsky, "Front populaire et comités d'action").

Une politique qui permettra de "sauver" le régime de la propriété privée des moyens de production en décomposition — en Espagne, en France et dans les empires coloniaux, comme le rappelle **Razik Filali**, évoquant particulièrement l'Algérie et l'Indochine. Une politique menée au nom de la "lutte antifasciste"... qui ouvrira la voie au fascisme et aux heures les plus noires du XX^e siècle.

Contre la vague révolutionnaire, il faut soumettre les organisations et les partis ouvriers à un accord avec la bourgeoisie. Pour ce faire, les dirigeants de l'Internationale communiste sont en première ligne. Dans son *Journal* (3), le dirigeant de l'Internationale communiste, le Bulgare Georges Dimitrov (4), racontera que Staline avait déclaré aux écrivains espagnols Rafael Alberti et Maria Teresa Leone, le 20 mars 1937 :

"Il faut le dire au peuple et au monde entier : le peuple espagnol n'est pas en état d'accomplir la révolution prolétarienne."

Pendant ce temps, à quelques milliers de kilomètres de là, les tueurs de Staline, en Espagne, pourchassent les militants trotskystes, anarchistes, socialistes et du POUM, tous ceux qui refusent que l'on reprenne la terre aux paysans, qu'on dissolve les comités révolutionnaires et les milices ouvrières.

Comment l'Internationale communiste, fondée par Lénine, a-t-elle pu à ce point dégénérer ? C'est précisément en 1936, comme le rappelle **Jean-Jacques Marie** dans l'interview qu'il nous a accordée, que Léon Trotsky publie son analyse magistrale de la bureaucratie parasitaire qui a confisqué, en URSS, le pouvoir aux ouvriers et

(1) *L'Humanité*, 6 août 2005.

(2) Front unique réalisé dans la rue, cours de Vincennes, contre l'avis de leurs dirigeants, par les manifestants parisiens des cortèges PCF et PS, le 12 février 1934.

(3) Georges Dimitrov, *Dnevnik*, p. 125.

(4) Dimitrov, qui, justement, présenta le rapport sur la nouvelle "tactique" du "front populaire" au VII^e Congrès de l'Internationale communiste.

paysans : *La Révolution trahie*. Trotsky ne se contente pas “d’analyser” la nature parasitaire de la caste bureaucratique et des dangers que celle-ci — “*courroie de transmission de l’impérialisme dans l’Etat ouvrier*” — représente contre les conquêtes de la révolution d’octobre 1917. Il y élabore le programme qui permettra aux ouvriers et aux paysans de chasser la bureaucratie et de “défendre l’URSS” : *la révolution politique*.

Mais un programme, tant pour sauver l’URSS que pour aider les classes ouvrières, n’est valable que s’il se matérialise en un outil révolutionnaire pour les masses. Trotsky tente de convaincre ses camarades, qui combattent dans les conditions les plus difficiles, de ne pas retarder davantage sa construction : c’est l’objet de la préconférence de la IV^e Internationale de juillet 1936 (voir l’article de **Dominique Ferré**). Pour Staline et sa caste, c’en est trop. Il faut déclencher le signal de la campagne d’extermination des “bolcheviks-léninistes” de la IV^e Internationale et de Trotsky lui-même (mais aussi de tous les courants du mouvement ouvrier qui ne se soumettent pas à sa politique contre-révolutionnaire). En août, l’annonce du sinistre premier “procès de Moscou” abasourdit des milliers de militants à travers le monde (voir l’article de **Jean-Jacques Marie** et le document sur la grève de Vorkouta).

Pour *La Vérité*, il ne s’agit pas uniquement, dans ce numéro et dans les suivants, de rappeler des faits historiques. Il s’agit également, dans une situation où, plus que jamais, le système failli de la propriété privée des moyens de production met à l’ordre du jour son renversement, de tirer les leçons de 1936. Le programme de la IV^e Internationale rappelle que celle-ci

“n’a ni ne peut avoir sa place dans aucun des Fronts populaires. Elle s’oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie.”

Il poursuit :

“L’accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c’est qu’elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.”

Soixante-dix ans après 1936, alors que se discute ouvertement la possibilité de l’entrée de “l’extrême gauche” (5) dans le gouvernement de l’ancien commissaire européen Romano Prodi en Italie, tandis qu’en France, la LCR rejoint “l’alliance des 11 partis de gauche” en vue de l’élection

présidentielle de 2007, n’est-il pas nécessaire de réfléchir aux leçons de 1936 à la lumière de la situation actuelle ?

Ce sont ces questions qui sont abordées dans un texte publié par le bulletin intérieur de la section française de la IV^e Internationale :

“C’est un fait, la forme dominante pour les appareils qui dirigent le mouvement ouvrier aujourd’hui, de l’alliance avec la bourgeoisie, c’est l’alliance avec Washington (...), (qui) passe nécessairement par un rapport de subordination aux institutions de l’Union européenne (de même qu’en Amérique latine, c’est la subordination au MERCOSUL).”

Après avoir défini les différentes formes que peut prendre cette subordination, l’auteur précise :

“L’élément commun à tous est la non-rupture avec l’Union européenne (...), qui a pour signification l’allégeance à l’impérialisme américain, donc au régime pourri et décomposé des moyens de production. Voilà pourquoi, en 2006, l’affirmation du programme de la IV^e Internationale selon laquelle la IV^e Internationale ne peut avoir aucune place dans une quelconque combinaison de front populaire se combine nécessairement dans le fait que (...) la IV^e Internationale manifeste son indépendance par son refus de se subordonner au cadre des constructions dites régionales et continentales de l’impérialisme : Union européenne, MERCOSUL, Grand Maghreb arabe, Grand Moyen-Orient, etc., qui sont explicitement les cadres de destruction des nations, de destruction des classes ouvrières, de destruction de toutes les formes de démocratie politique et sociale, de toutes les formes de souveraineté nationale.”

« De tous les partis et organisations qui s’appuient sur les ouvriers et les paysans, et parlent en leur nom, nous exigeons qu’ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du “gouvernement ouvrier et paysan” » (Programme de transition).

Le comité de rédaction

(5) C’est-à-dire les partisans italiens du Secrétariat unifié de Krivine-Rossetto.

Espagne : guerre, révolution et front populaire

*Dossier réalisé par
José Antonio Pozo, Luis Gonzalez et Manuel Cuso*

Introduction

1936 fut une année de mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière dans le monde entier. En France, la grande mobilisation ouvrière de 1936 fera écrire à Trotsky : “*La révolution française a commencé.*” En Belgique, une puissante grève générale éclate. Aux Etats-Unis, les grèves ouvrières qui se développent amènent à la création du CIO (1). En Espagne, commence une véritable révolution. Elle met à l’ordre du jour la possibilité de vaincre le fascisme, après les défaites tragiques de l’Italie et de l’Allemagne, ce qui stopperait la marche vers la guerre mondiale et ouvrirait sans aucun doute la voie à une situation révolutionnaire dans toute l’Europe.

La révolution espagnole a mis tous les courants du mouvement ouvrier à l’épreuve. En particulier ceux qui préconisaient alors le “Front populaire”, adopté par le VII^e Congrès de l’Internationale communiste sous les ordres de Staline.

Le 15 janvier 1936, les partis républicains bourgeois de gauche, l’Union républicaine de Martinez Barrio et la Gauche

républicaine d’Azaña, signent avec le Parti socialiste, le Parti syndicaliste (2) d’Angel Pestaña, le Parti communiste et le POUM (3), le pacte du “Front populaire”, qui fixe le programme de la coalition électorale.

Le programme en huit points du Front populaire espagnol est, pour l’essentiel, le programme des républicains bourgeois :

(1) CIO : Congress of Industrial Organisations : confédération de syndicats d’industrie, opposée aux syndicats de métiers regroupés dans la vieille American Federation of Labor (AFL).

(2) Le Parti syndicaliste fut créé en 1932 par Angel Pestaña, qui fut à différentes reprises secrétaire national de la CNT. Dans la CNT, Pestaña défendait la position d’une séparation entre les tâches syndicales et les tâches politiques, mais il fut minoritaire sur cette position. Le Parti syndicaliste rejoint le Front populaire, dont Pestaña fut élu député. Le parti fut affaibli par la mort de Pestaña en décembre 1936.

(3) Parti ouvrier d’unification marxiste, né à Barcelone, le 29 septembre 1935, de la fusion entre Izquierda Comunista (Gauche communiste), issue de l’Opposition de gauche et dirigée par Andreu Nin, et du Bloque Obrero y Campesino (Bloc ouvrier et paysan), dirigé par Joaquin Maurin.

“La république que conçoivent les républicains n’est pas une république animée par des intentions sociales et économiques de classe, mais un régime de liberté démocratique mû par des raisons d’intérêt public et de progrès social.”

Cependant, l’amnistie totale pour les 30 000 prisonniers de la révolution de 1934 (4) et la réintégration de tous les travailleurs licenciés, que le Front populaire a intégrés dans son programme, rencontrent une large approbation dans les masses.

Les élections du 16 février 1936 donnent la victoire au Front populaire. En vertu de la loi électorale, les députés du Front populaire constituent l’écrasante majorité du Parlement : 277, contre 132 pour la droite et 32 pour le centre.

Même si le gouvernement, présidé par le républicain bourgeois Azaña, est composé exclusivement de républicains bourgeois appuyés par les partis ouvriers et agit avec la plus grande modération, la victoire électorale du Front populaire déchaîne une immense mobilisation des masses.

Sans attendre la signature du décret d’amnistie, et dès le lendemain des élections, de puissantes manifestations de masse vont elles-mêmes ouvrir les prisons et libèrent les ouvriers détenus depuis 1934. Peu à peu, des grèves éclatent dans tout le pays pour la réintégration immédiate des condamnés ou des licenciés, pour le paiement des salaires de tous ceux qui ont été détenus pendant ces deux années noires, pour des augmentations de salaires, pour chasser tel ou tel agent patronal et pour l’amélioration des conditions de travail. A ces grèves catégorielles s’ajoutent des grèves plus politiques, grèves de solidarité, grèves générales, locales ou régionales. Quelques conflits s’éternisent et en provoquent d’autres. Les patrons répliquent par la fermeture des usines, et la lutte s’envenime encore plus.

Dans les campagnes, la situation est révolutionnaire. Le Front populaire avait promis une vague réforme agraire à des paysans avides de terres, et, comme l’a écrit l’ambassadeur américain à Madrid, Bowers :

“Les paysans, des êtres simples et rudes, avaient cru qu’une victoire aux élections suffisait pour que cela soit chose faite.”

Depuis la fin février, dans les provinces de Badajoz et Caceres, et pendant les mois suivants dans toute l’Estrémadure, en Andalousie, en Castille et même en Navarre, les occupations de terres se multiplient. Les terres d’Alcalá Zamora (5) sont occupées en avril, ainsi que celles du duc d’Albuquerque (6). Les paysans s’installent sur les terres des grands propriétaires et commencent à les cultiver à leur compte. Très souvent, ces occupations provoquent des incidents sanglants entre paysans et gardes civils. Ce mouvement atteint son apogée le 25 mars avec l’occupation, par 80 000 paysans, de propriétés dans les provinces de Badajoz et Caceres. Face à la mobilisation ouvrière, la bourgeoisie espagnole cherche de l’aide auprès des fascistes de la Phalange espagnole (7) et auprès de l’armée, connue pour sa grande tradition de coups d’Etat militaires.

La Phalange espagnole sera transformée en Phalange espagnole et des JONS en 1934, après sa fusion avec les Juntas d’offensive nationale-syndicaliste (8), groupe minuscule et sans réelle influence jusqu’au lendemain des élections de février 1936.

Jusqu’en 1936, l’oligarchie espagnole s’est montrée réticente à faire appel à ce mouvement de type populiste et compte surtout sur la droite modérée de Gil Robles pour obtenir une victoire dans le cadre légal des élections. La droite modérée jouera un rôle de force de réserve de la bourgeoisie jusqu’à la victoire du Front populaire.

A partir de février, s’appuyant sur la Phalange, une réaction contre-révolutionnaire se met en place. Il s’agit de briser, par la violence et la terreur, le mouvement ouvrier et révolutionnaire. Les phalangistes se lancent dans la lutte armée au

(4) Sur la révolution de 1934, lire le chapitre : *“De 1931 à 1936 : la révolution ouvrière mûrit.”*

(5) Niceto Alcalá-Zamora y Torres (1877-1949) : républicain bourgeois et premier président de la République de 1931 à 1936.

(6) Un des personnages de premier plan de l’ancienne monarchie.

(7) Organisation paramilitaire d’extrême droite, plus ou moins inspirée du fascisme italien, fondée en 1932 par le fils du dictateur Primo de Rivera.

(8) Juntas d’offensive nationale-syndicaliste : organisation semi-fasciste inspirée par la droite catholique, créée en 1931.

lendemain des élections. A Madrid, les voitures chargées d'escadrons pourvus d'armes automatiques sèment la terreur dans les quartiers ouvriers. En Andalousie, les tueurs à gages font quotidiennement de nouvelles victimes.

Mais malgré son importance croissante durant les mois qui suivent les élections, la Phalange ne peut être considérée comme un facteur déterminant. L'oligarchie, les traditionalistes, les monarchistes, les conservateurs espèrent leur salut de l'armée. Elle se prépare à intervenir, au grand jour, afin de mettre fin au mouvement révolutionnaire. Pour les chefs de l'armée, en effet, il est évident que la victoire du Front populaire a déchaîné une crise révolutionnaire à laquelle les hommes politiques républicains modérés de la gauche sont incapables de s'opposer.

Dès le 17 février, le dirigeant de droite Calvo Sotelo et le général Franco lui-même incitent le président de la République à prendre l'initiative d'un coup de force qui annulerait les élections. Le 20 février, à l'initiative des chefs de l'Union militaire espagnole, des conférences entre chefs militaires et dirigeants politiques des partis de droite ont lieu dans toute l'Espagne. Ils en arrivent à la conclusion suivante : le moment d'une action n'est pas encore venu, car les troupes, conquises par l'enthousiasme populaire, ne sont pas sûres pour le moment.

Le gouvernement, informé de cette conclusion, décide de déplacer les chefs de la conspiration : Franco est envoyé aux îles Canaries, le général Mola (9) en Navarre...

L'Italie fasciste envoie aux généraux espagnols des armes et de l'argent. Des liens étroits sont établis avec les dirigeants politiques de la droite. Apparemment, Calvo Sotelo est un des chefs de la conspiration. Mais les militaires comptent pouvoir attirer Gil Robles et ses amis, qui, jusqu'à présent, hésitent.

A l'image des groupes politiques qu'ils représentent et des forces sociales qu'ils incarnent, le président du gouvernement du Front populaire, Casares Quiroga, et Manuel Azaña, président de la République, sont pris entre deux feux : la révolution ouvrière qui menace les bases de la domination bourgeoise, d'une part, et la contre-révolution armée, d'autre part.

Le 18 juillet, au Maroc, colonie espagnole, commence le soulèvement militaire, que viennent renforcer, les unes après les autres, les garnisons de la péninsule. Le gouvernement républicain essaie de nier l'évidence, tandis qu'il cherche à négocier avec les rebelles. Un gouvernement s'improvise, présidé par le républicain modéré Martinez Barrio, et son premier acte est d'offrir des portefeuilles ministériels aux généraux rebelles, que ceux-ci refusent.

Ce même 18 juillet, les confédérations syndicales UGT (10) et CNT (11) appellent à la grève générale. Les masses ouvrières sortent dans la rue, exigent du gouvernement d'obtenir des armes, déterminent celles qu'elles avaient cachées en 1934 ou s'en procurent de nouvelles. Le 19 juillet, le nouveau gouvernement du Front populaire, présidé par Giral, se voit donc obligé de faire distribuer des armes aux organisations ouvrières.

A Madrid, à Barcelone, dans les grandes villes, les ouvriers assiègent les casernes. La rébellion est défaite. Et avec elle disparaît le pouvoir bourgeois lui-même, remplacé par les comités ouvriers : le 19 juillet est le jour du commencement de la révolution ouvrière en Espagne.

Il s'agit, dans ce numéro de *La Vérité* consacré à l'année 1936, de tirer les leçons fondamentales de ce mouvement et de déterminer le rôle joué par les différents courants du mouvement ouvrier : sociaux-démocrates de "droite" et de "gauche", staliniens, anarchistes et centristes du POUM. Tirer les leçons de la révolution espagnole de 1936 est une nécessité pour tout révolutionnaire.

(9) Mola (1887-1937) : général espagnol, véritable chef de la conspiration qui aboutit au coup d'Etat de juillet 1936, il dut céder sa place au général Franco en 1937 avant de disparaître dans un accident d'avion.

(10) Union générale des travailleurs, centrale syndicale ouvrière liée au PSOE et fondée par Pablo Iglesias (le fondateur du PSOE) en août 1888. La principale organisation de la classe ouvrière d'Espagne avec la CNT anarcho-syndicaliste.

(11) Confédération nationale du travail : confédération ouvrière d'orientation anarcho-syndicaliste fondée en octobre 1910 par des militants ouvriers regroupés autour du journal *Solidaridad Obrera* et de tradition anarchiste. Avec plus d'un million et demi de syndiqués 1934, elle devient l'une des premières organisations ouvrières d'Espagne.

De 1931 à 1936 : la révolution ouvrière mûrit

Les cinq années de la II^e République espagnole qui ont précédé la guerre et la révolution ont été des années denses, car, durant cette période, la lutte de classes a concentré les besoins, les expériences accumulées par toutes les classes sociales, en particulier depuis la révolution de 1868-1873 (12).

Les besoins économiques, les intérêts de classe, l'expérience de chaque classe, couche et secteur social, se transforment à partir de 1931 en action, en conscience, en organisation, et c'est ainsi que mûrit la grande explosion révolutionnaire de 1936-1937.

LE 14 AVRIL : L'IRRUPTION DES MASSES

En avril 1931, les masses font irruption sur l'arène politique avec un potentiel rarement vu dans l'histoire espagnole. Lors des élections municipales du 12 avril, la population urbaine donne une victoire éclatante aux partis républicains, qui s'étaient unis l'année précédente en signant le "pacte de San Sebastian". Pour sauver sa domination, la bourgeoisie laisse tomber le roi.

Le 14 avril, la république est proclamée dans les principaux centres ouvriers et urbains, à commencer par Eibar, Barcelone et Madrid. Ce même jour, parmi les foules innombrables qui parcourent le pays, il n'y a plus seulement le mouvement ouvrier et les formations républicaines. La paysannerie pauvre, les couches urbaines les plus exploitées et la petite bourgeoisie commencent à rejoindre le mouvement tumultueux d'une révolution qui veut changer l'Espagne, et qui, dans les années suivantes, cherchera la voie pour y parvenir.

La monarchie espagnole était le régime d'une bourgeoisie alliée aux latifundistes, au clergé, aux caciques et à la caste militaire colonialiste. Une bourgeoisie hétérogène, qui, par crainte du mouvement ou-

vrier, avait renoncé à liquider les survivances féodales et avait renoncé à réaliser les tâches de la révolution bourgeoise démocratique et à constituer une nation. Pour toutes ces raisons, la monarchie espagnole était un bastion traditionnel de la réaction en Europe. Sa chute redonne de l'espoir au mouvement ouvrier européen, qui, après l'écrasement de la révolution allemande de 1923, voyait se développer le fascisme et les régimes autoritaires, régimes auquel le capital avait recours du fait de son incapacité à contenir le mouvement ouvrier.

A partir du 14 avril, les masses cherchent à en finir avec tout ce que représente la monarchie. Frappés par la crise, des travailleurs exigent des indemnités de chômage, et, dans les campagnes, les paysans exigent que la terre soit donnée à ceux qui la travaillent. Après l'interdiction des syndicats et le régime corporatiste de Primo de Rivera (13), les travailleurs exigent tous les droits syndicaux et la journée de sept heures. Les différentes nationalités qui composent l'Espagne veulent se libérer de l'oppression et veulent la démocratie à tous les niveaux, et en particulier le droit à l'autodétermination des peuples. Ils veulent mettre fin au pouvoir du clergé et de la caste militaire.

La république surgit au milieu de puissantes grèves ouvrières se combinant avec de puissants mouvements de paysans pour la terre, rejoints par d'autres couches sociales.

En haut, on veut laisser intact l'ancien régime : les structures économiques et sociales, la machine répressive, l'infâme bureaucratie centraliste, le clientélisme à tous les niveaux... Le personnel politique de la monarchie, avec son habillage républicain improvisé, instaure, pour maintenir le régime, une coalition avec les partis républicains, centristes ou nationalistes. Mais surtout, ils réussissent à faire entrer dans cette coalition les dirigeants du

(12) Dates de la Première République.

(13) Dictature corporatiste en Espagne entre 1923 et 1930.

PSOE (14). Dans le gouvernement provisoire et dans les gouvernements des deux années qui suivent, la clé de la situation réside dans la participation des dirigeants du Parti socialiste : Largo Caballero, Indalecio Prieto, Fernando de los Rios.

Les dirigeants du Parti socialiste et de l'UGT sont ainsi, face à la révolution, à la fois les otages et le bouclier du pouvoir des puissants de toujours. Leur participation au gouvernement accentue la division du mouvement ouvrier, puisque, à cette époque, l'appareil d'Etat aggrave la répression contre la CNT.

Dans les campagnes, la terre ne change pas de mains. La lente et misérable réforme agraire est ressentie comme une provocation par la masse des journaliers et des paysans pauvres.

Le "désordre politique" s'aggrave du fait de l'acharnement de l'appareil d'Etat contre les masses, à commencer par la brutale répression de la manifestation du 1^{er} Mai 1931. Les lois d'exception de la dictature sont maintenues et renforcées. Entre le 14 avril 1931 et le 18 juillet 1936, excepté pendant trois mois, les droits constitutionnels sont suspendus dans les provinces.

La république poursuit la politique coloniale de la monarchie et n'apporte aucune solution au problème national, bien que, dès 1931, et de nouveau en 1934, une république catalane ait été proclamée "*dans le cadre de l'Etat fédéral*".

Léon Trotsky avait affirmé que la solution à la question catalane pouvait être une large autonomie, mais que cela était impossible dans un régime qui ne satisfaisait pas les aspirations les plus élémentaires des ouvriers et des paysans. Et donc, que cela était impossible en gardant le vieil appareil d'Etat avec son centralisme oppresseur, empêchant l'autodétermination des peuples. Mais la république ne peut régler aucun de ces problèmes. Même si la situation révolutionnaire suscite l'expression des aspirations nationales, les statuts d'autonomie qui sont créés sont un facteur de division des travailleurs et des peuples.

L'opposition entre le mouvement révolutionnaire des masses et le maintien d'une sorte de "monarchie sans roi" soumet toutes les organisations ouvrières à une tension extrême.

Les dirigeants du PSOE et de l'UGT, alléguant que l'heure n'était pas à la révolution ouvrière, mais à une révolution démocratique, soutiennent les politiciens bourgeois et petits-bourgeois. Or ceux-ci ne veulent résoudre ni la question agraire ni la question nationale. Ils sacrifient les exigences des travailleurs à la tâche de "*consolider le régime*" républicain, qui, selon eux, "*ouvre une large voie à toutes les revendications à caractère social*". Résultat de cette politique : aux élections de 1933, le PSOE passe de 115 à 58 députés.

La CNT, renonçant à l'action sur le terrain politique, soutient les républicains, en particulier l'ERC (15), c'est-à-dire le régime même qui la réprime. Privant d'objectif politique les grandes grèves qu'elle organise, la CNT contribue à leur isolement et à leur répression. Elle passe de cette politique à celle, sous la nouvelle direction de la FAI (16), de la consigne de l'abstention massive aux élections, qui contribue à la victoire de la droite aux élections de 1933.

Cette subordination des deux directions ouvrières (PSOE-UGT et CNT-FAI) à l'impérialisme crée une division sans précédent dans la classe ouvrière et place le pays au bord d'une crise dangereuse. Les choses sont aggravées par le cours stalinien de l'Internationale communiste, qui pousse le maigre PCE (17) à mettre en avant "*le pou-*

(14) Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), fondé en 1879 à Madrid par le typographe Pabli Iglesias, également fondateur, en 1888, à Barcelone, de l'Union générale des travailleurs. Parti membre de la II^e Internationale en Espagne.

(15) Gauche républicaine de Catalogne, parti bourgeois nationaliste catalan créé en 1931, dirigé par Lluís Companys, président de la Generalitat en 1934, puis en 1936.

(16) La Fédération anarchiste ibérique (FAI), constituée en 1927, est une organisation anarchiste de milliers de militants, dont beaucoup de cadres de la CNT font partie.

(17) Né le 14 novembre 1921 de la fusion de plusieurs groupes issus du PSOE qui s'étaient prononcés pour la III^e Internationale. Sa fédération catalane, partisane de "l'opposition de droite" de l'IC (Boukharine), fait scission en 1930 et fonde le Bloc ouvrier et paysan (BOC). Le PCE est alors une organisation de très petite taille, mais va jouer un rôle majeur comme courroie de transmission de la politique de la bureaucratie stalinienne par la constitution du Front populaire. Toute sa politique se concentre contre l'initiative révolutionnaire des masses et il est la pointe avancée de la répression

voir de soviets” inexistants, à s’opposer au mouvement des masses pour la démocratie et à provoquer une scission dans l’UGT, au nom de la politique de division du mouvement ouvrier connue sous le nom de “troisième période”.

Dans ces premières phases de la révolution, alors que celle-ci est encore tâtonnante, il est vital de regrouper une avant-garde qui puisse jouer un rôle déterminant dans les moments décisifs. C’est dans ce but que Trotsky et l’Opposition de gauche internationale proposent un programme d’action révolutionnaire et des mots d’ordre démocratiques et sociaux, afin que l’Opposition communiste, qui vient de se constituer en Espagne, soit armée pour intervenir dans les syndicats, combattant sur l’axe de l’unification des communistes grâce à un congrès extraordinaire du PCE. Mais les hésitations de l’Opposition communiste espagnole à mener ce combat ne lui permettent pas de gagner à son programme les ouvriers communistes. Prenant le nom de Izquierda Comunista (Gauche communiste) et transférant son siège à Barcelone, en Catalogne, elle se rapproche du Bloc ouvrier et paysan, un groupe centriste issu de la fédération catalane du PC, et proche de “l’opposition de droite” dans l’Internationale communiste.

L’INSURRECTION OUVRIÈRE D’OCTOBRE 1934

Des entrailles de la classe ouvrière surgit un nouvel élan, désormais irrésistible, de la révolution.

En janvier 1933, la division des rangs du mouvement ouvrier allemand, du fait de la politique du stalinisme et de la social-démocratie, permet l’arrivée au pouvoir de Hitler, qui remplit les camps de concentration de syndicalistes et de militants ouvriers. C’est un choc dans le mouvement ouvrier dans toute l’Europe. Dans l’Etat espagnol, le mouvement de la classe ouvrière se cherche et se tourne vers ses organisations traditionnelles : l’UGT, la CNT, le Parti socialiste. Les ouvriers boycottent les bateaux nazis, recourent aux méthodes de la lutte des classes contre les licenciements. Face à la

radicalisation des organisations de leurs partis, les dirigeants socialistes reconnaissent qu’ils sont au gouvernement, mais n’ont pas le pouvoir, et Largo Caballero, président du PSOE, appelle les travailleurs à lutter pour le pouvoir.

C’est dans le cadre de cette montée révolutionnaire que les Jeunesses socialistes, qui se radicalisent, invitent l’Izquierda Comunista espagnole (ICE) à rejoindre leurs rangs pour les aider à prendre le chemin de la révolution russe. Trotsky lutte de toutes ses forces, du fond de son exil, pour convaincre ses camarades espagnols de répondre positivement à ces jeunes militants socialistes, qui, sous la pression du mouvement révolutionnaire des masses, font mouvement vers le bolchevisme. Contre l’avis de Trotsky, l’ICE demeure prisonnière des pressions du centrisme du Bloc ouvrier et paysan. Ainsi est perdue une occasion exceptionnelle de forger un outil révolutionnaire par la conjonction des représentants de l’Opposition de gauche et d’une fraction de la jeunesse révolutionnaire du Parti socialiste. Abandonnés à leur sort, les dirigeants des Jeunesses socialistes finiront par rejoindre les rangs du parti stalinien.

Lorsque, en novembre, le résultat des élections place la droite au gouvernement, les grands propriétaires terriens et les capitalistes se précipitent pour récupérer tout ce qu’ils avaient dû céder : *“Mangez la république !”*

“L’état d’esprit de la classe ouvrière est qu’il faut se défendre”,

affirme un syndicaliste au comité national de l’UGT.

Un autre ajoute :

“Pour que les masses, que la république a mises debout, ne se dispersent pas et ne quittent pas notre mouvement syndical, il faut maintenant donner le sentiment que nous préparons tous les moyens défensifs pour que la réaction ne puisse pas nous détruire.”

Sans avoir clairement tranché la question de savoir si la prise du pouvoir signifiera entamer la révolution sociale, l’UGT

contre tous ceux — y compris le POUM, membre du Front populaire — qui ne se rangent pas totalement aux directives de Staline. En Catalogne, les staliens imposent l’unité organique au Parti socialiste catalan et fondent, sous leur direction, le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC).

choisit en janvier 1934 une nouvelle direction qui s'aligne sur le PSOE et qui consiste à *“aller le plus tôt possible vers ce mouvement pour éviter de laisser à la droite le temps de se préparer”*. Le PSOE, l'UGT et les Jeunesses socialistes se mettent à préparer politiquement, matériellement et sur le plan organisationnel l'insurrection, en rassemblant les énergies de milliers d'ouvriers et de jeunes.

Le plénum national des organisations régionales de la CNT répond en février que

“la CNT est disposée, comme d'habitude, à contribuer de toutes ses forces à tout mouvement révolutionnaire qui tendrait à l'émancipation de toute la classe travailleuse”.

Peu de temps auparavant s'est constituée en Catalogne, dans le but de “sauvegarder les conquêtes” et de s'opposer à la réaction, l'Alliance ouvrière, qui regroupe les organisations socialistes, le BOC, l'ICE, l'Union de Rabasaires (18) (liée à l'ERC) et des secteurs dissidents de la CNT (organisation largement majoritaire en Catalogne). L'Alliance ouvrière devient un drapeau et une exigence des masses dans toute l'Espagne, exigence à laquelle résistent dans les faits les dirigeants des grandes organisations ouvrières. Mais dans les Asturies, cependant, l'unité des rangs ouvriers est totale sous le drapeau de l'Alliance ouvrière : l'unité PSOE-UGT-CNT avec l'ensemble du mouvement ouvrier se met en place, y compris le PCE (qui n'adoptera cette attitude que dans les Asturies).

Lorsque se forme un gouvernement avec la participation de la CEDA (19), les organisations ont des armes prêtes, des détachements ouvriers et le programme du nouveau pouvoir. Dans les Asturies, où l'unité a été réalisée de bas en haut, l'insurrection est une réalité. Dans le reste du pays, les dirigeants des organisations ouvrières hésitent, et la grève générale ne débouche pas sur l'insurrection. D'une part, les dirigeants socialistes et ceux de la CNT maintiennent la division entre leurs organisations respectives. D'autre part, les dirigeants du PSOE, y compris Largo Caballero, lorsque arrive le moment crucial... préfèrent faire confiance au président de la République, aux militaires “démocrates”... et, avant même qu'ils ne donnent l'ordre du soulève-

ment, l'appareil d'Etat s'est emparé des arsenaux ouvriers.

En Catalogne, sous prétexte que le gouvernement régional petit-bourgeois proclame symboliquement la République catalane, réduite au silence en quatre coups de canon, les dirigeants de la CNT, ultra-majoritaire, laissent filer. La division imposée par les dirigeants empêche que le mouvement ouvrier ne prenne la tête de la lutte pour la liberté nationale.

Mais l'imposante et héroïque révolution asturienne, dans laquelle notre camarade Manuel Grossi eut un rôle de premier plan, montre la voie à tout le prolétariat espagnol et européen, même si elle est finalement écrasée dans le sang. Les Asturies ont démontré que le front unique des organisations ouvrières contre le fascisme était possible. Le mot d'ordre des combattants asturiens, *“Unisiez-vous, frères prolétaires”* (“Unios, hermanos proletarios” — d'où le sigle UHP), prend une force irrésistible. Personne ne peut plus imposer aux travailleurs la division. Chaque jour de plus que dure le gouvernement de droite, s'affirme dans la conscience des travailleurs la nécessité de l'unité des organisations pour changer le cours des choses. L'exigence de l'amnistie pour les 30 000 prisonniers d'octobre 1934 préparait la prochaine irruption révolutionnaire.

Les illusions sur les dirigeants républicains-bourgeois ou sur les institutions s'étaient évanouies assez largement, sauf dans le cas de la Catalogne, puisque Companys, le dirigeant de la Gauche républicaine, se retrouve dans la même prison que le socialiste Largo Caballero et les autres dirigeants ouvriers. Ceux-ci cristallisent tous les espoirs des masses populaires.

C'est dans cette situation où la révolution avait l'initiative que le capital a alors recours — grâce au stalinisme — au gigantesque piège que fut le Front populaire.

(18) Union de petits paysans-vignerons de Catalogne.

(19) CEDA : Confédération espagnole des droites autonomes : parti bourgeois, clérical et conservateur, dont le dirigeant le plus connu est Gil Robles, rassemblant des chrétiens-démocrates et des fascistes en passant par les monarchistes. Le 17 juillet 1936, la plupart des membres de la CEDA rejoignent la rébellion militaire. Quant au Parti radical, il s'agit

En ce moment d'effervescence révolutionnaire, Andrés Nin (20) et les autres dirigeants liquident la Gauche communiste (ICE), au moment où elle était peut-être la plus nécessaire.

Le 29 septembre 1935, clandestinement, dans une petite maison du quartier barcelonais de Horta, se constitue le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), par la fusion du groupe centriste appelé Bloc ouvrier et paysan et de l'ICE.

Comment regrouper l'avant-garde alors que la révolution allait occuper le centre de la scène politique ?

Parce sa préoccupation majeure était de fournir aux masses le point d'appui organisé dont elles avaient besoin, Léon Trotsky organise ceux qui restent partisans de la IV^e Internationale.

Mais, pour les mêmes raisons, il choisit de rechercher la discussion politique et la collaboration avec le POUM, qu'il ne renonce pas à gagner à ses conceptions bolcheviques-léninistes.

d'un petit parti bourgeois, dirigé par Lerroux, dont le gouvernement envoie le général Franco écraser la révolte des mineurs des Asturies en 1934.

(20) Un des fondateurs du Parti communiste espagnol, travaille pour l'Internationale communiste à Moscou, où il collabore avec Léon Trotsky et rejoint l'Opposition de gauche. De retour en Espagne, il fonde la Gauche communiste espagnole (ICE), section de l'Opposition de gauche internationale. Mais alors que Trotsky conseillait à l'ICE d'entrer en jonction avec les Jeunesses socialistes en pleine radicalisation, Nin refusa et prit le chemin de la constitution d'un parti en fusionnant l'ICE et le Bloc ouvrier et paysan, une scission du Parti communiste en Catalogne. Rompant avec Trotsky et l'Opposition de gauche, Nin fonde alors le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Malgré les tentatives de Trotsky de renouer la discussion politique, l'orientation centriste du POUM pousse celui-ci à entrer dans le Front populaire et Nin à devenir ministre de la Justice du gouvernement de Catalogne. Cette couverture à gauche du Front populaire n'empêchera pas Nin, le POUM et ses militants d'être la cible de la persécution "antitrotskyiste" des staliniens, accusant Nin, comme d'autres (anarchistes, trotskystes, socialistes) d'être des "agents fascistes". En juin 1937, Nin et d'autres dirigeants du POUM sont arrêtés et exécutés par la police politique de Staline avec la complicité des services secrets du gouvernement républicain.

Le Front populaire

Le 15 janvier 1936, les partis républicains-bourgeois de gauche, l'Union républicaine de Martínez Barrio et la Gauche républicaine d'Azaña signent avec le Parti socialiste, le Parti syndicaliste d'Angel Pestaña, le Parti communiste et le POUM le pacte du "Front populaire", fixant le programme de la coalition électorale ainsi constituée.

La "tactique de front populaire" fut présentée au VII^e Congrès de l'Internationale communiste par Dimitrov, sur mandat de Staline. Il s'agissait, sous prétexte de "lutte contre le fascisme", de sceller l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie "démocratique". Dimitrov déclarait :

"Aujourd'hui, dans une série de pays capitalistes, les masses ouvrières doivent concrètement choisir, pour le moment, non pas entre la dictature du prolétariat ou la démocratie bourgeoise, mais bien entre la démocratie bourgeoise ou le fascisme."

Le programme en huit points du Front populaire espagnol se basait sur l'acceptation par les partis ouvriers du programme

des républicains bourgeois. Côtéant de vagues formules républicaines sur la réforme agraire, le programme se prononçait pour des réformes du règlement des "Cortes" (Parlement), réformes des municipalités, réorganisation des finances, de protection de la petite industrie ou encore pour le développement des travaux publics.

Les partis ouvriers avaient donc accepté un programme d'une des fractions de la bourgeoisie, renonçant à toutes leurs revendications ouvrières traditionnelles. Le programme affirmait :

"La république, conçue par les républicains, n'est pas une république animée d'intentions sociales ou économiques de classes, mais plutôt un régime de liberté démocratique mû par l'intérêt public et le progrès social."

Le pacte intégrait l'engagement de former un gouvernement exclusivement composé de républicains bourgeois, que les partis ouvriers soutiendraient sans pourtant en faire partie.

Le programme du Front populaire de 1936 est une capitulation sur toute la ligne. Les partis ouvriers s’y sont engagés

“à mettre en œuvre un plan politique commun comme base de l’accord entre leurs forces respectives en vue de l’échéance électorale prochaine, et de la norme du gouvernement que les partis républicains de gauche se devront de constituer — avec le soutien des forces ouvrières — en cas de victoire”.

Pour l’historien Ramos Oliveira, “chacun de ces points était une fuite”.

Il y était dit par exemple :

“Les républicains ne reconnaissent pas le principe de nationalisation de la terre pour la donner aux paysans, demandé par les délégués du Parti socialiste. Au contraire, ils considèrent adéquate la série de mesures qui propose la rédemption du paysan et du petit et moyen cultivateur non seulement pour être œuvre de justice, mais aussi parce que cela constitue la base la plus solide pour une reconstruction économique nationale (...). Les républicains ne reconnaissent pas le principe de nationalisation de la banque, soutenu par les partis ouvriers (...). Les républicains n’acceptent pas le paiement des jours de grève demandé par la représentation ouvrière (...). La république conçue par les partis républicains n’est pas une république animée d’intentions économiques ou sociales de classes, mais plutôt un régime de liberté démocratique mû par l’intérêt public et le progrès social (...). Les partis républicains n’acceptent pas le contrôle ouvrier revendiqué par la représentation du parti socialiste.”

Et le reste est à l’avenant, c’est-à-dire un programme niant, les unes après les autres, les revendications ouvrières.

Ce programme intégrait cependant une exigence qui permit une authentique mobilisation populaire : l’amnistie totale des insurgés de 1934 et la réintégration, avec indemnisation, de tous les travailleurs privés de leur emploi. L’amnistie pour les 30 000 ouvriers toujours emprisonnés servit à la gauche du Parti socialiste (Largo Caballero) et au POUM à justifier leur adhésion au Front populaire, qu’ils présentèrent comme une simple alliance électorale. De la même manière, l’exigence d’amnistie agrégea le vote des ouvriers anarchistes. La CNT et la FAI, non signataires de l’accord de Front popu-

laire, s’abstinrent, contrairement à toutes leurs traditions, de lancer leur consigne habituelle de *ne pas voter*, et de sabotage des élections. On calcule à un million et demi le nombre de voix s’abstenant habituellement à l’appel des campagnes anarchistes, mais qui, en 1936, se portèrent sur les listes du Front populaire afin d’obtenir la libération des prisonniers politiques de 1934.

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

Le 16 février, le Front populaire l’emporte avec 4 838 449 voix contre 3 996 931 pour la coalition des droites et 449 320 pour le centre sur 11 millions d’inscrits et 9,5 millions de suffrages exprimés.

De par la loi électorale, cette courte majorité se traduit par une écrasante majorité des députés des partis du Front populaire aux Cortes, soit 277 contre 132 pour la droite et 32 pour le centre.

Les élections sont une défaite cinglante pour le centre et le centre-droit. Des petits partis bourgeois comme le Parti radical sont laminés.

Il n’est pas possible de reconstituer le nombre de voix que chacun des partis qui constituent le Front populaire a obtenues séparément. Le nombre d’élus ne dépendait que des accords passés entre les organisations au moment de former les listes. La Gauche républicaine d’Azaña obtient 84 députés, l’Union républicaine de Martínez Barrio 37, la Gauche catalane de Companys 38. Les socialistes ont 90 députés, les communistes 16, le POUM 1, son secrétaire général Maurín et le Parti syndicaliste 1, le vieux Pestaña.

LA POSITION DU POUM

Le POUM avait critiqué, au moment de sa fondation, le tournant du VII^e Congrès de l’Internationale communiste à propos duquel Maurín écrivit qu’

“il a tourné sur la question du Front populaire, c’est-à-dire de la conjonction permanente du mouvement ouvrier avec

les partis bourgeois qui acceptent une politique internationale sur la base du pacte franco-soviétique” (21).

Le parti lui-même déclara :

“La politique du front populaire que l’Internationale communiste a mise en œuvre actuellement dans de nombreux pays, et parmi eux, le nôtre, constitue une rupture complète avec les traditions du marxisme. Le front populaire, tel que le promeut l’IC, est un contact organique permanent du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie libérale” (22).

Malgré ses déclarations de principes, le jeune POUM vacilla dès le premier instant dans le Front populaire. En novembre 1935, alors qu’apparaît la possibilité d’élections prochaines, son organe central, *La Batalla*, pointe la perspective d’alliance avec les républicains bourgeois de gauche, tout en ajoutant avec fermeté qu’il ne pourrait s’agir que d’un “pacte de pure circonstance” et en aucune manière “du pacte aujourd’hui promu par Moscou” (23). Le POUM s’adresse donc d’abord aux partis socialiste et communiste, le 4 novembre, pour leur proposer une alliance électorale des partis ouvriers. Mais cette proposition est rejetée.

Lorsque le PSOE, le PCE et les républicains bourgeois franchissent le premier pas vers la constitution du Front populaire, le POUM se trouve face à un dilemme. La direction du POUM pense qu’il est vital pour le développement du parti de bénéficier d’une représentation parlementaire. Son comité central se réunit le 5 janvier, et Andrés Nin présente un rapport sur la “question électorale”. La résolution finale, adoptée à l’unanimité, rappelle que la loi électorale interdit à un parti nouvellement fondé d’accéder à la députation et affirme la nécessité, pour un “parti ouvrier révolutionnaire”, de conquérir des positions parlementaires afin d’effectuer au sein des Cortès “un travail d’opposition révolutionnaire que ne pourrait en aucune manière accomplir ni la social-démocratie ni le PC officiel”. Sans aucun doute, les dirigeants du POUM étaient saisis par la peur de rester isolés en n’intégrant pas le Front populaire. La tragédie du POUM est qu’à chaque occasion, après avoir défendu une position de “principe”, il s’incline face à ce que ses dirigeants considèrent comme étant “la réalité” sans oser jamais défendre jusqu’au

bout les principes mêmes qu’il vient d’énoncer. C’est ce qui arriva avec le Front populaire, puis avec la question de la participation au gouvernement... Le POUM sortira toujours perdant. Ainsi, à peine est-il entré dans le Front populaire au nom de considérations avant tout électorales, qu’il assiste au boycott, par les autres partis du Front populaire, de la candidature de Nin à Teruel et de celle de Gorkin à Cadix... Finalement, il n’obtient que l’investiture de Maurin comme député de Barcelone.

L’inconséquence de la position du POUM face au Front populaire est évidente. Ainsi le 17 juillet 1936, à la veille du coup d’Etat militaire, *La Batalla* publie le “Manifeste du comité central du POUM à la classe ouvrière”, dans lequel il est expliqué :

“Le Front populaire fut une nécessité historique (...) au cours de la période électorale comportant un double objectif concret : expulser les réactionnaires du pouvoir et libérer les 30 000 prisonniers. Son maintien ultérieur est contraire aux intérêts du prolétariat et de la révolution.”

Mais c’est pour ajouter plus loin :

“Il nous faut impulser la formation d’un authentique gouvernement de Front populaire, avec la participation directe des partis socialiste et communiste. Ce gouvernement de Front populaire serait progressiste par rapport à celui en place aujourd’hui.”

Et de proposer une politique de pression sur cet hypothétique gouvernement.

TROTSKY ET LA SIGNATURE DU PACTE DE FRONT POPULAIRE

Au sujet du Front populaire en France, Trotsky avait écrit :

“Le Front populaire est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, représentée par le Parti radical et autres pourritures de la même espèce, mais de moindre envergure. La coalition s’étend au plan parlementaire. Sur

(21) Pacte Laval-Staline, signé entre l’impérialisme français et la bureaucratie soviétique en 1935.

(22) Brochure du parti “Ce qu’est le POUM et ce qu’il veut”.

(23) *La Batalla*, 15 novembre 1936.

chaque plan, le Parti radical, qui conserve toute sa liberté d'action, limite brutalement la liberté d'action du prolétariat" (24).

Ces phrases peuvent s'appliquer parfaitement au Front populaire espagnol et à son attitude face au soulèvement militaire de juillet 1936.

La signature par le POUM de l'accord électoral du Front populaire provoque un grave désaccord avec Trotsky, qui considère cette décision comme une "trahison", n'acceptant pas les justifications de cette signature par les dirigeants. Nin expliquait le 5 avril 1937 que

"le mouvement pour le Front populaire exerça une telle pression que notre parti fut obligé de s'y joindre".

Trotsky considère au contraire qu'il s'est agi d'une pure et simple capitulation face au Front populaire. A *La Batalla*, qui cherche des justifications, invoquant des dispositions de la loi électorale, Trotsky réplique :

"La technique électorale ne peut justifier la politique de trahison consciente consistant à proposer un programme commun avec la bourgeoisie."

Et affirme également que la signature du pacte transforme le POUM en une "couverture de gauche" de la coalition. Le POUM affirme avoir signé le pacte pour "faire échec à la droite" et qu'il conserve sa liberté de critique vis-à-vis du Front populaire. Trotsky, très lucidement, souligne au contraire les conséquences induites par ces volte-face :

« Le tournant de La Batalla vis-à-vis du Front populaire ne peut nous inspirer aucune confiance. On ne peut pas dire le lundi que la Société des nations (25) est un ramassis de bandits et le mardi inviter les électeurs à voter pour le programme de la SDN, pour expliquer le mercredi qu'il ne s'agissait la veille que d'une manœuvre électorale et que l'authentique programme va être à nouveau mis en œuvre. L'ouvrier sérieux s'interrogera : que diront ces gens le jeudi et le vendredi ? (...) A chaque tentative de critiquer le Front populaire — et Maurin et Nin le tentent aujourd'hui désespérément —, les bourgeois radicaux, les sociaux-démocrates et les communistes répliqueront invariablement : "Mais vous avez vous-mêmes participé à la constitution du Front populaire et vous en avez signé le programme." Et si ces messieurs essayent de s'en sortir avec une esquivé vicieuse

du type : "Il ne s'agissait que d'une manœuvre électorale", ils n'en auront l'air que plus ridicules. »

Le caractère mortel du Front populaire, basé sur la soumission des organisations ouvrières aux républicains bourgeois "de gauche", s'est manifesté de manière flagrante au moment du coup d'Etat militaire de Franco. Alors que le soulèvement passait du Maroc à la péninsule, remportant avec facilité Salamanque, Burgos, la Galice, la Navarre, Séville..., le gouvernement de Front populaire tente de composer avec les insurgés, tranquilisant l'opinion publique tout en refusant de livrer des armes aux ouvriers.

"Le gouvernement déclare que le mouvement se limite exclusivement à certaines villes du Maroc et que personne dans la péninsule ne s'est agrégé à une entreprise aussi absurde",

déclarait-il. Il se refuse absolument à prendre une quelconque mesure pour éviter l'extension du soulèvement. Les ministres républicains, alertés au sujet des préparatifs militaires, laissent faire les insurgés pendant 48 heures sans mobiliser aucune des forces loyales de l'armée et sans donner aucun ordre. Le soulèvement s'étend à Séville, Algeciras, la Linea, Écija, Cadix. A Pampelune, le général Mola contrôle rapidement la ville. Burgos et Valladolid tombent sous le contrôle militaire des fascistes.

Et que dit le gouvernement ? *"Qui-conque facilitera l'utilisation des armes sans consentement sera fusillé"*, proclame Casares Quiroga, président du gouvernement.

De leur côté, le Parti socialiste et le Parti communiste publient conjointement la déclaration suivante :

"Le moment est difficile, mais pas désespéré. Le gouvernement a la certitude de posséder les moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Dans le cas où ces moyens seraient insuffisants, la république a la promesse solennelle du soutien du Front populaire. Celui-ci est décidé à intervenir dans la lutte à partir

(24) "Front populaire et comités d'action", 1935, dans le recueil *Où va la France ?*

(25) La SDN fut fondée en 1919 dans le cadre du traité impérialiste de Versailles, sous pression du président américain, W. Wilson. Lénine la qualifiait de "caverne de brigands impérialistes".

du moment où son aide sera requise. Le gouvernement ordonne et le Front populaire s'exécute."

En ces moments décisifs, la politique de front populaire paralyse les organisations ouvrières et permet l'extension du putsch militaire. Trotsky dira alors :

"Pour la seconde fois en cinq ans, la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale a conduit la révolution espagnole au bord du gouffre. Incapable de mener à bien aucune des tâches mises à l'ordre du jour par la

révolution — qui, somme toute, peuvent se réduire en une seule, celle de démettre la bourgeoisie —, le Front populaire impuissant le régime bourgeois en provoquant un coup d'Etat fasciste. Le Front populaire a créé les conditions favorables à la victoire du fascisme en berçant les ouvriers et les paysans d'illusions parlementaires, paralysant leur volonté politique. La politique d'alliance avec la bourgeoisie va coûter cher à la classe ouvrière, années de souffrances et de sacrifices, voire même décennies de terreur fasciste."

Les journées de juillet

Après la parenthèse imposée par la répression déclenchée en réponse à la révolution d'octobre 1934 et la contre-réforme politique et sociale menée à terme par les gouvernements dirigés par le Parti radical et la CEDA, qui se succédèrent à partir de là, la situation politique change ostensiblement pendant les premiers mois de 1936. La lente réorganisation du mouvement ouvrier qui s'opère met en évidence, paradoxalement, un nouvel élan après la défaite. La victoire du Front populaire aux élections de février n'est que l'expression du nouveau tournant à gauche de la situation politique, renouant ainsi le fil de la continuité avec le processus révolutionnaire ouvert en Espagne en 1931 par la proclamation de la II^e République. Les masses, loin de rester dans l'expectative, se lancent dans l'action. Les grèves et mobilisations pour le rétablissement des droits et des conquêtes, supprimées par la législation réactionnaire antérieure, ainsi que pour exiger de nouvelles revendications, se succèdent les unes après les autres, s'étendant à tout le pays, tant dans les villes que dans les campagnes. En Catalogne aussi, où, malgré la volonté des partis bourgeois nationalistes (Ligue catalane et Gauche républicaine de Catalogne, ERC) de présenter la situation catalane comme l'"oasis" de la république, la vague revendicative provoquée par les revendications salariales, pour la réintégration des travailleurs licenciés, etc., atteint des proportions très importantes. L'organisation patronale elle-même se voit contrainte de dénoncer l'intense agitation sociale qui se développe et réclame

pour cela que s'organise le Front des gauches — version catalane du Front populaire — comme garantie pour freiner le mouvement de grèves.

Dans les casernes, la tension grandit et la propagande putschiste se développe sans que le gouvernement ne fasse rien pour la stopper. Les préparatifs en vue d'un coup d'Etat se précipitent durant l'été 1936 devant le danger de voir le principal instrument — l'armée — se décomposer, conséquence, d'après le général Mola, de "l'infiltration extrémiste" parmi les soldats.

Le 17 juillet, commence donc le soulèvement de la plus grande partie des troupes stationnées au Maroc (dans la zone du protectorat espagnol), bastion des putschistes. Elle s'étend par le sud de la péninsule le 18 juillet, tandis que le gouvernement Casares Quiroga essaie de minimiser les choses, sans prendre aucune mesure contre les militaires insurgés, rejetant la proposition faite par les organisations ouvrières de conjuguer leurs efforts afin d'écraser le putsch. Le gouvernement se déclare capable de "rétablir l'ordre", mais le soulèvement militaire se propage dans toutes les garnisons. Parmi les 51 existantes qui comptent plus d'un régiment, 44 se soulèvent pendant les heures qui suivent.

Les autres garnisons font preuve d'une loyauté envers le gouvernement très discutée (26). L'après-midi de ce même 18

(26) Gabriel Cardona, "Le soulèvement de juillet", p. 28, dans *Socialisme et Guerre civile*, 1987.

juillet, le Conseil des ministres répond par la négative à la demande de Largo Caballero, au nom de l'UGT, de distribuer des armes aux organisations ouvrières. Devant la tournure que prennent les événements, l'UGT et la CNT lancent un appel à la grève générale le 18 juillet au soir. Quelques heures plus tard, Casares Quiroga présente sa démission et est remplacé par Martínez Barrio, qui constitue un gouvernement le 19 juillet, formé exclusivement de républicains au profil de "droite", tel Sánchez Román — qui ne font pas même partie du Front populaire —, et avec un général — Miaja — à la tête du ministère de la Défense, gouvernement dont l'objectif non déclaré est de parvenir à un accord avec les putschistes. Ce gouvernement ne va durer que quelques heures, car il finit par démissionner devant la pression d'hommes tels que Largo Caballero, qui avaient mis comme condition à leur soutien que l'on distribue des armes aux travailleurs. Le gouvernement est remplacé le 20 juillet par José Giral, lequel accepte la demande et, de plus, signe un décret qui dissout l'armée et libère les jeunes recrues de toute obligation.

Le gouvernement a lui-même signé son propre arrêt de mort en acceptant la distribution des armes et en dissolvant l'armée, garante de la "légalité républicaine". En réalité, le gouvernement Giral ne fait que "légaliser" ce que les travailleurs, qui étaient sortis dans la rue, avaient déjà réalisé, c'est-à-dire déserté pour ne pas avoir à obéir aux ordres des chefs et des officiers putschistes et rejoindre les rangs des milices ouvrières constituées par les partis et les syndicats.

Dans un premier temps, le soulèvement militaire triomphe dans quelques provinces d'Andalousie (Cadix, Séville, Cordoue), en Galice, à Zamora, Valladolid, Léon, Palencia, Avila, Salamanque et Burgos, en Navarre, dans les provinces aragonaises, aux Canaries et dans les Baléares, à Oviedo... Mais il échoue complètement dans les principales villes telles que Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao... A Madrid, les masses se lancent le 20 juillet à l'assaut de la caserne de la Montagne et prennent le contrôle du bâtiment, arrêtant plusieurs chefs et officiers putschistes. La veille, à Barcelone, le général Goded avait subi le même sort après que les militants

ouvriers eurent vaincu dans la rue les militaires putschistes. A Valence, après plusieurs jours d'incertitude où les casernes sont assiégées par les travailleurs, répondant à l'appel à la grève générale des syndicats, la décision est prise de donner l'assaut aux casernes. Une délégation du gouvernement avait essayé de convaincre les organisations ouvrières d'ordonner la fin de la grève générale, assurant que la garnison locale était fidèle, mais elle échoue totalement devant la fermeté des travailleurs et le refus de la majorité des organisations, qui — à l'exception des républicains et du PC — refusent de s'y soumettre.

Quelques jours après le début du soulèvement militaire, le bilan ne peut être plus négatif pour ses promoteurs : le putsch n'a pas triomphé dans les deux tiers de la péninsule, pas plus que dans la marine, et ce qui était censé devoir être une "promenade de santé" s'est transformé en son contraire.

Le développement et la conclusion des combats suivent une règle qui se vérifie presque toujours sans exception : là où les organisations ouvrières se sont montrées fermes à l'heure de faire front et qu'elles n'ont fait confiance qu'en leurs propres forces, sans prêter attention aux appels des quelques dirigeants et gouverneurs civils (préfets) qui appelaient au calme, le coup d'Etat a échoué. A l'inverse, là où les organisations ont tardé à répondre et ont suivi les consignes de ceux qui les appelaient à la loyauté vis-à-vis des chefs militaires comme seule garantie, le putsch s'est imposé. Le soulèvement militaire ne surprend presque personne, car le bruit des bottes était net depuis la victoire électorale de février 1936.

En réalité, la plupart des organisations ouvrières avaient mis en marche des dispositifs de défense pour le moment où cela se produirait. Il est vrai que les putschistes bénéficiaient de l'avantage non négligeable de choisir le moment le plus opportun pour eux. L'attitude des partis républicains et des organisations ouvrières devant ce que tout le monde annonçait comme proche était, dans le meilleur des cas, purement défensive : la politique et les compromis front-populistes les avaient entravés du point de vue de l'initiative politique.

LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE CONTRE LE FASCISME

Dans la zone dans laquelle les putschistes contrôlaient la situation, ils mirent immédiatement en route le programme réactionnaire de restauration de l'“ordre” par une répression sans limite contre les militants syndicaux, socialistes, communistes, républicains..., et, en général, contre ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient défié le pouvoir des propriétaires terriens, avaient “offensé” l'Eglise, etc. Des milliers de militants sont assassinés sur le champ dans une opération de représailles et de terreur, qui inclut en outre un message clair des putschistes : leur volonté d'en finir avec le mouvement ouvrier organisé, même si, pour cela, ils devaient “fusiller la moitié de l'Espagne”, comme le déclara le général Franco à des journalistes anglais.

Dans la zone dans laquelle le soulèvement militaire échoue, la réaction populaire se dirige immédiatement non seulement contre les responsables directs du soulèvement, mais aussi contre tous ceux que l'opinion populaire considère comme coupables de couvrir ou de soutenir le putsch militaire. L'Eglise, les propriétaires terriens, la bourgeoisie concentrent la haine des travailleurs. La réaction populaire ne cherche pas à rétablir la légalité républicaine que les militaires avaient tenté de renverser. Au moment où la tentative réactionnaire de détruire par la force le cadre politique de la II^e République échoue dans la plus grande partie de la péninsule, le mouvement engagé par la classe ouvrière, en lutte contre la réaction et tout ce qu'elle représente, tend précisément à dépasser le cadre institutionnel du régime issu du 14 avril. L'armée, telle qu'elle était conçue, cesse d'exister, et sa place est occupée par les milices organisées par les partis et les syndicats ; les corps de police en pleine décomposition sont remplacés par des patrouilles de miliciens ; l'appareil judiciaire est d'abord supprimé, pour être plus tard remplacé par des tribunaux populaires formés de représentants des organisations qui s'étaient opposées au putsch militaire ; le pouvoir de l'Eglise est totalement liquidé après

que l'on a exproprié ses biens, interdit le culte et fermé ses temples et écoles ; la totalité des publications de la droite est confisquée et reconvertie en différents organes d'expression des organisations ouvrières. Tout cela est réalisé de façon spontanée, sans qu'existe un plan préconçu, imposé par la volonté des masses de se défendre. La réponse populaire au coup d'Etat prend dès le début la forme de la révolution ouvrière, précisément celle que les militaires putschistes voulaient empêcher. La rébellion d'une partie de l'appareil d'Etat contre l'Etat lui-même ouvre une brèche par laquelle s'introduisent non seulement la volonté de combattre la menace fasciste que les généraux incarnaient, mais aussi les espoirs et les frustrations de milliers d'ouvriers et de paysans, toutes les aspirations non satisfaites depuis cinq ans de régime républicain. L'expérience précédente avait clairement montré que toute réforme en profondeur ferait face à l'opposition la plus hostile de l'oligarchie terrienne et financière et de la bourgeoisie.

La mobilisation des masses ne s'arrête pas à la simple lutte contre ceux qui décidèrent de prendre les armes contre le peuple ni contre leurs sympathisants dans le camp civil, mais elle se dirige contre les fondements mêmes de la société capitaliste, contre l'ensemble des classes dirigeantes et contre ceux qui, comme l'Eglise, avaient toujours été liés aux puissants. La lutte contre les putschistes est accompagnée par toute une série de transformations révolutionnaires, qui allaient avoir des implications dans la vie politique, économique et sociale.

Du point de vue politique, la conséquence la plus directe du soulèvement militaire et de la réponse populaire qu'il provoque est la chute du gouvernement Casares Quiroga le 18 juillet. Dans la zone républicaine, la révolution sociale qui éclate ouvre la voie au surgissement d'organismes de pouvoir révolutionnaire qui rivalisent avec les pouvoirs légalement constitués, particulièrement en Catalogne, mais aussi dans le Pays valencien, dans les Asturies, Santander et la partie de l'Andalousie où le putsch n'avait pas triomphé. L'effondrement institutionnel a une expression différente au Pays basque — où les nationalistes basques combattaient tant les militaires soulevés que les révolutionnaires — ou à

Madrid, où le poids de l'appareil institutionnel présent dans la capitale se fait sentir et où la politique des principaux partis du Front populaire est plus résolument qu'ailleurs orientée vers le maintien de la légalité républicaine.

Ces organismes de pouvoir révolutionnaire, appelés génériquement comités, qui se forment dans les villes et les villages, qui adoptent différents noms (comités antifascistes, comités révolutionnaires, comités de défense, etc.), répondent tous à la nécessité impérieuse d'organiser la défense de tous ceux qui s'étaient opposés au putsch militaire et de contrôler la situation au niveau territorial dans lequel chacun d'entre eux agit.

La réaction défensive de la classe ouvrière se transforme rapidement en un puissant mouvement offensif, dans lequel, en même temps qu'est organisée la lutte contre les militaires fascistes, on répond à divers problèmes que la société espagnole n'avait pas réglés.

De nombreuses mesures sont adoptées contre la propriété privée. Les terres des propriétaires sont expropriées pour procéder ensuite à leur exploitation collective. Les usines sont occupées ou confisquées, et mises sous contrôle ouvrier, tout comme les services indispensables tels que le transport, l'électricité, le gaz et l'eau. En Catalogne et dans le Pays valencien, sont créés des "conseils d'économie", avec l'objectif de coordonner et de planifier l'économie. Les différents comités locaux qui se chargent, entre autres, du recrutement des miliciens pour le front, au fur et à mesure que grandissent les difficultés et les besoins de la guerre contre le fascisme, n'ont d'autre moyen que d'accroître la "pression" sur les propriétaires et les riches, que ceux-ci aient été déclarés "fascistes" ou pas.

A la base, le fait de faire la guerre et celui de faire la révolution sont indissociables. Les deux aspects sont intimement liés et font partie d'un seul et même mouvement. Largo Caballero lui-même avait déclaré que la guerre et la révolution étaient une "*seule et même chose*" et que les masses ne combattaient pas pour l'Espagne antérieure aux journées de juillet "*sous la domination sociale des castes héréditaires, mais pour une Espagne dans laquelle on en*

aurait extirpé toutes les racines", ajoutant que l'allié le plus valable de la guerre "*était l'extinction économique du fascisme*" et que c'était "*la révolution à l'arrière*" qui donnait "*confiance et inspiration à la victoire dans les champs de bataille*" (27).

Nin avait déclaré au nom du POUM, à diverses occasions, que, contre le fascisme, il ne pouvait y avoir que la révolution prolétarienne. Mais la plupart des dirigeants avaient une autre idée. Le socialiste Prieto, par exemple, défendait l'idée que, pour s'attirer les faveurs des "démocraties", il fallait faire cesser les "*excès révolutionnaires*" et donner une image de modération et de respectabilité.

Les staliniens du PCE, à l'avant-garde du Front populaire, disaient clairement que ce n'était pas le moment d'opposer le combat pour le socialisme au fascisme, mais que le combat se déroulait entre "*fascisme et démocratie*", d'où l'absolue nécessité, selon eux, du maintien de l'alliance avec les républicains bourgeois, qui supposait évidemment la défense de la propriété privée et le respect des institutions bourgeoises. De leur côté, les dirigeants de la CNT, après avoir rejeté la possibilité de prendre le pouvoir — car, disaient-ils, en tant qu'anarchistes, ils refusaient la mise en place d'une "*dictature anarchiste*" —, se rallièrent peu à peu à l'orientation selon laquelle il fallait remettre toute réalisation révolutionnaire au lendemain du triomphe sur le fascisme.

Le poids de cette politique commence à se faire sentir lorsque, les premières semaines passées, l'isolement international de l'Espagne républicaine, fruit de la politique de non-intervention mise en œuvre par la France, l'Angleterre et la bureaucratie soviétique, donne aux putschistes les moyens de reprendre l'offensive. Avec les dures conséquences de la guerre, c'est le moment où "*D'abord la guerre, après la révolution*" devient le mot d'ordre officiel du régime républicain. Ceux qui le défendent — les différentes fractions républicaines bourgeoises, le PCE, les socialistes de Prieto, les dirigeants de la CNT et de la FAI — opposent en réalité la guerre à la révolution, avec l'objectif de freiner cette dernière. L'expérience prouvera pourtant que la révolution eut été le seul moyen de gagner la guerre.

(27) Dans *Claridad* (22 août 1936).

UNE RÉVOLUTION QUE L'ON ESSAYA D'OCCULTER

Malgré la volonté de l'arrêter par tous les moyens, la révolution sociale parcourt chaque ville et chaque village du pays qui n'étaient pas tombés entre les mains des factieux. Quiconque venait de l'extérieur ne pouvait que constater qu'une révolution était en cours. George Orwell (28) explique qu'en arrivant à Barcelone la première fois, la ville lui donna l'impression d'être gouvernée par les ouvriers. L'ex-fonctionnaire du Comintern, F. Borkenau, voyait dans la capitale catalane une ville "soviétique". Cependant, à ce moment-là déjà, il fallait dissimuler aux travailleurs du monde qu'une révolution avait commencé et transformer cela en lutte "antifasciste" du peuple espagnol. Les appareils de propagande du Comintern et de l'Internationale ouvrière et socialiste s'efforcent de présenter les faits comme une lutte entre les ouvriers et les paysans contre les généraux fascistes et pour la démocratie, masquant délibérément le caractère révolutionnaire de la lutte, qu'ils combattent.

Les PC — devenus depuis les années 1930 les agences directes de la diplomatie du Kremlin — se déchaînent, en particulier le PC français, chargé par le Comintern de "suivre" le PC espagnol. Le dirigeant du PCF André Marty, membre du comité exécutif du Comintern, écrit début août un article largement reproduit dans la presse stalinienne, dans lequel il affirme que

"la lutte actuelle en Espagne n'oppose pas le capitalisme et le socialisme, mais le fascisme et la démocratie".

Les républicains bourgeois couvrent d'éloges ce type de déclarations. Le nationaliste catalan Rovira y Virgili salua ainsi cette déclaration dans les pages du journal de l'ERC :

"Nous aimerions que tous les antifascistes d'ici, et particulièrement tous les ouvriers, lisent ce manifeste. Il est vibrant, sincère et clair. Et il a, par-dessus tout, un profond sens réaliste. Nous le disons tel quel : le communisme est, aujourd'hui, en France et ailleurs, la tendance ouvrière la mieux orientée."

Il entendait par "communisme", naturellement, les staliniens.

Le journal stalinien français *L'Humanité* (3 août) déclare :

"Le comité central du Parti communiste espagnol nous a demandé, en réponse aux informations fausses et intéressées d'une certaine presse, que nous informions l'opinion publique de ce que le peuple espagnol, dans sa lutte contre les factieux, ne vise pas l'instauration de la dictature du prolétariat et n'a qu'un seul objectif : la défense de l'ordre républicain et le respect de la propriété."

Harry Pollit, secrétaire général du PC britannique, écrit dans *l'International Correspondance Press*, le 8 août, que

« le peuple espagnol ne lutte pas pour établir des soviets ou la dictature du prolétariat. Il n'y a que les canailles les plus menteurs ou certains "gauchistes" sui generis mal informés qui déclarent le contraire, grâce à quoi ils se soutiennent pour aider les fins des rebelles fascistes » (29).

De son côté, l'organe de l'appareil de la social-démocratie internationale affirme le 28 juillet 1936 que

"la cause de l'Espagne est celle de la démocratie universelle" (30).

L'EFFONDREMENT DE L'ÉTAT ET LE POUVOIR DES COMITÉS

L'un des comités révolutionnaires les plus connus fut sans doute celui qui se constitua à Barcelone sous le nom de Comité central des milices antifascistes. Il était le résultat d'un accord entre les organisations qui composèrent en Catalogne le Front populaire, et la CNT. Il devient rapidement la principale autorité du moment, au-dessus du gouvernement de la Généralité lui-même, malgré les tentatives de ce dernier de le transformer en un simple organisme auxiliaire. Des centaines de comités locaux se constituent dans toute la Catalogne en s'inspirant de son expérience, sans toujours réussir à gagner la même autorité.

(28) George Orwell, écrivain britannique, militant ouvrier et antistalinien, auteur de *1984*, *La Ferme des animaux*, et aussi d'*Hommage à la Catalogne*, ouvrage dans lequel il raconte son engagement dans les colonnes de miliciens du POUM.

(29) Dans Burnett Bolloten, *La Révolution espagnole*, Barcelone, 1980.

(30) Enzo Colloti, *L'Internationale ouvrière socialiste et la guerre civile espagnole*, Acacia.

Son premier acte est de décréter la mise en place d'un "*ordre révolutionnaire*", qui serait assuré par des équipes de contrôle et de surveillance, en même temps que les organisations qui en font partie sont autorisées à créer des centres de recrutement pour l'organisation des "milices antifascistes". C'est-à-dire qu'il assume entièrement les fonctions d'ordre public et de défense. Son principal dirigeant est García Oliver, un militant anarchiste que certains de ses camarades qualifiaient d'anarcho-bolchevique à cause de ses positions favorables à la prise du pouvoir dès avant les journées de juillet. Il en devient le principal organisateur et le chef militaire en tant que responsable du département de la guerre. Les patrouilles de contrôle, une police révolutionnaire composée initialement de 700 membres fournis proportionnellement par la CNT, l'UGT, le POUM et l'ERC, sont créées à Barcelone sous la tutelle du comité central des milices. Les premières colonnes pour la reconquête de Saragosse partent dès le 24 juillet, sous le commandement du leader anarchiste Durruti, secondé par un militaire ayant la confiance du gouvernement autonome catalan, le commandant Pérez Farrás. D'autres partiront ensuite — la colonne de la CNT Ortiz, celle de Arquer-Grossi, formée de militants du POUM, celle de Barrio-Trueba, formée de membres de l'UGT et du PSUC, totalisant 200 000 miliciens qui couvriront tout le front d'Aragon —, et qui seront soutenues par le comité central.

Dans les autres capitales de province catalanes se constituent aussi des comités à l'image de celui qui fonctionne à Barcelone. A Gérone, se constitue un "Comité exécutif antifasciste de Gérone et région", qui, installé au siège du gouvernement civil (préfecture) et coprésidé par un militant de la FAI et par un député de l'ERC, assume entièrement le contrôle de la ville. A Lérida, se forme un "comité populaire", reconnu comme la seule autorité, dans lequel le POUM exercera une grande influence. De même, à Tarragone, s'organise un comité antifasciste, qui, après diverses restructurations, adopte le nom de Comité exécutif du front antifasciste, avec des pouvoirs similaires.

Ces organismes de pouvoir révolutionnaire connaissent le même développement

dans la zone du Levant. A Valence, le Comité exécutif populaire, créé dès les premiers instants, qui avait dû s'opposer à la délégation gouvernementale envoyée pour tenter de le persuader de lever le siège des casernes et de terminer la grève, refuse de se dissoudre comme le demande le gouverneur civil. La situation va se décanter après la démission de ce dernier, et, ensuite, avec l'assaut des casernes, lorsqu'une partie de la garnison s'est enfin soulevée et qu'est dissoute la junte déléguée envoyée par le gouvernement. Le Comité exécutif populaire demeure ainsi l'unique autorité dans la ville, autorité qui s'étend rapidement à toute la province. Il finit par être composé par un représentant de chaque parti et par deux de chaque syndicat. Son président, le colonel Arín, est nommé nouveau gouverneur civil. Le comité crée un conseil économique avec les pleins pouvoirs, organise des colonnes de miliciens qui sont envoyées sur les divers fronts, et il se structure en différentes sections qui prennent le nom de "ministères". A Castellon et Alicante se constituent respectivement le Comité exécutif antifasciste du Front populaire et le Conseil provisoire de sécurité. A Carthagène, c'est le Comité d'alliance révolutionnaire UGT-CNT, qui fonctionne sur la base d'une assemblée plénière — dont font partie tous les présidents et secrétaires des organisations syndicales de chaque syndicat — et d'un comité exécutif, lequel détient réellement le pouvoir dans la ville dès sa constitution, à la mi-août.

Dans d'autres villes de la zone républicaine sont aussi constitués des comités semblables. Dans les provinces andalouses dans lesquelles le soulèvement a échoué, se constitue le Comité central d'Almeria, composé exclusivement par des organisations ouvrières — PSOE, PC, UGT, CNT, FAI, JL et JSUC (31) — et le Comité de salut public de Malaga, tous deux disposant des pleins pouvoirs.

Au nord, dans les Asturies, fonctionne un Comité provincial du Front populaire, qui s'installe à Sama dans la mesure où Oviedo était entre les mains des insurgés,

(31) Jeunesses libertaires, liées à la FAI. JSUC : Jeunesses socialistes unifiées de Catalogne, organisation de jeunesse du PSUC, parti issu de la fusion organique des partis socialiste et stalinien sous le contrôle de ces derniers.

avec prééminence des socialistes, à l'inverse de celui qui se forma à Gijón — appelé Comité de guerre — sous domination de la CNT. Tous les deux finissent par fusionner, et il est présidé par le socialiste Belarmino Tomás. A Santander, se constitue un Comité de guerre également sous domination socialiste. Plus tard va se constituer, sur l'initiative des milices catalanes qui contribuent à la libération d'une bonne partie de son territoire, le Conseil régional de défense de l'Aragon, composé exclusivement par des militants de la CNT et présidé par Joaquín Ascaso. Ce fut là le seul organisme, parmi tous ceux qui s'étaient constitués, qui était le résultat de la fédération des différents comités locaux.

Au Pays basque, se constituent des juntas de défense à Bilbao et Saint Sébastien, mais l'influence majoritaire du nationalisme bourgeois basque, qui combattait de la même façon le soulèvement militaire et la révolution, leur donne un caractère très différent des organismes décrits auparavant.

Tous ces comités assument tout le pouvoir sur le territoire sur lequel ils agissent, déplaçant pour ce faire les autorités légales et menant à terme toute une série de tâches découlant du besoin de résoudre les problèmes les plus urgents des premiers jours : approvisionnement de la population, rétablissement de la production et des services, paiement des salaires, création de collectivités, recouvrement des impôts des propriétaires et des gens de droite qui servent à financer les dépenses de la révolution, recrutement des miliciens ou contrôle de l'ordre public, ce qui inclut le maintien d'une force milicienne à l'arrière du front dans le style des patrouilles de contrôle créées à Barcelone. La façon dont ces comités sont formalisés varie d'un endroit à l'autre, mais, en général, ils sont le résultat de l'initiative ouvrière — particulièrement, des syndicats — et leur première manifestation est la formation d'un comité de grève ou d'un front syndical qui est ensuite élargi à tous les partis "antifascistes".

Leur composition varie selon les cas : paritaire quand le rapport de force entre les différentes organisations est plus ou moins équivalent et proportionnel lorsqu'il y a une organisation qui, localement, a assez de poids pour s'imposer aux

autres. Dans tous les cas, la tendance générale est que toutes les organisations qui avaient participé à la lutte des premiers moments doivent être représentées d'une façon ou d'une autre. A l'exception des partis républicains : dans certains cas, on leur interdit la participation, car on considère que ce sont des partis bourgeois et qu'en tant que tels ils n'ont pas leur place dans les comités révolutionnaires, ou bien parce qu'ils ont eu une attitude peu décidée pendant les journées de juillet, ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas fourni la preuve suffisante de leur "antifascisme" en ne soutenant pas certaines mesures adoptées par les comités.

Le type de relations qu'ils décident d'établir avec les autorités légales suit aussi un double schéma. Dans les villes où les représentants du pouvoir légal — qu'ils fussent maires, gouverneurs civils, etc. — ont eu une attitude de collaboration avec le comité, celui-ci maintient de bonnes relations et "permet" dans un certain sens qu'elles continuent d'exister, manifestant très clairement en revanche la subordination de ceux-ci vis-à-vis du nouveau pouvoir révolutionnaire. A l'inverse, là où les pouvoirs légaux essaient de faire valoir leur autorité, ils rencontrent l'hostilité des comités, qui sont amenés parfois à les dissoudre.

LA DUALITÉ DE POUVOIRS DANS LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

L'effondrement de l'Etat bourgeois et de ses institutions, comme résultat du mouvement révolutionnaire des masses contre le coup d'Etat, et le surgissement du pouvoir révolutionnaire des comités, qui lui disputent non seulement les fonctions essentielles réservées aux pouvoirs légaux, mais aussi l'autorité même du moment, mènent à une situation de "double pouvoir", qui, comme l'a expliqué Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*, apparaît toujours dans les époques révolutionnaires. La classe révolutionnaire, par son propre mouvement, dresse les formes de son propre pouvoir face aux institutions de l'Etat de la classe jusque-là dominante.

Mais l'enseignement de la révolution russe est que ce type de situation ne peut

durer éternellement : ou elle se résout en faveur de la classe ouvrière, ou la bourgeoisie récupère le terrain perdu et rétablit son appareil d'Etat. En Espagne, pendant des mois, le gouvernement de la république continua d'exister — tout comme le gouvernement autonome catalan —, mais sa survie était directement reliée au fait que personne, parmi les partis et les syndicats qui formaient le front "antifasciste", ne posa la question de sa suppression et de sa substitution par le pouvoir centralisé des comités. A Madrid, le gouvernement bénéficiait de l'absence de constitution d'un organisme semblable à celui qui fonctionnait à Barcelone et dans d'autres villes, organisme que les principaux partis du Front populaire veillèrent à ne pas constituer dans la capitale de la république, car il aurait sans doute été identifié par tous comme un rival des autorités légales. Le gouvernement parvint donc, peu de jours après le début de la révolution, à récupérer le contrôle de la rue pour le rendre à sa police.

La situation du gouvernement autonome catalan était encore pire. Le gouvernement de la Généralité garda les mécanismes de gestion des finances, ainsi que certains instruments et institutions d'ordre public et de l'administration de la justice, ou encore les relations avec le gouvernement de la république. Mais son existence était complètement soumise à l'attitude des organisations ouvrières, qui, finalement, lui sauvèrent l'existence. Se référant au gouvernement de la Généralité, Abad de Santillán a écrit :

"Il continua d'exister et de mériter notre respect, mais le peuple n'obéissait qu'au pouvoir qui s'était constitué en vertu de la victoire et de la révolution, car la victoire du peuple était la victoire de la révolution économique et sociale" (32).

D'un autre côté, le pouvoir révolutionnaire des comités était dispersé et sans aucune centralisation, de par le refus des dirigeants des partis du Front populaire qui luttèrent pour rétablir le cadre de l'Etat bourgeois. Pour reprendre l'expression de Munis : les comités furent tout à l'échelon local, mais rien à l'échelon national.

La situation allait commencer à s'inverser à partir du moment où les différents pouvoirs révolutionnaires commencèrent à se dissoudre ou intégrèrent l'appareil

d'Etat, dans un processus parallèle à la formation des gouvernements d'"unité antifasciste" à Madrid et Barcelone, avec la participation des organisations ouvrières, en particulier de la CNT et du POUM.

Le premier pas fut la constitution à Madrid le 4 septembre du premier gouvernement Largo Caballero, auquel s'intégrèrent des représentants du PSOE, du PCE, de la Gauche républicaine, de l'Union républicaine et de l'ERC, et dans lequel ne participait pas encore la CNT, car les partisans de la collaboration gouvernementale en son sein n'avaient pas encore réussi à s'imposer.

Mais le pas décisif fut franchi en Catalogne, où la dualité de pouvoirs commença à se résoudre en faveur de l'Etat bourgeois à partir de la constitution, fin septembre, du gouvernement Tarradellas, qui obtint la participation inestimable de la CNT et du POUM. La participation des dirigeants de la CNT catalane dans le nouveau gouvernement de la Généralité leva en outre tous les obstacles et les réticences qui empêchaient que l'on puisse faire la même chose ailleurs.

Si les camarades catalans — considérés par eux-mêmes comme les plus révolutionnaires et les gardiens jaloux des principes anarchistes — l'avaient fait, pourquoi ne pas le faire aussi dans le gouvernement de Madrid ? Le 3 novembre se constituait un nouveau gouvernement présidé par Largo Caballero, cette fois avec la participation de la CNT. Ainsi, García Oliver — l'un des quatre représentants de la CNT au gouvernement — devint le ministre de la Justice.

Lentement, l'édifice de l'Etat bourgeois à demi détruit pendant les journées de juillet commença sa lente reconstruction, qui s'achèvera quelques mois plus tard, après les événements de mai 1937. En Catalogne, le gouvernement Tarradellas commença immédiatement le programme de restauration de la légalité bourgeoise, agissant contre les comités révolutionnaires et contre tout obstacle qui puisse entraver l'exercice de son autorité.

(32) Abad de Santillán, *Pourquoi avons-nous perdu la guerre ?*, page 59.

Ce que les dirigeants des comités révolutionnaires n'osèrent pas faire — prendre les dispositions pour gouverner —, les différents gouvernements qui se succédè-

rent à la Généralité, forts d'avoir réussi à intégrer en leur sein les organisations ouvrières, le firent, et pour cela en finirent avec la situation de double pouvoir.

L'attitude des organisations face aux organes du pouvoir ouvrier

Après le 19 juillet, dans la zone où la rébellion militaire a été vaincue, le pouvoir est désormais aux mains des organisations et des comités ouvriers.

Cependant, le gouvernement républicain subsiste formellement, réduit tout au plus à une ombre.

En septembre 1936, Francisco Largo Caballero, dirigeant de l'UGT et de la gauche du Parti socialiste, est nommé président du gouvernement.

Le gouvernement Largo Caballero, auquel participent, à partir de novembre 1936, des ministres du syndicat anarcho-syndicaliste CNT, a la charge de reconstruire les organes du pouvoir bourgeois.

Son programme, l'“*union des forces qui luttent pour la légalité républicaine*”, “*le maintien de la république démocratique*”, est présenté ainsi :

“*Ce gouvernement se constitue sur le refus préalable de tous ses participants de défendre leurs principes et tendances particuliers, afin de rester unis par une seule aspiration : défendre l'Espagne dans sa lutte contre le fascisme*” (Claridad, journal des caballeristes, 1^{er} octobre 1936).

Quelle est la position des organisations ouvrières vis-à-vis des comités révolutionnaires ?

Dans le Parti socialiste coexistent trois fractions : la tendance très minoritaire et droitiste de Julián Besteiro, qui, dès le début, rejette les “*actes arbitraires*” et la “*violence*” de la révolution ouvrière ; la tendance centriste de Prieto, favorable à la collaboration avec les républicains bourgeois et à la légalité républicaine ; mais les éléments décisifs se retrouvent dans la gauche socialiste et l'UGT, qui participent avec la CNT à la constitution des comités, à l'occupation des usines et à la collectivisation des terres.

LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT LARGO CABALLERO : UN TOURNANT

Cependant, la constitution du gouvernement Largo Caballero marque un tournant dans la politique de la gauche socialiste. Le 24 août 1936, pendant les jours qui précèdent la constitution de ce gouvernement, Luis Araquistáin, dirigeant de la gauche socialiste, écrit dans une lettre à Largo Caballero :

“*Virtuellement, le gouvernement républicain est mort. Il n'a pas d'autorité, ni de compétence, ni de pouvoir de décision pour faire la guerre à fond et la terminer par une victoire absolue et révolutionnaire (...). Un autre gouvernement républicain n'aurait aucune raison d'être. Il serait aussi inepte et inefficace que l'actuel. On peut imaginer un gouvernement Prieto, avec ses amis les centristes du PSOE et les républicains exclusivement, mais il n'est pas probable qu'il améliorerait beaucoup la situation (...). Si l'on écarte Prieto ou n'importe quel autre de sa tendance (...), il ne reste que vous. Il y a deux possibilités, un gouvernement homogène de notre gauche ou un gouvernement mixte. Le premier rencontrerait de grandes résistances de la part des partis républicains, des centristes et surtout de Azaña (...). Je conçois la possibilité d'un gouvernement de coalition qui n'éveillerait de défiance ni à l'extérieur ni à l'intérieur, et qui, de fait, pourrait être un grand gouvernement de guerre et, en même temps, sans le dire, un gouvernement révolutionnaire. Tout dépend du nombre et de la qualité des portefeuilles qui seraient attribués aux partis alliés et aux groupes de chaque parti, surtout au nôtre.*”

Araquistáin, considéré comme le théoricien de la gauche caballeriste, résume le problème du pouvoir au nombre de porte-

feuilles ministériels que la gauche socialiste emportera pour faire du gouvernement un gouvernement révolutionnaire.

Mais le facteur déterminant de la politique du gouvernement Largo Caballero tient dans son "respect" des gouvernements impérialistes "démocratiques" de France et de Grande-Bretagne, et son souci de ne pas les "irriter". Clara Campoamor, ex-députée, raconte que Largo Caballero se réunit avec ses partisans après la chute de Badajoz et propose de remplacer l'administration "impuissante" de Giral par un gouvernement ouvrier. Mais Largo Caballero se rallie finalement à la position de l'ambassadeur soviétique, qui lui explique

"le danger qu'aurait provoqué l'instauration prématurée d'un gouvernement ouvrier et de la dictature du prolétariat".

Ces considérations détermineront la position finale de Largo Caballero et de ses partisans. En février 1937, *Claridad* dit au sujet des comités ouvriers qu'

"aujourd'hui, ces organes ne sont, ne peuvent qu'être des entraves à un travail qui correspond uniquement et exclusivement au gouvernement de Front populaire, auquel participent en toute responsabilité toutes les forces politiques et syndicales" (33).

Le 27 octobre 1936, ce gouvernement publie un décret exigeant le désarmement des ouvriers :

"Article premier : toutes les armes longues (fusils, mitrailleuses, etc.) qui sont entre les mains des citoyens seront remises aux mairies, ou réquisitionnées par elles, sous huitaine à partir de la proclamation de ce décret. Elles seront déposées au quartier général de l'artillerie et au ministère de la Défense de Barcelone pour couvrir les nécessités du front. Article deux : ceux qui garderaient de telles armes à l'expiration de la période dite seront considérés comme des fascistes et jugés avec toute la rigueur que leur conduite mérite."

Les milices ouvrières sont dissoutes et obligées de s'intégrer à l'armée de la République.

LA CNT ACCEPTE D'ENTRER AU GOUVERNEMENT

La position de la CNT est plus compliquée. Ce syndicat proclame ouvertement sa

position révolutionnaire et ses militants sont à la tête des conquêtes de la révolution de juillet 1936. Les dirigeants de la Fédération anarchique ibérique, la FAI, se revendiquent du "*communisme libertaire*".

En Catalogne, le 21 juillet 1936, à la fin des combats de Barcelone, le président Companys convoque au palais de la Généralité les révolutionnaires, devenus maîtres de la rue, et leur déclare :

"Vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne, car vous seuls avez vaincu les soldats fascistes... Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin de moi, si vous ne me voulez pas comme président, dites-le maintenant, et je deviendrai un soldat de plus dans la lutte antifasciste. Si, à l'inverse, vous me croyez lorsque je vous dis que je n'abandonnerai cette charge qu'avec ma mort par les mains du fascisme victorieux, alors, peut-être, avec mes camarades de parti, mon nom et mon prestige, je pourrai vous être utile..."

Le pouvoir réel est celui des ouvriers en armes et celui des comités des organisations ouvrières, les "comités-gouvernement" dans les villages et hameaux. Cependant, les dirigeants de la CNT acceptent de poursuivre la collaboration. Abad de Santillán, considéré comme le principal idéologue de la CNT, commente leur décision :

"Nous pouvions rester seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer la Généralité caduque et ériger à sa place le véritable pouvoir du peuple, mais nous ne croyions pas à la dictature lorsqu'elle s'exerçait contre nous, et nous ne la souhaitions pas quand nous pouvions l'exercer nous-mêmes aux dépens des autres. La Généralité devait rester à sa place avec le président Companys à sa tête, et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne."

César M. Lorenzo, historien anarchiste, justifie le refus des dirigeants de la CNT de la façon suivante :

"Pour instaurer le communisme libertaire, il aurait fallu contraindre beaucoup de personnes, les empêcher qu'elles ne sabotent, ne calomnient, ne provoquent des troubles. Il aurait fallu arrêter leurs dirigeants, dissoudre leurs organisations, bâillonner leur presse."

(33) *Claridad*, 19 février 1937.

Se refusant d'instaurer le "communisme libertaire", la CNT est amenée à discuter de son entrée au gouvernement de Largo Caballero. Le secrétaire du comité national, Horacio M. Prieto, propose dès le premier instant que la CNT entre au gouvernement "la tête très haute et sans honte, avec plusieurs ministres". L'assemblée plénière de la CNT du 15 septembre prend une position intermédiaire : le gouvernement doit être remplacé par un conseil national de défense formé par 5 membres de la CNT, 5 de l'UGT et 4 républicains. Il est proposé que Azaña reste président, pour ne pas alarmer les puissances étrangères "démocratiques". Le journal de la CNT, *Solidaridad Obrera*, faisant siens les arguments de Largo Caballero, écrit :

"La question extérieure ne peut être aggravée par la nouvelle restructuration que nous préconisons. Il faut tenir compte que l'on maintient les personnalités décoratives qui nuancent le système petit-bourgeois de façon à ce que les capitalistes étrangers ne s'alarment pas" (34).

Horacio Prieto insiste pour entrer au gouvernement tout de suite, les autres refusent. *Claridad* répond à la CNT :

"Une transformation radicale des organes de l'Etat entraîne, actuellement, une perte de continuité qui pourrait nous être fatale. D'autre part, nous avons engagé une bataille à Genève (à la SDN), dont les résultats peuvent avoir de grandes répercussions, faisant pencher le balance en notre faveur (...). Quelles conséquences aurait le saut, en marge de la Constitution, que les camarades de la CNT exigent avec urgence ? Nous craignons que ce serait porter le problème sur le terrain sur lequel nos ennemis souhaitent le placer" (35).

Argument répété un mois plus tard :

"Aussi importante — et peut-être davantage — que de s'occuper des besoins purement militaires de la guerre civile, est aujourd'hui la question de donner aux institutions légitimes du régime un profil qui inspire à l'extérieur le moins de méfiance possible" (36).

La CNT finit par accepter ces arguments :

"Nous prenons en compte les scrupules que peuvent ressentir les gouvernants actuels devant la réalité internationale... En conséquence, la CNT réalise la concession maximale, compatible avec son esprit anti-autoritaire : celle de participer au gouvernement" (37).

Cette décision, prise par une organisation se disant "ennemie de tout gouvernement", est un tournant majeur. Son journal l'explique ainsi :

"L'entrée de la CNT au gouvernement central est un des faits les plus importants qui soit dans l'histoire politique de notre pays. Depuis toujours, par principe et conviction, la CNT a été l'ennemie anti-Etat et ennemie de toute forme de gouvernement. Mais les circonstances (...) ont défiguré la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols. Le gouvernement, à l'heure actuelle, comme instrument régulateur des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, tout comme l'Etat ne représente plus l'organisme qui sépare la société en classes. Et tous les deux cesseront encore davantage d'opprimer le peuple avec l'intervention en leur sein d'éléments de la CNT" (38).

Manuel Mascarell, membre du comité national de la CNT, justifie ainsi la participation gouvernementale :

"Les conceptions philosophico-sociales de l'anarchisme, comme théorie, sont excellentes, merveilleuses, mais impraticables devant la réalité tragique d'une guerre comme la nôtre."

Sans s'en rendre compte, il explique ainsi que les conceptions "révolutionnaires" de l'anarchisme servent à tout moment... sauf en cas de révolution.

Federica Montseny, membre de la FAI, dirigeante de la CNT et ministre du gouvernement Largo Caballero, tire un bilan amer de sa participation et indique que ce n'était pas une décision personnelle ou celle d'une minorité, mais celle de la direction même de la CNT et de la FAI :

"La vérité, intangible : l'Etat récupérerait ses positions perdues, et nous, les révolutionnaires, intégrés dans l'Etat, devons participer à cela. C'est pour ce faire qu'on nous a intégrés au gouvernement, et nous, qui n'y sommes pas allés pour cela, mais qui y étions, n'avons d'autre solution que de contribuer au cercle vicieux (...). Nous n'avons jamais donné nos voix à des mesures qui tronquaient les conquêtes de la révolution sans y avoir été préalable-

(34) *Solidaridad Obrera*, 25 septembre 1936.

(35) *Claridad*, 30 septembre 1936.

(36) *Claridad*, 31 octobre 1936.

(37) CNT, 23 octobre 1936.

(38) *Solidaridad Obrera*, 4 novembre 1936.

ment autorisés par le comité national de la CNT, dans lequel il y avait une représentation permanente du comité péninsulaire de la FAI” (39).

Personne ne peut douter que les dirigeants de la CNT, une fois décidée leur participation au gouvernement qui dissout les comités, tiennent leur position jusqu’au bout. Juan Peiró, ministre CNT de l’Industrie, parle ainsi au cours d’un meeting de la CNT :

“Le gouvernement donne un ordre, et ensuite des consignes issues des comités locaux s’interposent. Pour mettre de l’ordre à tout cela, tout doit être désorganisé (murmure). Ou le gouvernement est de trop, ou ce sont les comités (oui ! non !)... Les comités ne sont pas de trop... Ce qu’il faut, c’est qu’ils soient des éléments auxiliaires du gouvernement” (40).

LE PCE AUX ORDRES DE STALINE ET DE LA BUREAUCRATIE DE L’URSS

De son côté, le PCE et sa succursale catalane, le PSUC, sont dès le début les plus fermes partisans de l’ordre républicain et de la lutte contre les comités ouvriers. En cela, ils suivent au pied de la lettre les instructions de Staline, qui sacrifie la révolution espagnole aux besoins diplomatiques de la bureaucratie de l’URSS, cherchant une alliance avec les impérialismes “démocratiques”.

Quelques mois après le 18 juillet 1936, Santiago Carrillo, alors secrétaire général des Jeunesses socialistes unifiées et membre du PCE, déclare :

“Face au fascisme et devant les envahisseurs, nous ne luttons pas maintenant pour la révolution socialiste...”

Car, camarades, nous luttons pour une république démocratique et parlementaire. Et nous ne le disons pas par tactique ni comme manœuvre pour tromper l’opinion publique espagnole, ni pour tromper les démocraties universelles. Nous luttons sincèrement pour la république démocratique, car nous savons que si nous commettons l’erreur de lutter en ce moment pour la révolution socialiste dans notre pays... nous donnerions la victoire au fascisme.”

Santiago Carrillo défend cette même orientation dans la conférence nationale

des Jeunesses socialistes unifiées en janvier 1937 :

“Nous condamnons comme erronée, comme préjudiciable, comme dangereuse pour la victoire, toute tentative de socialisation prématurée...”

Un autre dirigeant des JSU, Federico Melchor, affirme alors :

“Nous ne sommes pas aujourd’hui en train de faire une révolution sociale, nous faisons une révolution démocratique, et dans cette révolution démocratique, l’économie, la production ne peuvent se lancer vers des formes socialistes.”

On lit dans l’organe stalinien *Mundo Obrero* :

“Il est du devoir de tous de respecter la propriété de ces petits commerçants et industriels, car ils nous sont favorables.”

Jesús Hernández, ministre stalinien de l’Instruction publique, affirme :

“Nous ne pouvons parler de révolution prolétarienne en Espagne, car les circonstances historiques ne le permettent pas... Nous voulons défendre l’industrie modeste qui rencontre tant de difficultés, voire plus encore, et pour les mêmes raisons que les ouvriers eux-mêmes.”

Et José Díaz, secrétaire général du PCE, explique :

“Notre seul souhait est de lutter pour une république démocratique avec un large contenu social. On ne peut parler maintenant de dictature du prolétariat ni de socialisme, mais uniquement de combat de la démocratie contre le fascisme.”

La politique du PCE signifie non seulement paralyser les mesures socialistes, mais faire marche arrière sur les conquêtes révolutionnaires arrachées par le prolétariat espagnol, détruire les comités, substituer aux organismes de pouvoir révolutionnaire créés par les masses depuis le 19 juillet les organismes de l’Etat bourgeois.

En Catalogne, Comorera, leader du PSUC, a fait de la dissolution des comités révolutionnaires la première tâche de la coalition antifasciste. Il affirme :

“L’autorité légitime doit pouvoir s’imposer à la dictature irresponsable des comités.”

(39) Lettre à Burennett Bolloten en 1951.

(40) Discours publié dans *Solidaridad Obrera* (29 novembre 1936).

Cette politique conservatrice fait du PC et du PSUC le parti des gens de l'ordre. Sous l'égide du PSUC, la GEPCI (fédération des corporations et entités des petits commerçants et industriels) se constitue en syndicat, qui, sous couvert de défense professionnelle des commerçants, artisans et petits industriels, est en réalité l'instrument de lutte de la moyenne et petite bourgeoisie contre les conquêtes révolutionnaires.

Dans le Levant, où l'UGT, à l'inverse, est implantée parmi les petits paysans, le PC organise une fédération paysanne indépendante, soutenue par tous les adversaires de la collectivisation, y compris les caciques.

LA POSITION DU POUM SUR LE RÔLE DES COMITÉS OUVRIERS

La position du POUM au sujet du gouvernement de Front populaire et des comités ouvriers est contradictoire et vacillante. Andrés Nin, dirigeant du POUM, minimise l'importance des comités ouvriers. Polémiquant avec Trotsky, qu'il accuse de voir dans les soviets la "panacée universelle", il explique :

« Le prolétariat russe n'est pas passé par une étape de démocratie bourgeoise, qui ne possédait aucune organisation de masses, et donc, aucune tradition de ce type. Les soviets furent des organes créés par la révolution, dans lesquels les travailleurs se regroupaient. Ils étaient devenus automatiquement un instrument d'expression de leurs aspirations. Le dilemme "soviets ou syndicats" ne pouvait se poser, car ces derniers, en réalité, n'avaient commencé à s'organiser qu'après la révolution de Février. »

En Espagne, écrit Nin, de tels organismes ne sont pas nécessaires :

« En Espagne, la situation concrète est très différente. Les syndicats jouissent d'un grand prestige et d'une grande autorité parmi les travailleurs ; ils existent depuis de nombreuses années, ils ont une tradition et sont considérés par la classe ouvrière comme ses instruments naturels d'organisation. D'un autre côté, les syndicats de notre pays n'ont pas, comme ailleurs, un caractère purement

corporatiste ; ils ne se sont jamais limités à la lutte pour des revendications immédiates, mais sont des organisations de type authentiquement politique. Cela explique en grande partie que la révolution n'ait pas créé d'organismes spécifiques dotés de la vitalité suffisante pour devenir des organes de pouvoir. Par habitude et par tradition, l'ouvrier de notre pays s'adresse au syndicat, tant dans des situations normales que dans les moments extraordinaires" (41).

Dans ce même article, Nin nie toute contradiction entre le Comité central des milices antifascistes et le gouvernement de la Généralité ; il conclut en disant :

« La création de comités, de soviets, ou d'autres organismes révolutionnaires de masses, et la dualité de pouvoir qui en résulte, constitue un puissant et efficace instrument dans les mains des travailleurs ; mais nous avons l'absolue conviction que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, dans notre pays, est possible sans qu'au préalable existent les organes du pouvoir. »

Sans aucun doute, le POUM veut défaire ces organismes, mais il n'est pas prêt à le faire jusqu'au bout. Quand le gouvernement de la Généralité propose de dissoudre le comité central des milices, Juan Andrade, dirigeant du POUM, affirme :

« Notre délégué a lutté jusqu'au dernier moment, soutenu par tout le parti, et son organe La Batalla, contre cette proposition, en lui opposant une meilleure structuration du comité des milices et une représentation plus fidèle des masses révolutionnaires (...). Notre opinion était très minoritaire, la CNT-FAI disposait d'une force hégémonique, et sa décision a été adoptée" (42).

Cette position de Nin, qui sous-estime le rôle des comités, se traduit dans la pratique. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que Nin collabore au démantèlement des comités ouvriers. Le 9 septembre, un décret du conseil de la Généralité catalane, avec l'accord de Nin et des ministres de la CNT, dissout, dans toute la Catalogne, "les comités locaux, quels que soient leurs noms ou titres, et tous les organismes qui ont pu se constituer pour

(41) "Les organes de pouvoir et la révolution espagnole", publié initialement en français dans le n° 1 (unique) du juillet 1937 de la Revue internationale du POUM, Barcelone-Paris.

(42) Ibidem, pp. 29-30.

abattre le mouvement subversif". Fin septembre, Andrés Nin accompagne le président Companys à Lérida pour convaincre ses amis du comité révolutionnaire qu'il

faut se plier à la nouvelle organisation du pouvoir, en participant à un conseil municipal où ils seraient en minorité, et dont feraient partie les républicains bourgeois.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne

En septembre 1935 est né le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), résultat de la fusion entre le Bloc ouvrier et paysan (43) et la Gauche communiste (44). La nouvelle organisation refuse de faire partie du Mouvement pour la IV^e Internationale et reste, comme le BOC, affiliée au Bureau de Londres (45) centriste.

L'interdiction des fractions à l'intérieur du POUM, imposée par les partisans de Maurin et acceptée par Nin, empêche les trotskystes, minoritaires au sein du POUM, de faire partie du mouvement international pour la IV^e Internationale ou d'organiser à l'intérieur du parti une tendance ou une fraction de la IV^e Internationale.

Cela oblige les partisans de la IV^e Internationale à fonder une nouvelle organisation. Les premiers efforts pour la construire commencent en mai-juin 1936, s'appuyant essentiellement sur des militants bolcheviques-léninistes étrangers, en particuliers des Italiens installés en Espagne, auxquels s'ajouteront, tout au long de la révolution ouvrière du 19 juillet 1936, des trotskystes de différents pays.

Le premier à s'atteler à la tâche sera Nicolas di Bartolomeo, connu sous le nom de Fosco. Fosco et sa compagne Victoria Gervasini ("Sonia"), emprisonnés en mai 1936 et libérés grâce à la CNT et au POUM, organisent dès leur libération le Groupe bolchevique-léniniste de Barcelone.

LE POUM EST-IL LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

Pour mener à terme la révolution ouvrière du 19 juillet, un parti révolutionnaire est nécessaire. La première question posée est : est-ce que le POUM peut être ce parti, et à quelles conditions ? Ou, au contraire, est-il nécessaire d'entreprendre

la tâche difficile de la construction, en pleine guerre civile et à partir de presque rien, du parti révolutionnaire qui est la condition de la victoire ?

Cela oblige les bolcheviks-léninistes à poser à nouveau la question du POUM. Trotsky n'oublie pas les divergences passées. Mais la situation révolutionnaire en Espagne exige de l'audace et de nombreux efforts pour avancer sur le chemin de l'organisation révolutionnaire. Pour cela, suivant son conseil, les militants bolcheviques-léninistes (B-L) d'Espagne essaient de travailler avec ce parti. Fosco organise au compte du POUM les révolutionnaires étrangers qui s'enrôlent dans les milices du POUM et publie des articles dans *La Batalla*. Sonia travaille comme speakerine dans l'émission de radio du POUM et comme traductrice de ses bulletins. Fosco et Robert de Fauconnet organisent la colonne internationale du POUM, appelée "Lénine", première unité de miliciens étrangers qui se crée pendant la guerre civile.

(43) Organisation dirigée par Joaquin Maurin, et qui avait appartenu à "l'opposition de droite" de l'Internationale communiste regroupant les partisans de Boukharine.

(44) Internationale communiste espagnole, qui regroupait les militants du Mouvement pour la IV^e Internationale en Espagne.

(45) L'Internationale Arbeitsgemeinschaft (IAG) s'était constitué à partir de la conférence internationale d'août 1933 des "partis socialistes révolutionnaires". L' IAG réunissait les partis qui pensaient que la création d'une nouvelle Internationale ne pouvait être que la conséquence d'"un processus historique", s'opposant donc aux partisans de la construction de la IV^e Internationale. Il était formé essentiellement par le SAP, scission de gauche de la social-démocratie allemande unie à un certain nombre de vieux communistes comme Paul Frolich et Walcher, le Parti socialiste suédois, l'ILP britannique, les maximalistes italiens, la Fédération communiste ibérique de Maurin. Le "Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire" avait son siège à Londres et son secrétaire était le dirigeant de l'ILP, Fenner Brockway. Voir aussi l'article sur la "première conférence de la IV^e Internationale".

Le POUM est un parti très hétérogène, et son organisation à Madrid, dont le local abrite un grand portrait de Trotsky, est constituée de vétérans de la Gauche communiste. Les militants madrilènes du POUM participent activement à l'assaut de la caserne de la Montagne, qu'ils attaquent au cri de "Viva Trotsky !". La station de radio du parti compte sur la collaboration de militants "B-L" arrivés de Suisse : Moulin, Paul et Clara Thalmann, qui lancent des appels inspirés d'internationalisme prolétarien dans la tradition de 1917. La presse du POUM, le journal hebdomadaire *POUM*, le quotidien des milices, *Le Combattant rouge*, le journal hebdomadaire des Jeunesses communistes internationalistes (JCI), *La Torche*, ont des accents "bolcheviques-léninistes". Les mots d'ordre madrilènes du POUM suivent la même ligne : affirmation de l'actualité de la révolution prolétarienne, dénonciation du caractère bourgeois des gouvernements Giral et Largo Caballero, constitution de comités analogues aux soviets, références à l'internationalisme prolétarien, dénonciation du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme. A l'opposé, l'organisation Levante du POUM (région de Valence), dirigée par Luis Portela, dénonce les camarades madrilènes, en décembre 1936, devant le comité central :

"Dans notre parti, il y a un courant qui mène une politique qui réellement n'est pas la nôtre. Ce courant, qui agit fondamentalement comme fraction, est surtout représenté par la section de Madrid" (46).

Le journal valencien du POUM, *Le Communiste*, n'hésite pas à donner son appui sans réserve au gouvernement Largo Caballero, écrivant :

"Le gouvernement de la République est l'expression de la volonté des masses populaires, incarnée par ses patriotes et organisations."

La prise de contact des bolcheviques-léninistes avec le POUM se fait rapidement. Jean Rous, membre du secrétariat international du Mouvement pour la IV^e Internationale, se rend à Barcelone le 5 août et rencontre les dirigeants du parti, en particulier Andreu Nin, secrétaire politique. Les premières démarches sont fructueuses. Le POUM veut que Trotsky soit accueilli en Catalogne, dit-on officielle-

ment à Rous. Nin accepte avec plaisir la collaboration des B-L et se déclare prêt à publier une collaboration régulière de Trotsky dans *La Batalla*. Rous assiste à un meeting du POUM dans lequel Nin lit devant plusieurs milliers de travailleurs le "salut" de la IV^e Internationale (47). Trotsky répond au télégramme de Rous qui l'informe de ses propositions dans une lettre qui n'arrivera jamais à son destinataire, car interceptée par des agents de la sécurité mussolinienne. Trotsky écrivait dans cette lettre :

"En ce qui concerne Nin, Andrade et les autres, dans la situation actuelle, il serait criminel de se laisser mener par les réminiscences de la période précédente. Bien qu'il y ait des divergences de programme et de méthode, même après la dernière expérience, ils ne doivent en aucun cas empêcher un rapprochement sincère et durable, l'expérience prochaine fera le reste. En ce qui me concerne, je suis absolument prêt à collaborer dans La Batalla, même si cela n'est que comme simple observateur éloigné."

Trotsky tend donc la main à Nin et à Andrade, leur conseillant de chercher par-dessus tout l'appui des combattants anarchistes, dont le rôle est décisif dans la guerre et la révolution.

Cependant, alors que Trotsky est contraint à l'isolement total par le gouvernement norvégien (cédant au chantage de Staline), se produisent divers incidents, comme l'interdiction par le service d'ordre du POUM de déplier le drapeau de la IV^e Internationale sur le cercueil du milicien trotskyste Robert de Fauconnet, mort au combat dans les milices du POUM sur le front de Huesca, début septembre.

Finalement, les trotskystes sont expulsés du POUM, Fosco est expulsé de l'hôtel Falcon, ainsi que d'autres militants, comme Herbert Lenz ou Luis Zanon. D'autres militants, Adolfo Carlini, Lionello Guido, demandent leur adhésion au POUM avec le droit de construire leur propre fraction : on leur oppose un refus brutal, signé par Nin en personne, au nom du comité exécutif. La réponse conditionne de plus leur entrée individuelle dans le POUM à un désaveu

(46) *Bulletin intérieur du POUM*, n° 1, janvier 1937, p. 5.

(47) *La Batalla*, 7 août 1936.

préalable et public des attaques de la IV^e Internationale contre le POUM.

Quand Trotsky reprend contact avec le monde extérieur, à son arrivée au Mexique, ces événements rendent impossible toute nouvelle tentative de rapprochement avec le POUM.

L'INCAPACITÉ DU POUM À DÉFENDRE UNE POSITION INDÉPENDANTE

Le POUM montre encore une fois son inconsistance. Le 7 septembre 1936, dans un discours qui critique la coalition gouvernementale avec la bourgeoisie, Nin lance la consigne : *“A bas les ministres bourgeois !”*, et la foule s'enflamme. Mais, le 18 septembre, *La Batalla* publie une motion du comité central du POUM, qui, non seulement accepte la coalition gouvernementale, mais la justifie, en travestissant la nature des dirigeants de la bourgeoisie catalane :

“Le comité central pense que maintenant, comme toujours, ce gouvernement doit être exclusivement composé de représentants des partis ouvriers et des organisations syndicales. Mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous sommes disposés à laisser la question ouverte, plus spécialement depuis que le mouvement de la Gauche républicaine catalane en donne une nature si populaire — ce qui la distingue radicalement du mouvement de la Gauche républicaine espagnole — et que les masses paysannes et les sections ouvrières sur lesquelles elle se base se dirigent définitivement vers la révolution, influencées par les partis et organisations prolétaires. Les choses les plus importantes sont le programme et l'hégémonie du prolétariat, qui doivent être garantis.”

Une fois de plus, le POUM, qui a exprimé en public une position d'indépendance de classe, se voit incapable de la défendre. Pour éviter la rupture avec les dirigeants de la CNT, ils entrent au gouvernement de la Generalitat, dans lequel Nin sera ministre de la Justice. L'objectif central de ce gouvernement est précisément la dissolution des comités révolutionnaires nés pendant les journées de juillet, et la restauration, comme dans tout le reste de l'Espagne par le gouvernement de Largo Caballero, d'un

gouvernement bourgeois traditionnel. Le 28 septembre, le Comité central des milices antifascistes se dissout et adhère à la politique du nouveau gouvernement. Le 9 octobre, un décret, pris en Conseil avec l'approbation de Nin et des ministres de la CNT, dissout, dans toute la Catalogne,

“les comités locaux, quels que soient les noms ou les titres qu'ils portent, et tous les organismes constitués pour abattre le mouvement subversif”.

Fin septembre, Andrés Nin accompagne à Lérida le président Companys pour convaincre ses amis du comité révolutionnaire qu'il est nécessaire de se plier à la nouvelle organisation du pouvoir et de s'intégrer au conseil municipal. Conseil dans lequel, d'ailleurs, ils seront minoritaires, puisqu'en font également partie les républicains-bourgeois, qui, jusqu'à présent, avaient été tenus à l'écart. Vu l'absolue hégémonie du POUM dans cette ville, la présence de Nin à Lérida est indispensable pour imposer la reconstitution des organes du pouvoir bourgeois.

LE POUM EXPULSÉ DU GOUVERNEMENT

La Batalla exposait ainsi la position du POUM :

“Nous sommes à une étape de transition, dans laquelle la force des faits nous a obligés à la collaboration directe avec le conseil de la Generalitat, en union avec les autres organisations ouvrières” (48).

Face à cette politique, les bolcheviks-léninistes espagnols expliquaient en janvier 1937 :

“Au nom de l'ordre et de la discipline — ordre et discipline bourgeois —, on prétend dissoudre les comités pour rétablir les rapports sociaux établis avant le 19 juillet. Attention, travailleurs ! Chaque comité dissous ou dont les fonctions ont été annulées est une tranchée perdue pour la révolution sociale. Les comités détruisent l'ordre capitaliste, mais établissent un nouvel ordre basé sur la propriété collective et le pouvoir prolétarien. Leur défaut est de ne pas avoir coordonné leurs actions, expropriant les capitalistes”

(48) 30 septembre : *“L'attitude de notre parti face au nouveau Conseil de la Generalitat.”*

et les propriétaires terriens. Centralisant leurs fonctions conformément aux nécessités de la guerre et de la révolution sociale, leur défaut est de ne pas avoir annulé les fonctions et le pouvoir des ministres et de la bureaucratie de la Generalitat.”

Le POUM, nécessaire comme “couverture de gauche” de cette politique, est expulsé du gouvernement une fois l’œuvre de destruction des comités révolutionnaires accomplie.

A partir de ce moment, les trotskystes tentent de créer leur propre organisation, en marge du POUM. En novembre 1936, Grandizo Munis, qui avait fait le voyage depuis le Mexique, fonde à Barcelone la Section bolchevique-léniniste d’Espagne (SBLE), avec un groupe réduit de militants, étrangers pour la plupart. Militent à la SBLE, entre autres : Munis, Esteban Bilbao, Benjamin Péret, l’Allemand Hans Freund (“Moulin”), les Italiens Carlini et Guido, le Polonais Borzstein (“Casanova”). Agissant de manière indépendante, le groupe est en contact avec des militants qui interviennent dans le POUM. La SBLE édite un bulletin, qui, à partir d’avril 1937, s’intitule *La Voz Leninista* (“La Voix léniniste”). Leur propagande se dirige principalement vers les secteurs de la gauche du POUM et vers les militants mécontents de la politique de collaboration de la CNT avec le Front populaire. Moulin et Munis maintiennent des relations étroites avec le Regroupement des Amis de Durruti, organisation anarchiste dirigée par Jaime Balius et fidèle à la lutte révolutionnaire ; elle compte environ 4 000 à 5 000 militants et contrôle de nombreux syndicats de la CNT. Malgré sa taille réduite, la SBLE arrive à distribuer *La Voz Leninista* et ses tracts par milliers ; elle bénéficie notamment des services d’une imprimerie tenue par des militants de la CNT et de la collaboration de nombreux jeunes ouvriers anarchistes.

**“VAINCRE LE FASCISME
AVEC LES MOYENS
DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE”**

Le programme de la SBLE est résumé ainsi en juillet 1937 :

« Que voulons-nous, nous les trotskystes ? Vaincre le fascisme avec les seuls moyens efficaces pour cela : les moyens de la révolution prolétarienne (...). Tant que le prolétariat n’est pas en condition pour prendre le pouvoir, nous défendrons, dans le cadre du régime capitaliste, les droits démocratiques des ouvriers. C’est pour cela que, publiquement et sans le plus petit signe de manœuvre, nous avons réclamé le front unique de lutte CNT-FAI-POUM. Nous ne consentirons jamais à ce que l’ennemi de classe détruise les organisations ouvrières, même s’il s’agit d’adversaires politiques (...)

Nous sommes contre le séditieux gouvernement du “Front populaire”, qui est en réalité un gouvernement dans lequel l’écrasante majorité de la population n’est pas représentée. Nous sommes contre la collaboration de classe, parce que c’est une embuscade contre les représentants de la classe ouvrière. Les concessions de principe, inévitables dans un tel gouvernement, conduisent irrémédiablement à la trahison. L’unique solution est la constitution d’assemblées et l’élection d’un comité central de délégués des assemblées révolutionnaires d’ouvriers, de paysans et de combattants, qui prendrait la direction de la guerre et du pays (...).

Seule une armée centralisée sous un commandement unique peut organiser la victoire militaire. Mais l’armée doit être une armée politique et révolutionnaire dans laquelle chaque soldat jouit de droits politiques, dans laquelle les officiers sont éligibles et révocables par les soldats (...).

Nous soutenons le droit des minorités nationales à disposer librement de leur destin et le droit du peuple marocain à la liberté, jusqu’à la séparation. Le Maroc aux Marocains ! Dès la proclamation publique de ce mot d’ordre, il se produira au Maroc un bouillonnement insurrectionnel qui entraînera avec lui la décomposition de l’armée mercenaire fasciste. Nous proposerons la Fédération des républiques socialistes ibériques, car c’est la forme qui correspond le mieux aux intérêts de la classe ouvrière. L’unification devra se faire sans contrainte, par l’union libre et fraternelle de tous les travailleurs (...). Nous voulons ressusciter l’esprit de juillet 1936. Avec l’enthousiasme d’alors, les armes et l’expérience d’aujourd’hui, nous célébrerons le 19 juillet 1938 dans une Espagne socialiste libre du joug du capitalisme.”

Le dilemme posé à l'été 1936

La déroute du soulèvement militaire sur la moitié du territoire espagnol est le résultat de la véritable révolution ouvrière que le coup d'Etat militaire a entraînée. Le pouvoir était aux mains des comités ouvriers, les usines avaient été saisies et étaient administrées par les syndicats ouvriers, les terres avaient été collectivisées. Il ne restait plus qu'à transformer les usines privées en usines collectives pour mettre sur pied une nouvelle économie et la faire fonctionner. Le problème du crédit restait encore à résoudre. L'argent était nécessaire : des devises pour les achats à l'étranger, un fonds de rotation pour les entreprises collectivisées. Le gouvernement de Madrid, détenteur des réserves d'or, refusait tout crédit. En attendant, la majorité des entreprises collectivisées devaient vivre de ce qu'elles pouvaient parfois réquisitionner. Les comités-gouvernements essayèrent de les secourir, avec des moyens fortuits : réquisition des comptes bancaires des "fascisants", saisie et vente de bijoux ou d'objets précieux qui avaient appartenu aux rebelles, aux églises, aux couvents. Mais le problème n'était jamais réglé. Les banques, le crédit et le commerce extérieur échappaient, grâce au gouvernement, au secteur collectivisé. Et le gouvernement organisait, grâce aux banques, l'étranglement des industries collectivisées.

Les mêmes problèmes se posaient dans les campagnes. Le règlement du problème de la terre avait pris la forme en Espagne de la confiscation des terres des grands propriétaires, "fascisants" ou non. Ainsi, il manqua à la révolution espagnole ce que fut pour la révolution russe le "*Décret sur la terre*" (49). Le temps qui passait ne tarda pas à souligner cette évidence : le paysan s'était emparé des terres, mais, après le premier moment d'enthousiasme, il n'était pas sûr de les posséder réellement, ni d'être gagnant.

Était absente la centralisation de l'activité économique, incluant le crédit. Et par-dessus tout, les conquêtes révolutionnaires devaient être consolidées. Les problèmes économiques ne pouvaient pas se résoudre indépendamment des problèmes politiques. Six mois après le début de la révolution,

l'économie espagnole se débattait dans de terribles difficultés. Beaucoup accusaient donc "l'anarchie" des "collectivisations" et des "syndicalisations", ils dénonçaient "l'incompétence" de ceux qui s'étaient improvisés dirigeants, non sans raison.

La grande faiblesse des conquêtes révolutionnaires des travailleurs espagnols était liée à leur caractère incomplet plus qu'à leur improvisation. A peine née, la révolution devait donc se défendre. Ce fut la guerre qui réduisit en miettes les conquêtes révolutionnaires avant qu'elles n'aient eu le temps de mûrir et de donner des résultats.

Les travailleurs révolutionnaires étaient confrontés à un dilemme. Pour sauvegarder et consolider leurs conquêtes, il était nécessaire d'aller vers la prise du pouvoir, par la constitution d'un gouvernement ouvrier basé sur les comités. Sinon, la révolution échouerait.

LA BOURGEOISIE ET L'ÉTAT

Sans forces armées loyales, sans institutions ayant un réel pouvoir, confrontés à l'armement des travailleurs Companys et Giral pouvaient implorer, mais pas gouverner. La bourgeoisie espagnole comprit que, depuis le début, le mouvement révolutionnaire des masses était dirigé contre la propriété privée des terres et des moyens de production, et qu'il était impossible d'y mettre fin par des moyens démocratiques. Pour cela, il restait dans le camp républicain des débris insignifiants de la classe possédante, comme messieurs Azan et consorts, avocats politiques de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie en tant que telle n'était pas dans ce camp.

Mais ces hommes politiques bourgeois, qui constituaient, comme le disait Trotsky, "*l'ombre de la bourgeoisie*", avaient un grand rôle à jouer :

(49) "*Décret sur la terre*" : deuxième décret (octobre 1917) du Conseil des commissaires du peuple, responsable devant les soviets (conseils de travailleurs, paysans et soldats), rédigé à partir des revendications des soviets paysans et distribuant les terres des grands propriétaires et de l'Eglise aux paysans.

“Celui de paralyser, désagréger et ensuite asphyxier le mouvement socialiste des masses sur le territoire républicain...”

Mais comment reconstruire le pouvoir de la bourgeoisie en zone républicaine ? Il manquait au gouvernement de Madrid et à la Generalitat l'instrument le plus important : les forces armées. L'armée était passée à Franco, excepté la marine et une bonne partie de l'aviation, la police régulière n'existait plus comme force dépendante du gouvernement.

Toute classe sociale a besoin de disposer d'un appareil d'Etat pour maintenir sa domination. La reconstruction du pouvoir bourgeois en zone républicaine était un devoir qui échappait aux seules forces des hommes politiques républicains. S'affronter ouvertement aux masses armées n'était pas un exercice facile. Ils comprirent vite qu'il était possible de reconstruire ce pouvoir uniquement avec la participation au gouvernement de dirigeants ouvriers au prestige reconnu.

Pour les travailleurs, il était question d'achever ou non l'œuvre de la révolution ; pour la bourgeoisie, reconstruire l'Etat bourgeois pour s'y appuyer et revenir sur les conquêtes des masses. Les deux questions étaient incompatibles.

LE GOUVERNEMENT DE LARGO CABALLERO

La solution improbable vint de Largo Caballero. Ce dirigeant de la gauche socialiste, qui avait fait de nombreuses déclarations révolutionnaires, fut nommé président du gouvernement le 4 septembre 1936.

A son gouvernement s'ajoutent en novembre quatre ministres de la CNT. Ce gouvernement avait dans ses mains le destin de la révolution espagnole.

Largo Caballero pouvait légaliser les conquêtes révolutionnaires en s'appuyant sur les comités ouvriers.

Et il pouvait diriger une guerre révolutionnaire contre les militaires fascistes en s'appuyant sur la solidarité des travailleurs du monde entier et sur la lutte du peuple marocain (les troupes d'élite de Franco étaient recrutées dans le protectorat marocain ainsi que la "légion" et les "volontaires" du Rif) pour son émancipation du joug colonial, rompant ainsi avec la bourgeoisie espagnole et avec l'impérialisme "démocratique" franco-britannique.

Ou bien il pouvait conserver une coalition avec la bourgeoisie républicaine, qui ne représentait personne et qui avait été abandonnée par sa classe, qui avait pris parti massivement pour Franco et cherchait l'alliance avec les puissances "démocratiques" au prix du maintien de la légalité républicaine, qui combattait le pouvoir révolutionnaire des comités, qui souhaitait "gagner la guerre et ajourner la révolution".

Largo Caballero ainsi que les dirigeants de l'UGT et de la CNT optèrent pour la seconde option, avec l'aide des dirigeants du PCE, qui suivaient les instructions de Staline, dont les efforts diplomatiques allaient vers une recherche d'une alliance avec l'impérialisme franco-britannique.

Le gouvernement Largo Caballero allait reconstruire l'armée, la police, les institutions de l'Etat bourgeois. Il allait dissoudre les comités, qu'il priverait de tout pouvoir effectif. Une fois cette tâche accomplie, Largo Caballero fut expulsé du gouvernement par le gouvernement de Negrin-Staline, après les journées de mai 1937. C'est ainsi que le Front populaire, qui avait été présenté par ses promoteurs comme le seul moyen de barrer la route au fascisme, allait, en Espagne, ouvrir la voie à la victoire du fascisme.

Mai-juin 1936 : “La révolution française a commencé...”

Par Emmanuel Kazan

9 juin 1936 : la France est paralysée par la grève générale. De son exil norvégien, Trotsky écrit :

« Jamais la radio n'a été aussi précieuse que ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre, d'un lointain village de Norvège, les battements du pouls de la révolution française (...). Les mots de “révolution française” peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît une révolution. En général même, elle ne peut naître autrement. La révolution française a commencé » (1).

La forme que prend cette “révolution”, c'est la grève générale :

“Toute la France ouvrière est en lutte. On compte le 11 juin près de 2 millions de grévistes. En Seine-Inférieure, par exemple, les chantiers de charbon, les usines textiles et métallurgiques, les dockers, le papier-carton, les chantiers fluviaux, les usines textiles de la vallée du Barentin, les boueux, les traminots, tous sont en grève. Dans le centre, les entreprises Peugeot, Dunlop, Bergougnan, Michelin ; à Toulouse, le bâtiment, les tramways ; à Saint-Nazaire, le bâtiment et les chantiers de construction navale ; à Nancy, les usines de chaussures, la

métallurgie, les produits chimiques ; les mineurs des bassins de la Loire ; à Mulhouse, la Société alsacienne de construction mécanique, les tissages Charles Mieg, l'usine Dolfuss Mieg, les tramways ; la batellerie, dans l'Aisne ; à Belfort, les usines du gaz et de l'électricité (...). Dans l'agriculture, des milliers d'ouvriers agricoles sont en grève et occupent les fermes ; en Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, 10 000 ouvriers agricoles ont cessé le travail...” (2).

Encore n'est-ce là qu'un rapide survol du mouvement spontané qui submerge le pays.

Plusieurs mois avant ce déferlement, en mars 1935, dans un long article consacré à la France, Trotsky expliquait :

“L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut obtenir, mais aussi ne pas obtenir, réside dans le fait qu'elle pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir. En arrêtant les usines, les transports, de façon générale

(1) “La révolution française a commencé”, Œuvres de Léon Trotsky, tome 10, p. 78.

(2) Danos et Gibelin, *Juin 36*, Maspero, p. 108.

les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais également le gouvernement. Le pouvoir d'Etat reste suspendu en l'air. Il doit soit dompter le prolétariat par la faim et la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit lui céder la place. Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle entraîne les véritables masses, et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?" (3).

Soixante-dix ans après que ces lignes furent écrites, certains historiens staliniens envisagent la question d'une tout autre manière :

"La question, inévitable, du caractère révolutionnaire ou pas des grèves de 1936 (...), longtemps sujet de polémiques (...), peut aujourd'hui laisser place à des interprétations apaisées parce qu'elles ne recourent plus les mêmes enjeux contemporains" (4).

Donc, aujourd'hui, les "enjeux" de l'affrontement de la classe ouvrière et de la classe capitaliste n'auraient plus rien à voir avec ceux de 1936 ? Nous pensons au contraire que le rassemblement au grand jour des exploités dans la grève générale, pour en finir avec la misère et l'exploitation, est aujourd'hui une impérieuse nécessité. C'est ce qui fait l'actualité de mai-juin 1936. Une telle perspective est évidemment incompatible avec toutes les célébrations officielles qui encensent "le Front populaire de 1936" pour mieux escamoter la réalité de la révolution prolétarienne en France, qui est l'un des éléments majeurs des événements de l'année 1936. Car cette réalité est incompatible avec la vision "officielle", qui exige de décrire les relations entre les classes comme "apaisées".

Evoquant le déferlement du prolétariat français en mai-juin 1936, Trotsky écrivait :

"Les ouvriers de France ont montré que brûle encore dans leur sang la flamme des révolutions que couronna la Commune de Paris."

Depuis soixante-dix ans, les travailleurs français ont démontré à maintes occasions que "brûle encore dans leur

sang" la flamme de la grève générale, la flamme de mai-juin 1936. Soixante-dix ans après, n'en déplaît à certains, mai-juin 1936 vit toujours dans la conscience de la classe ouvrière de ce pays.

LA FRANCE FACE AU PÉRIL FASCISTE

Le 6 février 1934, les ligues fascistes (parmi lesquelles l'Action française de Charles Maurras et les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque) organisent une démonstration de force devant l'Assemblée nationale. Le PCF, aux ordres de l'Internationale communiste (IC), tout en condamnant "vigoureusement" les bandes fascistes et le gouvernement bourgeois "qui les protège", appelle ses militants à manifester le 6 février... aux côtés des ligues. Bandes fascistes qu'il met d'ailleurs sur le même plan que "la social-démocratie, qui, par sa division de la classe ouvrière, s'efforce de l'affaiblir" (*L'Humanité*, 6 février 1934).

Ce faisant, le PCF ne fait qu'appliquer la ligne ultra-sectaire de l'IC, dite de la "troisième période". Cette ligne est ainsi "théorisée" par Staline :

"Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur l'aide active de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme."

Au nom de la lutte contre le prétendu "social-fascisme", Thälmann, le principal dirigeant du Parti communiste allemand, déclare, à la veille de l'avènement du nazisme, que "l'arbre nazi ne doit pas cacher la forêt social-démocrate". Cette politique désastreuse ouvre, par la division des rangs ouvriers, la voie à la victoire du fascisme en Allemagne et conduit la classe ouvrière allemande à une "défaite sans combat".

Daniel Guérin rappelle ce qu'est alors la tragédie du prolétariat allemand :

"Au printemps de 1933, je me hasarde à entreprendre un nouveau tour

(3) "Encore une fois, où va la France ?", Œuvres de Léon Trotsky, tome 5, p. 184.

(4) Wolikow Serge, *Le Front populaire en France*, éditions Complexes, 1996, p. 136.

d'Allemagne. Je voudrais voir de mes yeux les ravages exercés par la peste hitlérienne (...). A bicyclette à travers l'Allemagne, je pédale comme à travers des décombres, et j'en dresse le lugubre inventaire. Le colosse ouvrier — social-démocratie, parti communiste, syndicats aux millions d'adhérents — s'est effondré, ou a été balayé, comme un château de cartes. Ses insignes, ses journaux, son matériel de propagande, ses livres flamboyent sur les autodafés des places publiques. Ses membres peuplent les camps de concentration. Ses somptueux locaux hissent le pavillon rouge à croix gammée. J'assiste à un crépuscule des dieux" (5).

Il est déjà "minuit dans le siècle" de l'autre côté du Rhin. Mais à Paris, cette politique criminelle n'empêche pas les dirigeants du PCF de continuer à la mettre en œuvre. Le PCF appelle donc ses adhérents à manifester, le 6 février 1934, coude à coude avec les ligues fascistes, "contre les fascistes et la social-démocratie" que Staline a décrits comme des "frères jumeaux".

En témoin incrédule, Daniel Guérin décrit l'étrange spectacle auquel il assiste le soir de ce 6 février place de la Concorde :

"Vers 22 heures, voici que débouche sur la place, venant de la rue Royale et occupant toute la largeur de la rue, une colonne qui brandit des drapeaux tricolores. Au milieu de la chaussée, des messieurs d'aspect mûr et respectable, arborant leur légion d'honneur, braillent La Marseillaise. Ils ne font pas du tout émeutiers. Sur les bords, les encadrant, de jeunes travailleurs, en chandail et casquette, entonnent, eux, L'Internationale. Aucune des deux variétés de choristes ne semble incommodée par la présence de l'autre ni indisposée par cette bizarre cacophonie. Ils donnent bien plutôt l'impression de manifester ensemble, au coude à coude, et de communier dans une même fureur contre le pouvoir" (6).

Mais cette unanimité ne dure pas. Vers 23 h 30, la manifestation tourne à l'émeute. Des affrontements opposent communistes et fascistes, la police tire : quinze personnes sont tuées, des centaines d'autres blessées. Comme Trotsky, des millions de travailleurs comprennent que le 6 février marque "la première répétition du banditisme fasciste" en France :

"Les journées de février 1934 ont marqué la première offensive sérieuse de la

contre-révolution unie. Quelles que soient les prochaines étapes, les combinaisons et les regroupements transitoires, les flux et les reflux momentanés, les épisodes tactiques, il n'y a plus dorénavant de choix qu'entre le fascisme et la révolution prolétarienne" (7).

C'est précisément l'actualité de cette alternative entre fascisme et socialisme qui l'amène à considérer :

"Dans l'arène de l'histoire, c'est maintenant le tour de la France prolétarienne. En France se décide à nouveau le sort, non seulement de la France, mais aussi de l'Europe, et, en fin de compte, du monde entier. Si le fascisme réussissait à abattre le prolétariat français, toute l'Europe se teindrait en noir. Et, au contraire, la victoire du prolétariat français, dans les conditions actuelles, laisserait loin derrière elle, par son importance historique, même la victoire d'Octobre remportée par le prolétariat en Russie !" (8).

12 FÉVRIER 1934 : LA CLASSE OUVRIÈRE IMPOSE L'UNITÉ

Partout, dans les jours qui suivent, les travailleurs exigent de leurs organisations politiques et syndicales qu'elles s'unissent et organisent ensemble la réplique à la menace fasciste. Refusant l'unité, les dirigeants staliniens (PCF, et CGTU sur le plan syndical) et sociaux-démocrates (SFIO et CGT) appellent, le 12 février à Paris, à deux manifestations différentes. Les deux cortèges se retrouvent face à face place de la Nation. Après quelques minutes d'hésitation, un cri surgit de la masse : "Unité ! Unité !" Les cortèges fusionnent en une gigantesque manifestation. Dans tout le pays, la grève est suivie et les manifestations imposantes. Trotsky commente :

"Le 12 février, le jour de la grève générale et des manifestations monstres, les

(5) Daniel Guérin, *Front populaire : révolution manquée*, Babel, p. 89.

(6) *Ibidem*, p. 106.

(7) Préface à "Où va la France ?", *Œuvres* de Léon Trotsky, tome 10, p. 86.

(8) "C'est au tour de la France !", *Le Mouvement communiste en France*, éditions de Minuit, p. 431.

ouvriers de France ont imposé pour vingt-quatre heures le front unique aux deux appareils bureaucratiques (...). Mais il ne suffit pas d'être seulement prêts à se battre (...). Il faut de la technique, il faut de l'organisation, il faut un plan, il faut un état-major !" (9).

Mais cet état-major prolétarien fait défaut, et, dans les semaines qui suivent le 12 février, les dirigeants du PCF et de la SFIO se refusent toujours à l'unité.

Dans son livre *L'Entre-deux-guerres*, Pierre Naville explique à quel point,

"pendant des semaines et des mois (particulièrement en avril et en mai), l'action des bureaucrates dirigeants s'exerça contre la réalisation du front unique des organisations, c'est-à-dire contre les masses (...).

Mais l'action à la base ne cessait de rapprocher contre le fascisme les combattants des différentes tendances et couches sociales. En juin, ces manifestations se firent plus amples, plus serrées, plus fréquentes : l'heure était proche où les bureaucrates devraient céder."

Et en effet, ils durent céder. Le 25 juin 1934, tournant le dos à la lutte contre le "social-fascisme", le PCF propose un "pacte d'unité d'action" à la SFIO, qui, après une longue hésitation, l'accepte. L'exigence d'unité venue des profondeurs de la classe ouvrière l'emporte contre la volonté des directions.

Léon Blum le reconnaît à sa manière, jésuitique :

"Nous nous serions refusés à cette première unification des forces prolétariennes au moment où l'intérêt et la volonté populaire l'exigeaient (...), une mésintelligence, une désaffection populaire se seraient développées autour de nous" (Le Populaire, 25 février 1935).

En juin 1934, le front unique est imposé aux appareils par la poussée révolutionnaire des masses.

La politique de "front populaire" sera la réponse contre-révolutionnaire des appareils à ce mouvement ascendant de la classe imposant l'unité de ses organisations.

Mais pour cela, il faut faire passer le "front populaire" pour une expression de ce front unique que les masses ont imposé à leurs organisations.

LE PCF "TOURNE" À 180 DEGRÉS

Au mois de mai 1934, Maurice Thorez (10) est convoqué à Moscou. Le secrétaire de l'Internationale communiste, Dimitrov (11), qui vient juste de sortir des geôles hitlériennes, lui fait la leçon et recommande aux dirigeants français d'"éviter le sectarisme", notamment dans leurs rapports avec la social-démocratie. C'est l'origine du "tournant français" vers le Front populaire.

En juillet 1935, le VII^e Congrès de l'IC avalise officiellement l'orientation de front populaire inaugurée en France.

Prenant prétexte de cette reconnaissance tardive par l'IC, certains historiens du PCF n'hésitent pas à faire du tournant du Front populaire le premier acte de rupture, ou au moins d'indépendance, du PCF vis-à-vis du Kremlin.

Voici, par exemple, ce que l'on peut lire à propos du VII^e Congrès de l'IC :

"A Moscou, la politique de front populaire engagée par le PCF depuis plusieurs mois est enfin reconnue et encouragée publiquement. L'Internationale communiste avait en effet, dans un premier temps, marqué ses réticences à l'égard d'un mot d'ordre qui rompait ouvertement avec l'orientation précédente. Plusieurs réunions du présidium de l'IC avaient insisté sur les risques d'une démarche qui pourrait déborder le PCF" (12).

Que des hésitations, des discussions, aient eu lieu au sein de la direction de l'IC à propos du tournant français, nul ne songe à le nier. Mais où ce "spécialiste" a-t-il vu que, dans l'IC stalinienne de 1934-

(9) "C'est au tour de la France !", *Le Mouvement communiste en France*, p. 431.

(10) Maurice Thorez (1900-1964), principal dirigeant du parti stalinien français.

(11) Georgi Dimitrov (1882-1949), dirigeant du Parti communiste bulgare, envoyé en Allemagne par l'Internationale communiste et Staline en 1930, où il est arrêté par le régime nazi après la provocation de l'incendie du Reichstag. Sa défense lors de son procès et la campagne internationale aboutissant à sa libération en font une figure de "l'antifascisme" stalinien et le principal dirigeant de l'Internationale stalinienne. Au VII^e Congrès de celle-ci, il présente l'orientation de "front populaire".

(12) Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, éditions Complexes, 1996, p. 101.

1935-1936 (celle des purges politiques, des déportations, des assassinats et des procès de Moscou), les décisions étaient prises dans le cadre d'instances "démocratiques" officielles ?

Que Staline et ses amis se soient ménagés une porte de sortie en cas d'échec du Front populaire — il leur aurait alors été facile de dénoncer les "erreurs" des dirigeants français... — en refusant d'assumer officiellement le tournant français, c'est une chose. Mais, oui ou non, est-ce Moscou qui a ordonné ce tournant au PCF ?

Les faits répondent eux-mêmes à cette question. De retour à Paris, quelques jours après son séjour moscovite, Thorez propose l'unité à la SFIO. Ce n'est assurément pas un hasard si ce tournant de juin 1934 correspond aux premières rencontres entre diplomates soviétiques et français, qui jettent les bases d'un futur traité d'alliance (13). Depuis la victoire du nazisme en Allemagne — où Hitler prépare ouvertement la guerre contre l'URSS —, Staline cherche à se rapprocher des puissances impérialistes "démocratiques". Il faut donc que le PCF, qui avait au début de l'année 1935 été à la tête des protestations contre la prolongation du service militaire à deux ans, renonce à sa ligne antimilitariste et se rallie à la défense nationale. Ce qui revient dans la pratique à s'aligner sur l'impérialisme français. Trotsky commente :

"L'ordre vient de Moscou de s'aligner sur les social-patriotes et, en même temps qu'eux, sur les radicaux, parti de gauche de l'impérialisme français. Agréable surprise ! Staline, des deux mains, hisse Blum sur le cheval de la défense nationale" (14).

Le 2 mai 1935, le pacte franco-soviétique est signé. Quelques jours plus tard, suite à un entretien avec Staline, Laval, ministre des Affaires étrangères, déclare :

"M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité."

Dans un article paru dans *La Lutte ouvrière*, journal des trotskystes français, Trotsky analyse la signification de ce pacte :

"Maintenant, Staline et C^e ont perdu toute confiance dans les forces révolutionnaires. Ils recourent à la diplomatie

pure, c'est-à-dire de la plus sale espèce. Ils ne veulent plus voir que les combinaisons avec un impérialisme contre un autre. Ils ont surtout peur que les ouvriers français ne compromettent leurs combinaisons. Thorez et C^e souscrivent à cette attitude honteuse. Eux aussi considèrent le mouvement révolutionnaire comme un obstacle à la sécurité de l'URSS. Ils acceptent l'ordre qu'on leur donne de punir la révolution et de lui couper le jarret. Ils deviennent ouvertement la police stalinienne face au prolétariat français, et, ce qui est plus grave, la police stalinienne devient en même temps la police de l'impérialisme français" (15).

En conséquence, à partir de mai 1935, le PCF devient ardemment "patriote". Ses dirigeants entonnent *La Marseillaise* à tout propos et le drapeau tricolore des versaillais se mêle au drapeau rouge de la Commune dans les meetings et les cortèges staliniens.

"POUR UN GOUVERNEMENT BLUM (16)-CACHIN (17) !"

Mais, à mille lieues de cette "haute diplomatie", les travailleurs chargent ce front unique de leurs partis de tous leurs espoirs. Des millions commencent à se poser le problème : *"Quel gouvernement réalisera nos aspirations ?"*

Trotsky répond en octobre 1934 :

"Le but de ce front unique ne peut être qu'un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement, si le front unique se prend au sérieux — et c'est à cette seule

(13) Le 14 juin 1934, les ministres des Affaires étrangères français et soviétique, Barthou et Litvinov, se rencontrent en secret à Genève. C'est la première étape qui va mener au pacte Laval-Staline.

(14) *"La voie des socialistes révolutionnaires"*, *Le Mouvement communiste en France*, p. 528.

(15) *"Staline a signé l'acte de décès de la III^e Internationale"*, *Œuvres de Léon Trotsky*, tome 5, p. 312.

(16) Léon Blum (1872-1950), dirigeant du Parti socialiste SFIO depuis les années 1920, Premier ministre du gouvernement de Front populaire en juin 1936.

(17) Marcel Cachin (1869-1958), député socialiste en 1914 et partisan de l'Union sacrée pendant la guerre, rejoint ensuite le Parti communiste et devient l'un des principaux dirigeants staliniens en France.

condition que les masses populaires le prendront au sérieux —, il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir.”

Mais pour les directions de ces partis, il faut à tout prix signifier aux travailleurs qu'ils se trompent, qu'il n'est pas question d'unité prolétarienne. C'est pourquoi, dès le 7 octobre, Maurice Thorez lance le mot d'ordre de “*Front populaire*” et propose d'y inclure le Parti radical. Précisons que ce parti participe alors au gouvernement bonapartiste et très anti-ouvrier de Doumergue, que c'est le principal parti de la bourgeoisie française et qu'il constitue l'axe et le pivot de presque toutes les combinaisons gouvernementales de la III^e République depuis la fin du XIX^e siècle. L'intégration de ce parti bourgeois dans le front uni des partis ouvriers (c'est-à-dire sa transformation en front populaire) a donc une signification précise. Il s'agit de réaffirmer que le programme du Front populaire est celui du Parti radical, qu'aucune atteinte même minime à la propriété privée n'est envisageable. Trotsky explique alors que le Front populaire est

“une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le Parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce (...). Dans tous les domaines, le Parti radical, qui conserve, lui, sa liberté d'action, limite brutalement celle du prolétariat” (18).

Il s'agit, en fait, de lier les organisations ouvrières au char de la bourgeoisie. C'est pourquoi Trotsky insiste auprès de ses camarades :

“La question des questions est à présent celle du front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires. En réalité, à notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevik” (19).

Pour faire barrage aux aspirations révolutionnaires des masses, il faut intégrer toujours plus les représentants de la bourgeoisie dans le Front populaire, aux côtés des partis ouvriers, tout en laissant croire aux travailleurs qu'il s'agit toujours du front unique ouvrier auquel ils aspirent.

Le Front populaire est, par nature, sans rivage à droite. Dès juillet 1935, le dirigeant stalinien Jacques Duclos donne le ton :

“Nous ne repoussons pas les hommes qui sont à la droite du Parti radical, qui veulent avec nous défendre la liberté.”

La défense de “la liberté”, de “la démocratie”, contre le péril fasciste devient alors l'alibi de ce que les staliniens appelleront eux-mêmes dans les mois suivants un “*front des Français*”, c'est-à-dire un accord d'union nationale derrière la bourgeoisie. C'est pourquoi Trotsky exhorte ses camarades français à combattre ce prétendu “antifascisme”, qui n'a rien à voir avec une véritable politique antifasciste, et qui n'est rien d'autre que la couverture idéologique du Front populaire, c'est-à-dire l'alignement complet du prolétariat français derrière sa bourgeoisie.

Les staliniens vont poursuivre jusqu'au bout leur politique s'opposant à un gouvernement des organisations ouvrières. En octobre-novembre 1935, l'Internationale communiste ayant critiqué les “*illusions ministérielles*” du PCF, le parti stalinien affirme ne plus être candidat à entrer dans un gouvernement. Après le succès du Front populaire aux élections législatives du printemps 1936, un dirigeant du PCF raconte :

« Un peu partout, le lendemain du second tour des élections, il n'y avait qu'un cri dans Paris et dans toute la France : “Nous sommes tous dans le Front populaire, nous devons tous aller au gouvernement.” Je dois dire que, dans certains endroits, la pression a été si forte sur le parti qu'un certain nombre de militants, au lendemain du succès électoral, demandaient de préciser les motifs pour lesquels nous n'allions pas au gouvernement » (20).

L'EXPÉRIENCE DU “FRONT POPULAIRE” RUSSE

Durant de longs mois, de juin 1934 à 1936, Trotsky s'emploie à convaincre ses

(18) “*Front populaire et comités d'action*”, *Le Mouvement communiste en France*, p. 535.

(19) “*Le RSAP et la IV^e Internationale*”, *Œuvres de Léon Trotsky*, tome 10, p. 248.

(20) Ces paroles sont celles du dirigeant du PCF André Marty, devant le présidium du comité exécutif de l'IC (Wolikow, p. 176).

camarades de la justesse du mot d'ordre "Gouvernement Blum-Cachin !". Il doit alors répondre à une série d'objections : la social-démocratie n'a-t-elle pas trahi le prolétariat depuis août 1914 ?

L'IC n'est-elle pas "définitivement passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois" depuis qu'elle a objectivement aidé Hitler à prendre le pouvoir en Allemagne ? Pourquoi appeler les travailleurs à combattre pour un gouvernement dirigé par des organisations dont on sait qu'elles vont trahir la cause du socialisme ?

Pour répondre, il se réfère à son expérience de la révolution russe de 1917. Car, explique-t-il,

« on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire, c'est la révolution de février 1917. De février à octobre, les mencheviks et le socialistes-révolutionnaires ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des "cadets", avec lequel ils ont formé toute une série de gouvernements de coalition. Sous le signe du front populaire, se trouvait toute la masse du peuple, y compris les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Bien sûr, les bolcheviks participaient aux soviets. Mais ils ne faisaient pas la moindre concession au front populaire. Ils exigeaient la rupture de l'alliance avec les cadets et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan » (21).

Certes, explique Trotsky, l'avant-garde prolétarienne comprend que les dirigeants du PCF et de la SFIO sont les "lieutenants ouvriers de la bourgeoisie" (pour reprendre une expression de Lénine) (22).

Mais ce n'est pas le cas des masses, qui placent tous leurs espoirs en ces dirigeants. C'est pourquoi il faut agir à l'égard des stalinien et des réformistes de 1935-1936 comme les bolcheviks l'ont fait à l'égard des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires en 1917 :

« Le mot d'ordre principal des bolcheviks, "Tout le pouvoir aux soviets !", signifiait, d'avril à septembre 1917, tout le pouvoir aux sociaux-démocrates (mencheviks et S-R). Quand les réformistes conclurent une coalition gouvernementale avec la bourgeoisie, les bolcheviks lancèrent le mot d'ordre : "A bas les ministres capitalistes !" Cela signifiait encore une fois : "Ouvriers, forcez les

mencheviks et les S-R à prendre dans leurs mains tout le pouvoir !" » (23).

Il s'agit donc d'aider la classe ouvrière à forcer les dirigeants de la SFIO et du PCF à prendre tout le pouvoir dans leurs mains, à les forcer à rompre leur alliance avec le Parti radical. Tirant les enseignements de l'expérience de 1917, Trotsky applique l'analyse marxiste à la France de 1935-1936, et conclut :

« En tout cas, le mot d'ordre ne peut pas être "A bas le gouvernement Blum !", mais "Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum !" Voilà la nuance. »

Pourquoi le mot d'ordre des trotskystes français ne pouvait-il alors être "A bas le gouvernement Blum !" ? Pour les marxistes, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et il s'agit, en conséquence, d'aider la classe ouvrière à combattre, à se frayer la voie de la révolution. Comment le pourrait-elle sans avoir fait l'expérience de ses illusions par rapport à ses directions traditionnelles (24) ? Aider la classe ouvrière à s'émanciper, c'est instaurer un dialogue permanent entre son avant-garde et ses profondeurs. La justesse d'une politique révolutionnaire se mesure à l'écho que rencontrent ses mots d'ordres chez les travailleurs. Si l'écho est trop faible, il faut réajuster le mot d'ordre, le préciser ou en changer. Le point de départ de l'action de l'avant-garde, c'est l'état d'esprit de la classe : c'est en ce sens qu'il y a dialogue. Pour que ce dialogue existe, Lénine a

(21) "Le RSAP et la IV^e Internationale", Œuvres de Léon Trotsky, tome 10, p. 248.

(22) Les uns, l'appareil de la social-démocratie, par leurs liens directs avec la bourgeoisie impérialiste ; les autres, l'appareil stalinien, par leur soumission à la bureaucratie stalinienne de l'URSS, couche parasitaire qui représente la "courroie de transmission" de l'impérialisme mondial dans l'Etat ouvrier.

(23) "La situation en Europe : nos tâches aujourd'hui", Le Mouvement communiste en France, p. 421.

(24) Ces illusions se matérialisent notamment par l'afflux de travailleurs dans les syndicats et les partis ouvriers traditionnels. Ainsi, en moins de trois mois, de mars à mai 1936, plus de 250 000 travailleurs rejoignent la CGT. En juillet 1935, CGT et CGTU totalisaient à elles deux 900 000 adhérents. En 1937, la CGT réunifiée compte près de 5 millions d'adhérents. Cet afflux se vérifie sur le plan politique. Fin 1934, le PCF déclarait 42 500 militants, alors que, fin 1936, le PCF organise 380 000 adhérents.

enseigné aux marxistes de se tenir “*un pas en avant des masses*”, c’est-à-dire de tenir compte de l’état d’esprit des travailleurs tout en anticipant l’étape suivante du processus révolutionnaire, pour les aider à surmonter le prochain obstacle. Leurs mots d’ordres doivent refléter la logique du développement du processus révolutionnaire. Dans le cas du Front populaire, cette politique s’incarne dans cette exigence, qui n’est pas seulement celle de l’avant-garde, mais de toute la classe :

“Rompez avec la bourgeoisie, et, pour cela, rompez avec les représentants de la bourgeoisie au gouvernement ! Dehors les ministres radicaux ! A bas les ministres capitalistes !”

Les liens qu’entretiennent les travailleurs avec le Parti radical ne sont pas identiques à ceux qu’ils entretiennent avec la SFIO et le PCF, organisations qui ont été forgées par la classe ouvrière, qu’ils considèrent comme “leurs partis”.

Ce n’est pas le cas du Parti radical, “*parti démocratique de l’impérialisme français*”, qui participe à toutes les combinaisons gouvernementales anti-ouvrières depuis la fin du XIX^e siècle. C’est pourquoi les marxistes, s’appuyant sur les illusions des masses vis-à-vis de leurs partis traditionnels, combattent pour la rupture avec le Parti radical, représentant de la bourgeoisie. En une formule limpide, Trotsky synthétise la méthode du marxisme :

“Nous ne nous solidarisons pas un instant avec les illusions des masses, mais nous devons utiliser au maximum ce qu’il y a de progressiste dans ces illusions, sinon, nous ne serions pas des révolutionnaires, mais de méprisables pédants.”

Ceux qui, au nom d’une étrange “pureté révolutionnaire”, se tiennent “*trois pas en avant des masses*” tournent le dos à leur mouvement réel et sont inévitablement condamnés à théoriser l’“impuissance” supposée de ce mouvement, qui n’est autre que le revers de leur sectarisme. Car l’histoire n’est pas écrite d’avance, ce sont les masses qui la font. Le facteur subjectif, le parti révolutionnaire, est certes l’instrument irremplaçable pour aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir, mais le processus révolutionnaire objectif existe

et se développe avec toute sa vigueur y compris en l’absence de toute avant-garde organisée (ce qui n’est pas le cas en France en 1936). Ce qui signifie pour la France de 1935-1936 qu’il fallait aider les travailleurs à forcer le PCF et la SFIO à réaliser leurs aspirations, donc à rompre le front populaire avec la bourgeoisie et à réaliser un gouvernement de front unique prolétarien. Une telle unité aurait alors ouvert une alternative. Soit les dirigeants stalinien et réformistes, entraînés par la poussée révolutionnaire des masses, auraient été amenés à aller plus loin qu’ils ne le souhaitaient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ce qui aurait signifié un approfondissement du processus révolutionnaire favorable au prolétariat. Soit ces mêmes dirigeants — et c’est ce que firent les dirigeants mencheviks et S-R en 1917 — auraient été amenés à tourner le dos aux aspirations populaires, les travailleurs auraient alors fait l’expérience (amère) de leurs illusions et, forts de cette expérience, se seraient tournés vers une nouvelle direction révolutionnaire. Dans les deux cas, la classe ouvrière en serait sortie aguerrie et renforcée (25). Seuls “*de méprisables pédants*” peuvent “se désoler” des illusions des masses sur leurs vieilles organisations, “regretter” qu’elles ne se tournent pas spontanément vers la “vraie” direction révolutionnaire et se

(25) En décembre 1938, tirant le bilan des événements survenus en France depuis deux ans, Trotsky explique : « *La bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires : à l’offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre, ou presque leur propre, gouvernement. La CGT et le Comintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie. Quand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché. Les ouvriers ne reconnaissent pas l’ennemi, car il est déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre invulnérable. Ainsi, la révolution commencée s’est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée. Les deux années et demie écoulées depuis lors ont découvert peu à peu l’impuissance, la fausseté et le vide du Front populaire. Ce qui est apparu aux masses travailleuses comme un gouvernement “populaire” s’est révélé un simple masque provisoire de la bourgeoisie impérialiste. Ce masque est maintenant jeté. »*

tenir à l'écart du mouvement des masses pour condamner ces "illusions". C'est une des leçons de mai-juin 1936.

MAI-JUIN 1936 : "LES PROLÉTAIRES VEULENT "AIDER" LE GOUVERNEMENT, À LEUR FAÇON"

Malgré la politique de démobilisation et de démoralisation des appareils, les élections d'avril-mai 1936 donnent une large victoire aux partis du Front populaire (26). Il est significatif de noter que seuls les radicaux perdent des voix, alors que SFIO et PCF sont les grands vainqueurs du scrutin.

Mais les travailleurs n'ont pas seulement voté massivement pour leurs partis. Ils cherchent à exprimer ce qu'ils considèrent comme une victoire, sur le terrain direct de la lutte des classes : celui des grèves et des manifestations.

Le 1^{er} Mai 1936 donne l'occasion d'une démonstration de force du prolétariat : à Paris, on dénombre plus de 200 000 grévistes. Des grèves très dures éclatent en province dans les jours qui suivent, notamment au Havre et à Toulouse, pour obtenir la réintégration d'ouvriers qui ont été licenciés pour fait de grève le 1^{er} Mai. Les masses sont prêtes, combattives, et ce mouvement ascendant qui mûrit en profondeur ne va pas tarder à éclater au grand jour. Le grand jour, c'est le 24 mai 1936.

Ce jour-là, en un immense cortège prolétarien, ce sont plus de 600 000 manifestants qui défilent durant 9 heures entre la place de la Nation et le cimetière du Père-Lachaise, le poing levé en chantant *L'Internationale*, pour rendre hommage à la Commune de Paris. Le prolétariat prend alors conscience de sa force. Les masses prennent confiance. Dans les jours qui suivent, c'est le déferlement. Le 28 mai, 33 000 ouvriers de Renault se mettent en grève. Le 2 juin, 100 000 métallos de la région parisienne arrêtent le travail. Les occupations d'usine débutent. Le 4 juin, on en dénombre plus de 9 000 pour plus de 12 000 entreprises en grève ! On approche les deux millions de grévistes. Le mouvement déborde les industries et cer-

tains secteurs sont touchés pour la première fois par la grève : les coiffeurs, les boulangers, les bouchers, les employés des grands magasins, les "cols blancs" et des salariés de tous secteurs se joignent au mouvement. Trotsky analyse la signification de ce déferlement :

« Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les "espoirs" que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n'est là qu'un quart de vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la méfiance ou tout au moins le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent "aider" le gouvernement, mais à leur façon, à leur façon prolétarienne » (27).

De cette "aide", les dirigeants du Front populaire se seraient bien passés ! Le gouvernement Sarraut démissionne, le président de la République, Lebrun, catastrophé, implore Léon Blum de passer par-dessus les usages parlementaires et de constituer immédiatement son cabinet, sans attendre l'investiture de la Chambre.

Ainsi,

"communistes, socialistes et radicaux n'ont rien prévu ni rien dirigé : il ont subi les événements. Le coup, inattendu pour eux, du 6 février 1934 les a forcés, contrairement à leurs mots d'ordre et doctrine de la veille, à chercher leur salut dans une alliance les uns avec les autres. La grève de mai-juin 1936, non moins inattendue, porte à ce rassemblement parlementaire un coup mortel. Ce qui peut apparaître à un regard superficiel comme l'apogée du Front populaire est en réalité son agonie" (28).

Mais pour hâter cette agonie, le mouvement objectif de la grève n'est pas suffisant, il faut que l'avant-garde soit à la hauteur de sa tâche.

(26) Des législatives de 1932 à celles de 1936, le Parti radical passe de 15,9 % à 11,8 % des voix, tandis que la SFIO se maintient de 16,9 % à 16 % et que le PCF passe de 6,8 % à 12,3 %.

(27) "La révolution française a commencé", Œuvres de Léon Trotsky, tome 10, pp. 81-82.

(28) Préface de "Où va la France ?", Œuvres de Léon Trotsky, tome 10, p. 86.

LA PLACE DES TROTSKYSTES (1934-1936)

Les trotskystes français abordent la crise révolutionnaire dans de mauvaises conditions. Leur faiblesse numérique, leurs difficultés organisationnelles et la faiblesse de leurs liens avec la classe ouvrière ne semblent pas les prédisposer à occuper une place importante dans le processus révolutionnaire. Trotsky, conscient de ces difficultés, pense cependant que les trotskystes français peuvent être amenés à jouer un rôle décisif :

« Les bolcheviks-léninistes sont loin de vouloir exagérer leur nombre, mais la force de leurs mots d'ordre vient de ce qu'ils reflètent la logique du développement de la situation pré-révolutionnaire (...). La Quatrième Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières (...). Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des "petites" organisations qui publient de "petits" journaux et défient le monde entier. La révolution d'Octobre, elle aussi, avait commencé à marcher dans des souliers d'enfant... » (29).

Il convient, pour comprendre la place des trotskystes en 1936, de revenir brièvement sur leur tactique dans la période précédente. Dès le mois d'août 1934, Trotsky appelle le petit noyau d'avant-garde qui combat pour la IV^e Internationale, qui s'appelle alors la Ligue communiste, à exprimer, de l'intérieur du mouvement des masses, leurs aspirations à la réalisation du front unique PCF-SFIO-CGT. Il explique alors :

« Quelle place doit occuper la Ligue, petite organisation qui ne peut prétendre à un rôle indépendant dans le combat en train de se dérouler, mais qui est armée d'une doctrine juste et d'une expérience politique précieuse ? Quelle place doit-elle occuper pour féconder le front unique d'un contenu révolutionnaire ? Poser clairement la question, c'est au fond lui donner une réponse. La Ligue doit immédiatement prendre sa place à l'intérieur du front unique pour concourir activement au regroupement révolutionnaire et à la concentration des forces de ce regroupement. Occuper une telle place, elle ne le peut autrement, dans les conditions actuelles, qu'en entrant dans le Parti socialiste » (30).

Attentif à l'afflux des masses vers leurs partis traditionnels (PCF et SFIO) et à la constitution, dans la SFIO, d'une couche d'ouvriers qui cherchent la voie du combat révolutionnaire, Trotsky conseille aux jeunes militants "bolcheviks-léninistes" d'entrer dans le Parti socialiste. Il ne s'agit en aucun cas, bien entendu,

« d'idéaliser la SFIO, c'est-à-dire de la faire passer, avec toutes ses contradictions actuelles, pour le parti révolutionnaire du prolétariat ».

Mais, dit-il, en entrant "drapeau déployé" dans le Parti socialiste,

« la Ligue peut et doit montrer l'exemple à ces milliers et à ces dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, d'instituteurs, etc., qui risquent, dans les conditions actuelles, de rester en dehors du courant de la lutte. En entrant dans le Parti socialiste, ils renforceront extraordinairement l'aile gauche, féconderont toute l'évolution du parti, constitueront un centre d'attraction puissant pour les éléments révolutionnaires du parti dit "communiste" et faciliteront ainsi considérablement le débouché du prolétariat sur la voie de la révolution » (31).

Après de nombreux débats internes, qui provoquent crises et hésitations, une partie des trotskystes entrent, en août 1934, en tant que "Groupe bolchevik-léniniste" (GBL) dans la SFIO, en y défendant ouvertement leur programme. Cependant, Trotsky explique qu'il ne peut y avoir aucune illusion quant à la nature de la SFIO, qui est et restera un parti ouvrier-bourgeois. C'est-à-dire un parti que la classe ouvrière a constitué, mais que la politique de ses dirigeants a fait basculer "dans le camp de l'ordre bourgeois" (32). A ce titre, si les révolutionnaires y sont entrés pour grou-

(29) "La France à un tournant", Œuvres de Léon Trotsky, tome 9, p. 124.

(30) "SFIO et SFIC : la voie du débouché", Le Mouvement communiste en France, p. 439.

(31) "SFIO et SFIC : la voie du débouché", Le Mouvement communiste en France, p. 441.

(32) En août 1914, la majorité des dirigeants des partis de l'Internationale socialiste (II^e Internationale) votent les "crédits de guerre" et soutiennent leur propre bourgeoisie, entraînant les classes ouvrières de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, etc., dans la boucherie de la guerre impérialiste. En janvier 1933, la politique de Staline en Allemagne conduit le Parti communiste allemand et l'Internationale communiste à permettre la victoire d'Hitler. Dans les deux cas, c'est à ce moment que

per autour d'eux les ouvriers socialistes qui cherchent la voie de la révolution, à une étape ultérieure, la rupture (et la "sortie" du Parti socialiste) est inévitable.

Et en effet, à mesure que les dirigeants imposent l'alliance avec la bourgeoisie dans le Front populaire, la "chasse aux trotskystes", qui combattent pour le front unique, s'intensifie.

En dépit de leur nombre très réduit, et de la faiblesse de leurs liens avec la classe ouvrière (bien que leur politique trouve un écho, en particulier dans les Jeunesses socialistes), les trotskystes deviennent les ennemis à abattre.

Le secrétaire général de la SFIO, Paul Faure, annonce le 13 septembre qu'une "demande de contrôle aux fins d'exclusion" a été déposée contre treize militants "à cause de la campagne menée par La Vérité en faveur de la constitution d'une Quatrième Internationale".

Quelques jours auparavant, dans un discours du 23 juillet 1935, le dirigeant stalinien Jacques Duclos avait pointé du doigt le même ennemi :

"La secte des trotskystes qui s'intitule bolchevique-léniniste (...) n'a qu'un objectif : consommer la rupture entre les masses populaires groupées derrière le Parti radical et celles qui suivent les autres groupements du Front populaire."

La chasse aux trotskystes s'organise donc dans la SFIO.

De juillet à octobre 1935, tous les trotskystes en sont exclus.

Tirant le bilan de la lutte des trotskystes français de 1934 à 1936, Trotsky écrit :

"Dans un sol fertile, une poignée de grains donne une belle moisson. Ainsi, dans ces conditions de crise sociale et d'exaspération des masses, une organisation petite, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur le cours des événements révolutionnaires. La furieuse campagne menée contre les bolcheviks-léninistes par l'ensemble de la presse, capitaliste, social-démocrate, stalinienne et syndicaliste, ainsi que la répression de la police et des juges de Léon Blum confirment de l'extérieur cette vérité" (33).

1935-1936 : LA LUTTE DES TROTSKYSTES POUR LES "COMITÉS D'ACTION"

Dès août 1935, les travailleurs des arsenaux de Brest et de Toulon se mettent en grève, le drapeau rouge est hissé par les ouvriers. La police réprime durement ces grèves, et les violentes manifestations qui se déroulent du 5 au 9 août font trois morts. Trotsky en tire les enseignements : les travailleurs sont prêts, l'heure est maintenant à la constitution de comités d'action.

« S'il y avait eu à Toulon un groupe suffisamment orienté pour lancer au moment de l'explosion le mot d'ordre simple et clair : "Chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le comité d'action toulonnais", la masse aurait certainement suivi cet appel » (34).

"De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour ce faire est comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action comme l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats" (35).

Les comités d'action doivent permettre aux travailleurs de diriger eux-mêmes leur mouvement contre la politique contre-révolutionnaire des appareils. Ils doivent dresser contre l'appareil d'Etat bourgeois un embryon de pouvoir ouvrier centralisé localement, régionalement et, finalement, nationalement.

"Cela signifie-t-il que les comités d'action sont des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait

ces Internationales et les partis qui en sont membres ont "définitivement basculé" dans le camp de l'ordre bourgeois, transformant ces partis ouvriers en "partis ouvriers-bourgeois", pour reprendre la formule employée par Lénine après 1914.

(33) "La nouvelle montée et les tâches de la IV^e Internationale", Œuvres de Léon Trotsky, tome 10, p. 150.

(34) Lettre à Jean Rous citée dans *Le Mouvement communiste en France*, p. 539.

(35) "Front populaire et comités d'action", *Le Mouvement communiste en France*, p. 538.

néanmoins erroné de désigner de ce nom les comités d'action. Aujourd'hui, en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom de soviets l'idée du pouvoir déjà conquis (...). En Russie, les soviets n'ont pas du tout été pendant leurs premiers pas ce qu'ils devaient devenir par la suite, ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève. Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. Cela aboutira-t-il aux soviets véritables ? (...) En tout cas, le mouvement de masse qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action" (36).

Ce qui était vrai en août 1935, alors que la situation était prérévolutionnaire, l'est davantage encore en mai-juin 1936, en pleine vague révolutionnaire.

Le 12 juin 1936, l'organe des trotskystes du Parti ouvrier internationaliste (POI), *La Lutte ouvrière*, publie l'appel suivant :

"Dans les usines et les rues, le pouvoir est aux ouvriers ! Passez des comités de grève aux comités d'usine permanents. Formez vos milices ouvrières armées. Il faut relier les comités d'usine entre eux et préparer un congrès des comités d'usine qui dirigera la lutte. Parallèlement aux comités d'ouvriers, que se créent des comités de chômeurs, de soldats, de paysans."

Le gouvernement du Front populaire ne s'y trompe pas. Il fait saisir le journal pour "*provocation directe à attroupements*" et lance plusieurs mandats d'arrêt contre des militants trotskystes. Toute la politique des appareils se dresse alors contre l'organisation des travailleurs, contre les comités d'action. Il n'y a et ne peut y avoir de légitimité que celle du gouvernement de Front populaire, aucun embryon de pouvoir ouvrier ne doit émerger.

Et ce n'est pas le simple effet du hasard si c'est précisément à ce moment que le mot d'ordre "*Les soviets partout !*" disparaît des articles, discours et manifestations staliniennes. Thorez le dit d'ailleurs explicitement en juillet 1936 lors de la conférence nationale du PCF, lorsqu'il évoque les dizaines de milliers de travailleurs qui ont adhéré au parti dans les mois et les

semaines précédentes. Dizaines de milliers de travailleurs qui, en adhérant au PCF, pensent adhérer au parti de la révolution d'octobre 1917, au parti des soviets, croyant y trouver un outil révolutionnaire. Contre cette aspiration, Thorez explique brutalement :

« Ils pensent que notre mot d'ordre de propagande "Les soviets partout !" peut et doit être réalisé tout de suite. Ce n'est pas notre avis. »

Pourtant, la situation est mûre. Dirigeant de la CGT aux Lilas, dans la banlieue ouvrière de Paris, Daniel Guérin le comprend alors :

"Quand les coiffeurs en grève mettent à mal des jaunes qui continuent à manier le ciseau et le peigne, le commissaire de police des Lilas, flanqué de quelques sbires, fait mine de les disperser. Mais dès qu'il me voit surgir avec mon brassard et que je décline mon titre magique : la CGT, il rougit, balbutie, se confond en excuses, se retire. Le maire des Lilas, Eugène Decros, vieillard pontifiant, hostile d'abord, réticent ensuite, me témoigne une considération qui augmente à vue d'œil (...). Avons-nous pleine conscience de la force qui est la nôtre ? La petite bourgeoisie est neutralisée ou acquise. Les politiciens tremblent. Les fascistes se sont terrés comme par enchantement. Les autorités sont à nos pieds. Un nouveau pouvoir s'ébauche. Une révolution commence" (37).

Ami et camarade de Guérin dans le courant appelé Gauche révolutionnaire de la SFIO, Marceau Pivert écrit dans *Le Populaire* (27 mai) son célèbre article "*Tout est possible*" :

"Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur tout le pays, oui, tout est possible aux audacieux ! Tout est possible et notre parti a ce privilège et cette responsabilité tout à la fois d'être porté à la pointe du mouvement. Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera (...). Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine (...). Tout est possible, maintenant, à toute vitesse. Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de notre histoire."

(36) *Ibidem*, page 539.

(37) Daniel Guérin, *Front populaire : révolution manquée*, Babel, p. 202.

Mais l'orientation "centriste" de Pivert — "centriste", car elle ne s'est jamais défaite de ses illusions sur le Front populaire, la SFIO et Blum — prépare de cruelles désillusions. Car Blum, comme les staliens, va tout mettre en œuvre pour que "rien ne soit possible", et en particulier l'expropriation des exploités. Léon Blum le dira d'ailleurs sans ambages quelques années plus tard, lors de son procès organisé à Riom pendant l'occupation nazie :

"A ce moment, dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle ; je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force."

Trotsky explique que "la peur" est alors le facteur qui détermine la politique des uns et des autres :

"Les staliniens français ont baptisé les comités d'action "comités de Front populaire", s'imaginant qu'ils conciliaient ainsi la lutte révolutionnaire avec la défense de la démocratie bourgeoise. Les grèves actuelles sont en train de mettre en miettes cette pitoyable illusion. Les radicaux ont peur des comités. Les socialistes ont peur de la peur des radicaux. Les communistes ont peur de la peur des uns et des autres. Le mot d'ordre des comités ne peut être abordé que par une véritable organisation révolutionnaire, absolument dévouée aux masses, à leur cause, à leur lutte. Les ouvriers français viennent de montrer de nouveau qu'ils sont dignes de leur réputation historique. Il faut leur faire confiance. Les soviets sont toujours nés des grèves. La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement rien faire d'autre que les comités de grévistes qui occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes, par branche de production, par arrondissement, afin de couronner le tout par un congrès de tous les comités d'action de

France. C'est cela qui sera le nouvel ordre, celui qui doit remplacer l'anarchie actuelle" (38).

Cette peur, c'est la peur des soviets, et c'est une angoisse légitime. Qu'on en juge.

Le 8 juin 1936, à l'usine Hotchkiss, à Levallois, une assemblée convoquée par le comité de grève de l'usine réunit des délégués de 33 usines des environs, qui votent une résolution demandant la création d'un comité central de grève.

Le 12 juin, ce sont 350 délégués représentant plus de 250 usines de la région parisienne qui se prononcent pour un "comité d'entente entre les usines qui permette d'envisager demain de nouvelles victoires". Ces délégués n'ont sans doute pour l'immense majorité d'entre eux pas lu une seule ligne de Trotsky, mais leur rassemblement illustre le mouvement naturel de la classe ouvrière cherchant à dresser ses organisations, son propre appareil politique de lutte face aux institutions bourgeoises (ce qui met à l'ordre du jour la question du pouvoir de la classe ouvrière).

LA PEUR DE TOUT PERDRE...

Plus que la peur, c'est la panique qui s'empare de la bourgeoisie en ces journées de crise révolutionnaire. Il faut à tout prix que cette grève s'arrête. C'est pourquoi, c'est le patronat lui-même qui prend l'initiative de l'ouverture des négociations de Matignon le 7 juin.

Tout va très vite. Les discussions débute à 15 heures. A minuit quarante, les "accords Matignon" sont signés. Les patrons, menacés de tout perdre, ont lâché davantage en quelques heures qu'ils ne l'avaient fait en plusieurs décennies de lutte des classes. La semaine de travail est réduite à quarante heures, quinze jours de congés payés annuels sont institués, plus de 5 000 conventions collectives sont signées dans tous les secteurs, l'exercice du droit syndical est renforcé, les salaires augmentés de 10 % en moyenne...

(38) "L'étape décisive", *Le Mouvement communiste en France*, p. 577.

Précisons qu'aucune de ces mesures n'était prévue par le programme électoral du Front populaire. Trotsky commente :

“La thèse marxiste générale, selon laquelle les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder quelque chose aux ouvriers que s'ils sont menacés de tout perdre” (39).

C'en est trop pour le PCF. Maurice Thorez met alors tout le poids du parti pour arrêter les grèves :

“Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ça n'est pas pour ce soir, ni pour demain matin (...). Alors, il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue” (11 juin 1936).

Le 27 juin, *L'Humanité* publie un article signé Jacques Duclos, dont le titre résume la teneur, *“Les radicaux ont raison”* :

“Les radicaux ont raison quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée, et nous n'hésitons pas, nous, communistes, à proclamer que c'est là également notre souci.”

Le 17 octobre 1936, Thorez se fait menaçant : *“Maintenant, il faut cesser les grèves !”* Dix jours auparavant, la police du Front populaire mettait fin par la force à l'occupation d'une usine par ses ouvriers...

Il faut toute la violence des sommets des organisations politiques et syndicales pour faire refluer le mouvement. Usine par usine, bureau par bureau, méthodiquement, la grève est liquidée. Mais ce reflux est lent et inégal, et le nombre de grèves et de manifestations reste très élevé jusqu'au printemps de 1938. C'est cependant la bourgeoisie qui a repris l'initiative à l'automne 1936 : la dévaluation du franc de 30 % le 25 septembre 1936 annule les augmentations de salaire obtenues en juin, le Conseil d'Etat publie de nombreux décrets qui “assouplissent” la loi des 40 heures, les patrons licencient des centaines d'ouvriers grévistes... La bourgeoisie reprend presque toutes les conquêtes qu'elle avait été obligée de concéder en juin.

Tirant les leçons de la “révolution manquée” de 1936, et s'interrogeant sur les raisons de la relative facilité avec laquelle les appareils ont pu faire rentrer dans son

lit le torrent révolutionnaire, Daniel Guérin explique :

“Malgré des improvisations merveilleuses, dont le mérite revenait à l'instinct de classe, à l'heure décisive, l'essentiel manquait : une coordination entre les divers éléments en lutte, une direction d'ensemble de la bataille. Et c'est pour quoi les organisations traditionnelles, s'étant enfin ressaisies, purent aussi facilement museler la classe” (40).

LES RÉFORMES À L'ÉPOQUE DU CAPITALISME DÉCADENT

En quelques mois, la bourgeoisie reprend tout, ou presque, au prolétariat. Il y a là, pour les marxistes, matière à réflexion. Mais pas seulement pour eux. Écoutons Léon Blum, le 6 juin 1937, tirer les leçons de l'échec de son gouvernement quelques jours avant sa chute :

“Si nous échouions, ce n'est pas, je crois, sur l'insuffisance de notre personne que l'on pourrait rejeter la responsabilité. On serait alors obligé de se demander, et c'est une réflexion bien grave, s'il n'y a pas un vice plus profond, un vice congénital, si ce que nous avons cru possible et que nous continuons à croire possible ne l'est pas, s'il n'est vraiment pas possible, à l'intérieur du cadre légal, à l'aide des institutions démocratiques, par une coalition de partis, sans excéder un programme commun qui respecte les principes de la société actuelle (c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production — NDLR), de procurer aux masses populaires de ce pays les réformes de progrès et de justice qu'elles attendent. Voilà la question qui se poserait, et c'est sérieux.”

Léon Blum a raison de dire qu'il s'agit là d'une question “grave” et “sérieuse”. Mais il ne va pas, et ne peut pas, aller au bout du raisonnement. Laissons Trotsky répondre à la “question” posée par Blum :

“A l'époque du capitalisme pourrissant (...), il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; (...) la

(39) *“Encore une fois, où va la France ?”*, Œuvres de Léon Trotsky, tome 5, p. 161.

(40) Daniel Guérin, *Front populaire : révolution manquée*, Babel, p. 211.

bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (...), chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois (...).

Le fond de l'affaire est là : les réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières se sont mis d'accord, ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme décadent pris dans son ensemble" (41).

Le mystérieux "vice congénital" empêchant de satisfaire les aspirations populaires diagnostiqué par Blum porte un nom : c'est la putréfaction du système capitaliste. C'est la destruction en masse des forces productives à l'époque du capitalisme décadent, à l'époque de l'impérialisme. Cela ne signifie pas qu'aucune réforme sociale ne puisse désormais être arrachée. L'immense vague révolutionnaire qui déferle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale va d'ailleurs permettre à la classe ouvrière française d'obtenir de formidables conquêtes sociales, comme la Sécurité sociale, les nationalisations...

Mais toutes ces conquêtes, concédées par la bourgeoisie lorsqu'elle a "peur de tout perdre", lui deviennent intolérables aussitôt que la situation semble apaisée. Le capitalisme ascendant, celui qui n'avait cessé d'étendre la production, constituant ainsi le marché mondial, pouvait tolérer et intégrer les acquis sociaux arrachés par la lutte de la classe ouvrière. Le capitalisme qui a atteint le stade impérialiste au début du XX^e siècle n'a plus cette capacité.

C'est précisément pourquoi toutes les conquêtes révolutionnaires de 1936, de 1945 — comme celles arrachées avant — sont aujourd'hui remises en cause par la bourgeoisie, seule la lutte de classe permet d'en préserver des segments.

Il n'y a plus de place pour les réformes sous le régime du capitalisme décadent. C'est pourquoi les "réformistes" d'aujourd'hui ont de plus en plus tendance à devenir des "réformistes sans réforme". Et que la défense conséquente de toutes les réformes arrachées pose le problème de la révolution prolétarienne.

JUIN 1936-JUIN 2006 : EN GUISE DE CONCLUSION...

Tirant le bilan des événements survenus en France au cours des dernières années, Trotsky écrit en décembre 1938 :

« Le 9 juin 1936, nous écrivions : "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic.

La question est en réalité plus compliquée. Que la situation ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français ; liée à elle, crise interne du capitalisme français ; crise financière de l'Etat ; crise politique de la démocratie ; désarroi extrême de la bourgeoisie ; absence manifeste d'issue dans les anciennes voies traditionnelles.

Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement, qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber."

L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif. Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte.

En ce sens, nous avons plein droit d'écrire : "La Révolution française a commencé." Mais si "la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire", toute révolution commençante n'est pas non plus assurée d'un développement ultérieur continu.

Le commencement d'une révolution qui jette dans l'arène de jeunes généra-

(41) "Devant la seconde étape", Œuvres de Léon Trotsky, tome 10, p. 214.

tions est toujours teinté d'illusions, d'espoirs naïfs et de crédulité... » (42).

Ne doutons pas que le flot de célébrations officielles de 1936 — en particulier ce que vont dire les héritiers directs des dirigeants du Front populaire et leurs amis “à gauche de la gauche” — fera tout pour faire disparaître la mobilisation de millions de travailleurs prenant leur propre sort en main et “faisant irruption sur l’arène de l’histoire”. Déjà, en 1936, Daniel Guérin s’étonnait que

“beaucoup, qui n’avaient que le mot de révolution à la bouche quand elle était encore lointaine, ne la reconnaissent plus quand elle est là” (43).

Et pourtant, Trotsky avait mille fois raison d’écrire :

« Les mots de “révolution française” peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n’est pas une exagération. C’est précisément ainsi que naît une révolution. En général, même, elle ne peut naître autrement. La révolution française a commencé. »

Mais, pour que l’irruption de millions d’anonymes prenant leur sort en main soit victorieuse, explique Trotsky, encore faut-il que “*le facteur subjectif, c’est-à-dire l’offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire*”, vienne “*à temps en aide*

au facteur objectif”. Le facteur subjectif, c’est-à-dire l’avant-garde révolutionnaire de militants organisés, capable d’aider la classe ouvrière à surmonter les obstacles, à déjouer les pièges...

Soixante-dix ans après, ce qui s’est exprimé en France avec la victoire du non à la “Constitution” européenne le 29 mai 2005 comme avec le mouvement de la jeunesse et de la classe ouvrière, cherchant la voie de l’unité et de la grève générale en se dressant contre le CPE (février-avril 2006), montre que mai-juin 1936 “*vit dans la conscience des masses*”.

Soixante-dix ans après, plus que jamais, il s’agit pour les militants de la IV^e Internationale de contribuer à construire l’arme indispensable, le parti ouvrier indépendant, dont se saisiront les millions qui prendront leur destinée en main.

Emmanuel Kazan

(42) “*L’heure de la décision approche... sur la situation en France (18 décembre 1938)*”, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 606-607.

(43) Daniel Guérin, *Front populaire : révolution manquée*, Babel, p. 203.

1936 dans les colonies (Algérie, Indochine)

Par Razik Filali

En 1936, l'impérialisme français est encore à la tête d'un empire de plusieurs dizaines de millions d'esclaves coloniaux, de l'Indochine à l'Afrique noire, du Maghreb aux Caraïbes. Les masses opprimées ressentent avec un immense espoir le soulèvement des prolétaires de la "métropole". Passées les premières illusions, les peuples coloniaux font également l'expérience amère du "Front populaire" : répression des aspirations nationales, emprisonnements, déportation, assassinats. C'est ce que le Front populaire offre à ceux qui se lèvent pour leur dignité et leur souveraineté. Nous l'illustrerons à partir d'une chronologie se basant sur les exemples de l'Afrique du Nord et de l'Indochine.

**L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE (ENA) (1) :
"NOUS ÉTIIONS ANTIFASCISTES
ET ANTINAZIS,
MAIS... AUSSI ANTICOLONIALISTES
ET ANTI-IMPÉRIALISTES"**

8 juin 1935 : à la Mutualité, réunion de militants socialistes et radicaux convoquée par le mouvement dit "Amsterdam-Pleyel" (2) et présidée par Paul Lange-

vin (3), qui se propose d'organiser pour le 14 Juillet une large manifestation. Messali Hadj (4) est invité à rejoindre le rassemblement populaire "pour barrer la route au nazisme, au fascisme, tant à l'intérieur de la France qu'à l'extérieur". Messali accepte et précise la position de l'ENA (5) :

"Nous étions antifascistes et antinazis, mais... aussi anticolonialistes et anti-

(1) Etoile nord-africaine : organisation constituée dans l'émigration maghrébine en France, à l'origine impulsée en 1926 par le Parti communiste français, dont elle se sépare en 1928.

(2) Mouvement initié, dans les Congrès d'Amsterdam et de la salle Pleyel (Paris), par les stalinien et étendu aux socialistes et "démocrates", officiellement pour lutter "contre le fascisme et la guerre".

(3) Physicien français (1872-1946).

(4) Ahmed Messali Hadj (1898-1974), dirigeant de l'Etoile nord-africaine, du Parti du peuple algérien, puis du Mouvement national algérien. A passé la moitié de sa vie en exil ou dans les prisons de la France coloniale pour son combat pour l'émancipation de la nation algérienne, en cherchant toujours la fraternité avec le peuple et la classe ouvrière de France.

(5) L'Etoile nord-africaine, créée officiellement en juin 1926 dans l'émigration ouvrière à dominante kabyle, fut une organisation impulsée par la III^e Internationale, qui était alors sur une ligne de défense de l'indépendance des colonies, jusqu'au tournant opéré par Staline en 1927. L'ENA, qui finira par être, de fait, spécifiquement algérienne, rompra donc avec les stalinien et sera une première fois interdite par le gouvernement français en 1929. Elle sera la première à combattre pour l'indépendance de l'Afrique du Nord.

impérialistes. C'était là le sentiment général de tous les Nord-Africains, des peuples noirs et jaunes. Nous ne voulions pas nous battre pour renforcer la puissance coloniale des impérialismes.

En ce moment-là, nous étions soumis au Code de l'indigénat (6), aux lois d'exception, au racisme et aux poursuites judiciaires. Nous attendions la création officielle du Front populaire avec impatience, pour y adhérer et pour présenter notre programme politique. Sans attendre l'indépendance de l'Afrique du Nord de la part du Front populaire, nous attendions qu'on nous donne les moyens démocratiques pour réaliser nos objectifs nationaux" (Mémoires de Messali).

3 juillet 1935 : l'ENA redevient légale. Elle avait été interdite le 20 novembre 1929 pour "atteinte à l'autorité de l'Etat".

14 juillet 1935 : l'ENA participe aux défilés du rassemblement populaire, avec pour objectif la fin du régime répressif en Algérie, en scandant des slogans hostiles au Code de l'indigénat et pour l'indépendance et l'unité de l'Afrique du Nord.

**"SI LA FRANCE DU TRAVAIL
SAIT PRENDRE EN CONSIDÉRATION
NOS REVENDICATIONS,
ELLE TROUVERA EN NOUS
DES AMIS SINCÈRES, DÉVOUÉS"**

Fin janvier 1936 : réfugié à Genève, Messali, relisant le *Que faire ?* de Lénine, prépare un plan d'action en 10 points :

"1) Rester au Front populaire. 2) Renforcer notre position et gagner le plus de sympathie possible auprès de tous les partis de gauche (...). 5) L'indépendance de l'Algérie doit rester, dans nos activités, l'objectif principal."

1^{er} Mai : effervescence dans les rues d'Alger, qui vibrent aux cris de "*Parlement algérien !*". Le drapeau algérien flottera, porté par un "*Vive l'indépendance de l'Algérie !*".

5 mai : victoire du Front populaire au deuxième tour des élections législatives.

26 mai : début des grèves avec occupation.

30 mai-1^{er} juin : 33^e Congrès du Parti socialiste-SFIO à Paris, où l'ENA, invitée, développe ses propres analyses.

7 juin : accords Matignon.

Le même jour, se tient la réunion du premier Congrès musulman algérien (CMA), qui regroupera la Fédération des élus (partisans de "l'assimilation"), les Oulémas (religieux) et les staliniens du Parti communiste algérien (PCA). Cette réunion adopte une charte faisant la part belle aux suppliques des religieux ou des élites francisées, sans remettre en cause le régime colonial et en s'adressant donc au Front populaire pour réaliser ce programme.

Messali demande au Front populaire d'abroger le Code de l'indigénat et les lois d'exception pour rompre avec la politique colonialiste passée.

Il écrit :

"Si la France du travail sait prendre en considération nos revendications et nos aspirations nationales, elle trouvera en nous des amis sincères, dévoués, prêts à collaborer avec elle pour le progrès et la civilisation, et elle pourra compter sur notre dévouement et notre sacrifice pour la défense commune de nos grands pays."

18 juin : retour de Messali en France.

19 juin : meeting à Paris aux Sociétés savantes (ENA, PS, PCF, radicaux-socialistes, Secours rouge, Association des travailleurs juifs, Ligue anti-impérialiste) :

« Messali adresse ses félicitations au gouvernement de Front populaire en ajoutant que la lutte sera menée "jusqu'à l'aboutissement du programme de l'Etoile". »

**"SUPPRESSION
DU CODE DE L'INDIGÉNAT
ET DES LOIS D'EXCEPTION
RÉGISSANT LES ALGÉRIENS,
MÊME DANS LA RÉGION PARISIENNE"**

20 juin : une délégation de l'ENA est reçue au ministère de l'Intérieur, avec promesse d'examiner les cahiers de revendications. Elle remet au ministère deux cahiers de revendications : l'un contenant une liste de revendications à appliquer en Algérie,

(6) Le Code de l'indigénat, institué en 1887, établit la différence entre "citoyens" français et "sujets" français des colonies (Afrique noire, Algérie, Madagascar).

l'autre concernant les revendications des Algériens immigrés :

“Suppression du Code de l'indigénat et des lois d'exception régissant les Algériens, même dans la région parisienne.

Liberté de voyage en France et à l'étranger.

Liberté de la presse, liberté de réunion, d'association.

Application aux travailleurs nord-africains des lois sociales et ouvrières.

Suppression du service de protection et de surveillance des Nord-Africains de la rue Lecomte.

Suppression de la destination particulière de l'hôpital musulman de Bobigny et admission des malades nord-africains dans les hôpitaux de leur arrondissement.”

28 juin : au congrès du Front populaire de la région parisienne, Messali réaffirmera sa confiance dans le Front populaire, mais il insistera sur le fait *“qu'il ne suffit pas de présenter des revendications pour qu'elles se réalisent”* — d'où la nécessité de l'organisation.

4 juillet : à Puteaux, devant les 120 militants de la section de l'ENA, Messali met en garde

“contre les provocateurs fascistes, qui tentent de créer en Algérie un mouvement antisémite, dans le but d'y susciter des troubles et d'entraîner les Arabes dans une aventure”.

Il en appelle à la mobilisation pour le 14 Juillet.

14 Juillet : 5 000 Algériens à Lyon dans les cortèges du Front populaire, 35 000 à Paris arrivant à la place de la Nation aux cris de *“Libérez la Syrie !”, “Libérez l'Afrique du Nord !”, “Vive la liberté et vive la fraternité des peuples !”, “Supprimez le Code de l'indigénat !”, “La terre au fellah !”*

Le peuple de Paris acclamera les travailleurs nord-africains.

18 juillet : soulèvement militaire de Franco contre la République espagnole.

25 juillet : conférence à La Grange-aux-Belles sur la Méditerranée. Messali se demande, avec le bureau politique de l'ENA, s'il faut rester au Front populaire, qui n'a pris aucune mesure, même symbolique, de rupture avec la politique colonialiste.

**“L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE
EST POUR L'INDÉPENDANCE
DE L'ALGÉRIE, CAR L'ALGÉRIE
N'EST PAS FRANÇAISE”**

31 juillet : dans un meeting à la Mutualité, devant 6 000 Algériens, l'ENA se démarque nettement des positions “assimilationnistes” du CMA. Le docteur Ben Slimane dira :

“L'Etoile nord-africaine n'est ni anti-française ni antijuive, elle est anticolonialiste et anti-impérialiste. Elle est pour l'émancipation nationale, pour l'indépendance de l'Algérie, car l'Algérie n'est pas française... Non ! Nous ne sommes pas d'accord avec la majorité du Congrès musulman sur le rattachement de l'Algérie à la France ni sur la représentation parlementaire.”

Messali se prononce clairement contre le plan Viollette. Ex-gouverneur de l'Algérie de 1925 à 1927, devenu ministre de Léon Blum, qui entérine son projet, le gouverneur Viollette propose l'extension du droit de vote à *“21 000 musulmans appartenant à l'élite”* (gradés, diplômés, fonctionnaires). Messali déclare :

“Nous refusons le rattachement de l'Algérie à la France et le repoussons de toutes nos forces. Nous déclarons qu'à la représentation parlementaire à Paris, qui ne peut être efficace, on substitue la constitution d'un Parlement en Algérie, qui serait élu au suffrage universel sans distinction de race ni de religion.”

Cela est donc bien éloigné du projet Viollette. Ce meeting a été convoqué en soutien à la révolution espagnole. Les 6 000 présents

“saluent fraternellement le vaillant peuple espagnol, qui lutte pour sa liberté contre les fascistes ennemis du peuple, envoient leur salut fraternel à leurs frères musulmans du Maroc, qui souffrent sous la botte du fascisme, et les invitent à se mettre aux côtés des républicains du Front populaire d'Espagne, contre les généraux factieux. Ils se déclarent solidaires du vaillant peuple frère d'Espagne et envoient leurs félicitations au gouvernement républicain et crient : Vive le Front populaire d'Espagne ! Vive la liberté !”

1^{er} août : Blum propose la non-intervention en Espagne. L'Etoile nord-africaine se prononce contre cette politique du gouver-

nement Blum : elle envoie en Espagne des volontaires combattre le fascisme.

MESSALI AU STADE D'ALGER :
“CETTE TERRE EST NÔTRE !
ON NE VEND PAS SON PAYS,
ON N'ASSIMILE PAS SON PAYS !”

2 août : meeting du CMA au stade d'Alger. Messali est autorisé par le stalinien Ouzegane à s'exprimer trois minutes. Il salue l'assistance en arabe et développe la politique de l'ENA en français :

“Certes, nous approuvons les revendications immédiates, qui sont modestes, légitimes, qui se trouvent dans la charte revendicative qui a été présentée au gouvernement du Front populaire, et que nous appuierons de toutes nos forces pour les voir réalisées... Mais nous sommes pour la suppression des délégations financières, du gouvernement général, et pour la création d'un Parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion.”

Puis, après avoir appelé à rejoindre l'ENA, il ramasse une poignée de terre et dit : *“Cette terre est nôtre ! On ne vend pas son pays, on n'assimile pas son pays !”* Ce discours est ovationné par la masse et Messali est porté en triomphe et raccompagné à son domicile par des centaines d'Algériens.

Dans le numéro de septembre-octobre 1936 de *El Ouma* (“La Nation”), organe de l'ENA, l'organisation expose son point de vue sur la politique coloniale du Fronte popular au Maroc. Elle lance un

“Appel aux Marocains de la zone espagnole, afin de les exhorter, non seulement à ne pas s'enrôler sous la bannière des rebelles, mais à prendre les armes contre eux, pour les chasser du Rif.”

L'Étoile affirmait ainsi la meilleure façon de mettre en échec les troupes de Franco : accorder l'indépendance au Maroc espagnol.

**LES STALINIENS
 ET LE “FRONT POPULAIRE”
 CONTRE L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE**

17 octobre : congrès constitutif du Parti communiste algérien. Alors qu'à Paris, on

commence à mettre en place les éléments de répression contre l'Étoile nord-africaine, Messali rentre en France ; à Lyon et à Paris, il réunit responsables et militants pour leur rendre compte de son voyage en Algérie.

Novembre 1936 : le projet Blum-Viollette est déposé au Parlement, projet combattu par l'Étoile nord-africaine. Cela entraîne le déchaînement des staliniens. Le ralliement de ceux-ci à la “défense nationale”, exigée par les intérêts de la bureaucratie soviétique (pacte Laval-Staline), ne supporte aucune remise en cause de ce qui reste une immense réserve de “chair à canon” à travers les troupes coloniales.

15 décembre 1936 : la campagne stalinienne contre l'ENA s'organise. Le PCF, qui vient de voter le budget colonial pour 1937, entame dans toute la région parisienne une campagne de calomnies contre l'ENA, qu'il accuse d'être “l'alliée des colons fascistes”. La campagne de calomnies prépare la répression physique contre l'Étoile.

Janvier 1937 : au congrès national du PCF, à Paris, le délégué d'Algérie, Ben Ali Boukhort, attaque publiquement l'ENA.

22 janvier 1937 : les staliniens, dans *L'Humanité*, lancent un véritable appel à l'interdiction de l'ENA :

“Des correspondants nous expriment leur indignation de voir les dirigeants de l'Étoile nord-africaine prendre la même position que les gros colons Croix-de-Feu d'Algérie et les fascistes d'ici contre le projet Viollette.”

24 janvier 1937 : à Alger, au Congrès musulman, qui compte un millier de délégués, l'assistance expulse, avec le soutien actif des staliniens, la centaine de membres de l'ENA qui avaient chanté l'hymne national algérien. La direction du Congrès musulman, entraînée par les staliniens, s'adresse alors à Léon Blum pour qu'il interdise l'ENA. L'heure est maintenant à la répression ouverte contre l'Étoile.

**L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE, MEMBRE
 DU FRONT POPULAIRE, INTERDITE
 PAR LE FRONT POPULAIRE**

26 janvier 1937 : le gouvernement Blum prononce la dissolution de l'ENA. Deux jours plus tard, devant le Sénat, le

sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Raoul Aubaud, déclare que la décision de dissolution fut prise "au moment où l'ENA était désavouée par les populations musulmanes et d'ailleurs aussi par le Parti communiste."

Dans un éditorial virulent, intitulé "Ils nous ont trahis", Imache dénonce la dissolution de l'ENA, membre du Front populaire, par ce même Front populaire, principalement à cause des staliniens.

30 janvier : dans une interview au journal *La Flèche*, Messali précisera le combat de l'ENA :

"Certes, nous réclamons l'octroi des libertés démocratiques, nous voulons la constitution d'un Parlement algérien élu au suffrage universel, mais nous entendons bien atteindre ce but grâce à la collaboration intime des Algériens. Nous ne travaillons pas pour jeter les Français à la mer (...). Nos attaques visent uniquement le colonialisme, ses exigences inhumaines et ses erreurs."

Février : dans *El Ouma*, Messali proposera au PCF un

"meeting public et contradictoire pour éclairer l'opinion publique et le prolétariat, que nous aimons et qui nous aime, avec lequel nous avons lutté et avec lequel nous continuerons à lutter contre le fascisme et le colonialisme".

11 février : la Ligue de défense des intérêts musulmans, relais de l'ENA, organise un meeting à la Grange-aux-Belles, devant plus de 3 500 présents. L'interdiction de l'ENA sera dénoncée. Messali critique le plan Violette et regrette la dissolution de l'ENA par le Front populaire, et ajoutera :

"Je vous prie de rester, ce que vous avez toujours été, dans les rangs du Front populaire, avec le peuple français, pour le pain, la paix et la liberté."

11 mars 1937 : fondation à Nanterre, dans la banlieue parisienne, du Parti du peuple algérien (PPA) par Messali et Filali. C'est une nouvelle étape dans la marche à l'indépendance de l'Algérie.

•
•

INDOCHINE : FRONT UNIQUE CONTRE FRONT POPULAIRE

L'attitude des staliniens français

"lors de la dissolution de l'Etoile nord-africaine en janvier 1937, et qui sera sévèrement jugée dans La Lutte, préfigure celle qu'ils observeront à l'égard des trotskystes vietnamiens" (7).

La Lutte est l'organe du Front unique, "exceptionnel", réalisé en Indochine entre staliniens (du Parti communiste indochinois, PCI) et trotskystes, dans le but d'affronter légalement le pouvoir colonial à l'occasion des élections au conseil municipal de Saïgon en avril-mai 1933.

Malgré le contexte international dans lequel la bureaucratie parasitaire stalinienne organise la chasse aux "trotskystes" dans le monde entier, cette alliance de front unique autour du journal *La Lutte* durera quatre années.

Le 3 mai 1936, *La Lutte* titre : "Un immense espoir saisit les Indochinois à la nouvelle de la victoire du Front populaire."

Comme en Afrique du Nord, les peuples coloniaux asservis par l'impérialisme en Indochine y voyaient l'annonce de leur libération prochaine.

"L'ESSOR DES COMITÉS D'ACTION FUT FULGURANT"

27 mai : apprenant la venue d'une commission d'enquête parlementaire arrivant de métropole et répondant à la proposition d'un comité de réception, *La Lutte* propose

"la réunion d'un Congrès indochinois, rassemblant les organisations légales, les rédactions des journaux, les associations existantes et les élus, etc.".

"Le programme du Front populaire français comportait l'envoi d'une commission d'enquête parlementaire sur les aspirations des peuples colonisés. Ta Thu Thau (8) et La Lutte appelaient à la forma-

(7) Daniel Héméry, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*.

(8) Ta Thu Tau (1906-1945). Immigré en France, il milite d'abord dans l'immigration vietnamienne. Expulsé, il retourne au Vietnam, où il fonde le

tion de comités d'action et à la désignation de délégués à un Congrès indochinois (...). La campagne pour le Congrès était lancée, des milliers et des milliers de tracts répandus. L'essor des comités d'action fut fulgurant" (9).

10 juin : *La Lutte* publie une lettre de détenus politiques de Poulo-Condore exprimant leur espoir dans le peuple de France et le Front populaire ; publication d'une seconde "Lettre de Paris" insistant sur la "nécessité absolue de mettre constamment au premier plan de vos préoccupations les revendications nationales".

Suite à la proposition du Congrès indochinois,

"La Lutte appelle à former partout des comités locaux chargés de rédiger les revendications de la population et de désigner des délégués qui les présenteront à la commission d'enquête le jour venu" (10).

11 juin : deux jours après que Trotsky a fini d'écrire "La révolution française a commencé", les trotskystes illégaux vietnamiens diffusent à Saïgon un appel à aller de l'avant par la constitution de comités d'action avec des délégués élus par les ouvriers et les paysans.

16 juin : la bourgeoisie coloniale s'inquiète à l'annonce des grèves de juin en France : *La Dépêche d'Indochine* titre : "Heures d'angoisse."

2 juillet : *La Lutte* remet au gouverneur général ses revendications : amnistie totale, suppression des décrets Rollin, de l'indigénat, épuration de l'administration, promulgation en Indochine des lois métropolitaines sur la presse, les libertés individuelles, politiques et syndicales, le droit de grève, le suffrage universel, création d'une Assemblée délibérante.

26 juillet : session du comité central du Parti communiste indochinois (PCI) suspendant l'application des résolutions du Congrès de Macao (11) et adoption de documents, dont l'explicite "Lettre ouverte à tous les partis ou groupements, révolutionnaires ou non, en vue de la formation d'un Front populaire anti-impérialiste".

Les staliniens précisent :

"La perspective révolutionnaire est repoussée au-delà de cette conquête patiente des masses" (12).

"EN AVANT POUR LE CONGRÈS INDOCHINOIS"

29 juillet : appel définitif à la convocation du Congrès dans un article de Nguyen An Ninh (13), dans *La Lutte* : "En avant pour le Congrès indochinois."

26 août : pour s'opposer aux aspirations nationales, l'administration coloniale impulse l'idée d'un congrès de notables pour tenter de canaliser la campagne en faveur du Congrès indochinois.

27 août : la commission d'organisation du Congrès adopte un rapport du dirigeant trotskyste Ta Thu Thau, qui vise à assurer à la consultation un caractère réellement populaire.

30 août : procès des partisans de la revue bolchevique-léniniste intitulée *Révolution permanente*.

Septembre : alors que les staliniens s'orientent de plus en plus ouvertement sur l'acceptation du régime colonial (au nom de la défense du "Front populaire"), les trotskystes vietnamiens font paraître leur analyse de la situation indochinoise dans leurs journaux clandestins, ainsi que dans leur journal légal, *Le Militant*, dont ils font paraître les quatre premiers numéros entre le 1^{er} et le 21 septembre 1936.

Au même moment, les staliniens, dans une "Lettre du comité central aux membres du Parti et des Jeunesses communistes du Nam Ky", déclarent que, sous prétexte que "tous les partis nationalistes doivent être considérés comme nos alliés", il faut "reléguer au second plan la lutte des classes". Confrontés à l'aspiration des masses à la réalisation de leurs aspirations nationales, les staliniens doivent néanmoins admettre :

Groupe bolchevique-léniniste indochinois. Militant révolutionnaire reconnu, il sera emprisonné pendant la guerre dans le terrible bagne de Poulo-Condore. Il fut assassiné par les staliniens en 1945.

(9) Ngo Van, *Au pays de la cloche fêlée*, p. 110.

(10) Daniel Héméry, *op. cit.*

(11) Le premier congrès du Parti stalinien indochinois (PCI) s'est déroulé du 27 au 31 mars 1935, à Macao (Chine).

(12) Daniel Héméry, *op. cit.*

(13) Révolutionnaire nationaliste, participant aux activités de *La Lutte*, emprisonné par le pouvoir colonial au bagne de Poulo-Condore, où il meurt en 1943.

“Il importe de ne pas fonder trop d’espoirs sur le nouveau gouvernement, surtout de ne pas espérer qu’il rendra l’indépendance à l’Indochine.”

Ce qui n’empêche pas les staliniens, dans une brochure, *Le PCI et le Congrès indochinois*, d’affirmer :

“Nous avons le devoir de soutenir (...) le gouvernement Léon Blum, qui est un gouvernement progressiste.”

8 septembre : dans un article, “A tous”, paru dans *Le Militant*, les trotskystes explicitent la forme et le contenu du front unique.

9 septembre : télégramme 413 de Marius Moutet destiné à Hanoi, prescrivant aux autorités de faire comprendre aux leaders vietnamiens

“l’impossibilité pour le département d’autoriser la réunion à Saigon d’un congrès de plusieurs milliers d’individus en raison de troubles possibles”.

15 septembre : dans une lettre, le chef de la Sûreté écrit :

“Le groupe de La Lutte contrôle à notre connaissance environ 200 comités d’action dans la région de Saigon-Cholon et sa banlieue.”

Le même jour, un arrêté interdit toutes les réunions publiques à Saigon-Cholon. Un meeting prévu pour le lendemain ne peut donc se tenir. Mais, dès le lendemain, la propagande pour le Congrès repart vigoureusement, tandis que *La Lutte* dénonce les mesures d’intimidation et la répression s’abattant sur les militants congressistes (licenciement, harcèlement policier, saisie de brochures, etc.).

17 septembre : le dirigeant trotskyste Ta Thu Thau est reçu par le gouverneur intérimaire, Rivoal, qui est obligé d’autoriser les comités d’action à poursuivre la rédaction de leurs revendications, mais refuse toute possibilité de réunir le Congrès indochinois.

**LE GOUVERNEMENT
DE FRONT POPULAIRE EXIGE :
“L’ORDRE
FRANÇAIS DOIT RÉGNER
EN INDOCHINE COMME AILLEURS”**

19 septembre :

“Le gouvernement général invite les comités de convocation déjà formés à lui

remettre leurs cahiers de vœux, afin de les soumettre aux assemblées coloniales, et ordonne aux comités d’action d’avoir à cesser leurs activités” (14).

Le même jour, un nouveau télégramme, n° 445, de Marius Moutet, arrive à Hanoi :

“Vous maintiendrez l’ordre public par tous les moyens légitimes et légaux, même par poursuites (...). Ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs.”

27 septembre : les locaux de *La Lutte* et les domiciles de Ta Tu Thau et d’autres dirigeants sont perquisitionnés, et les militants — trotskystes ou staliniens — sont emprisonnés.

30 septembre : la police estime le nombre de comités d’action à 600, dont 285 légaux.

**“LA RÉPRESSION ACTUELLE ACHÈVE
DE NOUS ÉDIFIER SUR LA POLITIQUE
COLONIALE DU GOUVERNEMENT
DE FRONT POPULAIRE” (LA LUTTE)**

Octobre : la répression coloniale s’intensifie. Le 1^{er} octobre, *La Lutte* dénonce :

“La répression actuelle, autorisée, ordonnée par un ministre socialiste, achève de nous édifier sur la politique coloniale du gouvernement de Front populaire.”

Les militants réfléchissent et tentent de comprendre les raisons de la répression impitoyable que le gouvernement de Front populaire abat sur eux. Le 29 octobre, dans *La Lutte*,

“un long compte rendu du congrès radical voit dans l’alliance avec les radicaux la source des équivoques de la politique gouvernementale” (15).

N’est-ce donc pas l’alliance entre les partis ouvriers (PCF, SFIO) et le Parti radical, parti de la bourgeoisie impérialiste, qui en est l’explication ?

En novembre 1936, *La Lutte* tente de lancer une souscription publique pour l’achat d’une cargaison de riz destinée aux ouvriers de Barcelone, mais la souscription est interdite par le pouvoir colonial aux ordres du Front populaire. Le même mois, les parias coloniaux, suivant l’exemple de

(14) Daniel Héméry, *op. cit.*

(15) Daniel Héméry, *op. cit.*

leurs frères de classe de France, s'engagent dans la grève : 20 000 mineurs charbonniers de Hong gay-Cam pha (Nord) cessent le travail. A Saïgon, 1 200 ouvriers et coolies de l'arsenal sont en grève.

« Le gouvernement du Front populaire Blum-Moutet, par un article du Code du travail, change hypocritement l'appellation du "travail obligatoire d'utilité publique", non payé en Indochine, en "travail prestataire". Le code n'admet ni droit syndical ni la reconnaissance des délégués ouvriers. Tout syndicaliste reste condamné et condamnable comme antan pour affiliation à société secrète" (16).

3 décembre, dans *La Lutte* :

"A l'heure qu'il est, les ouvriers de Madrid dépourvus d'armes et de munitions résistent désespérément aux fascistes surarmés par Mussolini et Hitler. Et la France du Front populaire continue à organiser le blocus de la révolution espagnole."

**POUR SAUVER
LE FRONT POPULAIRE...
ET LE POUVOIR COLONIAL,
LES STALINIENS BRISENT
LE FRONT UNIQUE**

31 décembre : dans une *Lettre ouverte au groupe de La Lutte*, parue dans *La Lutte*, des dirigeants staliniens répondent aux critiques des trotskystes à l'égard du Front populaire. Ils écrivent :

"Le Front populaire soutient (...) de toutes ses forces les mouvements de libération nationale des esclaves coloniaux."

Ils en appellent au "soutien critique" :

"Une véritable pression nécessite implicitement le renforcement et la cohésion du rassemblement populaire ! Tout pour le Front populaire ! Tout par le Front populaire !"

23 janvier : procès à Moscou contre le "Centre antisoviétique trotskiste" ; treize exécutions le 1^{er} février.

"Le front trotskiste-stalinien dans la Lutte nous paraît plus que jamais un véri-

table paradoxe. Les trotskistes russes sont traités de vipères lubriques à Moscou, emprisonnés, déportés, massacrés : combien de temps les trotskistes d'Indochine échapperont-ils encore à la condamnation de Staline et de ses partisans locaux ?" (17).

13-14 mars : résolution du comité central du Parti stalinien indochinois (PCI) :

"Le gouvernement de Léon Blum n'est qu'un gouvernement capitaliste à caractère progressiste (...). Si nous ne le soutenons pas, il sera renversé et les fascistes s'empareront du pouvoir."

**"POUR LES TROTSKYSTES,
L'IMPÉRIALISME SOUS LE RÉGIME
DU FRONT POPULAIRE
RESTE L'IMPÉRIALISME"**

La répression coloniale du Front populaire se déchaîne contre *La Lutte*, et en particulier contre les trotskystes (annulation de l'élection des conseillers municipaux de *La Lutte* à Saïgon, qui seront triomphalement réélus, arrestation de Ta Thu Tau en mai, perquisitions au siège de *La Lutte*...). C'est à ce moment précis, pendant toute l'année 1937, que, sur injonction de la bureaucratie du Kremlin, les dirigeants staliniens du PCI brisent le front unique "exceptionnel" autour de *La Lutte*.

Le contenu de la rupture est donné par les staliniens eux-mêmes, qui, dans une circulaire de mars 1937, déclarent qu'il est nécessaire "d'unir les classes sociales" et "d'expliquer la politique du gouvernement de Front populaire à la population et de soutenir cette politique". Il faut briser le front unique avec les trotskystes, car,

"pour les trotskystes, l'impérialisme sous le régime du Front populaire reste l'impérialisme" (18).

Razik Filali

(16) Ngo Van, p. 116.

(17) Ngo Van.

(18) Daniel Héméry, *op. cit.*

29-31 juillet 1936, Paris : première conférence de la IV^e Internationale

Par Dominique Ferré

C'est en septembre 1938 que la IV^e Internationale a été officiellement fondée, dans une conférence qui adopta comme programme "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale – la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir*" (1), ainsi qu'un "*Manifeste aux ouvriers du monde entier*".

Mais pour Léon Trotsky, la véritable conférence constitutive de la IV^e Internationale est la conférence dite "de Genève" (2), tenue du 29 au 31 juillet 1936, à Paris. Après des semaines de préparation dans des conditions difficiles liées à la situation, la conférence se réunit et débat de plusieurs textes fondamentaux écrits par Trotsky. Ceux-ci sont discutés par des délégués venus de France, de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, d'URSS et des Etats-Unis (3). La conférence élit un conseil général et décide l'édition d'une revue théorique. Mais en l'absence de Trotsky (poursuivi par la police politique de Staline et assigné à résidence en Norvège, d'où il ne peut que contribuer

par courrier à la conférence), les principaux dirigeants présents hésitent et intitulent l'organisation internationale dont ils viennent de constituer le centre : "*Mouvement pour la IV^e Internationale.*" Trotsky, qui affirme qu'*« on ne "fonde" pas une Internationale comme on fonde une coopérative : on la construit dans la lutte »* (4), polémique contre cette hésitation. Convaincu que les événements révolutionnaires de 1936 en France, en Espagne ou en Belgique mettent au centre de la situation la nécessité que "*le facteur*

(1) Plus connu sous le nom de *Programme de transition*.

(2) Appelée conférence "de Genève" pour des raisons de sécurité et parce que cette ville était le siège du secrétariat international de la Ligue communiste internationale, elle se tint en réalité salle Pleyel, à Paris, du 29 au 31 juillet 1936.

(3) Existaient alors des organisations ou groupes bolcheviques-léninistes, qui ne purent envoyer de délégués, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Grèce, en Pologne, en Bulgarie, au Danemark, en Espagne, en Lituanie, au Canada, au Mexique, au Brésil, en Argentine, au Chili, à Cuba, au Pérou, en Bolivie, à Porto Rico, en Chine, en Indonésie, en Australie et en Afrique du Sud.

(4) *Thèses*, 3 juillet 1936.

subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire", doit venir "à temps en aide au facteur objectif" (5), Trotsky, avant comme après la conférence, écrit et parle de "la IV^e Internationale" et de "ses sections".

DE 1933 À 1936, LE COMBAT POUR LA "NOUVELLE INTERNATIONALE"

La politique criminelle de Staline en Allemagne, conduisant les dirigeants du Parti communiste allemand à refuser le front unique des organisations ouvrières (PC, Parti social-démocrate, syndicats) pour écraser les nazis, aboutit en janvier 1933 à la victoire de Hitler. Des dizaines de milliers de militants ouvriers de toutes tendances sont envoyés dans les premiers camps de concentration, tandis que les organisations ouvrières sont interdites, au plus grand avantage de la bourgeoisie allemande.

Cela amène Trotsky à déclarer que "la classe ouvrière allemande se relèvera, le Parti communiste allemand, jamais". Quelques semaines plus tard, Trotsky prend position pour la construction d'un "nouveau parti" en Allemagne. Mais il n'en conclut pas immédiatement que l'Internationale communiste (IC), même si ses dirigeants sont responsables de la "défaite sans combat" du prolétariat allemand, ne peut plus être "redressée". Il faudra plusieurs mois pour que Trotsky, constatant l'absence totale de réaction dans l'IC comme dans ses partis, ne se prononce "pour une nouvelle Internationale", reprenant le flambeau du combat pour l'émancipation des travailleurs dans la continuité des trois premières Internationales.

En août 1933, quatre organisations, la Ligue communiste internationaliste (bolchevique-léniniste), le Parti socialiste révolutionnaire de Hollande (RSP), le Parti socialiste indépendant de Hollande (OSP) et le Parti socialiste ouvrier d'Allemagne (SAP), formulent pour la première fois dans un document programmatique la nouvelle tâche historique : créer la IV^e Internationale. Puis, en juin-juillet

1935, une "Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens" est rendue publique, signée par des responsables du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande (RSAP), du Parti des travailleurs des États-Unis (WPUS) et du secrétariat international de la Ligue communiste internationale (bolcheviks-léninistes), dont Léon Trotsky sous le pseudonyme de Crux (6).

La "Lettre ouverte" se prononce non seulement "pour la IV^e Internationale", mais indique que ses initiateurs

"ont décidé de créer un comité provisoire de contact entre partis et groupes qui sont sur la position de la IV^e Internationale. Le comité provisoire a reçu mission de publier un bulletin d'information."

POURQUOI UNE "IV^e INTERNATIONALE" ?

La "Lettre ouverte" prend comme point de départ la "défaite sans combat" du prolétariat allemand, qui ouvre en Europe et dans le monde la marche à une nouvelle guerre impérialiste, qui menace d'entraîner toute l'humanité dans la barbarie.

« L'arrivée au pouvoir de Hitler, sans la moindre résistance de la part des deux "puissants" partis ouvriers, dont l'un s'appuyait en outre sur l'URSS, a définitivement révélé au grand jour la pourriture interne de la II^e et de la III^e Internationales. »

Les dirigeants de la II^e Internationale, caractérisés comme responsables non seulement de la défaite du prolétariat allemand, mais aussi de celle du prolétariat autrichien, livré sans combat aux nazis, "cadres dirigeants du réformisme dans les partis et les syndicats, ont dégénéré jusqu'à la moelle". Quant à l'Internationale communiste, elle a, "après la catastrophe allemande", certes abandonné la politique "aventuriste" de la "troisième

(5) "L'heure de la décision approche... sur la situation en France (18 décembre 1938)".

(6) Cette "lettre ouverte" fut également signée par des responsables du Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO (France) et du Parti des travailleurs du Canada.

période” au profit d’une autre, qu’elle tente de faire passer aux yeux des masses pour le front unique des organisations ouvrières (7). Mais

“l’expérience de la France, où ce dernier tournant a revêtu sa plus grande ampleur, démontre que l’Internationale communiste, à travers toutes ses contradictions et ses zigzags, parvient à conserver son rôle de frein de la révolution prolétarienne. En refusant la création d’une milice ouvrière contre le danger fasciste immédiat, en remplaçant la lutte pour le pouvoir par un programme de revendications partielles, l’Internationale communiste sème les pires illusions du réformisme et du pacifisme, et soutient en réalité la droite des Partis socialistes contre leur gauche, démoralise l’avant-garde prolétarienne et fraie la voie au coup d’Etat fasciste.”

De plus,

“le parti qui a fondé l’Internationale communiste, le Parti communiste de l’URSS, a été complètement réduit en miettes au cours des dernières années par la bureaucratie incontrôlée, qui a transformé la dictature du prolétariat en l’absolutisme conservateur de Staline. Par les persécutions, les falsifications, les amalgames et une sanglante répression, la clique dirigeante s’efforce d’étouffer dans l’œuf toute manifestation de pensée marxiste. Nulle part au monde le léninisme véritable n’est persécuté aussi bestialement qu’en URSS.”

**“LA PUTRÉFACTION DE LA II^e
ET DE LA III^e INTERNATIONALES
LAISSE LE PROLÉTARIAT
SANS DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE”**

Et cela au moment même où

“les forces destructrices du capitalisme impérialiste poursuivent leur infernale besogne. La désagrégation de l’économie mondiale, le chômage de dizaines de millions d’hommes, la ruine de la paysannerie mettent impérieusement la révolution socialiste à l’ordre du jour”.

Quatre ans avant la guerre mondiale, la “Lettre ouverte” tire la sonnette d’alarme :

“Se débattant dans l’étau de contradictions insurmontables, le capitalisme prépare une nouvelle saignée des peuples. Ministres et dictateurs spéculent

ouvertement sur la question de savoir si la guerre éclatera dans un an ou dans trois ans.”

Mais,

“malgré toutes les défaites du prolétariat, la situation de l’ennemi de classe reste sans espoir. Le capitalisme est condamné. C’est seulement dans la révolution socialiste que réside le salut de l’humanité.”

Or “les travailleurs, exaspérés et furieux, cherchent une issue”. Mais la révolution, qui est plus que jamais à l’ordre du jour, exige un instrument, un parti, une direction internationale, dont la trahison de l’Internationale communiste a privé la classe ouvrière :

“La prostration, l’écroulement et la putréfaction de la II^e et de la III^e Internationales laissent le prolétariat sans direction révolutionnaire.”

Se délimitant nettement des “centristes” de tout poil, qui refusent de surmonter leurs propres hésitations à regarder la réalité en face et à en tirer toutes ses conséquences, la “Lettre ouverte” conclut :

“La nouvelle époque exige une nouvelle Internationale. La première condition du succès dans cette voie, c’est la consolidation, sur le plan national et international, des authentiques révolutionnaires prolétariens, des disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun.”

Cette tâche ne peut être différée :

“Le danger de la guerre qui vient ne permet pas de reporter ces tâches d’un seul jour. Il faut bâtir les nouveaux partis et la nouvelle Internationale sur une base nouvelle : telle est la clé qui permet de résoudre l’ensemble des autres tâches.”

**“LE RYTHME ET LES DÉLAIS”
DE LA CONSTRUCTION
DE LA IV^e INTERNATIONALE**

Certes, déclare la “Lettre ouverte”, les marxistes

(7) La politique de la “troisième période”, politique ultra-gauchiste de l’Internationale communiste consistant à considérer les Partis socialistes comme étant “le pire ennemi” de la classe ouvrière, “frère

« ne se déchargent pas sur le “processus historique” des tâches que le processus historique leur a précisément imposées. L’initiative d’une minorité consciente, un programme scientifique, l’agitation courageuse et inlassable au nom d’objectifs clairement formulés, l’impitoyable critique de toute ambiguïté – ce sont là quelques-uns des facteurs les plus importants pour la victoire du prolétariat. Sans un parti révolutionnaire soudé et aguerri, une révolution socialiste est inconcevable. »

Elle note néanmoins que

“le rythme et les délais de cette nouvelle construction révolutionnaire dépendent de toute évidence du cours général de la lutte des classes, des victoires et défaites à venir du prolétariat”.

Or la fin de l’année 1935 et les événements de la première moitié de l’année 1936, qu’il s’agisse de la France, de la Belgique ou de l’Espagne, représentent une brusque accélération de l’affrontement entre révolution et contre-révolution.

Pour aider la classe ouvrière à accomplir sa tâche historique, il apparaît plus que jamais nécessaire de ne pas différer la constitution de cet outil fondamental, malgré toutes les faiblesses et les difficultés, et celles-ci ne manquent pas.

LA NÉCESSITÉ DE SE DÉLIMITER DU “CENTRISME”

Aux difficultés “objectives”, à commencer par l’exil de Léon Trotsky, puis son assignation à résidence par le gouvernement norvégien sous la pression de Staline, les persécutions des militants par les polices politiques stalinienne, fascistes et “démocratiques”..., il faut ajouter les difficultés “subjectives”. Parmi celles-ci, et non des moindres, la pression du “centrisme”, qui pèse, en particulier, sur l’une des organisations signataires de la “*Lettre ouverte*” de juin 1935 : le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande (RSAP). Or ce parti, issu de la fusion d’une aile gauche radicalisée de la social-démocratie et d’éléments qui ont rompu avec l’Internationale communiste, hésite (en particulier son principal dirigeant, Henk Sneevliet [8]). Cette hésitation poli-

tique est d’autant plus problématique qu’elle a des conséquences pratiques regrettables. C’est le RSAP qui a été chargé, dans le comité de liaison des signataires de la “*Lettre ouverte*”, d’éditer le bulletin international... qui ne paraît pas. C’est le RSAP qui est chargé (en collaboration avec le secrétariat international de la Ligue communiste internationale [bolchevique-léniniste], qui siège à Genève) de préparer une “préconférence”, préparatoire à la conférence de la IV^e Internationale, dont Trotsky estime nécessaire qu’elle se tienne le plus rapidement possible.

Mais pas une des tâches ne sont réalisées par les dirigeants du RSAP... Dans une lettre (9) au dirigeant trotskyste américain Max Schachtman, qui doit participer à la conférence, Trotsky fulmine et écrit à propos de l’attitude des dirigeants du RSAP :

“Appartenir à une organisation internationale ne signifie pas seulement se couvrir de son nom, mais aussi accomplir toutes les tâches qui en découlent.”

Mais si les dirigeants du RSAP ne réalisent pas leurs tâches, c’est bel et bien à cause d’hésitations politiques à s’engager dans la construction de la IV^e Internationale. Car cet engagement les obligerait à rompre avec un regroupement international, appelé “Bureau international pour l’unité socialiste révolutionnaire” (surnommé “Bureau de Londres”, où il a son siège). Trotsky qualifie de “centriste” ce

jumeau du fascisme”, et le fascisme lui-même comme le prélude à la victoire de la révolution prolétarienne. Cette politique catastrophique a abouti en Allemagne à la victoire des nazis par le refus de la direction du PC de réaliser le front unique avec le Parti social-démocrate, qui aurait permis d’écraser le fascisme hitlérien. En 1935, au VII^e Congrès de l’Internationale communiste, cette politique est brutalement remplacée par celle du “front populaire”, c’est-à-dire de l’alliance avec une fraction de la bourgeoisie “démocratique” pour “*barrer la route au fascisme*”.

(8) Henk Sneevliet, dit Maring (1883-1942), vétéran du mouvement ouvrier néerlandais, fondateur du mouvement communiste en Indonésie, puis envoyé de l’Internationale communiste en Chine. De retour aux Pays-Bas, il se rapproche de l’Opposition de gauche et de Trotsky, constitue le Parti socialiste-révolutionnaire (RSP), puis le RSAP, qui se prononce “*pour la IV^e Internationale*” jusqu’en 1938. Arrêté et fusillé par les nazis en 1942.

(9) 7 juillet 1936.

regroupement de partis, qui sont pour la plupart issus de crises des partis de la II^e et de la III^e Internationales (l'Independent Labour Party de Grande-Bretagne, le Parti socialiste ouvrier [SAP] d'Allemagne, qui seront bientôt rejoints par le POUM espagnol, etc.).

Pour le "Bureau de Londres", il ne s'agit en aucun cas de constituer une "nouvelle Internationale", pas même d'engager en commun des initiatives politiques. Il s'agit en réalité de faire barrage en combattant toute avancée vers la constitution d'une nouvelle Internationale (donc de la IV^e Internationale), car pour eux cette perspective n'est pas à l'ordre du jour et doit être mise en échec.

Pourquoi qualifier cette orientation, ce regroupement, de "centristes" ? Trotsky donne de cette caractérisation politique une définition concentrée :

"Le centrisme est une tendance intermédiaire entre réforme et révolution. Mais une situation révolutionnaire n'admet pas de position intermédiaire" (10).

C'est-à-dire une tendance qui évolue entre les appareils contre-révolutionnaires qui dirigent le mouvement ouvrier (II^e et III^e Internationales) et l'avant-garde révolutionnaire.

Une tendance dont on ne peut exclure qu'elle soit gagnée au combat pour la révolution (donc, à cette époque, au combat pour la IV^e Internationale), mais dont la tendance naturelle est souvent de s'adapter à la politique contre-révolutionnaire des appareils et de capituler (en particulier, souligne Trotsky, dans le cadre d'une situation révolutionnaire qui "n'admet pas de position intermédiaire").

"UNE SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE N'ADMET PAS DE POSITION INTERMÉDIAIRE"

Afin de convaincre et d'armer les partisans de la IV^e Internationale contre le "Bureau de Londres", afin de gagner un à un les militants révolutionnaires à la préparation de la conférence de la IV^e Internationale, qui est malgré tout convoquée à l'été 1936, Trotsky, de son exil

norvégien, prépare un texte qui sera publié et envoyé en juillet 1936, sous le titre : *"Le Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (Bureau de Londres) et la IV^e Internationale."* Trotsky y explique que, dans la situation ouverte par la marche à la guerre et au fascisme, d'une part, par la vague révolutionnaire en France, en Espagne et en Belgique, d'autre part,

"tous les partis et groupes opportunistes, centristes, social-patriotes, pacifistes-centristes, sont maintenant coincés entre la guerre qui vient et la révolution qui approche".

C'est la situation d'affrontement entre révolution et contre-révolution elle-même, explique Trotsky, qui ne permet pas de position "intermédiaire", "centriste", "à mi-chemin"...

Dans ces conditions, Trotsky démontre, faits à l'appui, qu'en ne se tournant pas résolument vers la révolution, en refusant de s'engager dans la discussion pour la construction d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, les diverses organisations centristes ont toutes été amenées à capituler et à s'adapter à la politique des appareils, qui conduit les masses à la défaite.

DÉNONCER "LES HÉSITATIONS, LES ÉQUIVOQUES ET LES ACTES HYPOCRITES DU BUREAU DE LONDRES"

Le Parti ouvrier allemand, SAP, en exil, est ainsi "entré dans le Front populaire de l'émigration allemande", tandis que le POUM (11) "a trouvé sa place dans le Front populaire espagnol à la remorque des partis bourgeois de gauche"... Refusant le combat pour la IV^e Internationale, ils se sont retrouvés à la remorque du char de leur propre bourgeoisie, ou de "l'ombre" de celle-ci, en ralliant les fronts populaires.

Face aux guerres impérialistes, comme l'agression de l'Italie fasciste contre l'Éthiopie, au début de l'année 1936, les centristes, à l'instar des "maximalistes"

(10) 22 mai 1937, tome 14 des *Œuvres*.

(11) On lira à ce sujet la partie consacrée à la révolution espagnole dans ce numéro.

italiens (12), en sont réduits à devoir “supplier la SDN (13), dont le moteur est l’Angleterre, d’aggraver les sanctions contre l’Italie”. Refusant de combattre par les moyens révolutionnaires leur propre impérialisme, ils n’ont plus qu’à s’en remettre aux autres impérialismes. Cette capitulation des partis du “Bureau de Londres” devant la politique contre-révolutionnaire des appareils les amène peu ou prou à se ranger derrière les tueurs du Guépéou stalinien, contre les trotskystes : là encore, il n’y a pas de position “intermédiaire” possible. Ainsi, le SAP allemand “a entrepris une défense hypocrite de la bureaucratie stalinienne contre les bolcheviks-léninistes” ; tandis que l’ILP anglais “refuse d’opérer une distinction entre la révolution d’Octobre et la bureaucratie bonapartiste ; il continue à se taire sur les crimes de la bureaucratie”.

A ceux, tels les dirigeants du RSAP, qui estiment “exagérées” les critiques de Trotsky vis-à-vis des partis centristes du “Bureau de Londres”, Léon Trotsky répond qu’il s’agit du sort de millions d’hommes. Que le ralliement du POUM au Front populaire prive des millions d’ouvriers, de paysans, de miliciens d’un point d’appui possible pour la victoire contre Franco. Ou que du silence, ou pire, de la couverture des crimes de Staline par les uns et les autres, dépend la vie de milliers de militants du Parti bolchevique, de compagnons de Lénine, de dirigeants de la révolution d’Octobre enfermés dans les camps par la bureaucratie stalinienne. C’est à la lumière de ces enjeux qu’il convient de comprendre la netteté avec laquelle Trotsky conclut que

“le devoir immédiat des révolutionnaires prolétariens est donc de dénoncer systématiquement et sans compromission les hésitations, les équivoques et les actes hypocrites du Bureau de Londres en tant qu’obstacle le plus proche et le plus immédiat sur la voie de la poursuite de la construction de la IV^e Internationale”.

Malgré plusieurs lettres de Trotsky cherchant à provoquer une discussion politique “cartes sur table”, rien n’y fait, les dirigeants du RSAP fuient la discussion et se désengagent dans les faits de la préparation de la conférence, à laquelle ils se contenteront d’assister (14).

LA CONFÉRENCE, “RÉUNION DE L’ÉTAT-MAJOR INTERNATIONAL”

“La conférence, je l’ai considérée au premier chef comme la réunion de l’état-major international pour faire de la question française une question internationale, et ce, à tous égards.”

C’est ainsi que Trotsky tente une nouvelle fois, dans une lettre datée des 15 et 16 juillet, de convaincre les Hollandais de s’engager activement dans la préparation de la conférence.

En réalité, il n’a cessé de répéter :

“Il va de soi que la rencontre prévue par les amis de Genève doit être une conférence régulière de la IV^e Internationale” (15).

Une conférence régulière, car elle

“a pour but de constituer un nouvel organisme dirigeant pour tous les partis, organisations et groupes adhérant à la IV^e Internationale” (16).

(12) “Maximalistes” : courant centriste du Parti socialiste italien, radical en paroles, mais ne traduisant pas cela dans les actes, qui refusa en 1920 de rejoindre la III^e Internationale.

(13) SDN : Société des nations, créée dans le cadre du traité impérialiste de Versailles en 1919, notamment sous la pression du président des Etats-Unis, Woodrow Wilson. Elle s’effondra à la veille de la seconde guerre impérialiste mondiale. Aujourd’hui, l’ONU est parfois présentée comme sa continuation.

(14) Il faut noter cependant la méthode de discussion de Trotsky avec les dirigeants du RSAP. Trotsky leur écrit sans cacher un seul instant ses positions, ses désaccords majeurs avec eux, tant sur la question de leur refus de rompre avec le “Bureau de Londres” que sur leurs équivoques sur le “front populaire” et sur les questions “hollandaises” (en particulier leur obstination à diriger un “syndicat rouge”, coupé des grands syndicats ouvriers, sujet sur lequel ils refusent toute discussion dans l’Internationale). Cependant, à aucun moment Trotsky ne “ferme la porte”. Il demande ainsi que sa lettre à la direction du RSAP ne soit distribuée qu’aux délégués (et soit immédiatement rendue au secrétariat une fois lue). Même lorsqu’il apprend que Sneevliet n’a fait qu’une “apparition” à la conférence et qu’il en est “sorti” pour protester contre la distribution de la lettre de Trotsky aux délégués, Trotsky affirme cependant qu’il est correct d’“accorder loyalement” aux dirigeants du RSAP un délai pour qu’ils se déterminent (2 août 1936, lettre à Rudolf Klement).

(15) Lettre au SI de la LCI, 12 juillet 1936.

(16) Dans une lettre aux groupes anglais qui se réclament de la IV^e Internationale (13 juillet 1936).

Il s'agit bel et bien de rassembler un "état-major" international (17).

Et cela parce que la "révolution" qui se développe en France, puisque c'est comme cela que Léon Trotsky l'a caractérisée, exige une discussion de l'Internationale pour définir l'intervention des révolutionnaires.

C'est pour préparer cette discussion qu'il rédige vingt thèses, datées du 3 juillet 1936, portant sur la situation révolutionnaire en France et en Belgique, et les tâches de la IV^e Internationale.

C'est à partir de ce qui est alors la pointe avancée de la révolution prolétarienne qu'il établit :

"Le problème de la politique internationale du prolétariat, comme celui de sa politique intérieure, c'est le problème de sa direction révolutionnaire" (souligné par Trotsky).

Il constate là encore que l'irruption de millions d'hommes et de femmes sur la scène de l'histoire bouleverse toute la situation... pour ramener à cette seule et unique question : quelle direction révolutionnaire permettra aux masses d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir, jusqu'au renversement du régime failli de la propriété privée des moyens de production ?

Ce qu'il affirmera avec force dans le *Programme de transition* deux ans plus tard :

"La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat."

Car la révolution française, qui "a commencé", balaie toutes les hésitations générées par le centrisme sur la nécessité d'une IV^e Internationale.

« Tout mouvement de masses authentique rafraîchit l'atmosphère, comme un orage, et détruit au passage toutes sortes de fictions et d'équivoques politiques. Il apparaît aujourd'hui bien pitoyable et bien méprisable, à la lumière des événements de juin, ce mot d'ordre de l'"unification" des deux Internationales, lesquelles, telles qu'elles sont, sont bien assez unies pour trahir les intérêts du prolétariat, ou encore les remèdes de bonne femme du Bureau de Londres — l'Internationale II (18) —, qui balance entre toutes les orientations politiques et choisit toujours la pire. »

**"ON NE "FONDE" PAS
UNE INTERNATIONALE (...),
ON LA CONSTRUIT DANS LA LUTTE"**

Il poursuit :

« Ainsi, toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se ramènent inéluctablement à une seule : la construction d'une nouvelle direction réellement révolutionnaire, capable d'être à la hauteur des tâches et possibilités de notre époque. Prendre part directement aux mouvements des masses, lancer et mener jusqu'au bout des mots d'ordre hardis, une perspective claire, un drapeau indépendant, l'intransigeance vis-à-vis des conciliateurs, l'absence de pitié pour les traîtres, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est aussi ridicule qu'absurde de discuter s'il est ou non opportun de la "fonder". On ne "fonde" pas une Internationale comme on fonde une coopérative : on la construit dans la lutte. Aux pédants qui discutent de l'"opportunité", les journées de juin ont donné une réponse. La discussion est close (...). Le conflit entre les deux camps, en Espagne, en France, en Belgique, est absolument inévitable. Plus les dirigeants du Front populaire "concilieront" les antagonismes de classes et essaieront d'éteindre la lutte révolutionnaire, et plus elle aura un caractère explosif et convulsif dans l'avenir immédiat, plus elle exigera de grands sacrifices, et moins le prolétariat sera en état de se défendre contre le fascisme" (souligné par Léon Trotsky).

(17) Trotsky insiste sur les tâches d'organisation de la conférence, qui doivent donner corps et vie à la IV^e Internationale et à sa direction internationale (conseil général) : *"La constitution de ce conseil, dont les membres devront être nominativement désignés lors de la conférence, me semble être d'une grande importance (...). La revue théorique. La nomination d'un comité de rédaction, composé de camarades internationaux, me paraît personnellement souhaitable (...). En ce qui concerne les résolutions, seuls devraient être soumis au vote — et encore en principe — les compléments et amendements touchant à des questions de principe. Les modifications de rédaction doivent être insérées au procès-verbal et transmises ensuite à une commission de rédaction ou à la nouvelle direction, qui donnera aux résolutions adoptées leur forme définitive"* (lettre au SI de la LCI, 12 juillet 1936).

(18) Référence au regroupement international "centriste" d'organisations qui refusèrent de rejoindre l'Internationale communiste en 1919 après la faillite de la II^e Internationale en août 1914.

Il définit donc les tâches de l'avant-garde :

“Les sections de la IV^e Internationale perçoivent nettement et distinctement ce danger. Elles mettent le prolétariat ouvertement en garde contre lui. Elles enseignent à l'avant-garde à s'organiser et à se préparer. Et, en même temps, elles rejettent avec mépris la politique qui consisterait à s'en laver les mains : elles identifient leur destin à celui des masses en lutte, quelle que soit la sévérité des coups qu'elles vont recevoir dans les mois et les années qui viennent. Elles prennent part à toutes les actions de combat pour y apporter la plus grande clarté et le plus haut degré possibles d'organisation. Elles appellent inlassablement à constituer des comités d'usine et des soviets. Elles se lient aux meilleurs des ouvriers portés à la tête du mouvement et, la main dans la main avec eux, construisent la nouvelle Internationale. Par leur exemple et leur critique, elles accélèrent la formation d'ailes révolutionnaires à l'intérieur des vieux partis, les attirant de plus en plus à elles dans le cours de la lutte et les poussant dans les voies de la IV^e Internationale. La participation à la lutte vivante, toujours en première ligne au front, le travail à l'intérieur des syndicats et la construction du parti, tout cela va de pair une tâche épaulant l'autre. Tous les mots d'ordre du combat — contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production — sont indissolublement liés à la création de soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats.”

“L'ÉPOQUE QUI VIENT SERA CELLE DE LA IV^e INTERNATIONALE”

Certes, les révolutionnaires, comme jamais, sont pourchassés et réprimés :

“Aucun groupe révolutionnaire dans l'histoire du monde n'avait encore été soumis à une pression aussi terrible que celle que subit le groupe de la IV^e Internationale. Le Manifeste communiste de Marx et d'Engels parlait “des forces du pape et du tsar (...), des radicaux français et de la police allemande” unies contre le communisme. Seul le tsar a disparu de cette liste. Mais la bureaucratie stalinienne constitue aujourd'hui un pro-

gramme infiniment plus menaçant et plus perfide sur la voie de la révolution prolétarienne que ne l'était autrefois le tsar autocrate.”

Mais cela ne l'empêche pas de conclure sur sa conviction profonde — à laquelle il veut gagner l'ensemble de ses camarades — que

“les organisations de l'avant-garde révolutionnaire sortiront de leur isolement. Les mots d'ordre du bolchevisme deviendront ceux des masses. L'époque qui vient sera celle de la IV^e Internationale.”

“LA IV^e INTERNATIONALE ET L'URSS”

Mais cette conférence “régulière” de la IV^e Internationale n'est pas pour Trotsky seulement l'occasion de faire élaborer les tâches des sections de la IV^e Internationale, en particulier de la section française, prise dans le feu des événements révolutionnaires, par un “état-major international”. Il s'agit également d'élaborer la position de la IV^e Internationale sur une question majeure : l'URSS. Dans un texte publié le 8 juillet, qu'il soumet à la conférence (et dont il charge le dirigeant trotskyste américain Schachtman, en qui il a une grande confiance, de le présenter aux délégués), Trotsky prend le prétexte de la publication de la “Constitution” stalinienne de 1936 en URSS pour définir ce que, selon lui, doit être la position de “la IV^e Internationale et l'URSS”, sous-titrant : “La nouvelle Constitution est une nouvelle étape dans la dégénérescence de l'Etat ouvrier.”

Polémiquant contre les proclamations grotesques du congrès de l'Internationale communiste selon lesquelles “le socialisme est définitivement réalisé en URSS”, il réaffirme qu'existe en URSS même

« la lutte entre deux systèmes inconciliables : le socialisme et le capitalisme. Cette lutte n'est pas terminée et ne peut pas l'être dans les limites de l'URSS. La question ne peut être tranchée “définitivement et irrévocablement” que sur l'arène mondiale. »

Que

“le gros des moyens de production industrielle en URSS s'est accru de façon extraordinaire et demeure entre les

mains de l'Etat (...), mais la propriété d'Etat n'est pas encore la propriété socialiste, car cette dernière présuppose le dépérissement de l'Etat en tant que gardien de la propriété".

La bureaucratie "est parvenue à acquérir une réelle indépendance par rapport aux travailleurs".

Elle s'adjuge "une fraction importante du revenu national et devient ainsi la plus privilégiée des couches privilégiées".

Ce qui aboutit à ce que "l'inégalité grandit à pas de géant", compte tenu des "conditions de l'isolement et l'arriération du pays soviétique".

Mais il tient à préciser :

"Y compris les privilèges de l'aristocratie soviétique reposent en fin de compte sur la propriété d'Etat et la propriété kolkhoziennne, acquises par l'expropriation de la bourgeoisie, qui, à la différence de la propriété capitaliste, ouvrent la possibilité d'une croissance de l'économie et de la culture."

"LA BUREAUCRATIE NE PEUT ÊTRE ÉCRASÉE QUE PAR UN MOUVEMENT DES MASSES CONSCIENT DE SON BUT"

Le texte rejette les positions "ultra-gauches", qui, sous prétexte des crimes de la bureaucratie, abandonnent la "défense de l'URSS".

Car, rappelle-t-il, les

"révolutionnaires marxistes (...), pour leur part, n'oublent jamais de prendre en considération le facteur fondamental de l'histoire : le développement des forces productives" (souligné par Léon Trotsky).

Dès lors, quel doit être le programme de la IV^e Internationale pour la défense de l'URSS ?

Trotsky constate qu'avec la "Constitution" stalinienne de 1936,

"la classe ouvrière d'URSS a été dépouillée de sa dernière possibilité d'une réforme légale de l'Etat. La lutte contre la bureaucratie devient nécessairement une lutte révolutionnaire."

Fidèle aux traditions du marxisme, la IV^e Internationale

"rejette catégoriquement la terreur individuelle, de même que les autres moyens de

l'aventurisme politique. La bureaucratie ne peut être écrasée que par un mouvement des masses conscient de son but, contre les usurpateurs, les parasites et les oppresseurs" (souligné par Léon Trotsky).

"LES PARTIS DE LA IV^e INTERNATIONALE DÉFENDENT L'URSS CONTRE LES COUPS DE L'IMPÉRIALISME, SANS ABANDONNER UN SEUL INSTANT LA LUTTE CONTRE L'APPAREIL STALINIEN"

Trotsky oppose à la menace de "contre-révolution sociale" détruisant les bases mêmes de la propriété d'Etat en URSS, à laquelle conduirait la bureaucratie stalinienne, la nécessité de ce qu'il appelle une "révolution politique", qu'il définit comme

"le renversement par la violence de la domination politique d'une bureaucratie dégénérée, tout en maintenant les rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre".

C'est en définitive sur le terrain de "la révolution internationale" que se décidera le sort de l'URSS, car elle est le seul et "unique moyen de sauver l'URSS", et sera "en même temps le coup mortel pour la bureaucratie soviétique".

C'est ainsi que la conférence, avant même que ne paraisse l'ouvrage majeur connu sous le nom de *La Révolution trahie*, la première conférence de la IV^e Internationale put définir ses tâches en URSS comme l'aide à la préparation de la révolution politique, comparant l'URSS, "Etat ouvrier",

"approximativement dans le même sens — en dépit de grandes différences d'échelle — qu'un syndicat dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. Exactement comme les révolutionnaires défendent tous les syndicats, y compris les plus profondément réformistes, en combattant en même temps, de façon implacable, leurs dirigeants traîtres, de même, les partis de la IV^e Internationale défendent l'URSS"

contre les coups de l'impérialisme, sans abandonner un seul instant la lutte contre l'appareil stalinien réactionnaire."

UNE CONFÉRENCE DE, OU "POUR LA IV^e INTERNATIONALE" ?

Malgré la discussion sur ces questions fondamentales, répétons-le, les principaux dirigeants décidèrent — en l'absence de Trotsky — d'intituler "Mouvement pour la IV^e Internationale" l'organisation internationale dont ils venaient de constituer le centre.

Il faut certainement y voir le poids de la politique "intermédiaire" du centrisme, lui-même "à la remorque" des appareils, tout comme l'inexpérience de jeunes militants combattant dans les conditions les plus difficiles.

S'appuyant sur une tout autre expérience, celle de la révolution d'octobre 1917, dont il avait été avec Lénine le principal dirigeant, Trotsky avait cherché à convaincre ses camarades du besoin impérieux, non pas de "fonder" la IV^e Internationale, mais de la hisser à la hauteur de la situation (Trotsky la considérait déjà comme vivante, puisqu'il ne cesse d'en parler comme de "la IV^e Internationale", "ses sections", etc.).

Cette tâche, il la considérait comme "le travail le plus important de sa vie" (19), plus que la révolution d'octobre 1917 (qui, sous la direction de Lénine, même sans la participation de Trotsky, aurait, selon lui, triomphé). C'est pourquoi il polémiqua avant et après la conférence contre toutes les "hésitations" à considérer la IV^e Internationale comme une réalité à construire et à renforcer. Ainsi, deux mois avant la conférence, il écrivait à son ami Victor Serge, cherchant patiemment à vaincre le scepticisme :

« J'avoue ne pas comprendre ce que signifie "fonder" la IV^e Internationale. Il existe dans différents pays des organisations et des groupes qui militent sous ce drapeau. Ils s'efforcent de déterminer ensemble leur position sur tous les événements mondiaux. Ils préparent un programme commun, dont tous les présupposés théoriques et pratiques sont riches

de tout le passé. Un futur Riazanov pourra à loisir essayer de résoudre rétrospectivement la question de savoir quand exactement a été fondée la IV^e Internationale. Mais nous, il nous faut simplement continuer et développer notre travail » (20).

A peine la conférence venait-elle de se clore, adoptant, entre autres, l'appel aux ouvriers et kolkhoziens soviétiques à renverser la bureaucratie corrompue pour défendre et régénérer l'URSS sur la base de la propriété d'Etat, qu'une terrible nouvelle en provenance de Moscou s'abattait sur l'ensemble du mouvement ouvrier international.

Seize dirigeants communistes, dont des compagnons de Lénine, des dirigeants d'octobre 1917, allaient être jugés pour avoir constitué un prétendu "centre zinovéviste-trotskyiste", chargé d'organiser une prétendue "série d'actes terroristes" contre les dirigeants du parti et de l'Etat (21)...

N'était-ce pas là la réponse directe de la caste parasitaire à la première conférence de la IV^e Internationale, comme Trotsky l'expliqua, le 11 décembre 1936, au procès des nazis norvégiens auteurs du cambriolage dont il fut victime début août chez ses hôtes ?

Il déclara devant leurs juges :

"Une conférence internationale s'est récemment tenue sous l'égide de la IV^e Internationale. Ce mouvement ne cesse de grandir sous les coups de ses ennemis. Tandis que l'Internationale communiste est en proie au trouble et au désarroi. Or Staline, sans autorité au niveau international, ne pourrait pas conserver le commandement de la bureaucratie, et, dès lors, le pouvoir sur le peuple. La croissance de la IV^e Internationale constitue pour lui un péril grave, et dont l'annonce pénètre de plus en plus souvent en URSS. Enfin, la coterie dirigeante craint plus que tout les traditions encore vivantes de la révolution d'Octobre, inévitablement hostile à la nouvelle caste privilégiée.

(19) *Journal d'exil.*

(20) Lettre à Victor Serge, 3 juin 1936. David Riazanov (1870-1938), marxiste depuis 1889, bolchevik en 1917, directeur de l'Institut Marx-Engels, exclu du parti en 1931, puis assassiné par la bureaucratie. Cité ici par Trotsky en raison de ses connaissances érudites de Marx et comme historien brillant.

(21) Lire l'article de Jean-Jacques Marie dans ce numéro.

Tout cela explique pourquoi Staline et son groupe n'ont pas cessé un instant de me combattre personnellement" (22).

IL FAUT "CONTINUER ET DÉVELOPPER NOTRE TRAVAIL"

Il faut "*continuer et développer notre travail*", écrivait Léon Davidovitch à Victor Serge, c'est-à-dire poursuivre l'œuvre de construction de l'outil indispensable dont le prolétariat a besoin pour sa libération, œuvre à laquelle la conférence "de Genève" avait contribué, malgré ses faiblesses.

Une conférence qui, dans les conditions les plus difficiles, avait non seulement discuté, amendé et adopté les textes (cités plus haut) sur "*la IV^e Internationale et l'URSS*"; les thèses sur la révolution en France, en Belgique et en Espagne; le texte sur le "*Bureau de Londres et la IV^e Internationale*", mais également une résolution sur "*la jeunesse et la IV^e Internationale*"; une étude sur "*l'évolution de l'Internationale communiste*", une autre sur "*la situation des Etats-Unis d'Amérique*" (accompagnée d'une résolution "*sur la situation du mouvement pour la IV^e Internationale aux Etats-Unis d'Amérique*"); un "*projet de résolution sur le travail dans les syndicats*"... Une conférence qui avait adopté un appel "*Aux travailleurs d'Espagne et du monde entier*", et également une adresse "*Aux peuples esclaves du Maroc*", définissant la position de la IV^e Internationale vis-à-vis des peuples opprimés, de l'Éthiopie à la Palestine, des Indes à l'Afrique du Nord. A ces millions d'esclaves coloniaux que les grandes puissances "démocratiques" ou fascistes allaient, trois ans plus tard, utiliser comme "chair à canon" sur les champs de bataille d'Europe, la IV^e Internationale déclarait :

"L'ouvrier des usines de Bombay, le paysan hindou, les millions d'indigènes d'Afrique privés de leur terre et peinant dans les mines impérialistes pour 10 shillings par mois refuseront d'être trompés par la III^e Internationale pour prendre les armes pour quelque puissance impérialiste que ce soit, démocratique ou fasciste. Ils saisiront plutôt l'occasion de se battre hardiment et sans pitié pour leur

propre liberté nationale et économique. La IV^e Internationale leur déclare que ses sections (...) lutteront avec tous les peuples coloniaux pour le renversement de leur ennemi commun — le capitalisme mondial."

Une conférence, enfin, qui prit les mesures de la terrible répression qui se préparait en URSS, en s'adressant "*A l'opinion publique des travailleurs du monde entier*", sur un terrain de front unique contre la répression stalinienne, déclarant :

"Il n'est pas vrai que les "trotskystes" ou les "zinoviévistes" luttent, ou peuvent lutter, pour la restauration du capitalisme, il n'est pas vrai qu'ils ont ou qu'ils peuvent avoir le moindre lien avec des intrigues d'espionnage ou les actes terroristes de la contre-révolution; il n'est pas vrai que leur activité est dirigée ou peut être dirigée contre le socialisme. Mais en revanche, c'est une vérité indéniable, comme c'est prouvé par toute la littérature sur la question, que les "trotskystes" s'opposent à la politique du groupe dirigeant soviétique, qu'ils s'opposent à l'inégalité sociale croissante en URSS, qu'ils s'opposent à la restauration de la classe des officiers, et, par-dessus tout, qu'ils s'opposent au pouvoir et aux privilèges sans limites de la bureaucratie (...). Dans les organisations ouvrières, dans les réunions, dans la presse, il faut demander l'envoi en URSS d'une commission impartiale, autorisée à tout entreprendre, dans le but d'enquêter sur les causes réelles de la répression dont la bureaucratie menace les révolutionnaires, à la fois trotskystes et zinoviévistes, et également les représentants des autres mouvements. Si la bureaucratie soviétique n'a rien à cacher à la classe ouvrière mondiale sur cette question, elle doit satisfaire une telle demande."

"NOUS SOMMES TOUT À FAIT DISPOSÉS À ENTENDRE TOUTE CRITIQUE ET À ENGAGER UNE DISCUSSION LOYALE SUR NOS POSITIONS"

Le 2 août 1936, Trotsky, remerciant Rudolf Klement, qui lui a fait un premier

(22) Transcription des interventions de Trotsky devant les juges, *Œuvres*, tome 11.

compte rendu de la conférence, suggère d'envoyer aux organes de presse et aux organisations des II^e et III^e Internationales, ainsi qu'au "Bureau de Londres" et organisations affiliées, les résolutions de la conférence. S'inscrivant dans la continuité du *Manifeste communiste* de Marx et Engels, suivant lequel "les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres", Trotsky propose de les accompagner du message suivant :

"Récemment, s'est tenue une conférence élargie de la IV^e Internationale, qui a défini les tâches du mouvement ouvrier dans les résolutions ci-jointes. Nous estimons qu'une unification véritable de la

classe ouvrière ne peut se faire que sur ces bases. Mais nous sommes tout à fait disposés à entendre toute critique dirigée contre nous et à engager une discussion loyale sur nos positions avec toutes les tendances du mouvement ouvrier. Nous attendons votre critique avec beaucoup d'intérêt. Salutations révolutionnaires, etc.."

Telles étaient et sont les méthodes des militants de la IV^e Internationale : nous ne dissimulons pas nos positions, nous les soumettons loyalement à la discussion du mouvement ouvrier international, et nous sommes prêt à en débattre librement.

Dominique Ferré

La Révolution trahie aujourd'hui

**Un entretien
avec Jean-Jacques Marie**

1936, c'est l'année du premier "procès de Moscou", par lequel la bureaucratie stalinienne engage une offensive d'extermination non seulement contre les trotskystes et Trotsky lui-même, mais plus généralement contre les militants bolcheviques, les compagnons de Lénine, et les militants de tous les courants du mouvement ouvrier (socialistes, anarchistes, syndicalistes et y compris partisans de Staline lui-même). Mais c'est aussi l'année où Trotsky, exilé, rédige *La Révolution trahie*...

Jean-Jacques Marie : En effet. En septembre 1935, Trotsky entreprend d'écrire une préface d'une douzaine de pages à l'édition américaine de son *Histoire de la révolution russe*. Ce travail l'amène à s'interroger sur les suites de la révolution, et donc à se poser la question : "*Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?*" C'est le titre réel du volume, né d'une préface qui enfle de jour en jour, plus connu sous le nom de *La Révolution trahie*. Sauf les interruptions dues à la maladie, Trotsky y travaille avec acharnement jusqu'à la fin de juillet 1936, pendant que Staline prépare une nouvelle phase de son

épuration permanente qui doit hisser le parti de la bureaucratie sur les débris du vieux Parti bolchevique et sur les cadavres de ses membres de haut en bas.

Trotsky achève la rédaction de *La Révolution trahie* au début d'août 1936, au moment même où le NKVD a achevé la préparation sinistre du premier procès de Moscou, qui va s'ouvrir le 19 août et condamner à mort plusieurs dirigeants du Parti bolchevique, dont le premier président de l'Internationale communiste, Zinoviev.

Analysant l'évolution de l'Union soviétique au fil des défaites de la révolution mondiale, Trotsky souligne :

"La transformation des formes de la propriété, loin de trancher la question du socialisme, ne fait que la poser" (1).

L'abolition de la propriété privée, la planification centralisée, le monopole du commerce extérieur constituent les fondements objectifs du socialisme, mais ne suffisent pas à constituer le socialisme et sont soumis, tant qu'ils restent confinés

(1) Trotsky, *La Révolution trahie*, p. 27.

dans un seul pays, à la pression formidable du marché mondial capitaliste.

Puis, il montre comment dans la Russie soviétique isolée, reposant sur une économie de pénurie, une “*catégorie sociale qui, sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les châtiments et les récompenses*” (2), la bureaucratie, s’est élevée au-dessus de masses découragées et privées de perspectives en l’absence de victoire de la classe ouvrière ailleurs.

“*L’autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte de tous contre tous qui en résulte*” (3).

Sur cette base, la bureaucratie prospère en développant et en accroissant systématiquement à son avantage les inégalités sociales. Un peu plus tard, Trotsky précisera le poids social spécifique de cette caste :

« *Entre douze et quinze millions d’individus privilégiés, qui concentrent entre leurs mains environ la moitié du revenu national et qui appellent ce régime “le socialisme”.* »

Ils dominent et oppriment environ 160 millions d’hommes et de femmes, qui végètent dans “*la pire des misères*” (4).

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky tente, comme tu l’as dit, de définir “ce qu’est l’URSS”.

J.-J. M. : Trotsky rassemble son analyse dans une définition de l’URSS fondée sur neuf aspects caractéristiques, qui reflètent des réalités en mouvement. L’URSS est, écrit-il, une

“*société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle, a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d’Etat un caractère socialiste ; b) le penchant à l’accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l’économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, continue à former une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie exploitant les antagonismes sociaux est devenue une caste incontrôlée étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de*

propriété et dans la conscience des travailleurs”.

Dans quel sens peut évoluer une société déchirée par ces contradictions ? Dans deux sens opposés :

“*g) l’évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie*”. “*La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur le terrain national et international*” (5).

C’est-à-dire par la lutte des classes en URSS même et dans le reste du monde auquel le sort de l’URSS est lié, donc par l’organisation internationale de la classe ouvrière. C’est le sens même de la construction de la IV^e Internationale.

Trotsky utilise le terme de “caste” pour caractériser la bureaucratie. Donc, la bureaucratie n’est pas une “classe sociale” ?

J.-J. M. : La bureaucratie, souligne-t-il en effet, n’est pas une classe sociale dominante

“*parce qu’elle n’a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété*”.

Qu’est-ce que cela signifie ? Ses membres n’ont pas encore pu, comme ils y aspirent, donner de base stable à leurs privilèges liés à la seule dictature politique de leur caste, et donc instables. Si elle demeure à la tête de l’Etat, la bureaucratie devra “*inévitablement chercher appui dans les rapports de propriété*”. C’est-à-dire qu’elle devra chercher à rétablir la propriété privée.

“*Il ne suffit pas d’être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante.*”

Bref, une nouvelle bourgeoisie. La restauration du capitalisme en URSS mène-

(2) *Ibidem*, p. 140.

(3) *Ibidem*, p. 114.

(4) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 22, pp. 176-177.

(5) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, Paris, 10-18, 1969, pp. 256-257.

rait à une catastrophe économique et sociale.

“La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l’économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée (...), avec une baisse catastrophique de l’économie et de la culture” (6).

Tant que la bureaucratie ne s’engage pas dans cette voie, elle défend à sa manière (la pire qui soit) les conquêtes économiques de la révolution. Cette dégénérescence, souligne Trotsky, n’est pas un phénomène exceptionnel dans l’histoire :

“L’Eglise chrétienne, qui a commencé comme un mouvement de pêcheurs, de charpentiers, d’opprimés et d’esclaves, en est arrivée à bâtir une hiérarchie puissante, riche et cruelle. C’est ce qui est arrivé, sous nos yeux mêmes, aux partis de la II^e Internationale. Celle-ci s’est graduellement éloignée des intérêts réels du prolétariat et s’est rapprochée de la bourgeoisie” (7).

Nous sommes maintenant quinze ans après la chute de l’URSS. La première question que l’on se pose, c’est : est-ce que les analyses de Trotsky se sont vérifiées dans les événements ?

J.-J. M. : La chute de l’Union soviétique a dans l’ensemble vérifié cette analyse. La chute du régime soviétique a bien provoqué la liquidation massive de l’économie planifiée et de la propriété étatisée. Même si, attention, il reste encore des entreprises d’Etat qui n’ont pas été liquidées, un système de logements appartenant à l’Etat, des hôpitaux, des écoles... La chute de l’URSS a suscité une baisse catastrophique de l’économie et de la culture. Le tableau accablant de la réalité économique et sociale de la Russie d’aujourd’hui dépeint par un groupe de militants de Perm, avec lequel la IV^e Internationale a engagé une discussion, le confirme :

“Dans la période dite des réformes de marché, l’économie en Russie a subi un recul sans précédent dans l’histoire. De 60 % pendant les seules cinq premières années. C’est un recul sans précédent dans l’histoire de l’économie mondiale, on ne peut le comparer qu’à une défaite militaire catastrophique (...). L’évasion des capitaux des anciennes républiques soviétiques est d’au moins 2 milliards de dollars par mois. Sur six ans, elle a été

augmentée de 140 milliards. Et le chiffre est plutôt sous-estimé. Tous ces faits reflètent le caractère purement parasitaire du capitalisme post-soviétique (...). La province connaît une profonde dépression. A l’époque soviétique, de nombreux ouvriers, attirés par les hauts salaires, partaient dans le Nord et l’Extrême-Orient ; de nouvelles villes étaient construites dans les régions où étaient exploités le pétrole, le gaz, le charbon, les minerais (...), ces régions sont menacées de mort lente par la ruine des infrastructures sociales (...). Les années de recul économique ont conduit à la destruction du secteur social. Des éléments de barbarie ont fait leur apparition. La pauvreté, la mendicité, l’alcoolisme, la drogue, la prostitution, les épidémies qui se propagent à une vitesse terrifiante. Un des indicateurs sociaux essentiels, l’espérance de vie, est tombée en Russie à 57 ans et se rapproche de pays comme le Pakistan.”

D’après la Banque mondiale, qui n’a pas pour habitude de noircir le tableau, plus de dix millions d’hommes, de femmes et d’enfants en Russie travaillent dans cette économie “grise” ou “informelle” sans droits ni statut, avec une situation si l’on ose dire à peu près similaire à celle des esclaves du temps passé, et seize millions dans les sept républiques d’Asie centrale et du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizstan, Moldavie, Tadjikistan, Ouzbékistan), où le travail des enfants de l’âge de 5 à 14 ans, donc déscolarisés, est une plaie nationale (*Le Monde*, 10 février 2005). Pour survivre, des centaines de milliers d’hommes et de femmes n’ont plus comme activité que la culture de leur petit lopin de terre. C’est ce que le bureau de Moscou de la Banque mondiale appelle pudiquement des “stratégies de survie”.

A-t-on, dès lors, hypothèse formulée par Trotsky en 1936, abouti à une “restauration du capitalisme” dans le sens où la bureaucratie se transformerait en une “classe bourgeoise” ?

Le pronostic de Trotsky s’est réalisé partiellement sous des formes différentes de celles qu’il avait prévues vingt ans à peine après la révolution d’Octobre. Les quarante-cinq ans de délai supplémentaire

(6) *Ibidem*, p. 253.

(7) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 19, pp. 40-41.

accordé à la bureaucratie par la capacité conjointe de cette dernière et de l'impérialisme coalisés, avec l'aide des appareils politiques et syndicaux staliniens et sociaux-démocrates, à contenir la vague révolutionnaire en Europe ont modifié le rapport entre les facteurs que Trotsky énumère ci-dessus.

Il me semble que la dislocation de la propriété d'Etat et sa privatisation dans des conditions d'une gigantesque braderie ne suffisent pas à créer une bourgeoisie nationale.

Une bourgeoisie est une classe qui extrait la plus-value de la classe ouvrière en constituant un marché national et en tentant de pénétrer sur le marché des autres bourgeoisies nationales afin d'accroître ses parts du marché mondial. Les groupes issus de la décomposition de la bureaucratie ou de la nomenklatura constituent-ils une telle classe ?

La nomenklatura s'est divisée en clans rivaux, qui se sont partagé, dans le sang, les dépouilles de son industrie et continuent à s'affronter pour modifier le partage du butin. Ils se comportent tous comme les mafieux de l'Oural, qui ont mis la main sur les principaux combinats métallurgiques de cette vieille région ouvrière, les ont disloqués et démembrés. Selon la journaliste russe Anna Politkovskaïa, le principal groupe mafieux de l'Oural, qui s'est ainsi emparé du combinat métallurgique de Katchkanar,

“un fleuron de l'industrie russe, l'une des rares usines au monde spécialisées dans la production de ferrovanadium (...), s'attela, comme ailleurs, à démembrer l'entreprise en appliquant sa tactique habituelle, qui consistait à l'assiéger avec sa kyrielle de microsociétés. Fin 1998, il avait amené le microcombinat au bord de la faillite” (p. 158) (8).

Son objectif est, affirme la journaliste, de *“mettre la société en faillite le plus rapidement possible”*. Une fois le contrôle de l'entreprise assuré,

“les acolytes décidèrent de passer à la deuxième phase de leur grand projet : la faillite programmée de l'entreprise. Mais comment provoquer cette banqueroute, puisque le groupe se portait très bien ?” (pp. 159-160) (9).

Cet objectif souligne le caractère purement parasitaire et pillard du clan des privatiseurs mafieux.

Les conditions dans lesquelles les groupes issus de la nomenklatura décomposée agissent ne peuvent produire que des clans et des cliques, des vautours acharnés à dépecer les cadavres d'entreprises qu'ils étranglent eux-mêmes. Ce ne sont pas des exceptions ouraliennes. Ils définissent la réalité pillarde parasitaire et purement destructrice de mafieux incapables de constituer une classe dirigeante ayant des intérêts communs de classe. Lors d'une émission sur Arte, le 4 janvier 2006, un des oligarques interviewés par le réalisateur du film répondait à sa manière à la question en affirmant :

“Une centaine d'entrepreneurs prenant possession des usines du pays, cela n'engendre pas une classe, mais juste un clan.”

Tous ceux qui parlaient en 1990-1991 d'un “formidable développement des marchés” à l'est de l'Europe et en ex-Union soviétique, tous ceux qui parlent de “développement” d'un capitalisme russe, polonais, hongrois... ne sont-ils pas démentis par les faits ?

Les pillards-destructeurs de la richesse de la Russie soviétique ne participent pas au développement d'une classe sociale exploiteuse. Ils n'investissent d'ailleurs pratiquement pas dans l'industrie russe. Sous couvert de “transfert”, on ferme des usines à Moscou pour y installer des casinos, salles de jeux, d'expositions, de modes et autres activités festives. La région de Vladivostok, hier grande région industrielle maritime, a été entièrement dévastée, même la pêche y a été liquidée. En Russie, en quinze ans, une centaine d'amiraux et de généraux ont été jugés pour trafic de matériel militaire : ils ont vendu (et vendent) des tanks, des canons et même des navires et des sous-marins, et ont empoché le fruit de ce trafic. Ils ont été relaxés ou soumis à de très légères peines (blâmes, suppressions de décorations...). Là encore, s'exprime la transformation mafieuse de l'économie dans laquelle le pillage l'emporte sur la production même, comme dans toute mafia.

La décomposition galopante de la bureaucratie a donné naissance à une

(8) Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine*, p. 158.

(9) *Ibidem*, pp. 159-160.

constellation de clans mafieux, qui, jusqu’au sommet de l’Etat, se sont partagé, par un pillage éhonté, l’héritage économique de l’Union soviétique en détruisant des secteurs entiers : les mines, dont la moitié a déjà été fermée et l’autre continue à l’être dans le Kouzbass, par exemple, où les stocks de charbon ne cessent de s’accumuler ; la métallurgie, l’industrie automobile, l’industrie aéronautique à propos de laquelle, en 2003, le gouverneur même de la région de Voronège affirmait dans le journal *Rossiiskaia Gazeta* qu’elle était “*au bord de l’apocalypse*” ; l’industrie textile, ce qui n’empêche pas des “experts” d’affirmer que 60 % des entreprises textiles qui restent sont non rentables et doivent être fermées ; 70 % des entreprises d’abattage et de tronçonnage du bois devraient aussi être fermées, alors même que l’exportation de bois est l’une des principales ressources de la Russie après le pétrole et le gaz.

Ce serait effectivement paradoxal si le capitalisme était encore à même de développer les forces productives. Mais l’URSS s’est effondrée dans une situation mondiale marquée par l’incapacité du régime de la propriété privée des moyens de production à nourrir autre chose qu’une décomposition mafieuse de secteurs entiers de l’économie, décrite récemment par J.-F. Gayraud, auteur de *L’Empire des mafias*. Il constate :

“*Désormais, dans un nombre de pays sans cesse croissant, les mafias ont la capacité de conditionner des secteurs cruciaux de la vie publique.*”

Or une mafia, par essence, est un groupe parasitaire, qui, comme tout parasite, affaiblit, empoisonne, puis tend à détruire l’organisme sur lequel il se greffe. La mafiosisation de l’ex-URSS et des pays d’Europe de l’Est, qui s’inscrit dans la marche à la barbarie, est d’ailleurs un facteur de mafiosisation de l’ensemble de l’économie mondiale.

Si le pronostic de Trotsky s’est réalisé sous des formes qu’il ne pouvait prévoir, en revanche, la conclusion de son analyse a gardé toute sa valeur :

“*La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur le terrain national et international.*”

En 1936, Trotsky définit très clairement les tâches des révolutionnaires vis-à-vis de l’URSS (10) : appel aux ouvriers et aux kolkhoziens pour qu’ils renversent, par une révolution politique, la bureaucratie parasitaire, au nom de la “défense de l’URSS”, c’est-à-dire au nom de la défense des rapports sociaux issus de la révolution d’Octobre, qui, en expropriant le capital, permettent un “développement des forces productives”. Qu’en est-il aujourd’hui ?

D’abord, le programme que Trotsky met en avant reste à mon avis d’actualité dans des pays comme la Chine, où, si l’on fait le parallèle avec l’URSS, je dirai que nous sommes “avant 1991”. Mais il faudrait développer plus longuement cette question, cela fera certainement l’objet de prochains articles dans *La Vérité*. Maintenant, concernant l’ex-URSS et l’est de l’Europe, le fait que le prétendu rétablissement du capitalisme dans ces pays ne peut qu’aboutir, et n’aboutit qu’à la destruction en masse des forces productives, démontre, a contrario, l’absolue nécessité pour les classes ouvrières de cette partie du monde de combattre pied à pied pour la défense et la reconquête des conquêtes issues d’octobre 1917, en particulier de la propriété d’Etat. C’est cette situation qui met à l’ordre du jour l’actualité du combat pour la révolution prolétarienne, pour octobre 1917, dont les segments qui en sont issus sont encore vivants.

Comment ces questions se posent-elles pratiquement ?

Je vous invite à lire les extraits, publiés en encadré dans cet article, des derniers numéros du “*Bulletin de discussion, bulletin des militants et travailleurs des pays de l’ex-URSS et de l’est de l’Europe, édité par les militants de la IV^e Internationale*” pour vous en rendre compte. La privatisation de la propriété d’Etat signifie la destruction pure et simple non seulement des usines, mais aussi des logements, des hôpitaux, de tous les liens sociaux construits sur la base de la propriété d’Etat. Mais cette destruction, que nous avons largement illustrée plus tôt, se heurte

(10) Voir l’article dans ce numéro sur “29-31 juillet 1936 : première conférence de la IV^e Internationale”.

à ce qu'un militant yougoslave a qualifié à juste titre, dans une réunion, de "*volonté de survie physique*" de la classe ouvrière, des paysans, de la population.

La façon dont ces ouvriers russes de Iaroslavl ou ces ouvriers ukrainiens forment les choses est très claire : soit l'usine est renationalisée, soit nous disparaissions.

C'est la même exigence qui monte des centaines de manifestations, qui ont lieu en ce moment en Russie, pour le retrait de la loi de privatisation du logement et des services communaux de logement (propriété d'Etat). Ces questions, on les retrouve dans ce qui est raconté par un militant sur la situation en Asie centrale.

**Extraits du "Bulletin de discussion,
bulletin des militants et travailleurs
des pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe,
édité par les militants de la IV^e Internationale"**

Discussions dans les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale

Tous les pays d'Asie centrale se sont manifestement effondrés depuis la disparition de l'Union soviétique. Malgré tout, les services publics, les services de la médecine, les hôpitaux, les écoles fonctionnent. Il y a des dispensaires dans presque tous les gros bourgs, évidemment mis en place dans le cadre de l'Union soviétique : on voit tout de suite que le matériel est vétuste et qu'il y a peu de médicaments, mais les locaux sont bien tenus : cour en terre battue constamment balayée, murs chaulés, aménagement rudimentaire, mais propre. Les infirmières sont compétentes et appréciées de la population. Dans un dispensaire, on les voyait passer leur temps à transporter des seaux d'eau pour maintenir la propreté des malades et des lieux. Une doctoresse m'a expliqué qu'elle gagnait un salaire dérisoire, mais que sa vie était entièrement dédiée à l'hôpital et qu'on ne pouvait pas laisser tomber les malades.

Dans tous les dispensaires, il y a des panneaux consacrés à la prophylaxie : hygiène, précautions à prendre contre la dysenterie, le paludisme, l'alcool, le Sida. Parfois, est affiché le serment d'Hippocrate (...).

Dans la plaine de la Fergana, j'ai pu discuter avec les paysans tadjiks d'un kolkhoze. L'un d'eux m'a expliqué :

"On a toujours la structure du kolkhoze, on est payés par le kolkhoze, mais on a juste de quoi survivre. On n'a plus les avantages liés au kolkhozes : les crèches, les maisons de repos, les billets de vacances, les priorités pour le logement, etc. On est pour ainsi dire mis en esclavage par la direction, qui fait des profits sur la production."

(J'ai vu le même problème en Ukraine, où les gens disent qu'ils sont toujours employés par le kolkhoze, cela leur permet de survivre, mais ils n'ont plus les avantages sociaux. Ils sont coincés, ils ne peuvent rien faire d'autre.)

Chaque fois que j'ai pu discuter en Asie centrale avec les gens, tous m'ont dit : avant, bien sûr, il y avait les répressions, les déportations — ils en savent quelque chose, parce que l'Ouzbékistan était un pays de relégation —, mais, malgré tout, il n'y a pas de doute, on vivait mieux. Les soviets, c'était quelque chose. Nulle part en Asie centrale, je n'ai jamais vu personne — qu'il s'agisse d'intellectuels, d'ouvriers, de paysans — qui ne m'ait dit : on vivait mieux avant, il faudrait revenir au système soviétique, sans la répression. Et j'ai constaté la même chose en Russie et en Ukraine.

La "réforme" du logement et la politique du II^e Forum social de Russie

Mourir de froid, c'est devenu banal dans les pays issus de l'Union soviétique.

D'après les informations du ministère de la Santé, 884 personnes sont mortes de froid en Ukraine dans la période du 16 janvier au 13 février 2006. Ce sont les chiffres officiels. La presse avance le chiffre de 1 500 victimes. En Russie, plus de 5 000 personnes sont mortes de froid.

Ce sont les victimes directes de la réforme du logement en Ukraine et en Russie. C'est la privatisation du logement qui jette à la rue travailleurs et retraités.

Après la hausse des charges du 1^{er} janvier, de nombreuses familles se sont trouvées dans l'incapacité de payer et, au vu et au su des autorités locales, les mauvais payeurs ont subi

diverses sanctions, dont des coupures de gaz, d’eau, d’électricité, qui frappaient donc non seulement ceux qui n’avaient pas payé, mais tous les habitants de leur immeuble. Un des buts “pédagogiques” reconnu était précisément que les habitants eux-mêmes “s’occupent des mauvais payeurs”.

Dans de nombreuses villes, la résistance aux augmentations et à la privatisation s’est exprimée. Il y a eu des manifestations à Vladivostok (7 000 manifestants), à Tomsk (par moins 30 degrés). A Saint-Pétersbourg, ce sont les habitants des foyers qui manifestent (ils coupent régulièrement la circulation sur l’avenue Zagorodny) contre la privatisation des foyers et des entreprises dont ils dépendaient. Il y a déjà eu des expulsions, décidées par la justice. A Perm, les manifestants (environ 500) avaient comme mots d’ordre : “Rendez les foyers à leurs locataires”, “Suspension du nouveau Code de l’habitation !” Le 17 février, à Ekaterinbourg, il y a eu une marche de protestation massive contre l’augmentation des tarifs. A Briansk, 5 000 personnes ont pris part aux actions de protestation contre l’augmentation des tarifs, le mouvement a été soutenu par les ouvriers de l’usine de mécanique. “Finalement, la moitié de notre paye passe dans le logement, ont dit les ouvriers aux manifestants, et encore, nous sommes des fraiseurs et tourneurs hautement qualifiés, nous gagnons 7 000 à 10 000 roubles par mois. Mais un petit jeune qui commence ? Doit-il rester à la rue ?” Pourtant, la direction de l’usine avait menacé de licencier les travailleurs qui participeraient aux manifestations.

Les principales revendications sur cette question sont :

- suspendre le nouveau Code de l’habitation ;
- revenir sur les augmentations de charges ;
- abrogation du décret n°144, selon lequel les charges devraient être payées en totalité par les citoyens ;
- abrogation de la privatisation des offices d’exploitation des logements (JEK) ;
- abrogation de la privatisation du service de l’eau et de l’électricité ;
- assurer le droit au logement ;
- rétablir, pour les retraités et les catégories dans le besoin, les réductions sur les loyers et les charges.

Ce sont les revendications qui reviennent dans toutes les manifestations contre la réforme du logement (...). Dans ces conditions, comment comprendre la position d’une des principales organisatrices du forum, directrice de l’Institut d’action collective, Carine Clément ?

Elle propose le point suivant à l’ordre du jour du forum : “Réforme du logement (JKKh) dans l’intérêt des habitants.” Que signifie “réformer dans l’intérêt des habitants” ? Les travailleurs n’exigent-ils pas d’abroger le nouveau Code du logement et de défendre le service du logement (JKKh) existant ? Les mots d’ordre “Arrêt de la réforme du logement”, “Non à la privatisation du logement” ne sont-ils pas au centre de toutes les manifestations, dans toutes les régions de Russie ? Il s’agit d’avoir un toit ou de se retrouver à la rue. Il s’agit de la survie de la population...

Pourquoi M^{me} Clément y substitue-t-elle consciemment une autre notion ? Les travailleurs ont besoin de leur service du logement (JKKh) garanti par l’Etat, des tarifs bas assurés par l’Etat, de l’eau, de l’électricité, etc. Ils n’ont pas besoin d’une “autre réforme”, ils veulent garder ce qu’ils ont. La question est : ou bien “une autre réforme”, une “autre privatisation”, une destruction “souple”, “humaine”, du logement, ou bien la défense du service du logement (JKKh), l’abrogation de la privatisation et du nouveau Code de l’habitation.

Carine Clément invite à ce II^e Forum “les représentants de la société civile” (c’est-à-dire les ONG qui reçoivent des subsides de l’Union européenne et dont les intérêts sont subordonnés à la mise en œuvre des directives de la Commission européenne et du département d’Etat américain), mais aussi des militants du parti Iabloko. Soulignons que la décision du bureau de parti n° 363 du 18 mars 2005 explique que le parti a l’intention “d’obtenir l’affaiblissement du système monopoliste dans le domaine du logement, d’élaborer les incitations économiques pour que ce secteur passe dans le domaine du business non monopoliste”. En d’autres termes, ce parti se bat pour la privatisation. Il ne cache pas qu’il ne veut pas “l’abrogation de la réforme”, mais « l’adoption des amendements au “Code du logement” proposés par les députés du parti » (déclaration de Iabloko du 27 février 2006).

Carine Clément peut-elle ignorer la position de principe de Iavlinski et de son parti ? Mais s’il ne s’agit pas d’ignorance, alors, c’est une politique consciente des forces dirigeantes du forum que d’intervenir comme couverture gauche de la mise en œuvre des directives de l’Union européenne et des Etats-Unis. En ce cas, ce forum et Carine Clément elle-même jouent le rôle peu enviable de supplétifs de la destruction du service du logement de Russie.

Appel du comité de grève des ouvriers de l'usine Kholodmach (Iaroslavl, Russie)

Camarades, notre usine Kholodmach existe depuis le début des années 1970 et elle fournissait du matériel de refroidissement pour divers secteurs de l'économie. La situation a brusquement changé avec les réformes néo-libérales en Russie entreprises au début des années 1990. Comme pour des milliers d'autres entreprises, sa privatisation a conduit à la dilapidation des biens de l'entreprise, à la rupture des liens économiques établis de longue date. Nos propriétaires n'étaient pas intéressés par le maintien de la production, mais par leur seul enrichissement personnel. Il y a eu de plus en plus de problèmes avec les salaires, on a fini par nous payer en nature (...).

Instruits par notre amère expérience et unis dans notre syndicat Zachtchita, nous avons manifesté à l'entrée de l'usine les 20, 21 et 22 février. Nous déclarons que le temps de la lutte pacifique est terminé, nous nous adressons au gouverneur, aux doumas régionale et nationale, au représentant du président dans la région pour démêler la situation de l'usine. Nous n'obtenons que des réponses évasives.

Nous sommes donc contraints de passer à l'action. Le 17 mars, 400 ouvriers occupent les bureaux de l'administration. Ils exigent :

1. que soient liquidés avant le 1^{er} avril les arriérés de salaires ;
2. que les responsables de ces arriérés systématiques répondent pénalement de leurs actes ;
3. que soient prises toutes les mesures pour sauvegarder l'usine et les postes de travail ;
4. que les autorités exécutives et législatives de la région soutiennent la lettre collective des travailleurs des entreprises de Iaroslavl ;
5. qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les travailleurs en lutte.

Appel des collectifs de travailleurs d'usines en Ukraine, à la veille des élections législatives du mois de mars

Adresse aux députés

Cette année, l'usine de réparation de bateaux d'Azov devrait avoir 120 ans. Pendant ces années, l'usine, par ses succès, a su gagner l'autorité non seulement en URSS, mais ensuite dans l'espace post-soviétique, et a rempli de nombreuses tâches de construction de bateaux et de machines pour les bateaux (...). Une direction incompétente, l'absence totale de renouvellement des fonds de roulement, les bas salaires qui ont fait partir les cadres qualifiés, la réduction drastique de la construction de machines et l'orientation vers un seul acheteur ont amené à la perte des principaux partenaires dans le secteur. Malgré cela, pendant toute l'année 2005, l'usine a été bénéficiaire, et ce n'est qu'à la fin de l'année qu'artificiellement arrêtée pour réparations, elle est tombée dans un gouffre de dettes. Notre loueur n'a pas besoin de l'usine en tant que telle, il a seulement besoin des quais, et le sort des 1 500 personnes qui ont consacré toute leur vie à l'usine lui est indifférent. Le collectif vous demande d'intervenir contre cet arbitraire, d'aider à rendre à l'usine sa renommée en changeant le propriétaire et la direction, de défendre la foi dans le bien et la justice des travailleurs.

Nous vous demandons d'assister à la réunion du collectif de travail avec la direction.

Le premier procès de Moscou (août 1936)

Par Jean-Jacques Marie

Le 14 août 1936 au matin, en ouvrant son poste de radio, le député socialiste norvégien chez qui vit Trotsky, Knudsen, entend une nouvelle stupéfiante : l'agence Tass annonce l'ouverture prochaine d'un grand procès à Moscou contre Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, huit autres anciens dirigeants bolcheviques et cinq communistes juifs allemands. Ils sont tous accusés d'appartenir à un prétendu centre zinoviéviste-trotskyiste, constitué en 1932 sur ordre de Trotsky. Ils "avouent" avoir appartenu à cet imaginaire centre trotskyste-zinoviéviste, dirigé par Trotsky sous sa coupe. Obéissant à des directives qu'il est censé leur avoir envoyées (mais dont le texte a toujours mystérieusement été perdu ou détruit !), ils ont manigancé l'assassinat du premier secrétaire du Parti communiste de Leningrad, Kirov, et prémédité des attentats (tous virtuels) contre Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev. Le centre a décidé d'organiser "*une série d'actes terroristes ayant pour but de décapiter la direction et de s'emparer du pouvoir*" à l'initiative de Trotsky, auteur

lui-même de "*l'idée qu'il était nécessaire d'assassiner Staline*".

Les accusés ont été travaillés des mois durant dans les cellules de la Loubianka et ne figurent au procès que ceux qui, pour des raisons diverses, ont fini par avouer, soit parce qu'ils étaient démoralisés, soit parce que la victoire du nazisme en Allemagne, après celle du fascisme en Italie, puis celle du catholicisme social en Autriche, leur semblait clore la période ouverte par la révolution d'Octobre, soit parce que le NKVD a menacé de mort leurs femmes et leurs enfants, ou, au contraire, leur a promis la vie sauve si les accusés se sacrifiaient.

Les deux principaux accusés, Zinoviev, ancien président de l'Internationale communiste, et Kamenev, ancien membre, comme lui, du bureau politique, ont dirigé avec Trotsky l'Opposition unifiée en 1926-1927 avant de se rallier à Staline. C'est donc l'Opposition tout entière qui est dénoncée dans ce procès. Trotsky note dans *Les Crimes de Staline* à propos des deux hommes et de leurs compagnons :

“On a des années durant resserré de plus en plus l'étau qui les broyait, pour ne leur laisser à la fin d'autre espoir de salut qu'une soumission absolue, qu'une prostration totale, qu'une servilité hystérique en présence du bourreau dont ils répéteront désormais tous les mots et tous les gestes : la capacité de résistance du système nerveux de l'homme est limitée !”

Trotsky est au centre de tous les aveux. Mratchkovsky jure :

“C'est la liaison avec Trotsky qui m'a conduit dans la voie de la contre-révolution.”

Fritz David prétend que Trotsky, lors d'une rencontre dont il omet soigneusement d'indiquer le lieu et la date, lui a conseillé d'assassiner Staline pendant le XVII^e Congrès du Parti communiste, en janvier 1934.

Le choix de ce congrès annonce la décimation des délégués de ce même congrès. Ce que nul ne pouvait savoir à l'époque, c'est qu'un groupe de délégués, lors d'une réunion en pleine salle du congrès pendant une suspension de séance, avait évoqué la nécessité de remplacer Staline au poste de secrétaire général. L'idée — à laquelle Trotsky était évidemment parfaitement étranger — va devenir synonyme de volonté d'assassiner Staline. Fritz David s'écrie ensuite :

“Je maudis cet homme (...), qui m'a poussé à cet abominable crime.”

Bakaïev tonne :

“Trotsky est l'âme et l'organisateur du bloc terroriste contre-révolutionnaire et des zinovévistes.”

Zinoviev affirme :

“Le trotskysme est une variété du fascisme.”

Trotsky est dénoncé comme *“l'âme et l'organisateur du groupe terroriste”* (1) et le trotskysme comme une agence de la Gestapo et du fascisme, le mois même où soixante-dix dirigeants du PC italien appellent les *“fascistes de la vieille garde”* et de la *“jeune garde”* à appliquer avec eux *“le programme fasciste de 1919”* ! Le 24 août, le verdict tombe : les Seize sont condamnés à mort. Ce jour-là, la *Pravda* publie un article d'Antonov-Ovseenko, l'ancien opposant repent, qui propose d'étrangler les condamnés de ses propres mains.

Les accusations sont tellement aberrantes que Trotsky refuse d'abord de croire à la nouvelle. Le procès des Seize s'ouvre le 19 août et se clôt le 24. Le procès est officiellement “public”, mais le public est soigneusement sélectionné. Parmi les agents du NKVD, l'avocat britannique D. N. Pritt, député travailliste, est choisi avec soin : il s'acharnera dès son retour en Angleterre à souligner par oral et par écrit que le procès a été parfaitement régulier et les aveux des accusés tout à fait sincères.

Au même moment, en Espagne, où la révolution a éclaté le 18 juillet en réponse au coup d'Etat fasciste, Staline défend avec acharnement la propriété privée des moyens de production en proclamant : il ne s'agit pas d'une révolution, mais d'un combat antifasciste. Grâce à l'aide militaire qu'il apporte à partir d'octobre 1936, après avoir soutenu l'hypocrite non-intervention en Espagne décidée à Londres par Chamberlain et relayée par Blum à Paris, Staline impose sa politique en Espagne par le canal du Parti communiste. Il la définira dans une lettre du 20 mars 1937 aux écrivains espagnols Rafael Alberti et Maria Teresa Leon :

“Il faut dire au peuple et au monde entier : le peuple espagnol n'est pas en état d'accomplir la révolution prolétarienne” (2).

Il y organise, en utilisant l'étiquette de trotskyste, la chasse à tous les partisans de la propriété collective et de la révolution : les rares trotskystes, les militants du POUM, les anarchistes. Mais la City londonienne verra dans Franco un défenseur de la propriété privée et des banques plus sûr que Staline.

Pritt est pour la défense de la couronne britannique et de la propriété privée en Angleterre et en Espagne. Leurs intérêts, par-delà les étiquettes officielles, se rejoignent donc. Pour nombre d'intellectuels progressistes comme pour la Ligue des droits de l'homme, les accusés ont avoué, donc c'est vrai. D'ailleurs, la Ligue des droits de l'homme a signé le programme du Front populaire, qui affirme avec vigueur la défense de la propriété privée

(1) *Le procès du centre terroriste trotskyste-zinovéviste*, Moscou, 1936, pp. 169 à 176.

(2) Gueorgui Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., p. 125.

des moyens de production... et de l'empire colonial français, ce qui n'a pourtant pas de rapport évident avec la défense des droits de l'homme...

Staline a deux raisons de dresser la défense de la propriété privée contre la révolution espagnole : une raison de fond et une raison circonstancielle. La raison de fond : la victoire de la révolution en Espagne pourrait conforter le puissant mouvement révolutionnaire qui a soulevé la classe ouvrière française en juin 1936 et modifier les rapports de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dans toute l'Europe ; or la bureaucratie a besoin, pour maintenir son pouvoir en URSS, de maintenir l'isolement de la classe ouvrière soviétique ; la seconde raison est circonstancielle : Staline veut rassurer Londres et Paris, avec qui il veut conclure une alliance militaire contre le danger militaire allemand, et, à cette fin, il veut leur montrer qu'il peut défendre la propriété privée contre la classe ouvrière.

Le procès de Moscou lui sert à cette double fin : en dénonçant Trotsky et les vieux compagnons de Lénine, dont Zinoviev, président de l'Internationale communiste de sa fondation à 1926, il donne consistance à la déclaration qu'il avait faite au journaliste américain Roy Howard le 1^{er} mars 1935. Ce dernier lui avait demandé :

“Quels sont vos plans et vos intentions de révolution mondiale ?”

Staline, prenant un air offusqué, avait répondu :

“Nous n'avons jamais eu de pareilles intentions et de pareils plans.

— Et pourtant...

— C'est le fruit d'un malentendu”,

reprënd alors Staline.

“D'un malentendu tragique ?

— Non, d'un malentendu comique, ou plutôt tragi-comique”,

conclut Staline.

Le procès de Moscou et la politique espagnole de Staline donnent consistance à ces mots.

Les accusations de complot portées contre les “trotskystes” sont la couverture de cette opération destinée en URSS même à présenter comme “terroriste” tout opposant étiqueté trotskyste.

Le dirigeant radical du Front populaire, Daladier, comprend le message. Après le procès à huis clos des chefs de l'Armée rouge de juin 1937, accusés de comploter avec les chefs de l'armée allemande sur ordre de Trotsky, et donc d'être “trotskystes”, il félicitera Staline d'avoir ainsi liquidé les “*comploteurs trotskystes*”, tout en attirant l'attention de Staline sur le fait qu'à son avis, il restait encore des trotskystes en URSS à liquider !

Le procureur Vychinski, ancien menchevik, se déchaîne contre les “*agents de la Gestapo*”, “*clowns*”, “*pygmées*”, “*chiens enragés*”, “*amas fétides de débris humains*”, “*chiens vénéneux*”, “*aventuriers qui ont essayé de piétiner de leurs pieds les fleurs les plus odorantes du jardin socialiste*”. Pendant que les onze accusés russes, en 1917, participaient à la révolution, Vychinski, alors menchevik, signalait en juillet au titre de ses fonctions administratives le mandat d'amener contre Lénine, qualifié d'agent allemand.

Ce premier procès répond à des nécessités intérieures et internationales. L'Opposition, à partir de 1935, ne cesse de se renforcer en URSS. Des ralliés reviennent officiellement sur leur repentir, sans se douter qu'ils se condamnent ainsi à mort. La terreur n'empêche pas des bouches de s'ouvrir.

Par ce procès, Staline veut discréditer et isoler Trotsky, terroriser son propre parti, lancer une gigantesque purge sanglante en URSS, aligner les Partis communistes étrangers sur sa politique d'union nationale, traquer par le monde les courants indépendants du mouvement ouvrier, pour les subordonner aux buts du Kremlin.

En Espagne, le Kremlin entreprend de se subordonner la direction du puissant syndicat anarchiste, la CNT, lui fait avaliser la défense de la propriété privée des moyens de production, le renvoi de la révolution aux calendes grecques, puis le refus de défendre ses propres militants emprisonnés.

Cette normalisation passe par une chasse à l'homme de tout individu ou groupe dénoncé par le Guépéou comme trotskyste, ou, selon l'expression de Karl Radek au second procès de Moscou, de “*huitièmes de trotskystes, quarts de trots-*

kystes, moitiés de trotskystes” (3). Ce procès accélère et amplifie leur traque et la campagne internationale de diffamation contre les trotskystes, dont *L’Humanité*, le 9 novembre 1936, exige la mise hors la loi en France.

Une fois passé le premier moment de stupeur et d’indignation, Trotsky décide de contre-attaquer avec les maigres moyens dont il dispose. Il s’attaque à la démolition du procès : à partir des comptes rendus radiophoniques, des articles de journaux et de l’acte d’accusation rendu public seulement le jour même de l’ouverture du procès, il entreprend d’en montrer les invraisemblances et les mensonges. La tâche est malaisée, car la disproportion des forces est très grande. L’énorme appareil policier et politique international du Kremlin diffuse dans le monde entier les imprécations de Vichynski. Les intellectuels progressistes et anti-fascistes les relaient, sans s’interroger un instant sur le clin d’œil manifeste à Hitler que représente la présence sur le banc des accusés (et la condamnation à mort) de cinq communistes juifs allemands.

Les accusés, qui ont avoué sous des contraintes diverses, ont parsemé leurs aveux de signes destinés à en indiquer la fausseté. Leurs aveux sont truffés d’invraisemblances et de falsifications susceptibles de discréditer les “aveux” qu’on leur a arrachés. Ainsi, Holzmann a déclaré avoir reçu de Trotsky l’ordre d’assassiner Staline lors d’une rencontre avec lui à l’hôtel Bristol, à Copenhague, où il aurait aussi rencontré Léon Sedov en décembre 1932. Or l’hôtel a été détruit en 1917... et Léon Sedov n’avait pu obtenir de visa pour aller voir ses parents lors de la visite de Trotsky à Copenhague à cette date. Il y a bien d’autres inventions du même genre dans les aveux.

C’est d’ailleurs l’une des raisons pour lesquelles, quinze jours après la conclusion du procès, Staline démettra le chef du NKVD, Iagoda, et le remplacera par le bourreau Iejov. Mais pour que ces signaux soient visibles, encore faut-il les repérer et les dénoncer. Trotsky a plus que personne les moyens politiques de débusquer ces invraisemblances et ces falsifications. Staline doit l’en empêcher et obtenir que le gouvernement travailliste (socialiste) norvégien empêche Trotsky de le faire.

Le 21 août marque un tournant. Ce jour-là, le journal du Parti ouvrier norvégien, *Arbaiterbladet*, publie une interview de Trotsky soulignant la fausseté criante des accusations. Staline ne saurait accepter que Trotsky puisse utiliser l’hospitalité du Parti ouvrier norvégien pour démolir son fragile édifice de falsifications. Le lendemain de l’interview, l’ambassadeur soviétique proteste officiellement auprès du gouvernement norvégien, qui prend peur. Le bruit court à Oslo que Staline va arrêter les importations de hareng norvégien à la veille d’élections générales. Les armateurs se mobilisent. Le Conseil des ministres se réunit d’urgence et décide de céder à la pression de Staline et des armateurs.

Le 25 août, les seize condamnés à mort sont exécutés. La *Pravda* commente :

“Depuis que c’est fait, on respire mieux.”

Le lendemain, le 26, deux officiers de police viennent avertir Trotsky qu’il a violé les règles définies lors de l’attribution de son permis de résidence. Ils lui demandent de s’engager par écrit à ne plus se livrer dans ses travaux qu’à des observations théoriques générales sans référence à aucun pays précis et de ne plus accorder aucune interview à aucun journaliste. C’est lui interdire d’évoquer le procès dont il est le principal accusé. Son silence en confirmerait les calomnies répercutées aux quatre coins du globe. Trotsky refuse. Une escouade de police, dirigée par Jonas Lie, membre du parti fasciste de Quisling, futur ministre de la Police du gouvernement nazi, expulse ses deux secrétaires, Erwin Wolf et Jan Van Heijenoort, coupe le téléphone, lui interdit toute déclaration publique, s’installe à demeure chez Knudsen et place des gardes devant toutes ses portes !

Le 27 août, la police emmène Trotsky à Oslo et le présente au juge d’instruction chargé de l’enquête sur l’intrusion des fascistes déguisés en policiers dans la demeure de Knudsen. Le juge lui reproche d’avoir violé l’engagement pris lors de son entrée en Norvège. Du palais de justice, la police l’emmène aussitôt chez

(3) *Le procès du centre antisoviétique trotskyste*, Moscou, 1937, p. 573.

Trygve Lie, qui l'invite à signer un engagement à ne se livrer à "aucune activité politique dirigée contre tout Etat ayant des rapports amicaux avec la Norvège", à refuser d'être impliqué "dans un problème politique actuel, soit en Norvège, soit à l'étranger", à "limiter" ses "activités d'auteur" "à des travaux historiques, des biographies et des mémoires", "à ne diriger ses écrits théoriques contre aucun gouvernement d'aucun Etat étranger" (donc, à ne parler ni du stalinisme, ni du fascisme, ni du nazisme, ni de la monarchie...) et enfin à soumettre à la censure "toute correspondance, télégramme, appel téléphonique lancé ou reçu par lui". Trotsky s'étonne : Trygve Lie voudrait-il lui faire accepter ce que Staline n'a pu lui imposer ? "Si vous voulez m'arrêter, conclut-il, pourquoi voulez-vous que je vous y autorise ?" Le ministre le fait embarquer.

Le 29 août, sur ordre de Staline, l'ambassadeur soviétique, Iakoubovitch, que Staline fera fusiller en 1937, exige du gouvernement norvégien l'expulsion de Trotsky, accusé d'utiliser ce pays comme base pour ses prétendues activités conspiratives contre l'URSS.

Trotsky tente de multiplier articles et déclarations pour dénoncer la fausseté d'une assertion du procureur ou d'un "aveu" de l'un des accusés du procès. Mais le censeur, fasciste du parti de Quisling lui aussi, et lui aussi désigné par le socialiste Trygve Lie, retient tout par devers lui. Ce silence forcé de Trotsky est un atout majeur pour Staline, car le principal accusé semble reconnaître tacitement la véracité des accusations.

Le 31 août, un décret royal exceptionnel pris en hâte autorise le gouvernement à interner les étrangers jugés indésirables. Deux jours plus tard, le 2 septembre, la police transfère Trotsky à Sundby, petit village à l'est d'Oslo, où il restera près de quatre mois sous la surveillance de treize policiers, qui lui interdisent pratiquement tout déplacement, tout travail, tout mouvement, soumettent ses lettres à la censure, lui confisquent les articles et les lettres qu'il tente d'expédier, retiennent son courrier, lui interdisent les visites, puis bientôt même toute promenade.

L'aide apportée à Staline par les socialistes norvégiens est très précieuse, car

elle paralyse l'homme le plus apte à démonter les faux, et son silence forcé peut apparaître comme une sorte de demi-aveu.

Trotsky essaie de s'en sortir en poursuivant pour diffamation le rédacteur en chef d'un journal nazi et d'un journal stalinien norvégiens. Trygve Lie ne se laisse pas surprendre. Le 29 octobre, un nouveau décret-loi autorise le ministre de la Justice à interdire à un étranger interné d'intenter une action en justice, sauf autorisation spéciale, que Trotsky demande aussitôt et qui lui est aussitôt refusée.

C'est Léon Sedov, à Paris, qui se charge, avec les moyens du bord, de démonter l'édifice de faux et d'invéraisemblances que constitue le premier procès de Moscou, alors que la gauche unie ne veut pas irriter Staline au nom de la lutte contre Hitler. Il travaille d'arrache-pied pour publier au début de 1937 un *Livre rouge* sur le procès, qui en débusque les contradictions, les impossibilités, les falsifications, les truques. Nous renvoyons les lecteurs de *La Vérité* à la réédition que le CERMTRI en a faite dans un *Cahier spécial* (4).

Frédéric Adler, le secrétaire de l'Internationale socialiste, commente :

"Le but pratique de toute cette entreprise constitue le chapitre le plus ignoble du procès. Il s'agit de priver Trotsky de l'asile en Norvège, d'organiser contre lui une véritable chasse à l'homme, de lui rendre impossible le séjour sur la terre entière" (5).

Ce faisant, il s'agit, comme Staline le dira un peu plus tard au responsable du NKVD chargé de préparer l'assassinat de Trotsky, de décapiter la IV^e Internationale. Le premier procès de Moscou est le premier maillon visible de la chaîne qui mène à l'extermination des trotskystes soviétiques dans les camps du Goulag, à l'assassinat de Rudolf Klement, de Léon Sedov, de Léon Trotsky et de milliers de trotskystes à travers le monde, sans que l'objectif fixé par Staline ait été atteint.

Jean-Jacques Marie

(4) *Cahier du CERMTRI*, n°86.

(5) Friedrich Adler, *Le Procès de Moscou, un procès en sorcellerie*, Paris, 1936, p. 40. Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 11, p. 316.

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Les trotskystes à Vorkouta

Après l'assassinat de Kirov, le 1^{er} décembre 1934, Staline déchaîne une répression violente contre les opposants d'hier et d'aujourd'hui, en particulier contre les "trotskystes". Une vague de déportations emporte dans les camps des centaines de trotskystes, même parmi ceux qui auparavant, par désespoir, s'étaient ralliés à Staline — certains revenant, à partir de 1935, sur leur ralliement.

Dans le même temps, une nouvelle génération d'opposants se dresse face à Staline et à la bureaucratie. La grève de la faim engagée par les trotskystes dans le camp de Vorkouta, au nord de la Sibérie, en 1936, est le premier épisode de masse d'une lutte des trotskystes dans les camps, qui va durer jusqu'à la fin de 1937 et connaître son point culminant à Magadan. Pour mettre fin à leur combat qui menace sa dictature policière, Staline les fera tous massacrer.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru à ce sujet en 1961 dans le mensuel des mencheviks russe en exil, dirigé par Boris Nicolaïevski, *Sotsialisticheski Vestnik*. Ce récit a été écrit par un survivant de Vorkouta.

Milieu et fin des années 1930, les trotskystes formaient, à Vorkouta, un groupe assez disparate ; une partie d'entre eux avait conservé son ancien nom de "bolcheviks-léninistes". A la mine, ils étaient près de 50 personnes, au camp de Oukhto-Petchora, près d'un millier, et, dans l'ensemble du rayon de Petchora, certainement plusieurs milliers.

Il s'agissait là de trotskystes orthodoxes, demeurés fidèles jusqu'au bout à leur plate-forme et à leurs dirigeants. En 1927, à la suite des résolutions du XV^e Congrès du parti, ils furent exclus du Parti communiste et, en même temps, arrêtés. Se trouvant, depuis, en détention, ils continuaient toujours à se considérer comme communistes ; quant à Staline et

ses partisans — "les hommes de l'appareil" —, ils les qualifiaient de renégats du communisme (...).

En plus de ces véritables trotskystes se trouvaient alors, dans les camps de Vorkouta et d'ailleurs, plus de 100 000 internés, qui, membres du parti ou des jeunesses, avaient adhéré à l'opposition trotskyste, puis, à différentes époques et pour diverses raisons (dont les principales furent, évidemment, les répressions, le chômage, les persécutions, l'exclusion des écoles et facultés, etc.), furent contraints de "se repentir de leurs fautes" et de s'éloigner de l'opposition.

Les trotskystes orthodoxes arrivèrent à la mine durant l'été 1936 et vivaient en masse compacte dans deux grandes

baragues. Ils se refusèrent catégoriquement à travailler dans les puits ; ils ne faisaient que le travail de surface, et durant 8 heures seulement, et non pas 10 et 12, ainsi que le voulait le règlement et que le faisaient les autres internés. Ils le faisaient de leur propre autorité, d'une manière organisée, et ignoraient ouvertement les règlements du camp.

Dans leur ensemble, il y avait déjà près de dix ans qu'ils étaient déportés. Au début, ils furent envoyés dans des isolateurs politiques, puis, ensuite, exilés à Solovka ; enfin, ils arrivèrent à Vorkouta. Les trotskystes formaient l'unique groupe des internés politiques qui critiquaient ouvertement la "ligne générale" stalinienne et offraient une résistance organisée aux géoliers.

LES DIFFÉRENTS GROUPES TROTSKYSTES

Cependant, au sein de ce groupe, il y avait aussi des divergences.

Certains se comptaient comme disciples de Timothée Sapronov (ex-secrétaire du VZIK [1]) et se faisaient appeler "sapronovistes" ou "démocrates-centralistes" (décistes). Ils affirmaient être plus à gauche que les trotskystes et estimaient que la dégénérescence bourgeoise de la dictature stalinienne s'était déjà accomplie à la fin des années 1920, et que le rapprochement d'Hitler et de Staline était très probable. Cependant, en cas de guerre, les "sapronovistes" se déclaraient pour la défense de l'URSS.

Parmi les "trotskystes" se trouvaient également des partisans des "droitiers", c'est-à-dire de Rykov et de Boukharine, ainsi que des adeptes de Chliapnikov et de sa plate-forme "Opposition ouvrière".

Mais la grosse majorité du groupe était formée de vrais trotskystes, de partisans de Léon Trotsky. Ils défendaient ouvertement la thèse dite de Clemenceau :

"L'ennemi est dans notre pays. Il faut d'abord écarter le gouvernement réactionnaire de Staline et seulement après organiser la défense du pays contre l'ennemi extérieur" (2).

QUELQUES DIRIGEANTS

Malgré leurs divergences, tous ces groupes, à la mine, vivaient assez amicalement sous un seul dénominateur commun : les "trotskystes". Leurs dirigeants étaient Socrate, Guévorkian, Vladimir Ivanov, Melnaïs, V. V. Kossior et l'ex-secrétaire de Trotsky, Posnansky.

Guévorkian était un homme calme, bien équilibré, raisonnable, plein de bon sens. Il parlait sans se presser, pesant ses mots, fuyant toute affectation et tout geste théâtral. Jusqu'à son arrestation, il travaillait comme savant à l'Association russe des centres de recherches scientifiques de l'Institut des sciences humaines. C'était un Arménien et, à cette époque, il avait sensiblement 40 ans. Son frère cadet était interné avec lui.

Melnaïs, un Letton, était un peu plus jeune que Guévorkian. Après avoir été membre du comité central des Jeunesses communistes, il avait fait des études à la faculté de physique et de mathématiques de l'université de Moscou, où, en 1925-1927, il était à la tête d'un groupe fort important (quelques centaines de personnes) d'étudiants oppositionnels. Aux réunions de l'université, quand Melnaïs intervenait, les staliniens soulevaient une tempête de bruits et de cris, l'empêchant de parler. Mais obstinément, opiniâtrement, Melnaïs attendait ; quand les hurleurs étaient à bout de souffle, fatigués, et se taisaient, le président de l'assemblée, faisant tinter sa sonnette, lui déclarait :

*"Votre temps de parole est écoulé !"
– "Pardon, c'était votre temps. Vous vous êtes démenés comme de beaux diables et vous avez crié ; moi, je me suis tu. Maintenant, c'est à moi de parler",*

(1) Soviet suprême de l'URSS.

(2) L'auteur de l'article défigure la pensée trotskyste sur cette question. La "thèse de Clemenceau", énoncée en 1926-1927, quand l'opposition était encore dans le Parti bolchevique, signifiait que celle-ci ne renonçait pas à lutter pour changer la ligne du parti et de l'Etat en temps de guerre. Dans un article du 25 septembre 1939, prévoyant la guerre de l'URSS contre le nazisme, Trotsky écrivit : "Tout en portant, les armes à la main, des coups à Hitler, les bolcheviks-léninistes mèneront en même temps une propagande révolutionnaire contre Staline, préparant son renversement pour une étape suivante, peut-être très proche."

répondait Melnaïs, qui, ensuite, s'adressait à l'auditoire.

Fin 1927, Melnaïs fut un des premiers opposants de l'université à être arrêté. Son arrestation provoqua une explosion d'indignation parmi les étudiants (...).

Vladimir Ivanov était un homme râblé, au visage rond et plein de gros marchand, aux grosses moustaches noires et aux yeux gris intelligents. Malgré ses 50 ans, on sentait en lui une grande volonté et une force d'ours. Vieux-bolchevik et membre du comité central, Ivanov, jusqu'à son arrestation, dirigeait le chemin de fer sino-oriental. Il avait adhéré, ainsi que sa femme, au groupe des "centralistes démocrates" (décistes) et se rangeait du côté des partisans de Sopranov. Quand le XV^e Congrès décida l'incompatibilité de l'appartenance à l'opposition et de l'appartenance au PC, Ivanov quitta les rangs de l'opposition, ce qui, malgré tout, ne le sauva pas : il fut arrêté après l'assassinat de Kirov.

Au camp, il était responsable du chemin de fer à voie étroite reliant la mine de Vorkouta à la rivière Oussa. En 1936, selon les directives du centre, la NKVD du camp manigança une affaire d'accusation dans laquelle Ivanov était accusé de sabotage de ce jouet de chemin de fer long de 60 kilomètres. Un jury spécial du Haut Tribunal de la République socialiste soviétique autonome des Komis vint au camp. Siégeant à huis clos, après avoir lu l'acte d'accusation, il s'adressa à Ivanov :

"Que pensez-vous dire pour votre justification ?

— Vous avez vos directives : vous avez pour mission de remplir toutes les formalités nécessaires et de sanctionner lâchement, par la peine de mort. Vous êtes obligés de remplir cette tâche. Ces accusations, vous le savez aussi bien que moi, sont forgées de toutes pièces et ont été préparées par les fonctionnaires complaisants de la police stalinienne. Alors, ne vous compliquez pas la tâche ; faites votre affaire. Quant à moi, je me refuse de participer à votre comédie judiciaire. Demandez-leur donc — dit-il en montrant du doigt trois pseudo-témoins pris parmi les internés de droit commun —, pour un paquet de makhorka, non seulement ils vous confirmeront que je suis un saboteur, mais également un parent du Mikado."

Le tribunal ne put en obtenir rien de plus ; il ne lui resta donc qu'à interroger les "témoins" commis. L'instruction à l'audience fut écourtée. En revanche, la délibération du jury dura fort longtemps : appel téléphonique, longue attente pour la réponse et, finalement, la sentence fut prononcée :

"Mérite la peine la plus haute ; mais, tenant compte de... et de..., celle-ci est commuée en 10 ans de réclusion."

Et le regard fuyant, n'osant regarder Ivanov, les jurés ramassèrent vivement leurs papiers et s'éloignèrent.

Les faux témoins à charge, cherchant à se justifier, s'approchèrent, tremblants, d'Ivanov. *"Foutez-moi le camp, salauds !"*, rugit-il ; et il se retira sans sa balaque.

1936 : À LA SUITE DES PROCÈS DE MOSCOU

A l'automne 1936, aussitôt après les simulacres de procès contre les dirigeants de l'opposition : Zinoviev, Kamenev et les autres, tout le groupe des trotskystes "orthodoxes" se trouvant à la mine se réunit en vue de délibérer.

Ouvrant la réunion, Guévorkian s'adressa aux présents :

"Camarades ! Avant de commencer notre réunion, je vous demande d'honorer la mémoire de nos camarades, guides et dirigeants, morts en martyrs par la main des staliniens traîtres à la révolution."

L'assemblée entière se leva. Puis, dans un bref discours très tranchant, Guévorkian expliqua qu'il s'agissait d'examiner et de résoudre le problème clé : que faire et comment se comporter par la suite ?

« Il est maintenant évident que le groupe des aventuriers staliniens achève son coup d'Etat contre-révolutionnaire dans notre pays. Toutes les conquêtes progressives de notre révolution sont en danger de mort. Non seulement les ténèbres du crépuscule, mais celles de la nuit noire et profonde, enveloppent notre pays. Aucun Cavaignac n'a fait couler autant de sang des classes laborieuses que ne le fait Staline. Anéantissant physiquement tous les groupes oppositionnels du parti, il aspire à une dictature personnelle sans

partage. Le parti et le peuple entier sont soumis à l'examen et à la justice sommaire de l'appareil policier. Les pronostics et les appréhensions les plus sombres de notre opposition se sont pleinement confirmés. La nation glisse irrésistiblement dans le marais thermidorien. C'est le triomphe des forces centristes petites-bourgeoises, dont Staline s'avère l'interprète, le porte-parole et l'apôtre. Aucun compromis avec les traîtres staliniens et les bourreaux de la révolution n'est possible. Demeurant jusqu'au bout des révolutionnaires prolétariens, nous ne devons nous nourrir d'aucune illusion en ce qui concerne le sort qui nous attend. Mais avant de nous anéantir, Staline cherchera à nous humilier le plus qu'il pourra. En mettant les internés politiques au même régime que les "droits communs", il s'efforce de nous disperser parmi les criminels et de dresser ceux-ci contre nous. Il ne nous reste qu'un unique moyen de lutte dans ce combat inégal : la grève de la faim. Avec un groupe de camarades, nous avons déjà ébauché la liste de nos revendications, dont déjà beaucoup d'entre vous ont eu connaissance. Je vous propose donc, maintenant, d'en discuter tous ensemble et de prendre une décision. »

La réunion fut de courte durée, la question de la grève de la faim et des revendications concrètes étant déjà débattue depuis quelques mois par les trotskystes. Des groupes trotskystes se trouvant dans d'autres camps (station Oussa, Tchibiou, Kotchmess, etc.) en avaient également discuté et avaient envoyé leur accord de soutien des revendications et de participation à la grève de la faim. Ces revendications furent ratifiées par l'unanimité des présents. Elles stipulaient :

1. Abrogation de la décision illégale de la NKVD concernant le transfert de tous les trotskystes des camps administratifs dans des camps de concentration. Les affaires relatives à l'opposition politique au régime ne doivent pas être jugées par les tribunaux spéciaux du NKVD, mais dans des assemblées juridiques publiques.

2. La journée de travail, au camp, ne doit pas dépasser 8 heures.

3. L'alimentation des détenus ne doit pas dépendre de leur norme de rendement. Cette dernière ne doit pas être stimulée par la ration alimentaire, mais par une prime pécuniaire.

4. Séparation, tant au travail que dans les baraquements, des détenus politiques et des condamnés de droit commun.

5. Les invalides, vieillards et femmes détenus politiques doivent être transférés hors des camps polaires dans des camps où les conditions climatiques sont plus favorables.

Il avait été recommandé, lors de la réunion, que les malades, les invalides et les vieillards ne participent pas à la grève de la faim ; néanmoins, tous ceux-là repoussèrent énergiquement cette recommandation.

L'assemblée n'avait pas décidé du jour où commencerait cette grève de la faim ; une direction de cinq membres, avec à sa tête Guevorkian, en était chargée après en avoir informé les autres groupes trotskystes disséminés sur l'immense territoire des camps de Oukhto-Petchora.

LA GRÈVE DE LA FAIM, SON DÉROULEMENT, SON SUCCÈS

Trois semaines plus tard, le 27 octobre 1936, commença la massive grève de la faim des détenus politiques, grève sans précédent et exemplaire dans les conditions des camps soviétiques. Le matin, au signal du réveil, dans presque chaque baraquement, il y eut des détenus se déclarant grévistes. Les baraquements dans lesquels étaient installés des trotskystes participèrent au mouvement en totalité. Même des plantons firent la grève. A cette stratégie, qui dura plus de quatre mois, participèrent plus de mille détenus, dont la moitié étaient à la mine.

Les deux premiers jours, les grévistes demeurèrent à leurs places habituelles. Puis, l'administration du camp se préoccupa de les isoler du reste des détenus, craignant que leur exemple n'entraîne ces derniers. Dans la toundra, à quarante kilomètres de la mine, sur les berges de la Syr-Iaga, il y avait des baraques primitives à moitié démolies, qui, précédemment, avaient servi lors des sondages de recherche. De toute urgence, ces baraques furent tant bien que mal remises en état ; on fit appel à des habitants de la région, qui,

avec leurs attelages de rennes, y transportèrent les grévistes de la faim, qui s’y trouvèrent bientôt dans les six cents. Les autres furent rassemblés non loin de Tchibiou.

Après avoir isolé les grévistes, le Guépéou prit les mesures nécessaires afin que le mouvement ne s’étende pas dans le pays et soit ignoré hors des frontières. Les détenus n’eurent plus le droit de correspondre avec leurs familles, les employés salariés du camp se virent supprimer leurs congés et leur droit de déplacement. Des tentatives furent faites de dresser les autres détenus contre les grévistes. A la mine, il n’y avait plus de réserves de vivres, plus de quoi nourrir ceux qui travaillaient aux puits ; l’administration du camp soutint qu’elle avait dû dépenser de grandes réserves de graisse et de sucre, stockées pour les travailleurs de fond, pour l’alimentation artificielle des trotskystes.

A la fin du premier mois de grève, un des participants était mort d’épuisement ; deux autres encore devaient mourir au cours du troisième mois. Ce même mois, deux grévistes, des trotskystes non orthodoxes, cessèrent volontairement la grève. Enfin, juste quelques jours avant la fin de la grève, mourut un des participants.

Les trotskystes furent donc ramenés à la mine, reçurent l’alimentation réservée aux malades et, au bout de quelque temps, reprirent le travail, mais uniquement en surface ; certains d’entre eux même étaient dans les bureaux de direction de la mine, en qualité d’employés, de comptables, d’économistes, etc. Leur journée de travail ne dépassait pas 8 heures, leur ration alimentaire était indépendante de leur norme de rendement.

EN 1937, BRUTALE ET SANGLANTE RÉPRESSION

Mais l’intérêt des autres détenus envers les grévistes commença peu à peu à s’éteindre. L’attention de tous était maintenant axée sur les nouveaux procès de Moscou, dont la radio avait fait part ; d’ailleurs, dès la fin juin, arrivaient de nouveaux détenus. Leurs récits signalaient les arrestations massives, les injures, les exécutions sans procès derrière les murs

de la NKVD, et cela dans tout le pays. Au début, personne ne voulait y croire, d’autant plus que les nouveaux arrivants n’en parlaient pas volontiers et plutôt sous forme d’allusions. Mais, petit à petit, les liens devinrent plus étroits et les conversations plus franches. Sans arrêt, de nouveaux détenus arrivaient de Russie ; d’anciens amis et connaissances se retrouvaient : il devenait impossible de ne plus les croire.

Malgré ces faits manifestes, un certain nombre de détenus attendaient avec impatience l’automne 1937 et le 20^e anniversaire de la révolution d’Octobre ; ils espéraient, à cette occasion, et à l’image de 1927, une large amnistie du gouvernement, d’autant plus que, peu auparavant, avait été adoptée la très prometteuse “Constitution stalinienne”. Mais l’automne n’amena qu’amères désillusions.

Le dur régime des camps empira brusquement. Les brigadiers et chargés de l’ordre — des droits communs —, ayant reçu de nouvelles directives de la direction du camp, s’armèrent de gourdins et matraquèrent impitoyablement les détenus. Les gardiens, des miradors à proximité des baraques, narguaient les détenus et se moquaient d’eux (...).

Certains trotskystes, dont V. I. Ivanov, Kossior et le fils de Léon Trotsky, Serge Sedov — un adolescent modeste et sympathique, qui, imprudemment, avait refusé de suivre ses parents en exil en 1928 — furent emmenés en convoi spécial à Moscou. Il faut croire qu’il ne suffisait pas à Staline de les faire simplement abattre dans la toundra ; sa nature sadique n’avait pas seulement soif de sang ; il voulait préalablement les humilier sans mesure et les mettre à la torture, les contraignant à de fausses auto-accusations (4) (...).

Tout l’hiver 1937-1938, des détenus, affamés, campant dans des baraques à la briqueterie, attendaient une décision concernant leur sort. Enfin, fin mars, arrivèrent en avion à Vorkouta, venant de Moscou, trois officiers de la NKVD, Kachketine en tête. S’étant présentés à la briqueterie, ils passèrent à l’interrogatoire

(4) L’auteur de cet article commet une erreur, car Serge Sedov ne fut pas jugé publiquement ni ne fit d’aveux de quoi que ce soit. Son refus devait entraîner sa liquidation.

des détenus. Trente à quarante internés étaient appelés chaque jour, interrogés superficiellement cinq à dix minutes chacun, grossièrement injuriés, entendant injures et obscénités. Certains étaient gratifiés de coups de poing dans le visage ; à l'un d'eux, le vieux-bolchevik Virab Virabov, ancien membre du comité central d'Arménie, le lieutenant Kachkétine porta lui-même plusieurs coups à la figure.

Fin mars, une liste de vingt-cinq personnes fut communiquée, parmi lesquelles figuraient Guévorkian, Virabov, Slavine, etc. A chacun, il fut délivré un kilo de pain et ordonné de se préparer avec ses affaires pour un nouveau convoi. Après de chaleureux adieux avec leurs amis, les appelés quittèrent les baraques et, après l'appel, le convoi quitta l'enceinte. Au bout de 15-20 minutes, pas loin de là, à un demi-kilomètre, sur la rive escarpée de la petite rivière Verkhaïa Vorkouta (Vorkouta supérieure), une brusque salve retentit, suivie de coups de feu isolés et désordonnés ; puis, tout s'apaisa de nouveau. Bientôt, auprès des baraques, repasse l'escorte du convoi. Et il fut clair pour tous dans quelle sorte de convoi avaient été envoyés les détenus.

Le surlendemain, nouvel appel, cette fois de quarante noms. De nouveau, une ration de pain. Certains, d'épuisement, ne pouvaient déjà plus bouger ; à ceux-là, on promit de les installer dans une charrette. Retenant leur respiration, les détenus restés dans les baraques écoutaient le crissement de la neige sous les pas du convoi qui s'éloignait. Depuis longtemps, tous les bruits s'étaient tus ; mais tous, aux aguets, écoutaient toujours. Et, ainsi, près d'une heure passa. Mais de nouveau, les détonations retentirent dans la toundra ; cette fois, elles venaient de bien plus loin, en direction du chemin de fer à voie étroite passant à 3 kilomètres de la briqueterie. Ce deuxième "convoi" convainquit définitivement de leur condamnation irrémédiable ceux qui étaient restés.

Les exécutions dans la toundra durèrent encore tout le mois d'avril et une partie de

mai. Généralement, un jour sur deux, un jour sur trois, trente à quarante détenus étaient appelés. Il est caractéristique de noter que, chaque fois, quelques criminels de droit commun, récidivistes, y étaient inclus. Afin de terroriser les détenus, les guépéoutistes, de temps en temps, faisaient publiquement connaître, par la voie de la chaîne de radio locale, des listes de fusillés. Habituellement, ces retransmissions commençaient comme suit :

"Pour agitation contre-révolutionnaire, sabotage, banditisme dans les camps, refus de travail, tentatives d'évasion, ont été fusillés..."

Et suivait une liste de noms où ceux des détenus politiques étaient mêlés à ceux de droit commun.

Une fois, en vue de les fusiller, c'est un groupe de près de cent détenus qui fut emmené, composé essentiellement de trotskystes. S'éloignant, les condamnés chantaient *L'Internationale*, soutenue par la voix des centaines de détenus restés au camp.

Début mai, c'est un groupe de femmes qui fut fusillé. Parmi elles, on dénombrait la communiste ukrainienne Choumskaïa, Smirnova (femme de I. N. Smirnov, bolchevik depuis 1898 et ex-commissaire du peuple ; la fille de Smirnov, Olga, une jeune fille apolitique passionnée de musique, avait été fusillée un an avant à Moscou), les femmes de Kossior, de Melnaï, etc. Une de ces femmes se déplaçait avec des béquilles. Lors de l'exécution d'un oppositionnel, sa femme, internée, était automatiquement passible de la peine capitale ; et quand il s'agissait des oppositionnels les plus en vue, ses enfants de plus de douze ans étaient également passibles de l'exécution.

En mai, quand il subsista à peine plus de cent détenus, les exécutions furent interrompues. Deux semaines passèrent, tranquilles ; puis, tous les internés furent emmenés en convoi à la mine. Là, on apprit qu'Ejov avait été destitué et que sa place commençait à être assumée par Beria...

M. B.

DOSSIER BRÉSIL

Présentation

Le comité de rédaction de *La Vérité*, à la demande du secrétariat international de la IV^e Internationale, a décidé de consacrer un dossier spécial aux documents de la crise de la section brésilienne de la IV^e Internationale telle qu'elle s'est développée au cours des mois de mars et avril 2006.

Pourquoi publier ces documents ?

Dans cette crise de notre organisation, il n'y a rien de honteux, rien à cacher. Une crise interne est toujours le produit du choc entre des forces politiques, qui, elles-mêmes, expriment en dernière analyse — Trotsky l'explique dans *Défense du marxisme* — la pression des forces sociales à l'œuvre dans la société capitaliste en décomposition.

En la circonstance, la nature des forces sociales à l'œuvre derrière le groupe Goulart est rapidement apparue au grand jour. De quelle manière ?

Comme en toute crise, il y a un développement. Son aboutissement n'apparaît pas nécessairement au point de départ.

Depuis plusieurs années, de façon chronique, une discussion opposait Serge Goulart à la direction de la IV^e Internationale. Cette discussion avait déjà fait l'objet d'importants débats lors du Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale (février 2002), qui avait dû discuter une résolution spécialement consacrée à Goulart, dans laquelle il était notamment affirmé :

« *Le secrétariat international a communiqué à toutes les sections une lettre adressée à la commission exécutive de O Trabalho, datée du 6 décembre 2001, publiée dans le bulletin de préparation au Cinquième Congrès n° 5, dans lequel il est dit notamment :*

“C'est avec stupeur que le SI de la IV^e Internationale a pris connaissance du texte intitulé “*Questions et réponses sur l'amendement à la résolution*”, texte signé par Serge Goulart et publié dans le bulletin intérieur de la section brésilienne. Ce texte développe des positions étrangères au combat de l'Opposition de gauche qui a conduit à la formation de la IV^e Internationale. Ce texte développe des posi-

tions non seulement étrangères, mais contradictoires en tous points à notre programme.”

Selon Goulart, “nous disputons à l’impérialisme le privilège de détruire le principal obstacle à la lutte des classes au Brésil”, obstacle qu’il identifie comme étant le PT du Brésil.

Le Cinquième Congrès mondial ratifie le contenu de cette lettre et considère qu’est incompatible avec le programme de la IV^e Internationale toute position qui amènerait dans les faits à un “front unique” avec l’impérialisme, dans ce cas, pour détruire le PT du Brésil. Le Cinquième Congrès mondial ratifie la résolution de la première session du 23^e Congrès de O Trabalho, qui a eu lieu les 22 et 23 décembre, sur la caractérisation unanime de cette position comme contradictoire avec la IV^e Internationale. »

Il s’agissait de questions politiques importantes que, par la libre discussion, nous étions parvenus à surmonter — ce qui ne veut pas dire que tous les désaccords avaient disparu comme par enchantement. Mais, à chaque étape, ils avaient été circonscrits et intégrés dans le cadre de principe qui est le nôtre, le cadre du programme.

Car telle est notre méthode : toujours chercher par la libre discussion à surmonter les différences politiques. Les actes ne suivent pas les hommes. Même si, en l’occurrence, comme on va le voir, il y a un rapport entre la remise en cause par Goulart des principes de la IV^e Internationale en 2001 et la remise en cause des mêmes principes par le même Goulart en 2006.

L’élément commun, c’est que pas plus qu’en 2001, la IV^e Internationale ne pouvait trouver place dans un hypothétique “front unique avec l’impérialisme contre le PT”, pas plus elle ne peut, en 2006, trouver sa place dans une quelconque cogestion avec les patrons et une politique d’association capital-travail. La différence est la suivante : Goulart, qui avait reculé et voté les textes condamnant sa rupture avec les principes en 2001, a, en 2006, refusé toute discussion et rompu avec la IV^e Internationale pour ne pas rompre avec la cogestion.

Dans les mois qui ont suivi le Cinquième Congrès mondial, l’une des discussions récurrentes avec Goulart a porté sur l’orientation à adopter vis-à-vis des “usines récupérées par les travailleurs” — trois usines occupées par les travailleurs au Brésil, après le départ des patrons —, usines dans l’occupation, puis la gestion desquelles Goulart et ses partisans avaient fini par occuper une position dominante.

A de nombreuses reprises, le secrétariat international avait mis en garde Serge Goulart sur les risques de la prétendue “gestion” par les travailleurs eux-mêmes, qui, dans le système capitaliste, ne pouvait que déboucher sur la cogestion, l’autogestion, c’est-à-dire, en fait, l’auto-exploitation.

A de nombreuses reprises, le secrétariat international, par écrit, dans les discussions, avait été amené à dire : attention, la IV^e Internationale combat pour la nationalisation des entreprises. Elle ne combat pas pour les gérer.

Mais, répétons-le, à chaque étape, ces discussions furent circonscrites, ramenées dans un cadre de principe, libres et conclues de manière positive.

En octobre 2005, un fait nouveau apparaît, immédiatement analysé par le secrétariat international comme revêtant une indiscutable gravité.

Tenue les 27, 28 et 29 octobre 2005 à Caracas (Venezuela), une “rencontre continentale des usines récupérées” a réuni à la fois les représentants de ces usines occupées, des organisations syndicales et des gouvernements.

A cette conférence continentale (à la préparation de laquelle le secrétariat international n'a pas été associé) participe une large délégation de la section brésilienne, dont pas moins de sept membres de sa direction.

Le résultat de cette conférence est alors analysé par la direction de la section brésilienne comme un *“énorme succès”*, *“un événement historique”*.

S'informant de la réalité de cette conférence, le secrétariat international apprend que les gouvernements y ont participé, et que les conclusions de cette conférence sont intégrés par les organisateurs au dispositif du MERCOSUL (1). Le MERCOSUL est le dispositif calqué sur l'Union européenne pour tout le sud du continent américain.

Or la conférence de Caracas se conclut par un appel à insérer tous ses travaux dans le cadre du MERCOSUL, et cela au moment même où le Venezuela de Chavez, qui, jusque-là, résistait à la politique de l'impérialisme, décide, sous la pression de Bush à travers Lula, de s'intégrer dans le MERCOSUL.

Il y a là évidemment un grave danger pour la révolution vénézuélienne. Mais il y a aussi un danger pour la IV^e Internationale elle-même, dans la mesure où les représentants de la section brésilienne se sont tus devant cet alignement sur le MERCOSUL.

Ayant rassemblé tous les documents, le secrétariat international écrit à la section brésilienne une longue lettre, dans laquelle on peut lire :

« Il s'agit, selon le document adopté par la conférence continentale, de “promouvoir dans notre pays la mise aux normes de la législation (...) dans la perspective de l'économie sociale et solidaire” et d’“impulser l'incorporation de ce thème dans le cadre des débats et réunions de travail qui se présentent dans les organismes multilatéraux comme le MERCOSUL et l'OIT”. On est loin, très loin de l'exigence adressée au gouvernement : nationalisez ! En parlant ici “d'économie sociale et solidaire” et d'intégration dans le MERCOSUL, on tourne le dos à cette exigence (...). La signification pratique de la conférence de Caracas consiste-t-elle à donner aux gouvernements — et en particulier au gouvernement Lula — les moyens juridiques, légaux, financiers, institutionnels, d'enfermer les travailleurs et leurs organisations dans le piège de l’“économie solidaire”, de l’“autogestion”, de la “cogestion”, les intégrant au MERCOSUL ? Faut-il être pour ? Ne s'agit-il pas là d'autant d'instruments d'intégration de la classe ouvrière, dont les représentants sont invités à “gérer” dans le cadre du marché capitaliste décomposé des entreprises qui, pour survivre, vont devoir respecter les lois du marché, produire aux coûts du marché ? (...) » (lettre du secrétariat international à la section brésilienne, 8 décembre 2005).

Fidèle à la méthode du bolchevisme, le secrétariat international veut ouvrir la discussion.

La commission exécutive de *O Trabalho* (la section brésilienne de la IV^e Internationale) se réunit le 13 décembre 2005. La plupart des membres de la direction de *O Trabalho* se déclarent en désaccord avec le texte du secrétariat international. Mais leur attitude se différencie sur une question essentielle : faut-il ou non ouvrir la discussion ?

Bien qu'en désaccord avec le secrétariat international, la majorité des membres de la commission exécutive déclare : il nous faut discuter, inviter le secrétariat

(1) Lire l'article de Michaël Mana, *“A quoi sert le MERCOSUL ?”*, dans *La Vérité*, n° 47.

international au Brésil, confronter les arguments, car c'est la méthode de la IV^e Internationale.

Dès ce moment-là, Serge Goulart se distingue et déclare :

« *Quand il (le secrétariat international) nous accuse "d'insertion dans l'économie solidaire et dans le MERCOSUL", de capitulation devant l'impérialisme, c'est un texte de rupture, c'est un texte sectaire.* »

Il ajoute :

« *Sur la question posée "d'organiser la scission", je maintiens ce que j'ai dit (...). Si tous réaffirment leurs positions à la fin de la discussion, cela mènera à la scission.* »

Il refusera de voter l'invitation au secrétariat international au Brésil. C'est donc contre l'avis de Serge Goulart, qui ne voulait pas la discussion, que le secrétariat international est invité à la commission exécutive, puis à la direction nationale de *O Trabalho* au mois de janvier (la suite éclairera pour quelles raisons Goulart, dès décembre, estime que la scission est inévitable et refuse la discussion).

Au cours de cette réunion commune de la direction de *O Trabalho* et de la délégation du secrétariat international, une discussion se mène, âpre mais fraternelle, qui aboutit à ce que, à l'unanimité, les membres de la commission exécutive de *O Trabalho* adoptent une résolution dans laquelle il est clairement établi :

"Le MERCOSUL, qui, au point de départ, a été conçu comme un accord 4 + 1 (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay + Etats-Unis), n'existe que comme instrument d'intégration dicté par les plans d'application de l'ALCA, contrairement à la fausse propagande des gouvernements comme ceux de Lula et de Chavez, des appareils syndicaux réunis dans la CCSCS et de la direction de l'ORTICISL (...). Dans ces conditions, il est évident que la décision politique du gouvernement Chavez — sous pression de l'impérialisme imposée par Lula — d'entrer dans le MERCOSUL est une décision contradictoire aux besoins du développement positif de la révolution vénézuélienne et à l'impulsion que celle-ci donne à la lutte de classe sur le continent. C'est une décision qui constitue une énorme menace contre la révolution vénézuélienne et contre la révolution dans toute l'Amérique du Sud (...). De ce point de vue, lorsque, dans la rencontre des usines récupérées à Caracas (octobre 2005), a été rendue publique la déclaration des gouvernements présents dont les conclusions étaient en faveur du MERCOSUL, nous aurions dû, nous, militants trotskystes, exprimer publiquement, sous une forme appropriée (...), notre désaccord."

Nous sommes fin janvier 2006. A cette date, il peut sembler que — bien que cela ne règle pas tous les désaccords — sur ce qui était une question clé, qui remettait en cause l'essence même de la IV^e Internationale, et sur laquelle la direction de la section brésilienne avait "mordu le trait", les choses étaient rétablies par la libre discussion dans un cadre commun.

Le conseil général de la IV^e Internationale est convoqué, régulièrement, les 27, 28 février, 1^{er} et 2 mars. Deux membres de la direction de la section brésilienne en sont membres. Le secrétariat international a décidé à cette occasion, pour élargir la discussion, d'inviter deux autres camarades de la direction nationale de la section brésilienne, dont Serge Goulart.

C'est là que s'est accéléré le processus de crise de la section brésilienne.

Pour quiconque était partie prenante de la discussion, ce qui s'était exprimé dans la conférence de Caracas d'octobre 2005 était une adaptation au "chavisme".

Or, n'avons-nous cessé de répéter à cette époque (et d'ailleurs avant et après), si la IV^e Internationale est inconditionnellement solidaire du gouvernement Chavez contre l'impérialisme, pour autant, elle n'est pas chaviste : en toutes circonstances, elle préserve son indépendance.

Si nous estimons que le gouvernement Chavez, sur tel ou tel point — par exemple sur l'entrée dans le MERCOSUL — s'écarte d'une politique de défense de la révolution vénézuélienne, adopte une orientation qui la menace, il est de notre devoir, fraternellement et sans remettre en cause notre soutien face à l'impérialisme, de dire les choses.

C'était ce qui était contenu dans cette discussion sur la conférence de Caracas. On pouvait estimer qu'à partir de cette discussion commune entre la direction de la section brésilienne et le secrétariat international au mois de janvier 2006, un cadre commun étant établi, il serait possible de progresser dans le règlement de cette question.

Or, arrivant au conseil général de la IV^e Internationale le 27 février, Serge Goulart remet un texte sur la révolution vénézuélienne (reproduit dans ce numéro de *La Vérité*) qui ouvre une nouvelle phase de la discussion.

Dans la première section de notre "Dossier Brésil", nous publions les textes de discussion du conseil général. Comme on le verra, la discussion a été libre, démocratique. Le texte de Goulart a été traduit, discuté. Il a fait l'objet d'un contre-texte. L'unanimité des membres titulaires du conseil général, des suppléants, des invités — à l'exception d'un invité, Serge Goulart lui-même — a rejeté catégoriquement l'orientation proposée par Serge Goulart, orientation de capitulation devant Chavez.

Nous étions encore dans une phase de libre discussion.

Les choses ont commencé à changer de nature quand, un mois plus tard, à l'occasion du congrès de l'UNT (la centrale syndicale du Venezuela), Serge Goulart a franchi une étape, provoquant une crise ouverte, en mettant en œuvre publiquement, dans le cadre de ce congrès, une orientation contradictoire à celle décidée par le conseil général, s'opposant au membre du conseil général de la IV^e Internationale présent sur place.

Il ne s'agissait plus là seulement du MERCOSUL. Serge Goulart se positionnait dans une alliance ouverte avec un courant politique, Militant (2), pour qui le MERCOSUL est une question secondaire et estime même que Chavez fait peut-être quelque chose de progressiste en y entrant. En outre, Goulart déployait pour la première fois, ouvertement, une orientation de soutien à la prétendue cogestion opposée à l'indépendance de classe des centrales syndicales.

Deux semaines auparavant, il est vrai que Serge Goulart avait obtenu dans la direction de la section brésilienne un vote de rejet de la résolution adoptée par le conseil général, contraignant les dix membres favorables à cette résolution à se constituer en "Fraction IV^e Internationale".

Dans le congrès de l'UNT de fin mars, au Venezuela, il franchit donc une nouvelle étape et se positionne ouvertement sur une orientation contraire à celle de la IV^e Internationale. C'est la crise ouverte. Mais là encore, le secrétariat international ne veut pas renoncer à résoudre les questions par la libre discussion.

(2) Voir à ce sujet l'article de Jean Alain, "A propos de la politique du courant Grant-Woods", dans *La Vérité*, n° 48.

Invité par le camarade Julio Turra à intervenir pour aider au règlement de cette crise, le secrétariat international mandate une délégation au Brésil, afin d'ouvrir la discussion. C'est là, on va le voir, que, refusant le cadre de la IV^e Internationale, Serge Goulart et son groupe décident de la rupture.

Comme on va le lire dans les textes, cette rupture est éminemment politique.

Certes, Goulart, pour des raisons qui le regardent, écrit principalement sur les "méthodes" et se dérobe devant la discussion politique. Le secrétariat international, à de nombreuses reprises, l'interpelle et lui dit : "*Présente ton passeport politique, dis-nous sur quelles bases tu romps avec la IV^e Internationale, défend tes positions.*" Goulart esquive, parle de "méthodes", de "manœuvres", de "coup de force".

Mais la politique est bien présente dans la décision qu'il prend de rompre avec la IV^e Internationale. Sa position de défense de la cogestion opposée à l'indépendance des syndicats est explicite.

Dans les documents que nous publions (nous avons choisi de larges extraits des principaux documents politiques : ceux du secrétariat international, ceux de la section brésilienne, ceux du groupe Goulart — et chacun peut juger librement), nous attirons l'attention sur un passage très significatif.

Au cours de la direction nationale de *O Trabalho* du mois de mars, les camarades qui défendent la IV^e Internationale interpellent Goulart sur la contradiction qu'il y a à être en même temps le gérant d'une entreprise "occupée", la Cipla-Interfibra, et le secrétaire de l'exécutif de la section brésilienne de la IV^e Internationale. Goulart, en évoquant le camarade qui occupait cette position avant lui et qui avait un mandat syndical, répond :

"Le secrétaire de la commission exécutive antérieure était pendant plus de trois ans permanent... de la CUT. C'est-à-dire qu'il était sous la pression de l'appareil contre-révolutionnaire qui contrôle la CUT" !

Donc, pour Goulart, une entreprise, d'une part, une centrale syndicale, d'autre part, sont deux entités comparables. Avoir un mandat de gestion d'une entreprise, d'une part, un mandat de l'organisation syndicale, d'autre part, sont des choses comparables ? C'est là faire disparaître tout simplement tout critère de classe. La gestion d'une entreprise signifie qu'on participe du mécanisme de l'exploitation de la classe ouvrière, qu'on organise le mécanisme d'exploitation, qu'on organise l'extorsion de la plus-value, et cela, quelles que soient les idées politiques de celui qui le fait.

Disposer d'un mandat dans l'organisation syndicale, cela signifie que l'on dispose d'un mandat confié par les travailleurs constitués en classe pour soi, consciente de ses intérêts, pour résister à l'exploitation capitaliste.

Certes, l'appareil de l'organisation syndicale, caractérisé par les marxistes comme un appareil ouvrier-bourgeois, n'est pas exclusivement ouvrier. Disposer d'un mandat dans le cadre de cet appareil, c'est aussi subir la pression de la politique de ceux des dirigeants qui, s'éloignant de la défense des intérêts ouvriers, tentent à s'adapter ou à accompagner la politique de la classe capitaliste. Mais il y a une différence de nature entre un mandat que l'on occupe dans le cadre de l'organisation syndicale et le mandat de gestion d'une entreprise. Que Goulart place un trait d'égalité entre les deux éclaire son refus obstiné de répondre à la question qui lui a été posée tout au cours de ce débat (et c'est pour ne pas répondre à cette question qu'il a rompu) : peut-on prôner la cogestion et rester fidèle au programme de la IV^e Internationale ?

A cette question, en revanche, l'immense majorité des membres de la section brésilienne a clairement répondu : non, cela n'est pas compatible.

C'est par la démocratie ouvrière que le groupe Goulart — le système Goulart, clandestinement inséré dans la section brésilienne, devrait-on dire — a été extirpé de ses rangs.

Le 31 mars, dans la lettre qu'il adresse aux militants de la section brésilienne, le secrétariat international écrit :

“La fraction qui s'est constituée pour défendre la IV^e Internationale sera, nous en sommes certains, rejointe par une majorité des militants.”

Le 15 avril, c'était chose faite : la conférence d'urgence regroupait les délégués mandatés par une indiscutable majorité des membres de la section brésilienne.

Comment ce résultat a-t-il été obtenu ? Par la démocratie ouvrière.

Entre l'ouverture de la crise par le groupe Goulart et la conférence d'urgence — entre le 6 et le 15 avril —, les membres de la direction nationale fidèles à la IV^e Internationale ont, avec la délégation du secrétariat international, organisé des assemblées dans tout le Brésil, parcouru des milliers de kilomètres, sont allés réunir les militants. Dans chacune de ces réunions, depuis Recife, dans l'Etat de Pernambouc, jusqu'au cœur de l'Amazonie, de Bahia à Rio de Janeiro, partout, dans toutes les villes, dans toutes les communes, dans toutes les agglomérations ouvrières, cela a été une seule et même discussion : peut-on être à la IV^e Internationale et se prononcer pour la gestion avec les patrons ? Est-ce que cela relève d'une libre discussion entre nous ? Est-ce qu'on peut être à la IV^e Internationale et se déclarer neutre par rapport au MERCOSUL ?

Cela a été une âpre discussion. Partout, les militants se sont emparés de ces questions. Ils les ont confrontées au programme. Chacun d'entre eux, quels que soient son âge et l'époque à laquelle il avait rejoint la IV^e Internationale, l'avait fait précisément parce que, pour lui, la classe ouvrière est une classe qui doit rester indépendante.

Cette indépendance de la classe ouvrière est contradictoire avec la participation à la gestion avec les patrons. L'indépendance de la classe ouvrière est une question de principe qui ne se discute dans pas la IV^e Internationale.

Partout, et dans les mêmes conditions, les militants ont discuté. Etait-il juste de jeter toutes nos forces dans la balance pour aider à constituer une centrale syndicale au Venezuela ? Est-ce que cette question peut être considérée comme secondaire ?

Une autre discussion a surgi dans ce débat. Est-ce qu'on peut admettre de dresser une partie des ouvriers contre une autre partie des ouvriers ? Car des éléments sont apparus, qui étaient jusque-là ignorés. Notamment celui-ci : au nom de la défense des emplois, les gestionnaires des usines occupées renonçaient à payer le salaire différé de leurs ouvriers, leurs cotisations sociales. Une partie du salaire des ouvriers leur était donc soustraite, au nom de la défense de l'emploi.

Les ouvriers licenciés de ces entreprises, qui voulaient faire valoir leurs droits, se voyaient opposer la menace que cela faisait peser sur le travail des ouvriers non licenciés.

Est-ce que, dans la IV^e Internationale, on peut opposer les intérêts d'une partie des ouvriers aux intérêts d'une autre partie des ouvriers ?

A cela, Trotsky a répondu il y a fort longtemps dans *Leur morale et la nôtre* :

« La grande fin révolutionnaire repousse, d'entre ses moyens, les procédés et les méthodes indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les

autres (...), ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des "chefs". »

Fidèles à Trotsky, les militants de la section brésilienne ont répondu : non, on ne peut pas faire cela.

Goulart, comme on va le voir dans ses textes, esquive la discussion. Il esquive la discussion sur la cogestion et l'association capital-travail. Il esquive la discussion sur ses relations avec le groupe Militant. Il esquive la discussion sur le MERCOSUL.

Cela faisait déjà plusieurs mois que Goulart avait dit : nous allons écrire la lettre à Chavez.

En janvier, lors de la commission exécutive et de la direction nationale de *O Trabalho*, il dit : nous sommes d'accord, nous allons écrire à Chavez. Il ne le fait pas.

En mars, au conseil général, il vote une motion spécifique, motion unanime du conseil général, qui dit : c'était une erreur de ne pas écrire à Chavez, nous allons lui écrire. Il ne lui écrit pas.

La veille de son départ au Venezuela, fin mars, dans la dernière réunion commune de la commission exécutive de *O Trabalho*, lorsque les camarades qui ont constitué une fraction de défense de la IV^e Internationale demandent à Goulart : tu vas au Venezuela, vas-tu porter une lettre à Chavez pour lui dire ton désaccord sur le MERCOSUL ? il répond : non, ce n'est pas le moment ; il faut d'abord examiner la situation sur place, et nous verrons ultérieurement.

Quelle difficulté y avait-il à écrire à Chavez ?

A peine la section brésilienne avait-elle extirpé la tumeur Serge Goulart que, sur décision de la conférence d'urgence, le camarade Julio Turra écrivait au président Chavez une lettre ouverte, immédiatement publiée dans le journal *O Trabalho*, dans laquelle on peut lire :

« (...) J'estime de mon devoir de vous adresser, en toute franchise et loyauté, cette lettre. Je ne peux cacher ma surprise devant le fait que, depuis plusieurs mois, votre gouvernement se batte pour que le Venezuela soit membre à part entière du MERCOSUL (...).

Les 6 et 7 novembre 2005, après Mar del Plata, Bush a été reçu par Lula à Brasília ; les deux présidents ont adopté une déclaration commune où l'on peut lire : "Le MERCOSUL est un instrument de promotion de la prospérité, de la stabilité et de la démocratie dans cette région."

Président Chavez, nous savons tous que quand l'impérialisme des Etats-Unis, par la voix du boucher Bush, parle de "prospérité, stabilité et démocratie", il a à l'esprit ce qu'ils ont fait et font en Irak, au Moyen-Orient, ce qu'ils annoncent vouloir faire en Iran, ce qu'ils ont essayé de faire au Venezuela, où ils ont été vaincus par le peuple en avril 2001 ! Dans la bouche de Bush, "prospérité, stabilité et démocratie" signifient destruction de la souveraineté des nations (...). En tant que syndicaliste brésilien, qui combats dans mon pays pour que le gouvernement Lula rompe avec le MERCOSUL, je peux témoigner de ses effets nocifs sur les salaires et les emplois dans les pays membres ; l'échange commercial dans le bloc est largement contrôlé par les multinationales (près de 70 % des échanges internes) ; les politiques de privatisation et de précarisation de la force de travail marquent la réalité du MERCOSUL depuis les années 1990. Dans plusieurs régions du sud du Brésil, la petite agriculture et la production laitière ont été

liquidées par la pénétration des multinationales profitant du “libre commerce” (...). Monsieur le Président Chavez, (...) nous pensons sérieusement que la confirmation d’une éventuelle entrée de votre pays dans le MERCOSUL constituerait un danger énorme pour le développement positif du processus révolutionnaire au Venezuela (...).

Monsieur le Président, nous réaffirmons que nous sommes inconditionnellement du côté du peuple vénézuélien et de son gouvernement contre l’impérialisme, que nous sommes entièrement pour l’approfondissement de la révolution vénézuélienne ! C’est ce qui explique notre cri d’alarme : le traité de libre commerce appelé MERCOSUL ne peut rien apporter de positif au peuple frère du Venezuela (...)! »

Alors, cela n’aurait pas été possible sous l’égide de Serge Goulart ?

Il y a à cela une seule explication. Serge Goulart n’était plus libre, il était dépendant, dépendant de sa subordination à Chavez, et, au-delà de Chavez, dépendant de sa subordination à d’autres commanditaires.

Il n’était plus — depuis quand ? l’avenir nous le dira peut-être — un homme libre. Lui et son groupe, trop dépendants politiquement et matériellement de forces sociales puissantes, ne pouvaient donner leurs positions politiques véritables, interdits d’agir librement par les engagements auxquels ils avaient secrètement souscrit.

C’est pourquoi, dès lors que la libre discussion s’est engagée, il ne pouvait que rompre avec la IV^e Internationale, agitant des leurres dans la discussion pour tenter de détourner l’attention.

Répetons-le, la IV^e Internationale n’a rien à cacher.

Dans d’autres courants politiques, il est possible et même habituel de dire une chose et son contraire, d’affirmer des choses dans le programme et d’en faire d’autres dans la pratique.

La IV^e Internationale n’a rien à voir, par exemple, avec le Secrétariat unifié, dans lequel le ministre Rossetto, au pouvoir depuis trois ans dans le gouvernement Lula, couvre de son autorité les assassinats des paysans sans terre et refuse de réaliser la réforme agraire.

Le Secrétariat unifié, lui, abrite en son sein à la fois Rossetto et des courants qui critiquent la politique de Rossetto. Mais tous sont au Secrétariat unifié !

La IV^e Internationale n’a rien à voir avec cela. Dans la IV^e Internationale, on discute librement. Les textes sont mis sur la table, chacun défend ses positions.

Mais dans la IV^e Internationale, il y a un cadre de principe.

Il est inévitable que ceux qui, sur le fond, rompent avec ce cadre de principe finissent par considérer qu’ils n’ont plus leur place dans la IV^e Internationale.

Il est inévitable que les militants, exerçant librement la démocratie ouvrière, la libre discussion, constituent un cadre qui devient intolérable à ceux qui ont rejeté le programme de la IV^e Internationale.

Telle est la leçon à tirer de la crise de la section brésilienne.

Une phase s’est conclue dans la conférence d’urgence du 15 avril 2006. Par la démocratie ouvrière, les militants de la section brésilienne se sont mobilisés pour sauver leur organisation, la section brésilienne de la IV^e Internationale, pour défendre la IV^e Internationale.

Le comité de rédaction

I. Le débat au conseil général (27-28 février/1^{er} mars 2006)

I-1. Résolution du conseil général (28 février 2006)

**Adoptée à l'unanimité par les membres titulaires et suppléants
du conseil général et par les membres de la commission de contrôle,
et à l'unanimité moins un contre (Serge Goulart) par les invités**

Le conseil général a discuté du projet de résolution intitulé *“Notre construction au Venezuela”* soumis par le camarade Serge Goulart (*voir article suivant*). Le conseil général estime nécessaire d'analyser de manière détaillée ce document.

1. Serge Goulart cite Lénine :

“Tant que nous serons minorité, nous ferons un travail de critique et d'explication des erreurs, en défendant simultanément la nécessité que tout le pouvoir de l'Etat passe dans les mains des soviets de députés ouvriers, de façon à ce que, sur la base de l'expérience, les masses dépassent leurs erreurs” (Lénine, *Thèses d'avril*).

Et il commente :

“Voilà l'orientation qui nous guide au Venezuela. Une puissante vague révolutionnaire atteint toute l'Amérique du Sud. Le Venezuela est son point le plus avancé.”

La citation de Lénine renvoie au moment où celui-ci, revenu d'exil, combat contre la position des dirigeants de son

parti (notamment Zinoviev, Kamenev, Staline) qui penchent pour le soutien au gouvernement provisoire. Respectueux de son statut (qu'il juge momentanément) de minoritaire dans le soviét — et à la condition que les libertés démocratiques soient respectées —, Lénine n'en combat pas moins ouvertement et avec acharnement pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie. Citer Lénine exige de dire : sur cette orientation, la question de la rupture avec le MERCOSUL est une question clé de la révolution vénézuélienne.

Rappelons la manière dont le MERCOSUL se définit lui-même :

“Les négociations pour l'ALCA font partie d'une tendance mondiale à la libéralisation du commerce et à l'ouverture graduelle des marchés. Leur consolidation contribue également à l'idée que la formation de blocs régionaux est la meilleure forme d'insertion dans le marché mondial. Le MERCOSUL est un résultat concret de cette tendance” (site officiel du MERCOSUL, décembre 2005).

Ne pas avoir, lors de la rencontre de Caracas, explicitement condamné le MERCOSUL, au moment même où le gouvernement Chavez décidait de rallier cet instrument de l'impérialisme et de s'y soumettre, constitue de la part de la section brésilienne de la IV^e Internationale une erreur politique, qui tourne le dos à ce que précisément Lénine a mis en œuvre en avril 1917.

2. Serge Goulart écrit :

“La révolution vénézuélienne a démarré de la revendication de souveraineté nationale (refus de privatisation de la PDVSA) et se développe dans un processus de révolution permanente, qui met au premier plan la classe ouvrière et qui se développe internationalement dans toute l'Amérique latine. L'entrée en scène de la classe ouvrière contre le lock-out patronal qui prétendait renverser Chavez, en occupant des entreprises, en particulier la PDVSA, en la faisant fonctionner pendant 60 jours directement sous contrôle ouvrier, a porté la révolution à un autre niveau.”

Cela est juste, à condition d'ajouter : a contrario de tout ce processus révolutionnaire, la décision de Chavez, en ralliant le MERCOSUL, de se placer sous la direction de Lula, lui-même agent direct de Bush, est un coup porté contre la révolution vénézuélienne. La décision de Chavez d'intégrer le Venezuela au MERCOSUL représente un tournant du gouvernement (non irréversible, bien sûr, car il est toujours confronté à la pression du mouvement révolutionnaire des masses) vers le dispositif de l'impérialisme. En ne se délimitant pas de ce ralliement au MERCOSUL lors de la rencontre de Caracas, la direction de la section brésilienne n'a pas rempli le rôle qui nous est assigné par le programme de fondation de la IV^e Internationale : aider les masses en toutes circonstances à forger leur indépendance par rapport à l'impérialisme et aux appareils traîtres placés à son service.

3. Serge Goulart écrit :

“Le fruit le plus précieux de cette entrée en scène de la classe ouvrière avec ses propres méthodes a été la constitution de l'UNT. Dont la consolidation est remise en question sous la pression de toutes les forces, y compris celle du gouvernement Chavez, qui cherche à éviter la constitution d'une centrale syn-

dicale ouvrière indépendante, qui ferait pencher du côté de la révolution le fragile équilibre sur lequel lui-même s'appuie.”

Donc, cette définition du bonapartisme de Chavez dans un processus révolutionnaire l'apparente à Kerenski. Répétons-le, même lorsqu'ils sont amenés, contre l'agression impérialiste, à défendre Kerenski ou Chavez, les bolcheviks (de 1917 ou de 2006) le font en toute indépendance, sans se placer sous sa direction, sans s'intégrer à son mouvement (bolivarien ou autre) et sans jamais émousser leur lutte politique contre toutes les manifestations de capitulation devant l'impérialisme, en l'occurrence le MERCOSUL. Car, répétons-le, le MERCOSUL n'existe que comme instrument d'intégration dicté par les plans de l'impérialisme dans une situation où la résistance des masses a bloqué l'application directe et immédiate de l'ALCA. Aujourd'hui, la pression de l'impérialisme américain vise à élargir le MERCOSUL au-delà de la région du Cône Sud en annexant l'ensemble des pays d'Amérique latine à une large zone de libre-échange.

En outre, si “le fruit le plus précieux” de la révolution vénézuélienne est l'UNT, alors, il faut dénoncer l'entrée dans le MERCOSUL, qui suppose l'intégration de l'UNT dans la CCSCS, c'est-à-dire la coordination syndicale continentale supranationale et corporatiste qui menace l'existence de toutes les centrales du continent. CCSCS qui, comme organisme d'accompagnement du MERCOSUL, est elle aussi destinée à s'élargir afin d'occuper la même place que la CES en Europe, menaçant l'indépendance de toutes les centrales syndicales du subcontinent.

4. Serge Goulart écrit :

“Le gouvernement Chavez est un gouvernement bonapartiste, d'origine petit-bourgeois et d'orientation nationaliste, dont la défense de la souveraineté du Venezuela, même limitée, se heurte à la politique de l'impérialisme américain.”

Ajoutons : elle se heurte donc à la politique de Chavez, qui, par son ralliement au MERCOSUL, tourne le dos à la défense de la souveraineté du Venezuela et s'oriente vers la soumission à l'impérialisme. MERCOSUL qui, dès le début, a été conçu comme “accord 4 + 1” (Argentine,

Brésil, Paraguay, Uruguay + les Etats-Unis) et n'existe que comme instrument d'intégration dicté par les plans d'application de l'ALCA, contrairement à la fausse propagande de gouvernements comme ceux de Lula et Chavez, des appareils syndicaux réunis dans la CCSCS et de la direction de l'ORIT-CISL.

D'où il découle que la responsabilité de la IV^e Internationale est de dire publiquement : *“Chavez, si tu ne veux pas conduire la révolution vénézuélienne à la défaite, alors, tu dois rompre avec le MERCOSUL.”*

5. Serge Goulart écrit :

“L'impérialisme ne peut rien tolérer qui le conteste dans sa volonté de faire sauter le cadre des nations afin de tenter de préserver le régime de la propriété privée des moyens de production.”

Très juste, mais il faut préciser : pour ce faire, il a recours aux cadres “régionaux” supranationaux destructeurs de la démocratie et des droits ouvriers et des organisations ouvrières, et de la souveraineté des nations. Sur le continent, son instrument s'appelle le MERCOSUL. Ne pas s'être dressé contre le MERCOSUL dans la rencontre de Caracas revenait à renoncer à poser le problème politique de la rupture avec cet instrument de l'impérialisme.

6. Serge Goulart écrit que Chavez est

“le seul gouvernement au monde qui dise non à l'impérialisme américain”.

Cela était vrai, bien que contradictoirement, jusqu'à son annonce de l'entrée dans le MERCOSUL avec Lula, qui, après Mar del Plata, a invité et embrassé Bush à Brasilia. Mais aujourd'hui ?

C'est sous la pression de Lula, comme de Fidel Castro, qui pousse la révolution vénézuélienne vers les coopératives et les forums sociaux, que le gouvernement Chavez a annoncé son adhésion au MERCOSUL. Le gouvernement Chavez est celui qui, dans la dernière période, est allé le plus loin dans la voie de la rupture avec l'impérialisme. Mais son annonce de l'entrée dans le MERCOSUL avec Lula est contradictoire avec la politique de rupture avec l'impérialisme.

7. Serge Goulart écrit :

“L'anti-impérialisme bolivarien de Chavez ne peut ouvrir aucune issue au peuple vénézuélien. Bolivar est latino-

américaniste, et si cela a été, à une certaine époque, de façon limitée, progressiste, c'est aujourd'hui un élément politique de confusion sur les nécessités immédiates et historiques des peuples opprimés et est l'instrument d'une politique de rupture de l'unité mondiale de la lutte de classe.”

Il faut choisir : ou bien la politique de Chavez est marquée par “la confusion”, ou bien elle est une “politique de rupture de l'unité mondiale de la lutte de classe”. Ce ne peut être les deux à la fois. En réalité, sous l'apparente confusion, c'est une politique qui, tant sur le plan international que sur le plan intérieur, s'oppose à l'indépendance de classe. Il y a un lien entre la démocratie participative intégrée dans la Constitution bolivarienne, la tentative de transformer l'UNT en un organe de gestion corporatiste des entreprises, les pressions des courants les plus liés à Chavez pour différer sans cesse le congrès de l'UNT et l'entrée dans le MERCOSUL, qui organise l'intégration corporatiste. Peut-on ne pas combattre cette politique ? Pouvait-on ne pas la combattre dans la rencontre de Caracas ?

8. Serge Goulart préconise

“la lutte pour la Fédération des républiques socialistes souveraines d'Amérique du Sud”.

Une telle affirmation ne peut prendre son sens que si elle est précédée de l'affirmation suivante :

« La délégation brésilienne que j'ai conduite dans la rencontre de Caracas aurait dû condamner explicitement le MERCOSUL et se dresser contre la déclaration des gouvernements qui soutenaient le MERCOSUL. C'est à cette condition que le combat pour une “fédération des républiques...” peut prendre son sens. »

En dehors d'une telle affirmation, le passage en question ressemble — indépendamment de la volonté de son auteur — à s'y méprendre à la politique par laquelle nombre de courants centristes camouflent leur refus de combattre l'Union européenne ou le MERCOSUL sous la rhétorique la plus radicale concernant le socialisme, l'Europe sociale, etc.

9. Serge Goulart écrit :

“C'est l'orientation qui s'oppose de façon cohérente et conséquente aux fantaisies de l'ALBA” (Alternative bolivienne pour les Amériques — NDLR).

Dans nombre de discours, Chavez, depuis quatre mois, a expliqué que l'ALBA se traduisait aujourd'hui par le MERCOSUL. Baptiser "fantaisie" une politique délibérément et consciemment tournée contre la révolution vénézuélienne n'est pas acceptable.

10. Serge Goulart écrit :

« La IV^e Internationale est inconditionnelle dans la défense de la révolution vénézuélienne, de sa souveraineté nationale, des occupations des usines et des terres, de leur expropriation et nationalisation sous contrôle ouvrier. La IV^e Internationale combat toute tentative de transformer les expropriations faites par l'Etat en coopératives ou entreprises "autogérées" transformant les travailleurs en propriétaires.

Cela serait exproprier la victoire ouvrière qui a imposé la nationalisation. Dans la société capitaliste existe la propriété privée, que ce soit celle d'un ou de millions de propriétaires, et la propriété publique d'Etat. Nous combattons toute spéculation réactionnaire qui parle de l'existence ou de la création d'un nouveau type de propriété dite "publique non étatisée". »

Donc, pour cela, nous combattons en toutes circonstances pour la rupture avec le MERCOSUL, tout particulièrement quand, dans une rencontre à laquelle nous participons, les représentants des gouvernements présents proposent d'orienter les travailleurs et leurs orientation vers la subordination au MERCOSUL. Donc, nous réaffirmons que l'orientation suivie à Caracas en octobre fut une erreur.

11. Serge Goulart écrit :

« Certains des pires dangers pour la révolution vénézuélienne sont ses prétendus amis : la bureaucratie du gouvernement cubain, les pablistes et leurs satellites, leurs variantes (il faut inclure là les morénistes), le centrisme petit-bourgeois, qui cherche en permanence un accord avec une fraction de l'impérialisme et qui s'exprime dans le gouvernement Chavez, concrètement, dans ses tentatives de coexistence pacifique, avec la FEDECOMARAS, son entrée dans le MERCOSUL, l'organisation du FSM "de gauche" (bien qu'ici soit incluse une réelle crise provoquée par la force de la révolution prolétarienne), ainsi que sa tentative de dévier la lutte ouvrière pour la nationalisation et le contrôle ouvrier vers la constitution de coopératives, tout comme

sur le plan politique la tentative d'établir la démocratie participative. »

Il est indispensable de mettre en exergue dans cette liste le courant Militant de Grant-Woods, qui occupe une place réelle tout aussi réactionnaire que le Secrétariat unifié, en particulier comme obstacle à la révolution vénézuélienne, où il développe une politique qui appuie les traits les plus réactionnaires de la politique de Chavez. Pourquoi ne pas citer, par exemple, les positions développées par Militant à propos de l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL ?

Militant, au nom du trotskysme, joue le rôle de courroie de transmission de la bureaucratie castriste — au moment où le Secrétariat unifié est dévalorisé parmi de larges couches des mouvements de masse — pour promouvoir et couvrir une politique ouvertement contre-révolutionnaire au Venezuela et dans le continent américain dans son ensemble et au-delà.

Ainsi, analysant des déclarations de Chavez lors du dernier sommet du MERCOSUL le 8 décembre 2005, Alan Woods écrit :

« Afin de briser l'isolement diplomatique que Washington essaie d'imposer au Venezuela, Chavez a essayé de passer des accords avec des gouvernements et des pays qui ont des différends avec les Etats-Unis, et qui, dans un certain sens, peuvent être considérés comme "progressistes". »

Pour Grant-Woods,

"la seule chose que signifie l'intégration du Venezuela dans le MERCOSUL est la reconnaissance de l'énorme potentiel que constitue le marché vénézuélien".

Bref, "une tempête dans un verre d'eau". L'adhésion du Venezuela au MERCOSUL n'aurait donc rien à voir avec les tentatives incessantes de l'impérialisme américain — tentatives relayées par Lula — d'en finir avec la révolution vénézuélienne ?

Qu'est-ce donc là, sinon un appui apporté à celles des positions de Chavez qui sont les plus dangereuses pour la révolution vénézuélienne ? Quiconque défend la révolution vénézuélienne contre l'impérialisme, quiconque se prononce pour un véritable front unique avec Chavez contre l'impérialisme — ce qui est notre position quels que soient nos désaccords avec Chavez — peut-il ne pas dénoncer Militant et sa politique

comme un danger pour la révolution vénézuélienne ? Il s'agit donc là d'une erreur. Ne faut-il pas la caractériser ?

12. Evoquant tous ces courants centristes réactionnaires (dans lesquels il oublie d'inclure Militant), Serge Goulart évoque la nécessité de s'opposer

« à toutes ces politiques qui sont incompatibles avec les besoins des masses exploitées ».

A toutes ces politiques ? Et pas aux organisations qui les portent ? Ne faut-il pas dire que nous devons combattre avec acharnement contre le Secrétariat unifié, les morénistes, Militant ?

13. Serge Goulart écrit :

« La relation des masses aujourd'hui avec Chavez exprime la volonté révolutionnaire d'expulser l'impérialisme et voir satisfaites leurs revendications les plus fondamentales. Et c'est le produit direct de la faillite de tous les partis qui, au Venezuela, se réclament de la classe ouvrière. Cette relation des masses avec Chavez, résultat de l'absence d'un parti ouvrier indépendant, existe cependant et doit être prise en compte pour que des pas concrets puissent être faits dans la voie d'un parti ouvrier indépendant. Cela signifie, au Venezuela, actuellement s'intégrer au "mouvement bolivarien" pour construire la section de la IV^e Internationale. En d'autres termes, décider maintenant de faire de l'entrisme dans le MVR (Mouvement révolutionnaire vénézuélien) en participant du "mouvement bolivarien", évidemment en maintenant toute l'indépendance politique et organisationnelle (presse, etc.). »

En aucune manière ! Le conseil général rejette cette orientation ! Répétons-le : la citation faite de Lénine au début de son texte par Goulart appelle à la rupture politique avec Kerenski-Chavez et non à soutenir ces bonapartes. Fidèles à Lénine, nous rejetons la politique qui fut préconisée naguère par Martov, et qui consistait, avec un langage "très à gauche", à se soumettre à Kerenski.

Nous n'avons rien à voir avec cela. La construction d'une section vénézuélienne de la IV^e Internationale ne peut passer que par la mise en œuvre d'une orientation indépendante basée sur le front unique inconditionnel avec Chavez contre l'impérialisme combiné avec le déploiement inlassable d'une propagande et d'une agi-

tation indépendantes en faveur de la rupture avec le MERCOSUL et l'impérialisme, en faveur de l'indépendance de l'UNT, de la réforme agraire et de la nationalisation des usines.

Ce qui peut nous conduire en telle ou telle circonstance à un front unique face à l'impérialisme avec tel ou tel secteur chaviste, mais pas à nous y intégrer.

14. Serge Goulart écrit :

« Dans le Venezuela révolutionnaire, c'est sur ce terrain, le terrain de la révolution, du "chavisme" des masses populaires, que la IV^e Internationale doit construire sa section. Non pas comme parti autoproclamé, mais comme la tendance la plus résolue du combat anti-impérialiste, anticapitaliste. »

Le conseil général rejette cette affirmation. Le conseil général rejette l'assimilation faite par Serge Goulart entre "le terrain de la révolution" et le terrain "du chavisme des masses". Répétons-le, si nous sommes inconditionnellement pour le front unique avec Chavez contre l'agression impérialiste, pour autant, nous ne nous situons pas sur le terrain du "chavisme des masses" : cette dernière expression désigne, si l'on comprend bien, les illusions des masses qui voient en Chavez le porte-parole de leurs aspirations. Certes, ces illusions existent. Et il nous faut les combattre avec notre méthode — combattre les illusions sur le terrain des illusions, c'est-à-dire sur une ligne de front unique —, mais il nous faut les combattre, car nous comprenons le caractère mortel des illusions. Il nous faut donc faire exactement l'inverse de ce que préconise Goulart, puisqu'il nous faut aider les masses à saisir, par leur expérience pratique et la libre discussion, la contradiction qui existe entre le terrain de la révolution et le terrain du chavisme.

15. Serge Goulart cite le *Manifeste du Parti communiste*.

Le conseil général estime que le choix de citation fait par Goulart est des plus discutables. Il convient de citer en particulier le paragraphe qui suit la citation de Goulart et qu'il n'a pas retenu, à savoir :

« Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

Citation d'autant plus importante et pertinente qu'elle débouche sur une tâche immédiate : le renversement de la domination bourgeoise passe par le renversement de la domination de l'impérialisme, donc du MERCOSUL qui en est l'instrument. Fallait-il ou non le dire à Caracas ?

16. Serge Goulart préconise que nous soyons *“une fraction du MVR”*.

Le conseil général constate qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de noyau organisé de la IV^e Internationale au Venezuela. Il y a sans doute à cela des explications politiques, qui, au moins partiellement, ont un rapport avec les questions discutées dans ce texte. Mais, quelque point de vue que l'on ait sur cette question, le fait demeure, indiscutable, il n'y a aucune section. Le conseil général estime que toute discussion sur la tactique d'une section est nulle et non avenue s'il n'y a pas de section. Que le premier acte de la constitution d'une section est de déployer en toute indépendance toute la politique de la IV^e Internationale. Et que cela passe aujourd'hui au Venezuela par l'existence d'un noyau agissant publiquement pour la rupture avec le MERCOSUL.

17. Serge Goulart propose

“une lettre de J. T. F. et S. G. adressée à Chavez et à l'UNT (pour une large utilisation dans le mouvement ouvrier) sur la signification du MERCOSUL et ses conséquences sur la souveraineté des nations, sur l'indépendance des organisations”.

Le conseil général s'étonne de ce que, alors que l'indépendance de la centrale syndicale vis-à-vis du gouvernement est la clé de la révolution, Serge Goulart propose qu'une lettre commune soit adressée à Chavez et l'UNT. Le conseil général estime que s'il est légitime que Serge Goulart s'adresse à Chavez par écrit pour dénoncer le MERCOSUL et poser l'exigence de la rupture avec le MERCOSUL, c'est au contraire comme syndicaliste que J. T. F. doit s'adresser à l'UNT.

Il ne peut le faire qu'à la condition préalable que dans la préparation (en cours) du congrès de la CUT (qui se tient

en avril), il soulève publiquement la question de la rupture avec le MERCOSUL et en fasse un élément majeur de préservation de l'indépendance et de l'unité de la CUT, contre la majorité luliste pro-MERCOSUL, contre ses alliés pablistes et contre les courants morénistes et PSOL, qui, en s'appêtant à rompre avec la CUT, travaillent au service de Lula.

18. Serge Goulart propose :

“Une lettre de D. G. doit proposer à Chavez la tenue d'une conférence mondiale ouverte pour la défense de la révolution vénézuélienne, de la souveraineté des peuples et la conquête de la propriété sociale.”

Bien évidemment, une telle lettre devrait commencer par exprimer notre position : front unique avec Chavez pour la défense de la révolution vénézuélienne contre l'impérialisme, condamnation (sous une forme appropriée) de la politique, qui, en acceptant le cadre du MERCOSUL, menace la révolution vénézuélienne tout entière.

19. Serge Goulart écrit à propos de nos activités :

“Aucune participation des gouvernements Lula, Kirchner, Tabaré, Evo ne peut être introduite dans ces activités.”

Pourquoi ne pas dire : aucune participation non plus du gouvernement Chavez ? Répétons-le, le front unique avec lui est une chose, mais la subordination du mouvement ouvrier à un gouvernement quel qu'il soit — et a fortiori pour un gouvernement kerenskiste d'intégration au MERCOSUL — est contraire à notre politique.

Cette condition étant réunie (la non-intervention de tous les gouvernements dans la rencontre latino-américaine des usines récupérées par les travailleurs et la rencontre syndicale de défense de l'emploi), notre participation implique d'organiser et d'engager un combat contre le MERCOSUL avant les rencontres, pendant et après leur tenue, pour la défense de la souveraineté nationale et de l'indépendance des organisations syndicales contre la politique de l'impérialisme.

I-2. Notre construction au Venezuela (Serge Goulart, 28 février 2006)

“Tant que nous serons minorité, nous ferons un travail de critique et d’explication des erreurs, en défendant simultanément la nécessité que tout le pouvoir de l’Etat passe dans les mains des soviets de députés ouvriers, de façon à ce que, sur la base de l’expérience, les masses dépassent leurs erreurs” (Lénine, Thèses d’avril).

Voilà l’orientation qui nous guide au Venezuela. Une puissante vague révolutionnaire atteint toute l’Amérique du Sud. Le Venezuela est son point le plus avancé.

1. La révolution vénézuélienne a démarré de la revendication de souveraineté nationale (refus de privatisation de la PDVSA) et se développe dans un processus de révolution permanente qui met au premier plan la classe ouvrière et qui se développe internationalement dans toute l’Amérique latine. L’entrée en scène de la classe ouvrière contre le lock-out patronal qui prétendait renverser Chavez, en occupant des entreprises, en particulier la PDVSA, en la faisant fonctionner pendant 60 jours directement sous contrôle ouvrier, a porté la révolution à un autre niveau.

2. Le fruit le plus précieux de cette entrée en scène de la classe ouvrière avec ses propres méthodes a été la constitution de l’UNT. Dont la consolidation est remise en question sous la pression de toutes les forces, y compris celle du gouvernement Chavez, qui cherche à éviter la constitution d’une centrale syndicale ouvrière indépendante, qui ferait pencher du côté de la révolution le fragile équilibre sur lequel lui-même s’appuie.

3. Le gouvernement Chavez est un gouvernement bonapartiste, d’origine petit-bourgeois et d’orientation nationaliste, dont la défense de la souveraineté du Venezuela, même limitée, se heurte à la politique de l’impérialisme américain. La politique impérialiste est fruit de l’état actuel de décomposition du système capitaliste qui menace l’humanité. Depuis le début du XX^e siècle, les forces produc-

tives ont cessé de croître et se sont transformées en forces destructives. Les forces productives étouffent dans le régime de la propriété privée des grands moyens de production et dans le cadre des Etats nationaux. L’impérialisme ne peut rien tolérer qui le conteste dans sa volonté de faire sauter le cadre des nations, afin de tenter de préserver le régime de la propriété privée des moyens de production.

4. C’est pour cela que Chavez est inacceptable pour l’impérialisme américain. Il est, tant bien que mal, le seul gouvernement au monde qui dise non à l’impérialisme américain, y compris si sa défense de la souveraineté du Venezuela est limitée et reste dans le cadre de la propriété privée des moyens de production. Oui, car malgré tout le courage personnel de Chavez (cela ne se discute pas), le fait est que la défense de la souveraineté du Venezuela est limitée à des actions défensives et ne s’élargit pas au domaine du contrôle actuel qu’ont les multinationales et le capital spéculatif sur l’économie du Venezuela. Economie qui maintient le peuple dans une situation douloureuse malgré les timides réformes engagées par Chavez.

5. L’anti-impérialisme bolivarien de Chavez ne peut ouvrir aucune issue au peuple vénézuélien. Bolivar est latino-américaniste, et si cela a été, à une certaine époque, de façon limitée, progressiste, c’est aujourd’hui un élément politique de confusion sur les nécessités immédiates et historiques des peuples opprimés et est l’instrument d’une politique de rupture de l’unité mondiale de la lutte de classe.

6. La classe ouvrière vénézuélienne fait partie de la classe ouvrière internationale et non pas d’une classe ouvrière spéciale latino-américaine. Une des questions centrales est l’unité avec la classe ouvrière des Etats-Unis et du Canada pour vaincre l’impérialisme dans toute l’Amérique latine. Cela ne veut pas dire que l’identité latino-américaine, qui, de fait, existe,

puisse être ignorée. La question qui est posée est celle de l'unité des peuples latino-américains avec la classe ouvrière des Etats-Unis et du Canada. En Amérique du Sud, la forme qui découle de cette unité et qui exprime ce combat, c'est la lutte pour la Fédération des républiques socialistes souveraines d'Amérique du Sud.

7. C'est l'orientation qui s'oppose de façon cohérente et conséquente aux fantaisies de l'ALBA et permet le combat contre le MERCOSUL, y compris dans sa variante "sociale" présentée par les appareils, en particulier par le SU. La défense de la souveraineté des nations exige le combat pour la fin du régime de la propriété privée des moyens de production. Elle part de la défense de chaque conquête, de chaque revendication, de la défense de l'indépendance des organisations des travailleurs, et s'étend sur le terrain international de la révolution prolétarienne.

8. La mobilisation de la classe ouvrière vénézuélienne pour la défense de la souveraineté nationale, pour la défense du gouvernement Chavez chaque fois qu'il est attaqué par l'impérialisme et ses laquais locaux, alimente un processus de révolution permanente, de révolution prolétarienne. On ne peut nier qu'aujourd'hui, au Venezuela, est posée la question de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, l'expropriation des multinationales, des banques, des grandes propriétés terriennes, et leur mise sous contrôle ouvrier pour empêcher le désastre économique. Seule la planification de l'économie de façon centralisée et démocratique sous le contrôle des masses auto-organisées peut tracer un véritable avenir souverain pour les masses du Venezuela.

9. La IV^e Internationale est inconditionnelle dans la défense de la révolution vénézuélienne, de sa souveraineté nationale, des occupations des usines et des terres, de leur expropriation et nationalisation sous contrôle ouvrier. La IV^e Internationale combat toute tentative de transformer les expropriations faites par l'Etat en coopératives ou entreprises "autogérées" transformant les travailleurs en propriétaires. Cela serait exproprier la victoire ouvrière qui a imposé la nationalisation. Dans la société capitaliste existe la propriété privée, que ce soit celle d'un ou de millions de propriétaires, et la propriété

publique d'Etat. Nous combattons toute spéculation réactionnaire qui parle de l'existence ou de la création d'un nouveau type de propriété dite "publique non étatisée".

10. Certains des pires dangers pour la révolution vénézuélienne sont ses prétendus amis : la bureaucratie du gouvernement cubain, les pablistes et leurs satellites, leurs variantes (il faut inclure là les morénistes), le centrisme petit-bourgeois qui cherche en permanence un accord avec une fraction de l'impérialisme et qui s'exprime dans le gouvernement Chavez, concrètement, dans ses tentatives de coexistence pacifique, avec la FEDECMARAS, son entrée dans le MERCOSUL, l'organisation du FSM "de gauche" (bien qu'ici soit incluse une réelle crise provoquée par la force de la révolution prolétarienne), ainsi que sa tentative de dévier la lutte ouvrière pour la nationalisation et le contrôle ouvrier vers la constitution de coopératives, tout comme sur le plan politique la tentative d'établir la démocratie participative.

11. Mais la force de la révolution prolétarienne s'oppose à toutes ces politiques qui sont incompatibles avec les besoins des masses exploitées. La tâche de la IV^e Internationale est de s'appuyer sur cette formidable force des masses et d'essayer de les aider à tracer un chemin cohérent et conséquent.

12. Pour aider à avancer dans la voie de la victoire de la révolution, le combat le plus important aujourd'hui est celui de la consolidation de l'UNT. C'est à partir de là que sera posée la question d'un POI et de la victoire du gouvernement ouvrier et paysan, mais il faut avoir clairement à l'esprit que sans un parti, la classe ouvrière est mille fois condamnée à la défaite.

13. Quelle que soit la forme que prenne la constitution d'un PO au Venezuela, une chose est certaine : il ne peut se développer positivement que s'il existe et se construit en son sein une section de la IV^e Internationale. Une section qui ait une indépendance matérielle, financière et politique totale, fondée sur le *Programme de transition* et sur les conquêtes politiques et théoriques de la IV^e Internationale.

14. La relation des masses aujourd'hui avec Chavez exprime la volonté révolu-

tionnaire d'expulser l'impérialisme et voir satisfaites leurs revendications les plus fondamentales. Et c'est le produit direct de la faillite de tous les partis qui, au Venezuela, se réclament de la classe ouvrière. Cette relation des masses avec Chavez, résultat de l'absence d'un parti ouvrier indépendant, existe cependant et doit être prise en compte pour que des pas concrets puissent être faits dans la voie d'un POI. Cela signifie, au Venezuela, actuellement s'intégrer au "mouvement bolivarien" pour construire la section de la IV^e Internationale. En d'autres termes, décider maintenant de faire de l'entrisme dans le MVR (Mouvement révolutionnaire vénézuélien) en participant du "mouvement bolivarien", évidemment en maintenant toute l'indépendance politique et organisationnelle (presse, etc.).

15. Il faut avoir confiance dans le programme et dans le contrôle politique collectif que toute Internationale peut exercer. Les trotskistes qui ont compris la théorie de la révolution permanente savent parfaitement qu'elle démontrait qu'à notre époque, l'accomplissement des tâches démocratiques, que se proposent les pays bourgeois arriérés, les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là.

Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société.

16. Dans le Venezuela révolutionnaire, c'est sur ce terrain, le terrain de la révolution, du "chavisme" des masses populaires, que la IV^e Internationale doit construire sa section. Non pas comme parti autoproclamé, mais comme la ten-

dance la plus résolue du combat anti-impérialiste, anticapitaliste. Et cela est l'un des plus grands enseignements du *Manifeste communiste* :

"Dans le Venezuela révolutionnaire, c'est sur ce terrain, le terrain de la révolution (chavisme), que la IV^e Internationale doit construire sa section. Non pas comme parti autoproclamé, mais comme la tendance la plus déterminée du combat anti-impérialiste, anticapitaliste. Et cela est l'un des plus grands enseignements du Manifeste du Parti communiste : les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien" (Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste).

Les communistes, au Venezuela, ce sont ceux qui défendent le renforcement de l'UNT, combattent en son sein pour la défense des occupations d'usines, pour la nationalisation sous contrôle ouvrier, pour l'extension et la généralisation de ce mouvement en tant que partie de la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme, dans la voie de la planification de l'économie, du gouvernement ouvrier et paysan. Et cela exige d'avoir son propre journal, ses propres expressions et une totale indépendance politique et organisationnelle. Comme section de la IV^e Internationale, comme organisation prolétarienne, mais, en ce moment, non pas comme un parti à part, mais comme une fraction du MVR.

17. C'est de ce point de vue (de notre construction, de la défense de la souveraineté nationale et de la révolution) que nous

mènerons campagne pour la réélection de Chavez à la présidence cette année.

18. Une énorme pression va s'exercer sur les trotskistes au Venezuela dans ces conditions. Un accompagnement et une discussion permanente et régulière, de la part de l'Internationale, sont indispensables pour aider à la construction de la section. Mais c'est en particulier une action internationale commune qui permettra de garder l'axe de la lutte de classe et l'indépendance.

C'est dans ce but que l'on décide :

a) De garantir l'édition mensuelle du bulletin "*Problèmes de la révolution vénézuélienne*" et de constituer au Venezuela un cercle de discussion et de diffusion de ce bulletin.

b) Transférer un permanent de la IV^e Internationale au Venezuela jusqu'à fin mars dans les conditions décidées par le BPA (Madrid, 2005).

c) Une lettre de J. T. F. et S. G. adressée à Chavez et à l'UNT (pour une large utilisation dans le mouvement ouvrier) sur la signification du MERCOSUL et ses conséquences sur la souveraineté des nations, sur l'indépendance des organisations. Cette lettre doit être reliée à l'expérience de l'Union européenne (conférence de Berlin).

d) Une lettre de D. G. doit proposer à Chavez la tenue d'une conférence mondiale ouverte pour la défense de la révolu-

tion vénézuélienne, de la souveraineté des peuples et la conquête de la propriété sociale. Cette conférence devrait se tenir en France, précédée d'une large mobilisation dans toute l'Europe et une agitation dans le monde entier avec des bulletins préparatoires que nous organiserions sur ces questions centrales.

En juillet 2006 est prévue la tenue de la II^e Rencontre latino-américaine des usines récupérées par les travailleurs à nouveau à Caracas. Tout comme la II^e Rencontre syndicale de défense de l'emploi, des usines et de la souveraineté nationale. Pour nous, une question doit être définie et décidée à l'avance avec les coorganisateur vénézuéliens : aucune réunion de gouvernements ne peut être mêlée à cette activité. Aucune participation des gouvernements Lula, Kirchner, Tabaré, Evo ne peut être introduite dans ces activités. Ce sont là des questions clés et elles déterminent notre participation ou non à cette initiative. Et évidemment aucun soutien, même critique, aux TLC (traités de libre commerce) quels qu'ils soient. Et cela implique pour nous (en maintenant nos positions contre l'économie solidaire, l'autogestion, etc.) d'organiser et d'engager un combat contre le MERCOSUL, et pour que tous les gouvernements qui veulent défendre la souveraineté nationale s'en retirent, en particulier le gouvernement du Venezuela.

II. La direction nationale de *OT* prend position (mars 2006)

II-1. Résolution adoptée (11 et 12 mars 2006)

(12 membres de la direction nationale pour et 10 contre)

La direction nationale de *OT* a rejeté cette dernière résolution du conseil général, considérant que ce n'est pas là une méthode correcte de mener la discussion et considérant son orientation générale contradictoire avec un combat de front unique dans la révolution vénézuélienne, qui, à l'évidence, inclut Chávez comme une composante de ce front unique anti-impérialiste. Ce qui n'a rien à voir avec le fait d'appuyer sa politique et son gouvernement inconditionnellement.

Dans les circonstances actuelles, où l'entrée de Chávez dans le MERCOSUL fragilise et est une énorme menace pour la révolution vénézuélienne, une orientation comme celle-ci nous écarte des masses, nous empêche de combattre les illusions sur le terrain des illusions, et donc empêche ou rend difficile le combat réel contre le MERCOSUL, qui ne peut se mener que dans le mouvement des masses. La résolution du conseil général rend difficile, voire bloque, la construction d'une section de la IV^e Internationale au Venezuela.

La résolution du conseil général est une résolution "négative" et paralysante. Caractériser Chávez comme Kerenski, comme le fait la résolution du conseil général ("*appelle à la rupture politique avec Kerenski-Chávez et non à soutenir ces bonapartes*" ou plus loin "*dans le cas du gouvernement kerenskiste intégré dans le MERCOSUL*"), c'est évidemment défi-

nir un type de relation avec celui-ci qui n'a rien à voir avec la relation que doit avoir la IV^e Internationale avec un gouvernement petit-bourgeois anti-impérialiste qui est entré en opposition avec l'impérialisme dans la défense de la nation et est en train d'aller plus loin qu'il ne le voulait, poussé par l'activité révolutionnaire des masses. Un gouvernement Kerenski est un gouvernement contre-révolutionnaire sur toute la ligne, qui menait la guerre impérialiste et réprimait les masses. Si l'on peut faire un rapport avec Kerenski, c'est avec le gouvernement Lula.

Tout en maintenant notre indépendance vis-à-vis de Chávez, la direction nationale de *OT* a réaffirmé ses positions de principe sur la situation au Venezuela, le gouvernement Chávez et notre construction dans la révolution vénézuélienne. Sur les questions politiques et de tactique au Venezuela, la discussion est ouverte et se poursuivra.

II-2. "Pourquoi une fraction IV^e Internationale de OT ?"

(extraits de la plate-forme présentée par 10 membres de la direction nationale de OT lors de la réunion des 11 et 12 mars 2006)

La réunion de la direction nationale de OT des 11 et 12 mars 2006 a décidé, par vote à la majorité (12 contre 10), de convoquer le 26^e Congrès de OT sur la base du rapport publié dans ce bulletin intérieur, auquel nous opposons cette plate-forme de la fraction IV^e Internationale de OT.

Cette réunion de la direction nationale s'est tenue après la réunion du conseil général de la IV^e Internationale, instance dirigeante de notre Internationale, du 27 février au 1^{er} mars, lequel a convoqué pour la fin de cette année la tenue du Sixième Congrès mondial.

C'est précisément parce qu'ils considèrent les résolutions adoptées dans ce dernier conseil général, en particulier les positions sur le Venezuela et le MERCOSUL, comme base nécessaire pour une discussion qui, partant des principes, établit la tactique à mettre en œuvre par la section brésilienne dans la période à venir, que 10 camarades de la direction nationale ont jugé indispensable de se déclarer fraction IV^e Internationale de *O Trabalho*, après que la majorité a rejeté la "Résolution du conseil général sur la contribution de Serge Goulart".

Dans la tradition du centralisme démocratique, la constitution d'une fraction (reconnue dans nos statuts) est un moyen d'éviter une division dans l'organisation quand une question politique programmatique, de principe, est posée.

Et c'est exactement la situation quand une majorité de membres de notre direction nationale, direction d'une section de l'Internationale, rejette une orientation politique qui concerne nos principes et est même à la base de la convocation de notre Sixième Congrès mondial.

Ainsi, dans la *Lettre de la IV^e Internationale*, n° 173 (du 3 mars), qui présente les résultats de ce conseil général, nous pouvons lire, dans une des trois résolutions que notre fraction revendique intégralement, que :

« Le débat qui s'est tenu, dans le respect des normes qui sont les nôtres, celles de la démocratie ouvrière, dépasse le cadre strict de la situation au Venezuela et le combat pour la construction d'une section dans un processus révolutionnaire. En effet, la question centrale est comment préserver l'indépendance politique de la IV^e Internationale face à un gouvernement qu'en même temps nous défendons inconditionnellement contre l'impérialisme. Ce qui nous oblige à nous délimiter clairement de courants comme le chavisme (même si, nous le répétons, nous défendons inconditionnellement Chávez contre l'impérialisme), qui, sous l'influence du castrisme, tente de présenter comme une issue pour les peuples d'Amérique latine et au-delà un prétendu "socialisme" qui n'attaquerait pas la propriété privée des grands moyens de production » (passages soulignés par nous).

Dans la résolution même qui convoque le Sixième Congrès mondial, il est fait explicitement référence aux résolutions sur le MERCOSUL et le Venezuela, car elles touchent "à des questions de fond et de principe qui concernent l'existence même de la IV^e Internationale".

Cependant, la majorité de la direction nationale a opposé à la "Résolution sur la contribution de Serge Goulart" adoptée par le conseil général, et que nous défendons, une autre qui, bien qu'elle reconnaisse l'erreur de principe de ne pas avoir condamné MERCOSUL dans la rencontre

des usines récupérées de Caracas (octobre 2005), contourne et omet des questions politiques centrales — présentes dans la résolution du conseil général — telles que : le refus de la proposition d'entrisme ou d'intégration dans le Mouvement V^e République de Chávez ; la caractérisation selon laquelle l'adhésion de Chávez au MERCOSUL, sous la tutelle de Lula, a constitué un virage contradictoire aux besoins du développement de la révolution vénézuélienne ; le combat contre la tentative de transformer l'UNT (centrale syndicale) en un organisme de gestion corporatiste des entreprises, pour ne prendre que trois exemples flagrants. Quel militant sérieux peut imaginer que la position sur de telles questions n'a pas de conséquences sur la politique que doit développer la section brésilienne ?

LA DISCUSSION INTERNATIONALE ET LA DISCUSSION SUR LE BRÉSIL

Pour nous, il est impossible d'élaborer une orientation correcte pour faire face à la situation de lutte de classes au Brésil — où il faut mettre en relief le rôle contre-révolutionnaire assumé par Lula et par la direction du Parti des travailleurs au service de Bush, y compris sur le plan continental, pour faire barrage aux processus révolutionnaires en cours — sans partir de la situation mondiale, dans laquelle la révolution vénézuélienne est une pointe avancée.

C'est pour cela que, au début de la réunion de la direction nationale de mars, dans la discussion sur l'ordre du jour, les camarades qui en sont venus à constituer la fraction insistaient sur la nécessité de discussion et de vote sur les résolutions issues du conseil général avec un texte qui disait :

« *Devant la nécessité d'approfondir cette question de fond (Venezuela, MERCOSUL), la discussion sur le Brésil au conseil général a été limitée (...) sans parvenir à l'adoption d'une résolution spécifique. De toute façon, il s'agit pour nous d'approfondir la ligne de front unique exprimée dans la Lettre à Lula sur la réélection, en refusant d'accepter ou de compromettre la IV^e Internationale avec la politique de destruction du PT et de la nation, où sont inscrites toutes les conquêtes ouvrières, politique menée par*

le gouvernement Lula et par la direction du PT.

Nous nous adressons directement aux travailleurs avec une orientation qui exprime clairement que nous n'accompagnons pas la politique du gouvernement Lula-Rossetto et du parti (Berzoini-Raul Pont), en opposant à leur politique pro-impérialiste les engagements historiques du "PT sans patrons" et les revendications du peuple travailleur (...).

L'approfondissement de l'élaboration sur notre orientation au Brésil — en dépassant, par le libre débat, les nuances qui existent encore entre nous sur la tactique nationale — part, répétons-le, obligatoirement de la discussion dans l'Internationale sur la situation mondiale, en particulier sur la révolution vénézuélienne, un des points avancés de la lutte des travailleurs pour leur émancipation, discussion qui touche à des questions de principe : ce qu'est la IV^e Internationale, ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle ne peut pas être. L'élaboration sur le Brésil, donc, ne peut pas se développer sans intégrer notre orientation sur le Venezuela et le gouvernement Chávez. »

Ainsi, nous partons de la ligne du front unique exprimée dans la *Lettre à Lula*, en opposant les revendications qui exigent la rupture avec l'impérialisme et son dispositif (tel que le MERCOSUL lui-même) à la politique actuelle du gouvernement et de la direction pétiste, en regroupant une force politique indépendante autour de la section brésilienne de la IV^e Internationale. Voilà la base politique dont nous partons.

Parmi les adhérents de la fraction IV^e Internationale de OT, il y a encore des nuances sur la tactique en rapport avec le PT. Mais ce n'est que dans le cadre de la IV^e Internationale et son programme que ces différences peuvent être dépassées par la libre discussion, raison supplémentaire pour déclarer cette fraction à un moment où c'est l'identité politique et la survie de la section brésilienne qui sont mises en question par le refus de la résolution sur le Venezuela-MERCOSUL.

INDÉPENDANCE POLITIQUE ET D'ORGANISATION

Une autre dimension de la question de la nécessaire indépendance politique de la

section brésilienne de la IV^e Internationale est apparue aussi dans la discussion de la réunion de la direction nationale de mars. Question qui, pour nous, est en relation avec les principes, et qui, ainsi, a réaffirmé la nécessité de constituer la fraction que nous avions déclarée quelques instants auparavant.

Il s'agit de la question de l'indépendance réciproque qu'il doit y avoir entre le fonctionnement et la structure du courant OT (section), fondé sur des finances complètement indépendantes et basées sur l'activité militante, d'un côté, et, de l'autre, l'administration des usines occupées. Et nous disons bien l'administration des usines occupées, et non les travailleurs, tant des usines occupées que de l'ensemble de la classe. Oui, car si l'occupation des usines donne au mouvement ouvrier dans son ensemble un point d'appui pour lutter (inséparable de la revendication centrale de nationalisation dirigée contre le gouvernement, qui touche à la question clé de la propriété), leur administration ne peut se mener que dans le cadre de la société capitaliste.

Ce qui veut dire que, même dans une situation transitoire dans laquelle nous luttons pour la nationalisation, tant qu'elle ne vient pas pour garantir les emplois des travailleurs, nous sommes obligés de faire des "affaires" dans le cadre du marché capitaliste, ce qui ne peut exercer aucune pression sur notre dispositif politique d'organisation.

Cependant, la même majorité de la direction nationale (12 voix) qui a refusé la résolution principale du conseil général sur le Venezuela et le MERCOSUL a aussi rejeté la proposition formulée par notre fraction, en relation avec la composition de la commission exécutive de la direction nationale, qui affirmait :

"Le secrétaire de la commission exécutive doit être permanent de OT, c'est pourquoi la direction nationale considère qu'il est contradictoire et incompatible avec les besoins de l'organisation que le secrétaire de la commission exécutive soit en même temps administrateur de la Cipla (usine occupée), et mandate la commission exécutive pour discuter comment appliquer cette décision."

La résolution adoptée, en revanche, parle à peine du fait que le secrétaire de la commission exécutive doit être permanent de l'organisation.

Nous insistons, et nous faisons de cela aussi un point de notre plate-forme, sur la totale indépendance entre la structure de OT et l'administration des usines. Toute confusion sur ce terrain est nocive pour notre indépendance comme organisation politique révolutionnaire, mais nocive aussi pour les travailleurs des usines occupées et pour leur lutte.

Enfin, nous voulons appeler tous les militants à l'adhésion à la fraction IV^e Internationale de *O Trabalho*, pour que la section brésilienne continue d'être la section brésilienne de la IV^e Internationale. Nous avons toute confiance sur le débat libre, qui, comme le disait la résolution unanime adoptée par la direction nationale de janvier dernier, doit intégrer pleinement la participation de l'Internationale, va aider à dépasser les divergences, tout aussi profondes soient-elles, permettant de rétablir les bases programmatiques et de principe pour notre orientation politique indépendante.

Cette introduction et les trois résolutions du conseil général constituent la plate-forme politique de la fraction IV^e Internationale de OT.

Les membres de la DN :
Ana, Mário, Miguel, Carlos Eduardo,
Bosco, Victor, Leonardo, Lu., Eud, Feli

II-3. "La signification de cette fraction"

(extraits du texte de la majorité
de la direction nationale de OT,
11 et 12 mars 2006)

Bien que reconnaissant le droit à la constitution de cette fraction, et nous garantissons son droit à s'exprimer, nous considérons que son apparition ne correspond pas à une réelle nécessité pour la discussion politique et pour la construction du courant *O Trabalho* et de la IV^e Internationale.

Sa constitution est artificielle et se fonde sur une tentative de différenciation à l'intérieur de l'organisation sous prétexte de défendre les principes, qui, d'ailleurs, ne sont pas menacés, et de sauver l'organisation qui serait menacée par une supposée adaptation de la majorité de la direction nationale au gouvernement Chávez, chose qu'ils ne peuvent prouver, car elle n'existe pas.

La fraction s'est constituée sur la base d'une déclaration qui ne fait aucune proposition, mais qui abonde en suspensions et affirmations infondées sur les dangers internationaux qui menacent la section (...).

Personne, sain d'esprit, ne pourra croire que la majorité de la direction nationale de OT ne défende l'indépendance de l'UNT au Venezuela, tout comme celle de la CUT au Brésil face au MERCOSUL et aux mécanismes néo-corporatistes d'intégration des syndicats dans les engrenages commerciaux des gouvernements et des traités de libre commerce. Nos résolutions se démarquent clairement du gouvernement Chávez, en même temps, nous ne le considérons pas comme un gouvernement contre-révolutionnaire (Kerenski). Mais partant d'une juste appréciation de son caractère et de ses relations avec les masses, nous combattons sur la ligne du front unique anti-impérialiste pour aider les masses à rompre avec leurs illusions et

construire la section de la IV^e Internationale.

Se dresser comme fraction de OT contre la proposition d'entrisme dans le parti de Chávez est absurde pour deux raisons. La première est que faire de l'entrisme dans le MVR n'est pas la position de la direction nationale de OT. Le camarade Serge Goulart a présenté un texte où il proposait cela pour discuter dans le conseil général et il ne l'a pas soumis au vote, ni dans le conseil général ni dans la direction nationale de OT. Comme personne n'a proposé cela dans la direction nationale de OT, la fraction n'a que la suspicion d'une future trahison des principes. Ce qui est politiquement absurde. La seconde, c'est que, depuis Trotsky, au moins, être pour ou contre l'entrisme n'a jamais été une question de principe, tant que l'objectif reste la construction de la IV^e Internationale et de ses sections. L'exception ne vaut que pour l'entrisme qui propose la dissolution de l'organisation. Cela n'existe pas dans notre discussion.

Un autre argument illusoire utilisé par la fraction, c'est que la direction nationale de OT n'assume pas que "*la caractérisation que l'adhésion de Chávez au MERCOSUL, sous la houlette de Lula, constitue un virage contradictoire avec les nécessités du développement de la révolution vénézuélienne*". Une autre tentative de différenciation fantôme. Lors de la direction nationale de OT de janvier, nous avons déjà caractérisé l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL comme le plus grand danger pour la révolution vénézuélienne (...).

Qu'en reste-t-il ? Que la fraction désespérément pressée veut coûte que coûte caractériser tout de suite que Chávez a fait

un “virage” en entrant dans le MERCOSUL et qu’ainsi il est passé dans le camp de la contre-révolution. Pour nous, tout est bien plus complexe, et il existe une révolution au Venezuela. Si l’entrée de Chávez dans le MERCOSUL est pour nous aujourd’hui, “la plus grande menace pour la révolution”, cela ne veut pas dire que Chávez est devenu un Kerenski, un gouvernement contre-révolutionnaire. C’est ne pas comprendre un processus en mouvement et ne pas comprendre, ou ignorer, le rôle que chacune des forces présentes joue dans la révolution vénézuélienne. C’est considérer comme achevé un processus convulsif qui a à peine commencé et qui peut avoir des développements complètement inattendus.

Un autre argument de la fraction est que l’indépendance de l’organisation est menacée à cause du travail professionnel du secrétaire de la commission exécutive dans l’administration des usines. Argument absurde et que la direction nationale de OT rejette pour son bas niveau et parce que la fraction ne peut, car cela n’existe pas, démontrer ce qu’elle dit. Et encore davantage lorsque la fraction cache dans

sa déclaration que le secrétaire de la commission exécutive a affirmé, depuis le début de la discussion dans la direction nationale, que lui-même estimait nécessaire de quitter l’administration de la Cipla pour pouvoir se consacrer entièrement au secrétariat de la commission exécutive de OT.

Pour ce faire, il proposait un délai jusqu’à la fin juin 2006 pour réussir à organiser une transition dans la Cipla (...). Absurde !

Plus encore si l’on sait que le secrétaire de la commission exécutive antérieure était pendant plus de trois ans permanent... de la CUT. C’est-à-dire qu’il était sous la pression de l’appareil contre-révolutionnaire qui contrôle la CUT. Combien de fois le secrétariat international lui-même et la direction nationale de OT ont-ils signalé notre adaptation à l’appareil de la CUT ou du PT (...)?

**Salutations trotskystes,
la direction nationale de OT
(majorité)**

II-4. Extraits du texte de la majorité de la commission exécutive

(22 mars 2006)

Une fraction s’est constituée depuis la direction nationale des 11 et 12 mars 2006. Cette fraction se présente comme “fraction IV^e Internationale”. Pour que l’on comprenne pourquoi et comment agit la fraction, nous reprenons l’appréciation sur ses bases politiques.

La fraction dit :

“Oui ou non, la IV^e Internationale doit-elle être totalement indépendante de Chavez et de son Mouvement V^e Républicain, comme condition nécessaire y compris pour le front unique avec Chavez contre l’impérialisme lorsque nécessaire ?”

Comme si la direction nationale de OT était en train de menacer l’indépendance

de la IV^e Internationale. Mais la fraction ne prouve rien, car il n’y a rien à prouver. L’affirmation est tellement absurde qu’elle est proche de la calomnie.

Pour ne reprendre que cette ahurissante affirmation :

« Serge Goulart n’a pas soumis au vote, dans la direction nationale, sa position sur le MVR, mais la discussion est toujours en question, car la proposition d’“intégrer le mouvement bolivarien” n’a pas été retirée par son auteur. Et la ligne politique reste, dans le texte, dans une position prisonnière du chavisme :

“Au Venezuela, à partir de la résistance de Chavez, anti-impérialiste petit-bourgeois, qui a entraîné les masses qui

résistaient à la politique impérialiste, une révolution s'est développée et a amené la classe ouvrière aux occupations et à la nationalisation des usines, ainsi qu'à une réforme agraire à partir de l'occupation et de l'expropriation des terres" » (rapport publié dans le BI n° 1).

Voilà le délire, car une fraction est organisée parce que Serge Goulart n'a pas retiré une contribution qu'il n'a même pas soumise au vote ?!

Alors, voilà une fraction par rapport à Serge Goulart, un militant ? Et non pas une fraction en relation avec la politique de la direction nationale de *OT* ! C'est ridicule du point de vue politique et honteux du point de vue du bolchevisme, car cela signifie effacer le collectif pour se guider uniquement sur ce que pensent les individus. Accepter cela, c'est accepter de construire une "organisation de chefs". Nous le refusons. La direction nationale de *OT* a adopté des résolutions sur toutes les questions fondamentales relatives à la révolution vénézuélienne. Et elle les a publiées. Mais la direction nationale de *OT* ne va pas falsifier, changer l'histoire comme le prétend la fraction et nier que Chavez a pris des initiatives qui, appuyées par le mouvement des masses, ont provoqué un développement de la révolution permanente au Venezuela. Nous ne sommes pas "chavistes" et nous en avons une caractérisation claire, mais nous sommes guidés par la méthode du matérialisme historique et non par les inventions développées pour prouver une obscure thèse sectaire. Voir la réalité, examiner le concret et partir de là est la méthode du marxisme. C'est ainsi que nous voulons construire la section brésilienne, la section vénézuélienne et toute l'Internationale. Et non pas à partir des souhaits des uns et des autres.

Caractériser Chavez de Kerenski est si absurde et sectaire que ce serait comique si ce n'était tragique pour la IV^e Internationale. Cette position nous place dans une position hors de la réalité et de choc avec le mouvement ouvrier. C'est une position de désespoir impuissant et qui ne

peut donner qu'une secte illuminée. Affirmer que l'on est inconditionnellement pour défendre Chavez contre l'impérialisme est le minimum. En fin de compte, si même Kerenski a été défendu contre Kornilov, pourquoi ne pas, ou mieux comment ne pas, défendre Chavez ?

Mais en mettant un signe égal entre Chavez et Kerenski, on abandonne de fait toute politique de front unique anti-impérialiste avec Chavez et il ne reste que "sa défense contre l'impérialisme", c'est-à-dire s'il était attaqué. Le combat pour le front unique anti-impérialiste devient juste un salut au drapeau. Si Chavez est le Kerenski du Venezuela, alors, il est le principal ennemi de la révolution vénézuélienne, comme Kerenski était l'ennemi de la révolution russe. Outre le fait que cela est absurde, nous mettons au défi quiconque de l'écrire, de le publier au Venezuela, et, sur cette base, de recruter un seul travailleur.

De fait, malgré le salut au drapeau (inconditionnels de la défense...), on s'interdit, dans la pratique, toute politique positive de front unique anti-impérialiste. Et pour une politique de ce type, il existe déjà les morénistes vénézuéliens.

Enfin, comment expliquer que le "Kerenski" récemment découvert nationalise les usines, prenne et distribue des terres, face front à l'impérialisme et passe des accords avec les usines occupées dirigées par des militants de la IV^e Internationale ?

Voilà la question de fond. Le mieux, ce serait que la fraction présente une quelconque proposition pratique en relation avec les affirmations qu'elle fait. Mais, jusqu'à maintenant, zéro !

Comme nous l'avons déjà affirmé, l'objectif principal de cette fraction est d'obscurcir ou de dévoyer le débat sur la situation brésilienne et nos tâches, en particulier sur la proposition que la direction nationale de *OT* fait au 26^e Congrès de *OT* de préparer la rupture avec le PT. Mais, nous mènerons la discussion nécessaire sans nous paralyser !

II-5. Lettre du secrétariat international aux militants de la section brésilienne de la IV^e Internationale (31 mars 2006)

Chers camarades,

Le secrétariat international a pris connaissance des textes issus de la dernière réunion de la direction nationale de la section brésilienne. Nos prenons acte de la constitution d'une fraction composée de 10 des 22 membres de la direction nationale. Il s'agit là d'une conséquence de la crise qui secoue la section brésilienne.

Dans les conditions d'une crise dont les racines puisent dans la remise en cause des principes fondateurs de la IV^e Internationale (nous y reviendrons plus loin), la constitution d'une fraction peut être un instrument pour défendre de manière organisée les principes fondateurs de la IV^e Internationale, conformément à nos statuts et à nos principes. Il s'agit de permettre et d'organiser la libre discussion, afin de parvenir à un dénouement positif de la crise actuelle de la section brésilienne.

Les raisons de la constitution de cette fraction résident dans le refus de la majorité de la direction nationale de voter les résolutions adoptées au conseil général. Bien évidemment, il ne s'agit pas là d'un problème de discipline : chaque section de la IV^e Internationale est souveraine et décide souverainement de l'orientation qu'elle estime devoir appliquer dans le cadre des décisions des congrès mondiaux de la IV^e Internationale.

Il s'agit ici d'un problème politique : les résolutions rejetées par la majorité de la direction nationale posent des questions de principe.

Le rejet signifie un refus de combattre la remise en cause des principes fondateurs de la IV^e Internationale.

Camarades,

C'est avec stupéfaction que nous avons lu dans le bulletin intérieur de discussion

n° 1 extra un texte dont nous croyons comprendre qu'il a été adopté par la commission exécutive de *O Trabalho* le 22 mars.

Dans ce texte, la commission exécutive de *OT* (sa majorité) qualifie de "*délire*" une formulation des camarades de la fraction et ironise sur le fait que la fraction se serait constituée "*parce que Serge n'a pas retiré une contribution qu'il n'a lui-même pas soumise au vote*". Plus loin, la commission exécutive poursuit en ironisant encore :

"Donc, c'est une fraction en relation avec Serge, un militant ? Ce n'est pas une fraction en relation avec la politique de la direction nationale de OT ? Cela est ridicule du point de vue politique et honteux du point de vue du bolchevisme."

Camarades de la commission exécutive de *OT*, si vous avez signé ce texte, nous pensons que vous devriez réfléchir à deux fois avant de parler de ce qui est "honteux" ou pas honteux.

Rappelons, pour que tous les camarades de la section brésilienne en soient informés, le déroulement des événements.

Le 27 février, se réunit le conseil général de la IV^e Internationale. Compte tenu de la discussion en cours avec la section brésilienne et des problèmes politiques qui ont déjà fait l'objet de plusieurs voyages de membres du secrétariat international à la demande de la section brésilienne, demande est faite et acceptée par le secrétariat international que, outre les deux camarades membres du conseil général (Miguel et Mario), deux autres camarades soient invités, à savoir la camarade Anna et le camarade Serge.

Ce conseil général, chacun le sait par avance, aura à débattre de la question du Venezuela. En effet, le secrétariat interna-

tional a fait connaître dans un texte distribué à tous les membres du conseil général son désaccord avec la position adoptée par la direction de la section brésilienne lors de la rencontre des usines occupées à Caracas. Et en particulier, son désaccord avec le refus de condamner l'alignement sur le MERCOSUL.

C'est dans ce contexte que, arrivant pour la réunion du conseil général, le camarade Serge dépose auprès du secrétariat international un texte intitulé "*Notre construction au Venezuela*", dont il demande qu'il soit traduit sans délai pour pouvoir être soumis à la discussion du conseil général.

Bien que ce texte soit long, le secrétariat international, soucieux de ne rien faire qui puisse faire obstacle à la libre discussion, prend les dispositions pour que, vingt-quatre heures après avoir été remis, ce texte soit distribué à tous les membres du conseil général, outre en portugais, en français, en anglais et en espagnol.

UNE LARGE DISCUSSION S'EST ENGAGÉE AU CONSEIL GÉNÉRAL

Sur cette base, la discussion s'organise au conseil général. Un projet de texte de réponse au texte du camarade Serge est soumis au conseil général. Une large discussion s'engage, avec 16 interventions. De nombreux amendements sont apportés au texte. Finalement, le conseil général, à l'unanimité, moins la voix du camarade Serge, invité, adopte un texte qui caractérise politiquement les positions qu'il juge erronées dans la contribution du camarade Serge.

A ce stade de la discussion, le camarade Serge annonce que, pour sa part, il n'entend pas soumettre ce texte au vote du conseil général, mais qu'il le soumettra au vote de la direction nationale de *O Trabalho*.

Le conseil général, pour sa part, juge que les problèmes d'orientation et de principes posés par ce texte exigent une caractérisation politique nette de rejet. C'est pourquoi, indépendamment de la décision

du camarade Serge de soumettre ce texte au vote ou pas, le conseil général juge nécessaire de voter le rejet de ce texte et de le caractériser politiquement.

C'est donc sur cette base que le texte du conseil général caractérise l'orientation politique proposée par le secrétaire de l'exécutif de la section brésilienne au conseil général de la IV^e Internationale. Le conseil général rejette ainsi l'orientation proposée par le camarade Serge, secrétaire de l'exécutif de la section brésilienne, pour la direction nationale de la section brésilienne.

Lors de la direction nationale de *O Trabalho* des 10 et 11 mars, nouvelle esquisse du camarade Serge, qui ne soumet plus son texte au vote de la direction nationale, mais appelle à voter contre le texte du conseil général. C'est parfaitement le droit du camarade Serge de procéder ainsi. Il se trouve que 12 membres de la direction nationale sur 22 refusent de voter le texte du conseil général. C'est-à-dire que 12 sur 22 de la direction nationale déclarent qu'ils ne considèrent pas qu'il soit nécessaire de caractériser politiquement l'orientation proposée par le camarade Serge et de la condamner.

C'est parfaitement le droit de ces camarades de procéder ainsi. Mais, dès lors, il n'y a pas lieu de s'étonner que les 10 autres camarades — qui, eux, considèrent que le texte pose des problèmes qui touchent aux principes de la IV^e Internationale, et estiment donc que la condamnation de ce texte est une question vitale pour la IV^e Internationale — décident de s'organiser pour faire prévaloir ce point de vue. Il ne sert à rien de jouer avec les mots en disant : "*C'est le texte d'un militant.*"

Répetons-le : c'est le texte du secrétaire de l'exécutif de la section brésilienne de la IV^e Internationale, un texte que ce camarade a soumis librement, sans que personne ne l'y contraigne, à la discussion du conseil général, un texte que le conseil général, librement, a décidé de rejeter. Et, par conséquent, si la majorité de la direction nationale refuse de s'associer à ce rejet de l'orientation du camarade Serge, on peut tourner le problème dans tous les sens : il est clair que cela signifie que, politiquement, d'une certaine manière, la majorité de la direction nationale de *O Tra-*

balho décide de prendre en charge l'orientation contenue dans ce texte, orientation dont nous avons démontré qu'elle est contradictoire aux principes mêmes qui fondent l'indépendance du mouvement ouvrier.

Camarades, c'est un problème politique, il est sérieux, et nous estimons légitime, comme conseil général, d'avoir pris position contre le texte du camarade Serge. Nous estimons légitime la constitution d'une fraction, qui, nous en sommes convaincus, sera rejointe par la grande majorité des camarades de la section brésilienne, car ce sont des trotskystes et ils estimeront que l'orientation proposée par le texte de Serge doit être rejetée. Nous estimons légitime que soit menée une discussion de conviction, que soit organisée une fraction pour le faire. Il ne s'agit pas là ni d'une position d'un camarade ni de proposition pour l'avenir. Car, nous allons le montrer, l'orientation contenue dans la contribution du camarade Serge est une orientation qui, d'ores et déjà, est appliquée par la section brésilienne, a des conséquences négatives. Elle a des enjeux pour toute notre intervention en Amérique latine, au Brésil. Nous allons le prouver. C'est pourquoi nous sommes persuadés que les camarades de la section brésilienne — car pour nous, il n'y a aucune considération de personne, nous ne voulons la condamnation d'aucun camarade, pas plus le camarade Serge que qui que ce soit — approuveront ce point de vue.

**CETTE DISCUSSION INTERVIENT
À UN MOMENT CRUCIAL
DE LA SITUATION SUR TOUT
LE CONTINENT LATINO-AMÉRICAIN**

Camarades de la section brésilienne,

Nous attirons votre attention sur le fait que cette discussion intervient à un moment crucial de la situation sur tout le continent latino-américain. Confronté depuis plusieurs années à des vagues révolutionnaires successives au Venezuela, en Equateur, en Bolivie, confronté au mouvement par lequel les masses, dans toute l'Amérique latine, cherchent à rétablir la souveraineté des nations (et tout particulièrement par le contrôle de leurs

richesses naturelles, pétrole, hydrocarbures, etc.), et, dans ce but, à construire ou consolider leurs organisations indépendantes, l'impérialisme a décidé dans les derniers mois d'infléchir sa stratégie latino-américaine.

Désormais, l'impérialisme américain a décidé d'infliger aux peuples d'Amérique latine la politique de destruction des nations déjà mise en œuvre en Afrique, dans les Balkans et, de manière spectaculaire, au Moyen-Orient, à commencer par l'Irak. Pour briser la résistance révolutionnaire des masses opprimées et exploitées, l'impérialisme entreprend de briser l'unité des nations. Les processus de démantèlement, sous couvert de "régionalisme" ou de "régionalisation", visent à tailler dans la chair des nations pour permettre le pillage direct par les multinationales armées par l'impérialisme américain.

Inconscient celui qui verrait une simple coïncidence dans les faits suivants :

— En mai-juin 2005, alors que le peuple bolivien se soulève à nouveau, exigeant la nationalisation du pétrole et du gaz, la bourgeoisie de Santa Cruz, en relation avec l'ambassade américaine, lance la revendication de sécession de la province de Santa Cruz, où sont toutes les richesses pétrolières ; chantage sur le gouvernement, et finalement convocation pour juillet 2006 d'une prétendue Assemblée constituante, dont le contenu concret, annoncé par avance, est la régionalisation-dislocation du pays.

— Le 30 octobre 2005 était convoqué au Pérou avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID) un référendum visant à éclater le Pérou en "macrorégions" ; les travailleurs et le peuple péruviens ont répondu non à plus de 68 %.

— Le 2 février 2006, alors que la permanente mobilisation des masses en Equateur a ouvert une nouvelle fois une crise politique qui oblige le président de la République à envisager la convocation d'une Assemblée constituante, dix maires et le président du conseil provincial d'Equateur appellent à "*accélérer le processus de décentralisation et d'autonomie*".

— Et, bien sûr, il faut rappeler le processus en cours depuis plusieurs années au Mexique avec le Chiapas.

— Aujourd’hui, fait nouveau, la province de Zulia, au Venezuela, celle dans laquelle sont concentrées les richesses pétrolières, vient de revendiquer un plébiscite sur l’autonomie. Etat voisin de la Colombie, Zulia concentre l’essentiel des richesses et ressources pétrolières, mais aussi agricoles, du Venezuela.

A juste titre, d’ailleurs, le président Chavez dénonce cette revendication comme un plan suscité par les Etats-Unis d’Amérique pour diviser le pays.

Camarades,

Inconscient serait celui qui verrait là une simple coïncidence, et non un plan visant à démanteler les nations et à précipiter le continent latino-américain dans une dislocation comparable à ce qui se passe aujourd’hui en Irak.

En avançant sur cette voie, l’impérialisme américain a pour objectif de briser les reins à la résistance révolutionnaire des masses opprimées et exploitées. Il ne peut le faire que s’il dispose des instruments et des relais pour le faire.

La prise en charge directe et revendiquée comme telle par Lula de la politique de l’impérialisme, depuis ses embrassades spectaculaires avec le président Bush lors de sa visite en Argentine et au Brésil à l’automne dernier en passant par l’envoi des troupes brésiliennes en Haïti et aussi par le rôle joué par les représentants brésiliens lors du sommet de l’OMC à Hong-Kong, tout cela fait de Lula le relais essentiel de la politique de l’impérialisme américain sur le continent (avec aussi un rôle majeur à l’échelle internationale).

Le premier acte significatif de Lula au compte de l’impérialisme, le premier gage donné à l’impérialisme a été de se battre pour intégrer l’ensemble des gouvernements qui, peu ou prou, se sont intégrés, en rapport avec la résistance des masses à l’impérialisme, au dispositif du MERCOSUL.

Le MERCOSUL est l’instrument privilégié par lequel l’impérialisme entend démanteler les nations.

Les 5 et 6 novembre 2005, dix jours après la rencontre des usines occupées à Caracas, la déclaration commune entre Bush et Lula, publiée par la Maison-Blanche, dit la chose suivante :

“Les présidents George Bush et Luis Inacio Lula da Silva ont mis en évidence les liens qui ne cessent de croître et de se resserrer entre le Brésil et les Etats-Unis, basés sur les valeurs et les objectifs communs incluant la promotion de la démocratie, la croissance économique, le développement, la libéralisation du commerce, la sécurité internationale et le combat contre le terrorisme (...).

Comme coprésidents du processus de Free Trade Areas of Americas (FTAA), les présidents ont noté l’importance de la poursuite des efforts visant à promouvoir la libéralisation du commerce, ont réaffirmé leur attachement au processus de FTAA, basé sur le cadre de Miami, et ont prévu une conférence continentale pour conclure les négociations. Ils ont aussi observé que les efforts vers l’intégration de l’Amérique du Sud tels que le MERCOSUL et la Communauté sud-américaine des nations sont des instruments importants pour la promotion de la prospérité, de la stabilité et de la démocratie dans la région.”

Voilà on ne peut plus clairement exposé ce qu’est le rôle du MERCOSUL : sous l’égide Bush, de l’impérialisme américain, travailler à défaire, à briser tous les processus révolutionnaires des travailleurs et des peuples sur tous les continents. Ce n’est pas un hasard si a été précipitée l’intégration de la Bolivie et du Venezuela dans le MERCOSUL. C’est le cadre pour encamisoler la révolution.

Ce n’est pas un hasard non plus si, le 16 mars 2006, une dépêche (agence ANSA) nous apprend :

« Le ministre des Affaires étrangères mexicain — Luis Ernesto Derbez — a confirmé que le Mexique se prépare à intégrer le MERCOSUL avant la fin du mandat du président, Vicente Fox, le 30 novembre prochain. “Je crois qu’avec le temps qu’il reste à cette administration, il sera possible pour nous de conclure à l’entrée comme pays associé dans le MERCOSUL”, a-t-il déclaré. La veille, les candidats à la présidence du Mexique ont dit que l’homme de gauche Andres Manuel Lopez Obrador, candidat qui a le plus de chances de victoire à l’élection, pourrait faire courir un risque d’instabilité au pays s’il remporte les élections le 2 juillet. »

Les choses sont claires. L’élection d’Obrador, comme porteur des aspirations des masses de souveraineté de la nation,

pourrait “faire courir un risque d’instabilité” : donc, il faut accélérer l’intégration au MERCOSUL.

C’est cela, la place du MERCOSUL.

Rappelons également le rôle du MERCOSUL dans le processus d’intégration des organisations.

En ce sens, l’erreur commise en octobre 2005 à la rencontre de Caracas par les dirigeants de la section brésilienne en ne s’élevant pas contre le soutien apporté par cette rencontre au MERCOSUL n’est pas une question secondaire.

Comme le dit la résolution du conseil général, on touche là à des questions de principe.

Bien évidemment, on ne peut que se féliciter de ce que le conseil général ait, à l’unanimité des camarades membres et invités, adopté la résolution qui dit :

“Le conseil général estime que c’est une erreur de principe de ne pas avoir, dans la conférence des usines occupées de Caracas, condamné publiquement le MERCOSUL, qui représente l’alliance, la capitulation devant l’impérialisme américain.”

On ne pourrait que se féliciter que la majorité de la direction nationale de *O Trabalho* — bien que rejetant l’ensemble des résolutions du conseil général — ait déclaré son accord avec cette résolution particulière sur le MERCOSUL.

Nous ne sommes pas des sectaires. Il peut parfaitement exister des divergences. Mais, s’agissant de l’indépendance par rapport au MERCOSUL, ce sont les fondements mêmes de l’existence de la IV^e Internationale qui sont en cause (c’est précisément sur ces questions que Trotsky a rompu avec Staline).

En réalité, l’approbation par une majorité de la direction de la section brésilienne de la courte résolution du conseil général sur ce point, accompagné du rejet du texte du conseil général réfutant la thèse du camarade Serge, est éminemment contradictoire.

Car la contribution entière du camarade Serge développe, et d’une certaine manière approfondit, l’orientation qui a conduit la délégation brésilienne à Caracas à rester silencieuse sur le MERCOSUL.

C’EST UN FAIT : L’ORIENTATION QUI A CONDUIT À SE TAIRE SUR LE MERCOSUL À CARACAS CONTINUE DE S’APPLIQUER AUJOURD’HUI

Camarades de la direction de la section brésilienne,

C’est un fait. L’orientation qui a conduit à se taire sur le MERCOSUL à Caracas continue de s’appliquer aujourd’hui. On pourrait d’ailleurs en donner un exemple très simple. La rencontre de Caracas a eu lieu les 27 et 28 octobre. Au cours de cette rencontre, notre délégation est restée silencieuse sur le MERCOSUL.

La direction de la section brésilienne unanime a, à l’époque, tiré comme bilan de cette rencontre qu’elle avait été un “énorme succès”, “un événement historique”. C’est la contribution du secrétariat international, qui, le 8 décembre, a ouvert la discussion sur la signification du MERCOSUL et sur le silence de notre délégation brésilienne à Caracas. Il a fallu de nombreux textes, de nombreux échanges, la venue d’une délégation du secrétariat international à la commission exécutive, puis à la direction nationale de *O Trabalho* fin janvier pour que la section brésilienne reconnaisse pour la première fois qu’il y avait un problème posé par ce silence sur le MERCOSUL. Depuis, la discussion s’est poursuivie. Il y a eu la résolution du conseil général et il y a eu l’ensemble de la discussion développée au conseil général et depuis.

Et pourtant, force est de constater que cinq mois après la rencontre de Caracas, la section brésilienne de la IV^e Internationale ne s’est toujours pas officiellement démarquée publiquement de ce qui s’est passé durant cette rencontre sur le MERCOSUL.

Pis, même : alors que la contribution du camarade Serge soumise au conseil général proposait une lettre à Chavez pour exprimer le fait que, inconditionnellement solidaires de la révolution vénézuélienne face à l’impérialisme, nous estimions cependant devoir mettre en garde contre les dangers de l’intégration au MERCOSUL — proposition correcte, et d’ailleurs

reprise sous une forme modifiée dans le texte de critique du conseil général —, cette proposition n'a jamais été mise en œuvre. Alors même qu'à notre connaissance, le camarade Serge s'est rendu au Venezuela dans les derniers jours du mois de mars dans le cadre de sa responsabilité dans Cipla-Interfiba pour rencontrer différents responsables, dont Chavez, la lettre destinée à ce dernier n'a toujours pas été rédigée, adoptée, transmise.

Cinq mois se sont écoulés depuis la rencontre de Caracas ! Et toujours le même silence.

Camarades,

Que signifie une telle esquivance ? Comment s'étonner alors que l'on puisse s'interroger sur la sincérité de l'accord politique exprimé dans le vote du conseil général sur le rejet du MERCOSUL ?

Comment comprendre que, d'échéance différée en échéance différée, tout soit fait pour continuer à perpétuer un silence qui, de fait, devient un silence approuvé par rapport à l'attitude de Chavez sur le MERCOSUL ?

Qui osera dire qu'il s'agit du problème d'un seul homme, d'un militant ? Nous ne voulons pas rentrer dans des considérations individuelles. Il s'agit d'un problème d'orientation. C'est la majorité de la commission exécutive de *O Trabalho* qui persiste à ne pas s'adresser à Chavez pour poser les problèmes sur le MERCOSUL. Faudrait-il l'accepter ? Ce sont des problèmes politiques de fond : il est impossible que la IV^e Internationale ne condamne pas le MERCOSUL, que ses militants ne le condamnent pas explicitement. Impossible que la IV^e Internationale, qui défend la révolution au Venezuela comme dans le monde entier, ne mette pas en garde publiquement contre toute concession au MERCOSUL, qui signifierait mettre le doigt dans l'engrenage contre-révolutionnaire destiné à briser la révolution.

L'impérialisme, en effet, est clair sur le rôle attribué au MERCOSUL. L'impérialisme ira jusqu'au bout.

C'est une question de faits, camarades de la section brésilienne. L'impérialisme américain joue aujourd'hui explicitement la carte du MERCOSUL. Lorsque le gouvernement Chavez se rallie au MERCO-

SUL, peut-on se taire non seulement dans la rencontre de Caracas, mais depuis ?

Que vaut l'accord sur la résolution adoptée par le conseil général unanime et signée par tous les camarades, y compris le camarade Serge, si tout est fait pour que cette prise de position reste privée et qu'elle n'aide pas les masses vénézuéliennes à combattre ?

Un rapport daté du 22 novembre 2005, c'est-à-dire quelques semaines après le sommet de Mar del Plata, a été présenté au Congrès des Etats-Unis, intitulé : *"L'intégration commerciale dans les Amériques"* ("Trade Integration in the Americas"). Ce rapport au Congrès des Etats-Unis présente une étude des *"efforts des Etats-Unis dans l'intégration commerciale régionale des Amériques"*. Un tableau synthétique y recense les principaux accords commerciaux dans les Amériques.

Dans l'ordre d'importance, on y trouve NAFTA, puis l'accord de libre-échange d'Amérique centrale et de République dominicaine, et, en troisième place, le MERCOSUL. Pour l'impérialisme américain, le MERCOSUL fait partie de son dispositif continental. Le rapporteur se place du point de vue de l'objectif qui est celui des Etats-Unis, à savoir :

"Pour les Etats-Unis, un FTAA (Free Trade Areas of Americas — accord global sur les Amériques) serait une aide à l'intérêt des Etats-Unis de pénétrer plus profondément dans les marchés d'Amérique du Sud."

Mais il précise que,

"en l'absence d'un tel FTAA, il est fort probable que nombre d'accords commerciaux partiels continuent à se développer sur le continent américain".

Le MERCOSUL est vu par l'impérialisme des Etats-Unis comme un moyen d'avancer vers sa mainmise complète sur tous les marchés et toutes les richesses du continent.

C'est donc un instrument pour s'opposer au soulèvement des masses, qui, en Bolivie, au Venezuela, sur tout le continent, disent : la nation n'est pas à vendre, nous voulons être souverains. C'est un instrument contre les vagues révolutionnaires du Mexique, du Venezuela, de Bolivie et de tout le continent. Le MER-

COSUL est un instrument pour briser la révolution prolétarienne.

PEUT-ON SE TAIRE LORSQUE CHAVEZ DÉCIDE DE RALLIER LE MERCOSUL ?

Peut-on, comme le fait le camarade Serge, aller voir Chavez à la fin du mois de mars pour des raisons commerciales et se taire sur l'appréciation que nous portons sur les dangers que fait courir l'intégration au MERCOSUL pour l'ensemble de la révolution vénézuélienne ?

La question centrale posée par la IV^e Internationale dans cette situation néanmoins difficile est de savoir comment, en toutes circonstances, aider les masses opprimées et exploitées, quels moyens utiliser.

Nous l'avons dit et répété : front unique avec le gouvernement Chavez contre l'impérialisme, par exemple, en l'occurrence contre la menace de sécession de l'Etat de Zulia ? Nous sommes inconditionnellement pour. Mais front unique ne veut pas dire passer sous la discipline de Chavez, front unique ne veut pas dire renoncer à notre politique indépendante.

Devons-nous dénoncer la menace de sécession de la province de Zulia ? Oui. Mais nous devons dire clairement : l'impérialisme a un plan. Ce plan consiste à tailler dans la chair des nations. Le MERCOSUL est l'instrument pour tailler dans la chair des nations. Aujourd'hui, défense de l'unité du Venezuela, défense de la souveraineté du Venezuela, non à l'agression impérialiste, rupture avec les instruments de l'impérialisme, rupture avec le MERCOSUL !

Le Bulletin intérieur n° 1 de la section brésilienne, qui publie la résolution du conseil général, publie également un texte intitulé "La position de la direction nationale de O Trabalho", qui, si l'on comprend bien, est l'explication fournie par la majorité de la direction nationale sur les raisons pour lesquelles elle rejette le texte du conseil général. Il est écrit ceci :

"La direction nationale de OT rejette cette dernière résolution du conseil géné-

ral parce qu'elle considère que ce n'est pas une méthode correcte de mener la discussion."

En quoi n'est-ce pas une méthode correcte ? Le camarade Serge est arrivé au conseil général avec un texte présenté comme étant soumis au conseil général. Le texte, qui a été apporté en portugais, a été immédiatement traduit dans les trois langues de travail du conseil général, c'est-à-dire en français, en espagnol et en anglais. Il a été lu et discuté par les membres du conseil général. La discussion sur le texte du camarade Serge a occupé plusieurs heures de l'ordre du jour, avec 16 interventions, de nombreux amendements ont été faits au projet de texte de critique initialement présenté par le rapporteur (car c'est ainsi que procède la IV^e Internationale, par la discussion collective, il n'y a pas de sauveur suprême !).

Finalement, le conseil général, au terme de cette discussion, s'est exprimé par un vote sur un texte qui lui a été soumis. Le camarade Serge avait par ailleurs indiqué que son intention était de soumettre au vote ce texte à la direction nationale de *O Trabalho*. Il a finalement décidé de ne pas le faire, ce qui est son droit le plus strict, mais en quoi est-il incorrect de la part du conseil général de modifier son ordre du jour pour prendre le temps de discuter d'un texte qui est soumis ?

Poursuivons. La résolution dit donc que

"la direction nationale de OT rejette cette dernière résolution du conseil général parce qu'elle considère que ce n'est pas une méthode correcte de mener la discussion, et parce qu'elle considère son orientation générale (du texte du conseil général) comme contradictoire à un combat de front unique dans la révolution au Venezuela, qui, évidemment, inclut Chavez comme une composante de ce front unique anti-impérialiste. Ce qui n'a rien à voir avec un appui inconditionnel à sa politique ou au gouvernement."

En quoi le texte du conseil général est-il contradictoire à un combat de front unique ? Cela ne nous est pas dit, mais il est précisé qu'en ce moment,

"alors que l'entrée de Chavez dans le MERCOSUL fragilise et est une énorme menace pour la révolution vénézuélienne, une orientation comme celle qui est proposée nous coupe des masses, nous

empêche de combattre les illusions sur le terrain des illusions, et donc empêchant ou rendant difficile par conséquent le combat réel contre le MERCOSUL (...). La résolution du conseil général rend difficile, voire bloquée, la construction d'une section de la IV^e Internationale au Venezuela."

**LA IV^e INTERNATIONALE
PROPOSE LE FRONT UNIQUE
ANTI-IMPÉRIALISTE, QUI INTÈGRE
LA RUPTURE AVEC LE MERCOSUL**

Qu'est-ce à dire ? Alors que l'impérialisme dresse ses plans pour disloquer toutes les nations d'Amérique latine et a recours au MERCOSUL comme instrument de ce démantèlement, la IV^e Internationale propose le front unique anti-impérialiste, qui intègre la rupture avec le MERCOSUL comme le moyen de la lutte pour défendre la nation vénézuélienne (et les autres nations du continent) contre la menace de démantèlement de Washington-MERCOSUL. Et c'est cela que Serge et la majorité de la direction nationale de OT — qui n'a toujours pas écrit à Chavez sur le MERCOSUL — dénoncent comme "*contradictoire au front unique*" ! De qui se moque-t-on ?

La majorité de la direction nationale de OT dit son désaccord avec le parallèle qui est fait entre le gouvernement Kerenski et le gouvernement Chavez. La résolution du conseil général est dénoncée comme "*négative et paralysante*", et le texte de la direction nationale de OT se conclut en disant :

"Tout en maintenant notre totale indépendance en relation avec Chavez, la direction nationale de OT adopte et réaffirme ses positions de principe sur la situation au Venezuela, le gouvernement Chavez et notre construction dans la révolution vénézuélienne."

Quelle est cette position de principe sur le gouvernement Chavez ? Le texte de la majorité de la direction nationale de OT ne le précise pas.

Et pourtant, dans son refus de condamner politiquement l'orientation du texte du camarade Serge, la majorité de la direction nationale de OT donne une position

politique. Cette position politique s'exprime dans la pratique.

Le secrétariat international rejette la tentative qui est faite de présenter la discussion du conseil général comme une discussion qui serait hypertrophiée sur le Venezuela pour mieux contourner la nécessaire discussion sur la situation au Brésil.

Camarades de la direction nationale, camarades de la section brésilienne, vous êtes, comme nous, membres de la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale a été fondée sur des principes qui constituent l'ossature de sa stratégie. De ces principes découle-t-il, oui ou non, qu'il faut refuser de se taire devant la capitulation de Chavez dans le MERCOSUL ? N'est-ce pas la condition pour aider à sauvegarder tout ce qui a été conquis au compte de la classe ouvrière et des nations ?

C'est cela que nous a appris le bolchevisme ! Défendant l'URSS, Trotsky a toujours refusé de s'aligner pour autant sur les zigzags de la bureaucratie et n'a jamais accepté de se taire sur ces questions devant la classe ouvrière mondiale. Comment est-il possible de se réclamer de la IV^e Internationale et de s'évader de ces considérants ? Parce qu'elle est une organisation fondée sur des principes, la IV^e Internationale considère que la discussion sur la tactique doit toujours partir des considérations théoriques et de principe.

Aussi, pour répondre à la question "*Que faut-il faire aujourd'hui au Brésil, que faut-il faire dans le Parti des travailleurs ?*", il faut d'abord se positionner clairement sur la question de principe sous-jacente, question de principe qui, elle, n'est pas brésilienne ou vénézuélienne, qui est une question de principe fondamentale, à savoir : l'indépendance des organisations.

Si l'on a une position fautive sur la question de l'indépendance des organisations, de l'indépendance de la classe ouvrière, par exemple dans la révolution vénézuélienne, alors, il est impossible d'aboutir à une position juste sur les questions de l'indépendance des organisations dans la lutte de classe au Brésil.

Quelle est la position de principe de la direction nationale de O Trabalho sur le

gouvernement Chavez ? Même si le texte ne le précise pas, la pratique répond à cette question.

La délimitation d'avec le MERCOSUL ne saurait en aucune manière être un élément formel, une espèce de coup de chapeau que l'on donnerait à quelque chose d'abstrait. C'est une question clé, y compris du développement en cours de la révolution vénézuélienne.

La majorité de la direction nationale a refusé de voter en faveur du texte du conseil général. Elle a donc, par exemple, refusé de voter pour le point 3 de la résolution du conseil général à propos de la contribution du camarade serge Goulart. Ce point 3, rappelez-le, précise à propos de l'UNT qu'il nous faut défendre Chavez sans se placer sous sa direction, sans s'intégrer à son mouvement et sans jamais émettre la lutte politique contre toutes les manifestations de capitulation devant l'impérialisme, en l'occurrence le MERCOSUL.

**“LE FRUIT LE PLUS PRÉCIEUX”
DE LA RÉVOLUTION
VÉNÉZUELIENNE EST L'UNT**

Ce point 3 précise que si “le fruit le plus précieux” de la révolution vénézuélienne est l'UNT, alors, il faut dénoncer l'entrée dans le MERCOSUL, qui suppose l'intégration de l'UNT dans la CCSCS, etc. Ces questions sont en ce moment même au cœur de la bataille en cours dans les développements de la révolution vénézuélienne.

Certes, l'absence de noyau de la IV^e Internationale au Venezuela rend plus difficile pour nous d'intervenir dans cette discussion. Cependant, en relation avec les militants syndicaux que nous connaissons, même s'ils ne partagent pas toute notre orientation, il est de notre devoir d'essayer d'aider les masses vénézuéliennes, et tout particulièrement les militants qui sont regroupés sur le terrain de l'indépendance de classe, à trouver la voie de l'indépendance. Mais si nous voulons les aider, encore une fois, il faut clarifier nettement le terrain sur lequel nous nous situons.

En ce moment même, chacun le sait, se prépare le congrès de l'UNT. Chacun le

sait, il y a une crise dans l'équipe au sommet de l'UNT pour savoir si ce congrès doit avoir lieu ou pas, et cette crise porte précisément sur les questions centrales de la révolution vénézuélienne. Elle porte sur les questions centrales de l'indépendance de l'UNT par rapport au gouvernement, par rapport à la classe capitaliste, de son indépendance comme centrale syndicale de classe, y compris son indépendance par rapport au MERCOSUL.

De fait, ce congrès est différé depuis plus d'un an.

Quelle est la base de ce report ? Marcela Maspero, qui est coordinatrice nationale de l'UNT (qui était aussi avec le camarade Serge une des principales organisatrices de la rencontre des usines occupées de Caracas en octobre dernier), a donné une interview à l'agence de presse Argent Press, au Venezuela, le 18 décembre 2005, c'est-à-dire peu de temps après la rencontre de Caracas et l'entrée officielle du Venezuela dans le MERCOSUL. Marcela Maspero s'y prononce pour “la démocratie participative” et précise :

“Sera fondamentale la participation de toutes les couches de la population dans la consolidation du processus révolutionnaire.”

“La nouvelle Assemblée nationale a une grande responsabilité de mener la discussion à tous les niveaux pour assumer la tâche de la construction d'un nouvel appareil d'Etat et de lois... L'Assemblée doit se convertir en garante de la démocratie et de la participation protagoniste.”

A l'appui de sa proposition, Marcela Maspero donne en exemple

“les changements de modèles de gestion dans les entreprises récupérées, comme, par exemple, le cas d'Invepal”.

Et dans ce cadre-là, elle revendique pour l'UNT — qu'elle définit comme “*mouvement organisé des travailleurs*” — ce qui s'apparente plus à la démocratie participative et aux forums sociaux qu'au syndicalisme ouvrier indépendant :

“Nous devons passer de la tâche revendicative de la classe travailleuse (qui est fondamentale) à devenir les protagonistes de la construction du nouveau pays auquel nous aspirons.”

Dans la même interview, Marcela Maspero précise, concernant le MERCOSUL :

“Je crois que le pas fait par le Venezuela avec l’incorporation au MERCOSUL est fondamental. Il faut souligner ce fait positif que, dans la réunion des centrales syndicales de la communauté andine qui s’est tenue récemment avec les centrales syndicales du MERCOSUL, toutes les organisations syndicales ont manifesté leur accord avec l’intégration du Venezuela au Bloc régional. Toutes ont dit qu’elles voyaient dans ce pas un espoir pour que ce qui s’appelle en réalité littéralement le Marché commun du Sud puisse aller plus loin qu’un simple mécanisme de marché et d’échanges commerciaux et se convertisse en un véritable instrument d’intégration culturelle, social et politique de nos peuples. Seulement ainsi pourrait réellement commencer à se construire la grande patrie qu’a revendiquée le libérateur Simon Bolívar, et dont le processus intégrateur fondamental sera l’Alba, l’Alternative bolivarienne pour les Amériques.”

On a là une position qui est cohérente. Nous avons, dans le passé, travaillé avec Marcela Maspero. Elle était présente à la conférence de Madrid et nous avions déjà eu à cette occasion la discussion avec elle sur le coopérativisme, l’indépendance de la centrale syndicale, etc. Dans les mois qui ont suivi la conférence de Madrid, Marcela Maspero a choisi d’occuper dans la centrale syndicale vénézuélienne la place de porte-parole du courant qui cherche à liquider la centrale ouvrière comme centrale indépendante. On voit aujourd’hui que Marcela Maspero, à la fois revendique l’intégration au MERCOSUL et, en même temps — et c’est cohérent —, la transformation de l’organisation syndicale en un rouage de l’État.

Il est de ce point de vue cohérent qu’au compte de cette orientation, elle fasse partie de la couche de responsables de l’UNT qui sont les plus réticents à la tenue d’un congrès réellement statutaire de l’UNT.

Le débat est en cours dans l’UNT. L’autre aile, celle représentée par Orlando Chirino (avec lequel nous avons des désaccords politiques), met à l’ordre du jour (et à notre avis avec raison) le fait que la conférence des 700 délégués de fin mars-début avril soit un débat constitutif de l’UNT.

Dans les arguments donnés par Orlando Chirino à cet effet, nous devons relever que, certes, Chirino ne condamne

pas le MERCOSUL (on remarquera que, comme Chirino est lié à un groupement lui-même lié à une des fractions morénistes à l’échelle internationale, il y a sur ce plan l’influence négative de tous les centristes réactionnaires).

Toutefois, il est un fait qu’Orlando Chirino se bat pour constituer le congrès de l’UNT, et nous remarquons que dans l’interview qu’il a donnée à *Rebellion*, le 10 mars 2006, Chirino fait l’analyse suivante concernant la situation du pays. Il dit :

“Il y a dans la situation actuelle différentes conquêtes qui sont extrêmement importantes.”

Plus loin, il précise :

“A la différence des gouvernements antérieurs, le gouvernement bolivarien est profondément démocratique et le plus progressiste de tous. (Toutefois) nous sommes toujours dans un cadre capitaliste, où la propriété privée est respectée et où la majorité des moyens de production reste entre les mains privées.”

Dans ce contexte, Chirino dénonce ce qu’il appelle “trois éléments essentiels dans le débat national”, à savoir :

“Le processus de bureaucratisation grandissant que connaît le pays et les pratiques antisyndicales ; en deuxième lieu, la corruption ; et, en troisième lieu, l’attitude conservatrice de certains ministres.”

Et il met en cause en particulier les deux organisations gouvernementales, Podomos et le MVR, comme étant extrêmement bureaucratisées et au sein desquelles se retrouvent “les nouveaux riches de ce pays”. Le MVR, auquel le camarade Serge propose que nous nous intégrions !

Dans la même interview, Chirino dresse un tableau très critique de la situation dans les coopératives.

UN ENJEU MAJEUR POUR LA CLASSE OUVRIÈRE DU VENEZUELA, POUR LA CLASSE OUVRIÈRE DE TOUT LE CONTINENT

Concernant le congrès national de son organisation, il dit :

“L’un des enjeux de ce congrès sera de ratifier le caractère de l’UNT, autonome et indépendante des patrons, de l’État et des partis politiques.”

A la question posée par un journaliste : *“Est-ce que cela veut dire qu’actuellement ce n’est pas le cas ?”*, il répond :

“Si, cela l’est, mais il y a de fortes pressions et il y a un courant à l’intérieur de l’UNT, le Front bolivarien des travailleurs, qui revendique le gouvernement, c’est-à-dire qui a comme vision que le syndicat doit être appendice du gouvernement.”

Encore une fois, nous ne reprenons pas à notre compte toutes les positions de Chirino. Mais, comme on le voit, il y a un débat qui est un enjeu majeur pour la classe ouvrière du Venezuela, pour la classe ouvrière de tout le continent : peut-il y avoir défense de la révolution vénézuélienne sans défense de l’indépendance de l’UNT ? Peut-il y avoir défense de l’indépendance de l’UNT sans combat pour la rupture avec le MERCOSUL et sans combat pour l’indépendance par rapport aux rouages du chavisme politique ? Ce sont des questions cruciales, et, sur ce point, nous estimons que le camarade Chirino, indépendamment d’autres désaccords, a raison de les poser.

Comment pouvons-nous aider la classe ouvrière vénézuélienne si, au moment même où ces questions font l’objet d’un débat central en son sein, une majorité de la direction de la section brésilienne continue de cultiver l’équivoque politique, pour ne pas dire plus, sur le chavisme comme courant politique, sur le MVR et sur l’indépendance de l’UNT ?

Ce sont des questions très pratiques.

Camarades de la section brésilienne,

Nous attirons votre attention sur ce point : l’existence ou la liquidation de l’UNT comme centrale syndicale indépendante est un élément clé dans ce qu’il va advenir de la révolution vénézuélienne, donc ce qu’il va advenir de la révolution sur tout le continent latino-américain.

Dans l’épreuve de force qui se noue à l’heure actuelle pour savoir si ce congrès aura lieu ou n’aura pas lieu, il ne faut pas se tromper de camp. Si l’on suit l’orientation proposée par le camarade Serge, si l’on suit la majorité de la direction nationale qui refuse de voter la résolution du conseil général, alors, on se trompera de camp. Comme cela a déjà été le cas lors de la rencontre de Caracas d’octobre 2005.

Car ce serait une erreur de croire que l’alignement sur le MERCOSUL dans cette rencontre n’a pas déjà eu des conséquences.

Par exemple, c’est avec stupéfaction que nous avons pris connaissance de cet accord signé publiquement le 29 octobre 2005 entre l’Union nationale des travailleurs du Venezuela, d’une part, et la Centrale des travailleurs argentins, d’autre part.

Il est précisé que cet accord a été signé à l’occasion de la présence des deux organisations dans la “Première rencontre latino-américaine de défense de l’emploi et de la souveraineté”, c’est-à-dire la rencontre sur laquelle nous avons une discussion depuis plusieurs mois avec la section brésilienne.

Dans cet accord, on peut lire au point 5 :

“Afin de coordonner les expériences qui ont surgi à partir des entreprises récupérées d’Amérique latine et de la Caraïbe (...), la CTA et l’UNT s’engagent à gérer devant les gouvernements de la République d’Argentine et de la République bolivarienne du Venezuela la création de l’Institut latino-américain de promotion de l’échange, qui aura parmi ses objectifs principaux celui de planifier, de protéger, de promouvoir, de coordonner et de diffuser le travail auto-gestionnaire sur nos territoires.”

Et au point 6, il est précisé :

“L’UNT et la CTA s’engagent à gérer la création d’un terminal logistique dans les ports des deux pays, qui permettra, à partir des Etats nationaux d’Argentine et du Venezuela, de mettre en place un canal d’entrée et de sortie pour le commerce international, dans lequel les entreprises récupérées, le mouvement coopératif, la petite et moyenne entreprise et tout autre petit et moyen producteur rural et urbain (...) seront protégés des (...) discriminations tarifaires...”

Ce communiqué commun est signé entre autres, pour l’UNT, par Marcela Maspero, Robino Cherez, Orlando Chirino. Encore une fois, nous voyons quel est le problème du front unique.

Nous partageons le point de vue de Chirino quand il se bat pour l’indépendance de la centrale et pour le congrès, mais nous ne partageons pas le silence de la rencontre de Caracas sur le MERCOSUL, qui aboutit à charger les syndicats de tâches “gestionnaires”, contradictoires à l’indépendance de classe.

DEVRIIONS-NOUS NOUS TAIRE ? CERTAINEMENT PAS !

Voilà comment une orientation fautive sur le MERCOSUL et sur l'indépendance par rapport aux gouvernements représentés dans la rencontre de Caracas a contribué à pousser l'UNT à faire un pas sur la voie de sa transformation en rouage du MERCOSUL et des institutions internationales du capital. La pression est considérable.

Notre vocation est-elle de pousser à la transformation des organisations syndicales indépendantes en un rouage de la gestion capitaliste et des Etats ?

Car enfin, camarades, on pourra bien sûr nous dire que la section brésilienne n'est pas impliquée dans ce processus qui pousse l'UNT à se transformer en rouage de l'appareil d'Etat. Malheureusement, oui, elle est impliquée. Le refus de condamner publiquement le tournant vers le MERCOSUL a des conséquences.

Ainsi, s'est tenue au mois de février au Venezuela une réunion constitutive d'un "Front des entreprises occupées". Si l'on en croit le document rédigé le 15 mars 2006 par le "Courant marxiste révolutionnaire du Venezuela" (*sic*), affilié au courant international Militant, ce front des usines occupées a été constitué principalement à l'initiative des responsables vénézuéliens du courant Militant.

Dans l'article publié par Militant, intitulé "Le Front présent avec notre président", il est fait état du "grand succès de la marche des travailleurs des entreprises en gestion et occupées".

D'après le compte rendu fait par cet article du CMR, qui était l'un des organisateurs de cette manifestation, les mots d'ordre étaient : "Le Front présent avec notre président", ou encore "Nous appuyons le président Chavez". L'article cite un représentant des travailleurs, qui dit :

"Cette marche n'est qu'un premier pas. Il doit y avoir une bataille sur la réélection du président et pour étendre le modèle de cogestion révolutionnaire qu'il a présenté."

Nous ne serons pas surpris de voir ce courant politique, dont nous avons montré dans *La Vérité* comment, sous le vernis

prétendument marxiste, il s'aligne en permanence sur les courants les plus opposés à l'indépendance de classe, se dresser ainsi contre l'indépendance ouvrière ! Pour notre part, parce que nous sommes pour la défense de la révolution vénézuélienne, nous sommes pour la défense d'un gouvernement (et d'un président) qui nationalise les entreprises et résiste à l'offensive de l'impérialisme. Mais nous le faisons sur le terrain de l'indépendance de la classe ouvrière, qui est contradictoire avec le MERCOSUL et la prétendue "cogestion révolutionnaire".

Mais cela concerne-t-il seulement le courant Militant ? L'article déjà cité signale la participation d'un coordinateur national de l'UNT, Luis Primo (qui appartient par ailleurs au courant Militant), "ainsi que d'une camarade représentante des entreprises brésiliennes récupérées par les travailleurs, Cipla et Interfibra". Participaient également à la marche

« les coordinateurs de la campagne "Bas les pattes" devant le Venezuela (chapitre Venezuela), ainsi que les camarades de différentes cellules du courant marxiste révolutionnaire et de la jeunesse socialiste révolutionnaire ».

Si l'on résume, c'est une initiative prise par le courant Militant pour appuyer Chavez sur les terrains des coopératives et du front des usines occupées. La représentante au Venezuela des usines occupées du Brésil présente n'est autre qu'une militante de la section brésilienne de la IV^e Internationale, représentante officielle de la Cipla-Interfibra au Venezuela. Nous posons la question : sur quel mandat cette camarade participait-elle à cette marche ? Est-ce l'expression de la position de la majorité de la direction nationale de *O Trabalho* ?

LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DEMANDE SOLENNELLEMENT À LA DIRECTION NATIONALE DE *O TRABALHO* DE SE PRONONCER SUR CETTE QUESTION

Faudrait-il abandonner le combat pour la centrale syndicale indépendante ?

Au moment où la classe ouvrière vénézuélienne fait face aux tentatives diverses

pour empêcher le congrès souverain de sa centrale syndicale indépendante, l'UNT, notre responsabilité serait-elle d'appuyer la constitution d'un "front des entreprises occupées", dont l'axe est la cogestion révolutionnaire ? Faudrait-il abandonner le combat pour la centrale syndicale indépendante ? Faudrait-il tourner le dos au congrès souverain de la centrale syndicale ? Notre responsabilité n'est-elle pas, au contraire, d'aider l'ensemble des militants qui se situent sur le terrain de la lutte de classe et de l'indépendance à clarifier les enjeux, à se donner les moyens d'un congrès souverain d'une centrale syndicale indépendante, ce qui passe par la rupture avec le MERCOSUL et ce qui passe par l'affirmation de l'indépendance et non la participation à la prétendue cogestion révolutionnaire ?

Nous demandons à la direction nationale de *O Trabalho* de dire clairement si la camarade Maritania, représentante de Cipla-Interfibra, était dans cette manifestation l'expression de l'orientation décidée par la direction nationale de *O Trabalho*, si la direction nationale de *O Trabalho* assume cette orientation ou si elle considère qu'elle rejette cette orientation.

Cela rejoint d'autres questions. Car le problème du MERCOSUL, c'est toute la question de l'indépendance de classe de la centrale syndicale. Dans *Leur morale et la nôtre*, le camarade Léon Trotsky dit à propos des moyens auxquels on peut recourir :

« *La grande fin révolutionnaire repousse, d'entre ses moyens, les procédés et les méthodes indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres (...), ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des "chefs".* »

Comment est-ce que cela s'applique sur le continent des Amériques ? En toutes circonstances, cela pose le problème du combat pour l'indépendance de classe. La contribution du camarade Serge présentée au conseil général, qui propose de s'intégrer au mouvement chaviste, exprime sur cette question fondamentale les plus grandes incertitudes.

Le refus d'une majorité de la direction nationale de la section brésilienne d'approuver la résolution du conseil général qui rejette la contribution du camarade

Serge implique — quelles que soient les possibles nuances ou désaccords entre la majorité de la direction nationale — les plus grandes confusions sur ce sujet, les plus grandes incertitudes, que l'on retrouve dans tous les domaines.

QU'EST-CE QUE LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DE CLASSE AUX ÉTATS-UNIS AUJOURD'HUI ?

Par exemple : qu'est-ce que le combat pour l'indépendance de classe aux États-Unis aujourd'hui ? C'est le combat pour la rupture des dirigeants des centrales syndicales d'avec le Parti démocrate. En toutes circonstances, dit le *Programme de transition*,

"l'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie".

Cela signifie qu'en toutes circonstances, nous combattons pour qu'elles rompent le lien, etc. Aux États-Unis, tel que Léon Trotsky nous l'a enseigné, ce combat passe par l'exigence de rupture des dirigeants syndicaux de l'AFL-CIO avec le Parti démocrate. C'est le combat pour le Labor Party, c'est-à-dire pour que les syndicats rompent avec le Parti démocrate et forment en leur sein un Labor Party. C'est la question politique essentielle. Des luttes de classe aux États-Unis et des luttes de classe de grande intensité, il en a existé par le passé, il en existe aujourd'hui et il en existera dans l'avenir. Mais ces luttes de classe ont été à chaque étape immanquablement conduites dans une impasse parce que les dirigeants majoritaires dans le mouvement ouvrier refusaient de rompre le lien avec le Parti démocrate et parce que ceux qui se revendiquaient du trotskysme à différentes étapes n'ont pu, n'ont su ou n'ont voulu combattre pour le Labor Party (intégrant le Parti noir).

Comme l'explique le camarade Alan Benjamin dans les articles de *La Vérité*, comme l'a affirmé le congrès de notre organisation aux États-Unis, comme cela

a été expliqué également lors de la discussion du conseil général sur ce point, notre organisation nord-américaine (avec ses faiblesses et ses limitations) est en train de faire un grand pas en avant dans cette direction en relation même avec les processus qui mûrissent au sein des Etats-Unis.

Le fait que, pour la première fois depuis des décennies, la centrale syndicale AFL-CIO de l'Etat de Caroline du Sud décide de jeter toutes ses forces dans une candidature ouvrière indépendante au titre du Labor Party, sans aucun lien avec le Parti démocrate aux élections de l'Etat, est un point d'appui considérable pour le mouvement ouvrier.

Les camarades américains ont-ils raison d'organiser une campagne pour que, dans tous les Etats (des Etats-Unis), des organisations affiliées à l'AFL-CIO s'engagent dans la campagne de soutien à la candidature ouvrière indépendante de Caroline du Sud et ainsi ouvrent la voie à l'indépendance politique du mouvement ouvrier ? Nous pensons qu'ils ont raison.

En même temps qu'ils font cela, nos camarades des Etats-Unis ne subordonnent pas leur politique à l'appareil de l'AFL-CIO. C'est ainsi que, conformément à la méthode que nous a enseignée Trotsky, ils relient le combat pour le parti ouvrier indépendant, pour les candidatures ouvrières indépendantes, le combat pour un parti ouvrier noir, de manière à ce que le secteur le plus opprimé de la classe ouvrière puisse disposer de sa propre représentation politique intégrée au Labor Party. Ils le font tout particulièrement sous la forme de la proposition d'une candidature ouvrière noire à la prochaine élection présidentielle et ils organisent le combat pour cette candidature en rapport avec le combat pour la candidature ouvrière indépendante en Caroline du Sud à partir de l'action organisée par les organisations ouvrières noires contre le véritable nettoyage ethnique que l'impérialisme impose aux populations noires de La Nouvelle-Orléans évacuées après Katrina et à qui on refuse leur réinstallation.

La même barbarie impérialiste contre les populations noires du Sud des Etats-Unis est imposée par l'impérialisme américain, la même barbarie que celle qu'il

impose, par exemple, aux populations d'Irak. La même barbarie que celle qu'il veut, via le MERCOSUL, imposer aux peuples d'Amérique latine.

CETTE ORIENTATION CORRESPOND-ELLE AU COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DE CLASSE QUE TROTSKY NOUS A ENSEIGNÉ ?

Alors, nous posons la question : cette orientation correspond-elle au combat pour l'indépendance de classe que Trotsky nous a enseigné ? Oui, de toute évidence, pour qui se situe dans le cadre des principes de la IV^e Internationale. Mais comment ne pas être stupéfaits — nous l'avons été et nous le sommes — de lire dans une contribution du camarade Bicalho (publiée dans le courrier de la direction nationale du 4 mars 2006), qui est avec le camarade Serge l'un des principaux dirigeants de la majorité de la direction nationale, l'affirmation suivante :

“Dans la contribution d'Alan au conseil général, bien que des licenciements soient cités, le centre d'intervention de la section (et si nos forces sont peu nombreuses, nous ne pouvons pas tout faire) est centré sur les élections en Louisiane (où le Labor Party peut lancer un candidat indépendant). Tout cela est juste, mais le problème, c'est que nous centrons sur un point qui n'est pas le bon (...). L'un des plus grands crimes du pablisme a été la destruction de la section américaine et notre influence dans le mouvement ouvrier américain. Il faut récupérer cela en profitant du temps que nous avons (quatre ans avant que soient effectués tous les licenciements).”

Si l'on comprend bien la critique du camarade Bicalho, au nom de la lutte légitime contre les licenciements, il faudrait faire passer au second plan la lutte pour la rupture des organisations syndicales avec le Parti démocrate, faire passer au second rang le combat pratique pour la constitution d'un Labor Party et pour une candidature ouvrière noire indépendante aux Etats-Unis ? Eh bien, si nous faisons cela, nous renoncerions à la tâche principale qui est celle de la IV^e Internationale et que nous enseigne le programme : résoudre la

crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Evidemment, nous n'affirmerons pas que la majorité de la direction nationale du courant *OT* partage nécessairement dans tous ses aspects la contribution du camarade Bicalho (encore que nous n'ayons lu aucun texte de la majorité de la direction nationale prenant ses distances avec le texte de Bicalho). Mais nous sommes contraints de constater que la méthode qui amène le camarade Bicalho à tourner le dos à tous les acquis du trotskysme concernant le combat pour le parti ouvrier indépendant aux Etats-Unis est exactement la même méthode que celle du camarade Serge dans sa contribution au conseil général à propos de Chavez.

L'un propose de s'intégrer au mouvement bolivarien de Chavez et l'autre de tourner le dos à la construction du Labor Party et à la candidature ouvrière noire aux Etats-Unis ; l'élément commun, c'est le renoncement à la délimitation d'avec l'ensemble des appareils, qui conduit la classe ouvrière dans une impasse.

Plutôt que d'écrire des textes de congrès sur "*l'urgente nécessité de rompre avec le Parti des travailleurs*", mieux vaudrait commencer par organiser le combat pour la rupture avec l'impérialisme. Et la rupture avec l'impérialisme, pour la section brésilienne, c'est la rupture avec la politique de Lula, qui met en œuvre le MERCOSUL. La rupture avec la politique de Lula, qui veut entraîner la révolution vénézuélienne dans la défaite et toutes les révolutions du continent dans la défaite, au compte de l'impérialisme américain.

CES QUESTIONS TOUCHENT À DES QUESTIONS DE PRINCIPE

La "fraction IV^e Internationale" a eu raison, à notre avis, de soulever, dans le cadre de la direction nationale, la question du rapport entre l'indépendance politique de la IV^e Internationale et l'indépendance financière et matérielle. Elle a raison de dire qu'il ne saurait y avoir indépendance financière et matérielle si l'on confond la

responsabilité dans la gestion d'une entreprise (la Cipla) avec les responsabilités dans la section brésilienne de la IV^e Internationale. Ces questions touchent à des questions de principe, car, de toute évidence — on le voit encore une fois avec ce qui se passe en ce moment même au Venezuela —, la confusion des genres aboutit à une subordination au secteur qui tire en arrière la révolution vénézuélienne, et non pas qui tire en avant.

Faut-il ici dire que le mouvement ouvrier a connu dans le passé des militants qui avaient été d'authentiques révolutionnaires et qui, à un moment donné, tel Parvus, ont troqué leurs engagements politiques contre l'engagement dans "les affaires" ? Ce qui n'est bien sûr pas le cas en l'occurrence, mais c'est souligner toute l'importance d'éviter la confusion des genres (ce qui ne veut pas dire qu'un militant ne puisse pas, sous le contrôle de l'organisation et pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, occuper une responsabilité de gestion). Mais, répétons-le, toujours sous le contrôle de l'organisation et sans être en même temps le principal responsable de l'organisation. Ce débat, rappelons-nous comment Trotsky l'a mené avec ténacité par rapport à la section française dans les années 1930.

Est-il possible que la majorité de la direction nationale n'ait pas voté la séparation immédiate d'entre la gestion de la Cipla et le secrétariat de l'exécutif de notre section ? Ne voit-on pas dans l'exemple qui vient d'être donné à quel point cette confusion remet en cause l'indépendance même de la IV^e Internationale ?

Camarades,

Est-ce qu'en posant le problème de la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier au Venezuela, aux Etats-Unis, nous nous éloignons de la discussion sur les tâches au Brésil ?

Piètre trotskyste celui qui considérerait cela.

Nous avons lu et nous relisons encore, dans le texte du rapport présenté par la majorité de la direction nationale de *O Trabalho* pour le congrès (page 16) :

"Au Venezuela, à partir de la résistance de Chavez, anti-impérialiste petit-bourgeois qui entraîne les masses à résister à la politique impérialiste, une révolution

s'est développée et conduit la classe ouvrière aux occupations..."

Non, camarades. Nous ne pensons pas que l'ordre des facteurs soit correctement posé. Nous pensons qu'au Venezuela, le soulèvement des masses opprimées, qui n'en peuvent plus de la misère, de l'exploitation..., a conduit à une situation où des secteurs de la petite-bourgeoisie ont estimé devoir entrer sur la scène politique et ont conduit par leur propre action à ce que soit fait un pas sur la voie de la rupture avec l'impérialisme, sur le terrain de la préservation de l'indépendance de la nation (mais ce premier pas est menacé aujourd'hui par le tournant vers le MERCOSUL).

C'est le processus de la mobilisation révolutionnaire des masses qui a conduit Chavez à aller plus loin sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. C'est pourquoi nous le soutenons inconditionnellement contre l'impérialisme, mais pas dans son tournant vers le MERCOSUL. Ce n'est pas la résistance de Chavez qui entraîne la révolution. C'est le processus de la mobilisation révolutionnaire des masses qui entraîne Chavez sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

**FRONT UNIQUE, COMBAT POUR
LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE,
ET, EN TOUTES CIRCONSTANCES,
INDÉPENDANCE POLITIQUE**

La différence entre les deux formulations est évidente. La nôtre est celle qui a guidé les bolcheviks en 1917, reprise ensuite par Trotsky : front unique, combat pour la rupture avec la bourgeoisie, et, en toutes circonstances, indépendance politique.

Ce débat n'est pas nouveau. Ce n'est pas la première fois que des courants confondent des directions petites-bourgeoises, poussées plus loin qu'elles ne le veulent elles-mêmes sur la voie de la rupture avec l'impérialisme, avec des directions révolutionnaires authentiques.

Front unique contre l'impérialisme, oui, inconditionnellement. Mais, pour autant, nous n'avons jamais été ni castroïstes, ni guévaristes, ni benbellistes, ni

n'krumistes. Nous ne sommes pas et nous ne serons pas chavistes.

Nous sommes inconditionnellement pour le front unique avec Chavez contre l'impérialisme.

Mais nous sommes aussi, en toutes circonstances, pour l'indépendance de la IV^e Internationale. Cette indépendance passe par le fait que le tournant vers le MERCOSUL est l'un des plus gros dangers pour la révolution vénézuélienne, confirmés très récemment par la proposition discutée en commun par Chavez et d'autres dirigeants du Cône Sud de jeter les bases d'une monnaie commune au MERCOSUL.

Mais une monnaie commune au MERCOSUL, comme la monnaie commune de l'Union européenne, est destinée à faire jouer ce qu'ils appellent eux-mêmes la seule variable d'ajustement, la force de travail, c'est-à-dire détruire la force de travail de la classe ouvrière.

Devons-nous nous taire sur ce sujet ? Ou devons-nous dire : halte-là, danger ?

Le conseil général a dit : notre responsabilité, l'aide la plus efficace et la plus précieuse que nous pouvons apporter à la révolution vénézuélienne, est de dire ouvertement et publiquement : attention, danger !

Nous constatons que la majorité de la direction nationale de *O Trabalho* refuse depuis cinq mois obstinément de se prononcer publiquement sur cette question cruciale de l'avenir de la révolution.

Tel est, à notre avis, l'enjeu d'une discussion majeure, non seulement pour la section brésilienne, mais pour toute la IV^e Internationale.

Camarades de la section brésilienne,

La situation présente est difficile. Toutefois, le secrétariat est confiant dans le fait que, par la libre discussion, les militants de la section brésilienne vont, comme ils l'ont toujours fait, trouver des solutions à la situation.

Cela passe, à notre avis, par le rejet politique des positions défendues par le camarade Serge Goulart dans sa contribution au conseil général.

Cela passe, par conséquent, par le vote en faveur de la résolution unanime du conseil général.

III. La rupture

(31 mars-9 avril 2006)

III-1. Lettre au secrétariat international

(2 avril 2006)

Chers camarades,

En tant que membre du conseil général de notre Internationale, je me vois dans l'obligation de rapporter les faits survenus à Caracas à l'occasion de mon voyage pour participer à la séance d'ouverture du II^e Congrès de l'UNT du 30 mars. Faits qui, je l'avoue, m'ont causé effarement et incrédulité, et qui exigent sans aucun doute une réponse politique du secrétariat international.

Ainsi que vous le savez, dans le cadre du mandat donné par le conseil général et à partir des discussions menées lors de sa dernière session, qui ont concerné en particulier le Venezuela, je suis arrivé à Caracas le 29 mars pour accompagner le congrès de l'UNT prévu pour les 30, 31 mars et 1^{er} avril.

Au même moment, le camarade Serge Goulart, secrétaire de la commission exécutive de la direction nationale de *OT*, a fait aussi le voyage à Caracas pour tenir des engagements commerciaux de la Cipla avec la Pequiven (société nationale vénézuélienne), concernant la signature d'un contrat annoncé lors de la Rencontre des usines récupérées d'octobre 2005. Serge Goulart y est allé, accompagné de deux directeurs administratifs de la Cipla — Onirio, militant *OT*, et Valmir, non militant. Étaient déjà à Caracas les camarades Maritania (voilà près de deux mois) et Wanderci (depuis le 26 mars), tous deux militants *OT*, engagés par la Cipla.

Dès mon arrivée, j'ai essayé de contacter les dirigeants de l'UNT qui étaient à Caracas, ayant discuté avec Rubén Li-

nares et Luis Primo déjà le 29, Chirino étant à l'intérieur du pays. De son côté, Serge Goulart avait eu des réunions avec Elio Colmenares, vice-ministre de l'Industrie de Maria Cristina Iglesias (qui a récemment assumé le ministère de l'Industrie légère, laissant le portefeuille du Travail).

Deux heures avant l'ouverture de la session inaugurale du congrès de l'UNT, j'ai discuté en détail avec Chirino ce qu'il fallait proposer, ce qui a fini par donner un résultat positif tant dans la séance d'ouverture du congrès (dont la suite est prévue pour la fin mai) que pour l'adoption d'une résolution d'action qui prévoit une Marche pour les revendications du mouvement ouvrier dirigée vers Chavez le 21 avril, comme vous en avez été informés. Plus tard, à l'heure du repas, à l'interruption de séance du 30, j'ai rediscuté avec Chirino l'intervention qu'il allait faire à la fin des débats, cette fois en présence de Serge, Primo, Linares et d'autres.

Auparavant, à l'ouverture de la séance, vers les 10 h 30 du matin, les camarades Serge Goulart et Maritania ont fait partie du bureau, comme représentants des usines occupées du Brésil, alors que moi, j'y participais comme dirigeant de la CUT. Dans son intervention, Serge Goulart a critiqué le MERCOSUL comme une menace d'intégration des organisations des travailleurs et pour le processus révolutionnaire en cours au Venezuela lui-même, en plus d'avoir expliqué l'accord des usines brésiliennes avec la Pequiven (construction de maisons en plastique).

De tous ceux qui ont pris la parole parmi les délégués vénézuéliens, les seuls qui ont dit que la question de la date du congrès n'était pas essentielle ont été ceux de Militant. Je cite le texte qu'ils ont distribué lors de l'assemblée, intitulé "*Déclaration du Courant marxiste révolutionnaire devant le processus du congrès de l'UNT*", qui fondait ces interventions :

"La C-CURA (courant dirigé par Chirino — NDT) devrait proposer un plan concret de création de UBEs (unités de base électorales — NDT) pour le socialisme, dans les entreprises et autres centres de travail, de telle sorte que la classe ouvrière soit en tête de la Bataille de Sainte Inés 2 pour la réélection de Chavez et lier cette lutte à celle de compléter la révolution dans le socialisme, pour que le gouvernement bolivarien exproprie la banque, les grands monopoles et que soient introduits le contrôle ouvrier et la planification démocratique de l'économie.

***Ce plan peut être réalisé indépendamment du fait que l'on tienne le congrès de l'UNT ou que se déroulent les élections (...).** En ce sens, nous remarquons que, en ce moment, le débat au sein de l'UNT est en train de se centrer presque exclusivement sur le fait de savoir si le congrès de l'UNT doit se tenir cette année ou non, ou s'il doit y avoir des élections cette année ou pas. Ces aspects sont importants, mais ils ne sont pas une fin en soi, mais un moyen pour mener le débat pour savoir de quelle UNT nous avons besoin et la doter de ce programme socialiste dont a besoin la révolution bolivarienne et la classe ouvrière pour avancer vers le socialisme"* (souligné par nous).

Ainsi, avec un langage "radical", les porte-parole de Militant, devant une assemblée générale où il ne manquait pas de voix qui demandaient la convocation immédiate d'élections dans l'UNT, apparaissaient comme une espèce de "pont" avec ceux qui étaient dehors, boycottant le congrès, car, en fin de compte, la "date et les élections cette année" seraient secondaires par rapport à un "plan" voté pour la réélection de Chavez. Rappelons, à ce sujet, que l'argument de Marcela Maspero, de la FBT et d'autres, était exactement qu'il n'était pas prioritaire de tenir le congrès de l'UNT maintenant, car l'essentiel devait être de gagner les 10 millions de voix pour Chavez.

Dans mon intervention, dès le début des travaux, outre le fait d'avoir alerté sur le MERCOSUL, j'ai dialogué exactement contre ces arguments, en soutenant qu'il était crucial de tenir le congrès et les élections pour une direction de l'UNT **avant** les élections nationales de décembre, car seuls les travailleurs organisés sur leur propre terrain de classe pourraient approfondir la révolution et donner un contenu anticapitaliste et anti-impérialiste aux "10 millions de voix pour Chavez" !

Mais pourquoi ai-je développé tout ce qui précède ? Parce que j'ai été surpris qu'à la fin de la séance, Serge Goulart et Maritania ont échangé leurs numéros de téléphone précisément avec un cadre espagnol de Militant, Miguel Campos, muté au Venezuela. Lorsque j'ai demandé à Serge Goulart pourquoi cette relation, sa réponse a été qu'eux, Militant, étaient les seuls qui avaient un "*travail d'usines occupées*" et que le contact l'intéressait pour cela.

Fort bien, mais en fin de compte, quel est le travail des "usines occupées" que Militant développe au Venezuela ? C'est le "Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises en cogestion et occupées", qui, après avoir fait une marche en mars, en prépare une autre en avril, qui prend la forme suivante sur leur site Internet :

*"C'est pour cela que le Front appelle à nouveau à une marche, le 4 avril à 10 heures du matin, depuis l'avenue de Nouvelle-Grenade au niveau des installations de SEL-FEX jusqu'au palais de Miraflores **pour nous mettre aux ordres du président Chavez pour les 10 millions de voix**, et faire toute une série de propositions des entreprises en cogestion et occupées au président pour que cette bataille de Santa Inés 2 soit aussi une bataille pour faire avancer la révolution vers le socialisme"* (souligné par nous).

Les revendications de ladite marche mélangent des demandes d'expropriation d'entreprises avec des demandes de remise sous "contrôle direct" des travailleurs ou pour en faire des "coopératives". Il s'agit d'une ligne, qui, dans la pratique, mène à mettre en question l'indépendance des syndicats et leur existence même dans les entreprises "récupérées", comme cela s'est produit d'ailleurs à Invepal, où la coopérative a signifié la disparition du syndicat. Donc, une ligne

qui s'oppose, dans les faits, au renforcement de l'UNT comme centrale syndicale indépendante, tentant d'en faire une espèce de "coordinatrice" de la cogestion des usines occupées. Alors, je le demande, c'est à ce "travail des usines occupées" auquel on voudrait que nous nous associons ?

Le lendemain, 31 mars, quand, en fin d'après-midi, je suis arrivé à l'hôtel où était logé Serge Goulart, trouvant les autres militants dans le hall d'entrée, l'un d'eux m'a demandé d'aller au restaurant où Serge m'attendait avec des personnes qui voulaient une entrevue avec moi en tant que dirigeant de la CUT du Brésil. Quelle n'a pas été ma surprise de rencontrer, aux côtés de Serge Goulart, Miguel lui-même et un autre militant espagnol de Militant, Carlos. Je me suis poliment décommandé de l'"entrevue".

Vraiment, c'est quelque chose d'incompréhensible que le secrétaire de la commission exécutive de la section brésilienne tente de jouer les médiateurs pour une rencontre entre un membre du conseil général de la IV^e Internationale avec des représentants d'une organisation hostile à la IV^e Internationale comme le courant Militant !

Sur un autre plan, il est également incompréhensible qu'un dirigeant de OT, Serge Goulart, qui sait que je suis au Venezuela publiquement en tant que dirigeant de la CUT du Brésil, où je mène un combat public pour l'indépendance syndicale et contre le MERCOSUL au cours de la préparation du prochain congrès de la centrale, se propose de jouer les médiateurs avec Militant, qui ne voit pas de problème à l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL, et qui, dans les faits, avec leur "Front révolutionnaire d'entreprises en cogestion et occupées", s'oppose à l'indépendance syndicale au niveau de l'entreprise et se met "aux ordres de Chavez", comme disent leurs textes.

Enfin, je veux également signaler que, le 1^{er} avril, samedi, une autre chose inhabituelle s'est passée, en contradiction totale avec la discussion menée dans la commission Amériques lors du dernier conseil général, à partir de la proposition de Serge Goulart lui-même qu'un camara-de la section espagnole soit le respon-

sable de la construction de notre travail au Venezuela (voir les résolutions de la commission Amériques adoptées par le conseil général).

Après que Serge Goulart m'eut évité toute la journée — je savais qu'il allait tenir un GER pour deux contacts de Maritania —, quand j'ai réussi à le localiser par téléphone, il m'a dit qu'il se trouvait à l'hôtel Hilton avec les contacts. Lorsque j'y arrivai, les contacts étaient déjà en train de partir, avec Maritania et Wanderci, pour aller visiter l'usine occupée Sel-Flex, à qui ils allaient également donner une contribution de 300 dollars que la Cipla apportait pour alimenter le fonds des travailleurs.

Lorsque nous sommes restés seuls — Serge, Onírio et moi —, Serge a dit qu'il voulait communiquer quelque chose et s'est mis à lire un papier où il était écrit, grosso modo, qu'"après avoir discuté de la situation internationale et du Venezuela, de ce qu'était la IV^e Internationale et son fonctionnement", les deux contacts vénézuéliens, plus Maritania et Wanderci, se constituaient en cellule de la IV^e Internationale au Venezuela et demandaient au secrétariat international et à la section brésilienne leur soutien pour développer leur travail comme section de la IV^e Internationale.

J'ai immédiatement émis une protestation en tant que membre du conseil général "sur place" pour n'avoir pas été invité à participer à la discussion et j'ai dit que je ne pouvais pas me prononcer sur le contenu de l'orientation politique présentée aux deux contacts (un Brésilien qui vit au Venezuela depuis longtemps et un employé de l'hôtel où réside Maritania).

La réaction de Serge a été brutale, disant que je ne cherchais qu'à embrouiller la construction, que pendant trois ans (*sic*) je n'avais fait que me promener au Venezuela et que, lorsqu'on recrute des travailleurs, je ne cherche qu'à soulever des problèmes, que mon intervention lors de la séance de l'UNT avait été "chaviste", etc.

Réaction complètement disproportionnée, d'autant plus que lui, Serge Goulart, sait que ce "protocole" de constitution d'un cercle de la IV^e Internationale au Venezuela est contradictoire avec la pro-

position que lui-même a faite lors de la commission Amériques du conseil général déjà citée.

Camarades du secrétariat international,

Tout en prenant en compte que la section brésilienne ne vit pas une situation normale, comme nous le savons tous, on ne peut pas donner un blanc-seing à ces attitudes du camarade Serge.

Comment peut-on justifier cette “proximité” avec une organisation étrangère et hostile à la IV^e Internationale comme Militant ? Comment justifier la construction d’un “cercle” au Venezuela qui se reven-

dique de la IV^e Internationale sans mandat pour le faire et en excluant de la discussion un dirigeant du conseil général présent sur les lieux ?

On ne peut continuer ainsi. Il faut clarifier les choses immédiatement. Je pense qu’une prise de position du secrétariat international pour éclaircir tous ces points est nécessaire et urgente, d’autant plus que Serge Goulart a refusé péremptoirement de donner quelque éclaircissement que ce soit dans ce sens lorsque je l’ai questionné à Caracas.

Salutations trotskystes,
Julio

III-2. Deuxième lettre du secrétariat international (6 avril 2006)

Camarades,

Le secrétariat international de la IV^e Internationale s’est réuni aujourd’hui 6 avril en séance exceptionnelle sur la base des faits qui nous ont été communiqués tels qu’ils se sont déroulés au sein de la section brésilienne durant les dernières vingt-quatre heures.

Le secrétariat international a pris connaissance en particulier des documents qui lui ont été communiqués, à savoir :

— La lettre du camarade Julio concernant les faits survenus à l’occasion du congrès de l’UNT du Venezuela.

— La déclaration des camarades Ana, Miguel et Mario à la commission exécutive de *O Trabalho* du 5 avril.

— La réponse adressée à la lettre du SI, et qui se présente comme “réponse de la commission exécutive de OT” à la même date.

Camarades de la section brésilienne,

Il apparaît clairement, sur la base de ces documents, que Serge Goulart s’est engagé sur la voie de la rupture avec la IV^e Internationale. Nous invitons tous les militants, quelle que soit la position qu’ils ont pu défendre ou partager dans les débats antérieurs, à réfléchir et à se prononcer à partir des faits suivants :

1. Nous enregistrons la déclaration de Goulart et de ceux qui l’appuient dans la commission exécutive affirmant que le SI s’est “transformé en fraction contre tous ceux qui n’acceptent pas ses positions”.

Camarades de la section brésilienne, vous savez le soin, l’attention et les moyens déployés par le secrétariat international depuis des années, et tout particulièrement dans la dernière période, pour permettre la libre discussion des positions politiques. Y compris l’envoi des deux membres du SI pour discuter avec la commission exécutive et la direction nationale en janvier dernier, et chercher à élaborer ensemble des résolutions permettant de surmonter les difficultés politiques.

Y compris l’invitation de Serge Goulart à participer au conseil général de la IV^e Internationale, dont il n’est pas membre, conseil général où il a pu librement soumettre au vote ses positions, les défendre et les discuter des heures durant. Dans quelle autre organisation un tel soin est-il apporté au respect scrupuleux de la démocratie ouvrière et du droit de discuter librement de positions divergentes dans le cadre du programme ? Et cela, camarades de la section brésilienne, vous le savez, n’est pas nouveau, car nous avons toujours procédé ainsi.

Alors, celui qui écrit que le SI s’est “transformé en fraction contre tous ceux

qui n'acceptent pas ses positions", celui-là indique par là même qu'il ne reconnaît pas la légitimité, non seulement du secrétariat international, mais du congrès mondial dont il est issu. Celui-là ne connaît pas la légitimité des principes de la démocratie ouvrière tels que le bolchevisme les a établis (et nous verrons pourquoi il agit ainsi).

Seul celui qui a déjà renoncé (sans l'avouer, car il n'abat ses cartes que progressivement) à considérer la IV^e Internationale comme son parti peut s'exprimer de la sorte et recourir ainsi au procédé qui est systématiquement employé contre la IV^e Internationale par ses adversaires ou par ceux qui ont déserté ses rangs : attaquer les prétendues "méthodes" pour ne pas avoir à présenter leur véritable passeport politique.

2. Nous partageons la stupéfaction du camarade Julio, mandaté par le SI pour se rendre au Venezuela afin de participer au II^e Congrès de l'UNT. Nous partageons son indignation devant ce qu'il appelle, à juste titre, la "proximité" établie entre Serge Goulart et Militant, organisation hostile à la IV^e Internationale :

« C'est quelque chose d'incompréhensible que le secrétaire de la commission exécutive de la section brésilienne tente de jouer les médiateurs pour un rencontre entre un membre du conseil général de la IV^e Internationale avec des représentants d'une organisation hostile à la IV^e Internationale comme le courant Militant !

Sur un autre plan, il est également incompréhensible qu'un dirigeant de OT, S. G., qui sait que je suis au Venezuela publiquement en tant que dirigeant de la CUT du Brésil, où je mène un combat public pour l'indépendance syndicale et contre le MERCOSUL au cours de la préparation du prochain congrès de la centrale, se propose de jouer les médiateurs avec Militant, qui ne voit pas de problème à l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL, et, dans les faits, avec leur "Front révolutionnaire d'entreprises en cogestion et occupées", s'oppose à l'indépendance syndicale au niveau de l'entreprise et se met "aux ordres de Chavez", comme le disent leurs textes. »

"Pas de problème à l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL" ? Le MERCOSUL qui est, comme vous le savez, l'instrument par lequel Lula, au compte de l'impérialisme américain, est en train

d'enchaîner une à une toutes les nations du continent, à commencer par toutes celles où les masses, par leur mobilisation, mettent aujourd'hui directement en cause la domination impérialiste : Venezuela, Bolivie, etc.

Nous posons la question : Goulart a décidé de se lier avec ces gens-là ? Sur quel mandat ? Sur quels objectifs ? Pour quelle politique ? N'a-t-il pas caché qu'en réalité il est organisé en fraction avec Militant ? Et qu'est-ce que Militant ? Nous allons répondre à cette question un peu plus loin. Car l'heure est venue de dire les choses, non ?

3. On apprend que, "dans son intervention, Serge a critiqué le MERCOSUL comme une menace d'intégration des organisations des travailleurs et pour le processus révolutionnaire en cours au Venezuela lui-même" (lettre de Julio). Mais pourquoi ne l'écrit-il pas à Chavez ?

Bien entendu, nous soutenons Chavez contre l'impérialisme et nous critiquons Lula, qui, depuis l'intervention en Haïti jusqu'à sa politique pourrie contre les paysans sans terre, démontre qu'il n'est qu'un agent servile de l'impérialisme. Mais, l'un et l'autre, Chavez comme Lula, sont membres du MERCOSUL, dont Lula s'est félicité dans sa grande embrassade avec Bush au sommet de Mar del Plata.

Bien évidemment, la prétendue "commission exécutive du 5 avril" nous promet... qu'il y aura bientôt une lettre à Chavez ! Qu'est-ce à dire ? Bientôt, demain, incessamment... Nous allons voir plus loin comment, en fait, Militant est pour le MERCOSUL.

Cela fera bientôt six mois qu'à Caracas, une délégation conduite par Serge Goulart a participé à une rencontre au cours de laquelle, ouvertement, le MERCOSUL a été salué, sans que quiconque — en particulier Serge Goulart — ne proteste contre cela... Et depuis six mois, Goulart promet : un jour, je prendrai mes distances. De qui se moque-t-il ? Ce sont là typiquement les méthodes de manœuvre de Militant, toujours très radical... pour camoufler autre chose...

4. Camarades de la section brésilienne, nous parlons ici des questions vitales de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne.

Si Goulart, qui dénonce la IV^e Internationale comme une “fraction”, se constitue, lui, en fraction commune avec Militant, qu’il le fasse, c’est son droit. Mais chacun doit savoir sur quelle base politique.

Ainsi, au Venezuela, Militant, c’est le combat contre l’indépendance de la centrale syndicale.

Alors que, pour tous les travailleurs, au Venezuela comme dans le monde entier, la question de la survie, de l’existence de leurs organisations indépendantes est posée, alors qu’au Venezuela, tous les militants ouvriers, tous les travailleurs comprennent que c’est un enjeu de la révolution que l’existence de leur centrale syndicale indépendante, l’UNT, attaquée de toute part, voici ce qu’ose écrire Militant dans le texte intitulé “*Déclaration du Courant marxiste révolutionnaire devant le processus du congrès de l’UNT*”, dans lequel ils proposent un

“plan (qui) peut être réalisé indépendamment du fait que l’on tienne le congrès de l’UNT ou que se déroulent les élections (souligné par nous). En ce sens, nous remarquons que, en ce moment, le débat au sein de l’UNT est en train de se centrer presque exclusivement sur le fait de savoir si le congrès de l’UNT doit se tenir cette année ou non, ou s’il doit y avoir des élections cette année ou pas. Ces aspects sont importants, mais ils ne sont pas une fin en soi.”

Alors que, de toute part, à commencer par Chavez, tout est fait pour saboter, empêcher la tenue du II^e Congrès de l’UNT, Militant proclame que “*peu importe, avec ou sans congrès, avec ou sans élections*”...

Et que dit Goulart ? Dans un texte qu’il a remis le 5 avril aux membres de la commission exécutive, il écrit :

“La ligne de Militant a été de reporter le congrès pour cette date (26, 27, 28 mai — NDLR) pour une ultime tentative de faire l’unité avec les autres courants, disant que la tenue des élections (syndicales internes à l’UNT — NDLR) cette année ou l’an prochain est une question d’importance mineure.”

Camarades de la section brésilienne, vous devez savoir que, depuis maintenant deux ans, les représentants de Chavez au sein de l’UNT font tout pour empêcher la

tenue d’élections internes, démocratiques, permettant de désigner une direction syndicale légitime et indépendante. Cette offensive vise aussi explicitement, pour une partie des secteurs liés à Chavez, à ce que les élections ne soient pas le seul apanage des syndiqués, mais que toute la population “élise” les dirigeants de la centrale... comme au temps de l’ancienne centrale syndicale intégrée, la CTV.

En ce sens, et quels que soient les désaccords politiques que l’on peut avoir avec eux, les secteurs de l’UNT (majoritaires autour de Chirino) qui cherchent à résister à cette pression et qui ont fait un pas ce 31 mars en ouvrant le congrès officiellement, en décidant de la deuxième session en mai et en décidant du processus des élections internes, ont tout l’appui de la IV^e Internationale parce qu’ils agissent pour l’indépendance de la centrale syndicale vis-à-vis des patrons, de l’impérialisme et y compris du gouvernement Chavez, bien qu’à juste titre les dirigeants de la centrale soutiennent Chavez contre la menace impérialiste.

Quel est le rôle de Militant ? Présents dans le congrès, avec un langage très “radical”, ils défendent la position des secteurs chavistes absents : peu importe les élections internes à l’UNT, seule compte la campagne électorale de Chavez.

Et que dit Goulart sur cette position anti-ouvrière et contre-révolutionnaire de Militant ?

Il ne dit rien ! Ou plutôt, il dénonce ceux qui convoquent le congrès (“*de manière unilatérale*”, selon lui) et rapporte, sans un mot de critique, le comportement de ses alliés de Militant !

Qui ne dit mot consent ! Comment peut-on ne pas condamner la politique qui, au Venezuela, vise à l’intégration de l’UNT, et prétendre au Brésil défendre l’indépendance de la CUT menacée par les mesures du gouvernement Lula ? Encore une fois, la phrase radicale masque difficilement une réalité bien sordide.

5. Camarades de la section brésilienne, vous le constatez : Militant, au Venezuela, agit comme une organisation non seulement hostile à la IV^e Internationale, mais hostile même à l’organisation indépendante et démocratique du mouvement ouvrier. Et ailleurs ?

Dans le monde entier, les “camarades d’organisation” de Serge Goulart, Militant, déploient une orientation politique réactionnaire en tous points.

Jugez-en vous-mêmes.

Alors que les travailleurs et les peuples, sur tout le continent européen, se dressent contre la politique de l’Union européenne, de Maastricht, qui démantèle les nations, détruit les droits ouvriers, voici la position de Militant :

“Nous ne sommes ni pour ni contre se retirer de l’Union européenne dans le cadre du capitalisme. Les intérêts de la classe ouvrière ne sont représentés par aucune de ces deux solutions.”

“Ni pour ni contre” l’Union européenne, qui n’est rien d’autre que l’union de tous les gouvernements, qui, partout en Europe, sont en train de détruire les conquêtes sociales et démocratiques arrachées par des années et des années de lutte de classe, qui sont en train de démanteler les cadres nationaux dans lesquels ces conquêtes ont été inscrites par la lutte de classe ? Faudrait-il être neutre face à la résistance de la jeunesse, dont la mobilisation par millions contre le CPE n’est rien d’autre que l’expression de la lutte contre les diktats de Maastricht ?

Au fait, Serge Goulart, quelle est ta position sur cette honteuse couverture de l’Union européenne (qui n’est pas sans rappeler la même honteuse couverture du MERCOSUL) ? Tu n’as rien à dire là-dessus ? Ces gens-là, tu le sais, sont plus que tes alliés. L’heure est venue pour toi d’abattre tes cartes ! La discussion gagnera en clarté si l’on met clairement devant les militants tout ce que tu as camouflé depuis longtemps, en particulier les positions réactionnaires de Militant sur l’Union européenne, et pas seulement.

Sachez-le, camarades de la section brésilienne, les amis de Serge Goulart trouvent même des vertus positives à l’Union européenne !

“Maastricht, l’euro et les autres accords ont eu comme conséquence d’internationaliser la lutte de classe à l’intérieur des frontières de l’Union européenne” (article de Roberto Sandri et Fred Weston).

Militant, dont la principale organisation en Grande-Bretagne est aux premières

loges pour constater la dévastation de l’agriculture, des mines et de l’industrie nationale, des régimes de retraite au profit des fonds de pension nord-américains, sous l’égide de l’Union européenne, eux, osent affirmer que

“Maastricht, l’euro et les autres accords ont eu comme conséquence d’internationaliser la lutte de classe à l’intérieur des frontières de l’Union européenne” !

Camouflage ! Comme s’ils ne savaient pas que Maastricht et l’euro précipitent partout les peuples dans une misère croissante, entraînent à la destruction en masse des services publics, de tous les systèmes de protection sociale collective ! Ces gens-là interviennent directement comme supplétifs de l’Union européenne, bras armé de l’impérialisme américain contre le mouvement ouvrier, contre les nations, contre les peuples. Et ils le font avec les méthodes de ceux qui ont trahi non seulement la IV^e Internationale, mais le mouvement ouvrier en général.

Et c’est eux que Goulart avoue aujourd’hui avoir ralliés ? Car la IV^e Internationale ne saurait avoir la moindre place dans une quelconque combinaison de couverture de l’Union européenne, c’est-à-dire de l’impérialisme américain !

6. Camarades de la section brésilienne, vous serez, comme nous, indignés de l’arrogance avec laquelle Goulart et ses amis de la prétendue réunion “*de la commission exécutive du 5 avril*” osent vous appeler à “*rejeter la lettre du secrétariat international*” avec comme argument que “*l’orientation centrale de notre rapport politique pour le 26^e Congrès leur fait peur*”.

(Soit dit en passant, nous avons si peu peur de la discussion politique que non seulement nous avons invité Goulart au conseil général, mais encore aujourd’hui, nous l’invitons : qu’il vienne, avec ses amis de Militant, discuter de leurs positions politiques communes au siège de la IV^e Internationale ! Qu’ils viennent... on verra bien qui a peur de la discussion politique.)

Camarades de la section brésilienne, vous le savez, la discussion politique ne fait pas et n’a jamais fait “peur” à la IV^e Internationale. Et nous ne voyons pas dans ce qui est écrit dans le rapport adopté par

la majorité de la direction nationale il y a trois semaines une quelconque discussion qui puisse faire peur.

Mais ce qui devrait “faire peur” à tout militant qui cherche une discussion sérieuse sur les questions d’orientation, c’est la promptitude avec laquelle Serge Goulart passe d’une position à une autre, et chaque fois en prétendant l’ériger comme une question de principe. Ce qui devrait “faire peur” à tout militant qui cherche une discussion sérieuse sur les questions d’orientation, c’est la capacité de Serge Goulart — un peu à l’instar de ses amis de Militant — à couvrir d’une rhétorique très “radicale” une orientation qui l’est beaucoup moins.

Que faut-il faire au Venezuela ?

En juillet dernier, lors du congrès de OT, Serge Goulart écrivait que l’avant-garde la plus combative de la classe ouvrière vénézuélienne se regroupait dans le parti lié aux morénistes et qu’il fallait donc s’orienter vers ce parti.

En février, sept mois plus tard, il dépose au conseil général un texte dans lequel il n’y a rien de plus urgent que de s’intéresser au MVR chaviste.

Cinq semaines plus tard, de retour du Venezuela, le même Goulart écrit gravement dans le rapport qu’il a déposé le 5 avril que

“notre construction aujourd’hui au Venezuela ne passe pas par l’entrisme dans le MVR ou dans un quelconque autre parti” !

Comme le dit un proverbe français :

“Ce n’est pas la girouette qui tourne, c’est le vent.”

Alors, camarades de la section brésilienne, nous verrons bien ce que sera dans les semaines qui viennent la véritable politique de Goulart vis-à-vis du Parti des travailleurs du Brésil. Dans le texte de mars, il est question de “rompre avec le Parti des travailleurs”, mais dans sa note du 5 avril, il est question “de rompre avec l’appareil du PT”, ce qui, on en conviendra, n’est pas la même chose. Car rompre avec l’appareil peut tout à fait signifier... rester dans le PT (c’est d’ailleurs l’interprétation la plus logique).

Une nouvelle fois, on dit une chose et on fait le contraire ! Quels intérêts sont-ils

défendus ici par Goulart et ses amis ? Certainement pas ceux de la classe ouvrière, brésilienne ou vénézuélienne.

Que nous réservera la prochaine formulation ? Nous verrons bien. Ce qui, en revanche, est certain, c’est que, dans le même temps où l’on agite le chiffon rouge de “la rupture avec le PT”, les “amis” de Militant sont bien au chaud... dans le Parti communiste français et le soutien à la “gauche plurielle” de Lionel Jospin, et aussi dans le soutien à Prodi en Italie, et aussi dans le refus de se prononcer pour chasser Blair en Angleterre, etc.

Mais, sur tous ces sujets, Goulart est silencieux.

7. Camarades de la section brésilienne, vous devez savoir qu’en France, les partisans de Militant sont membres du Parti communiste français.

Cette appartenance est tout à fait officielle. Le groupe “La Riposte” (organisation française de Militant) se présente officiellement comme une composante du Parti communiste français. Il tient ses réunions dans les locaux du PCF et Greg Oxley anime es-qualité des conférences publiques au siège central du PCF.

Oui, vous avez bien lu, au moment même où la section française de la IV^e Internationale (le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) combat pour aider la classe ouvrière et la jeunesse à réaliser les conditions de la grève générale, permettant de balayer le contrat première embauche (CPE) et toutes les mesures destructrices dictées par Bruxelles, au même moment, les amis français de Serge Goulart se déploient bien à leur aise au sein d’un Parti communiste français dont les dirigeants combattent de toutes leurs forces contre la grève générale et pour sauver la mise des institutions de l’Union européenne et de la V^e République (avec les mêmes méthodes que la “longue attente” de Goulart sur le MERCOSUL : il aura fallu attendre des mois et des mois avant que les dirigeants du PCF et leur composante Militant se décident, et non sans réticences, à appeler à voter non à la Constitution européenne).

Comment cela est-il possible ? La base de cette intégration harmonieuse de Militant dans le PCF, c’est... tout simplement l’approbation plus ou moins critique

(moins critique que certains courants de l'appareil du PCF lui-même) de la politique du PCF.

Ainsi, voilà ce qu'on peut lire dans leur bulletin *La Riposte* :

« Dans la politique appliquée par la "gauche plurielle" depuis 1997, tout n'a pas été négatif. »

Le principal dirigeant de *La Riposte* trouve même dans la politique de Jospin à l'époque "un certain nombre de réformes positives" ("Barrer la route à la droite, rétablir les idées du socialisme à gauche !", Greg Oxley, janvier 2002). (Il faut oser écrire cela : "barrer la route à la droite" en appliquant sa politique ! Ces gens-là sont prêts à tout ! Jusqu'où iront-ils ?)

En France, entre 1997 et 2002, le gouvernement Jospin dit de la "gauche plurielle" (PS, PCF, écologistes) a gouverné le pays en appliquant brutalement la politique de la Commission de Bruxelles. Ce qu'un quotidien patronal a salué en déclarant le gouvernement Jospin comme celui "qui a le plus privatisé"... "Pas négatif" pour Militant ! Hé là ! Il y a 7 millions de pauvres selon les chiffres officiels en France, les privatisations ont fait que la majeure partie des entreprises nationalisées est passée sous contrôle des fonds de pension, qui sont à 90 % aux mains des groupes financiers américains ! "Pas négatif" ?

Et c'est avec ces gens-là que Serge Goulart s'est associé ? Et depuis combien de temps ? Qu'il aille où il veut, celui qui est prêt à accepter cela. Celui-là n'a aucune place dans la IV^e Internationale.

La Riposte ose encore déclarer qu' "en dépit de leurs limites, les emplois jeunes sont un pas en avant". Honte ! Honte ! Honte à ceux qui voient un pas en avant dans la politique d'un gouvernement qui a livré les jeunes à la déréglementation et la précarité, rétabli le travail de nuit des femmes dans l'industrie, rétabli le travail de nuit pour les enfants à partir de 14 ans !

Camarades de la section brésilienne, savez-vous ce que sont les emplois jeunes ?

C'est une mesure imposée en 1997 aux jeunes de moins de 26 ans par le gouvernement Jospin (PS), Aubry (PS) et Gaysot (PCF). Ce sont des "emplois"

hors conventions collectives, hors statuts dans la fonction publique, des emplois déréglementés imposés aux jeunes, à qui on refuse un véritable contrat de travail, un contrat à durée indéterminée. Ce sont les ancêtres du CPE, dont les travailleurs et les jeunes exigent en ce moment même par millions l'abrogation, mettant à l'ordre du jour la grève générale pour l'obtenir. Les "emplois jeunes" ont précédé les "contrats d'insertion", les trajets d'accès à l'emploi (TAE), les "contrats jeunes en entreprise", les "contrats d'accompagnement vers l'emploi" (CAE), les contrats nouvelles embauches (CNE)... Résultat : 1 225 600 contrats précaires.

Vous le savez, depuis des semaines, par la grève et la manifestation, des millions de jeunes, leurs parents, leurs enseignants, des millions de travailleurs en France se dressent contre cette politique-là, par laquelle tous les gouvernements, de gauche comme de droite, et l'Union européenne cherchent à exploser, détruire le Code du travail, généraliser la précarité. Et c'est cette politique-là que Militant considérait sous Jospin comme "un pas en avant" ! Hé ! Serge Goulart ! Si tu marches avec ces gens-là, vas-y, mais sans nous !

Pour Militant, la "CMU" aussi est "un pas en avant". Vous savez ce qu'est la "CMU" ? Il y a en France une formidable conquête ouvrière, arrachée dans la situation révolutionnaire à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945-1947. Une conquête contre laquelle s'acharnent tous les gouvernements depuis les ordonnances de De Gaulle en 1967, qui ont précipité la marche à la grève générale. La CMU a été mise en place par la "gauche plurielle" comme un "panier" de soins minimum dans le cadre de l'offensive dictée par l'Union européenne pour démanteler la couverture totale des soins garantie par la Sécurité sociale. Comme les emplois jeunes pour la précarisation de la jeunesse, la CMU a été l'une des premières pierres — il y en a eu d'autres, mises en œuvre par des gouvernements de toutes couleurs politiques attachés à liquider ce que représente la Sécurité sociale comme défense des intérêts des travailleurs — de la remise en cause de la Sécurité sociale basée sur le salaire différé.

Alors, voilà ce que Militant considère comme “*un pas en avant*” ! Que peuvent-ils bien avoir à faire avec la IV^e Internationale ? Rien, bien entendu ! Ce sont des vendus, des supplétifs des appareils contre-révolutionnaires. Il est normal que ceux qui se retrouvent dans leur politique les aient rejoints. La IV^e Internationale ne saurait entretenir aucune “proximité” avec eux.

8. Camarades de la section brésilienne, savez-vous qui est Romano Prodi ?

Président de l’Union européenne durant cinq ans, Prodi est l’auteur des mesures les plus réactionnaires contre les travailleurs et les peuples ; il est le père de Maastricht. Et c’est cette même politique qu’il a déjà annoncé vouloir appliquer en Italie s’il est élu aux élections générales des 9 et 10 avril 2006. Aux travailleurs et au peuple italiens, Prodi a promis récemment un “Maastricht italien”.

L’attitude vis-à-vis de Prodi n’est pas “secondaire” pour la classe ouvrière et la nation italiennes. Il en va de son avenir, de sa survie... Peut-on aider les travailleurs italiens à chasser Berlusconi en s’unissant derrière quelqu’un qui a, par les directives européennes, fourni à Berlusconi les armes de sa politique de régionalisation, de privatisation des services publics, de liquidation de l’industrie ?

Or c’est la question posée aujourd’hui à tout le mouvement ouvrier italien. En Italie, Militant occupe des positions importantes à la direction du Parti de la refondation communiste (PRC) (1). On le sait, toute la “gauche”, des partisans de l’Internationale socialiste (DS) aux néo-staliniens comme Bertinotti du PRC, et aux pablistes (2), s’est rangée comme un seul homme dans une “grande coalition” appelée “l’Unione”, coalition “sans rivage à droite” (3), derrière Romano Prodi, pour “faire front contre Berlusconi”.

Quelle est la politique de Militant vis-à-vis de Prodi ?

“Dans la majorité du parti (du PRC — NDLR), certains veulent pousser les camarades les plus critiques sur une position de renoncement, de boycott ou d’abstention passive (...). Eh bien, si certains dirigeants pensent ainsi, ils se trompent lourdement (...). Aujourd’hui, Prodi a le vent en poupe.”

Dans le compte rendu officiel de la “conférence des marxistes du PRC” (20 décembre 2005), Militant ose même ajouter :

« *Nous ferions une erreur de doctrinarisme si nous regardions le gouvernement de “l’Unione” avec nos yeux et pas avec ceux des masses.* »

On reconnaît là le subterfuge classique de tous les capitulards : “l’arriération des masses” les oblige à capituler. Comme “les masses” ont des illusions dans Prodi, qui “*a le vent en poupe*”, pas question de “s’abstenir”... Militant appelle donc à voter Prodi. Honte ! Honte ! Honte ! Rappelons qu’au directoire national du Parti des travailleurs du Brésil, seules les voix des camarades Sokol et Misa, au compte du courant *O Trabalho*, ont refusé de s’associer à l’appel du vote Prodi. Et Goulart, qui prône “*la rupture avec le PT*”, se retrouve, par le biais de ses amis italiens de Militant, sur la même consigne de vote, contre la classe ouvrière italienne et internationale. Que l’on compare cela avec la politique de la section italienne de la IV^e Internationale, qui présente une liste aux élections municipales de Turin sur la ligne : “*Rupture avec l’Union européenne, rupture avec Prodi.*”

Camarades de la section brésilienne, qui choisirez-vous ? Ceux qui combattent pour la rupture avec l’Union européenne et la bourgeoisie, ou ceux qui appellent à voter pour Prodi, le destructeur de la nation italienne, et font campagne pour son élection ?

Quant à Serge Goulart, lui, il sait parfaitement que ses amis italiens font cam-

(1) Un parti néo-stalinien, membre du Parti de la gauche européenne (PGE) (voir *La Vérité*, n° 46), dont la direction réunit d’anciens dirigeants du Parti communiste italien, les partisans italiens du Secrétariat unifié de Krivine-Rossetto et la tendance “Falcemartello” membre du CMI de Grant-Woods.

(2) Le dirigeant pabliste du PRC, Luigi Malabarba, déclarant : “*L’actuel système électoral, majoritaire et antidémocratique, rend aujourd’hui nécessaire une alliance avec le centre-gauche*”... c’est à dire l’alliance derrière l’Union européenne et Prodi.

(3) Sans rivage à droite... *La Repubblica* (26 janvier) nous apprenant ainsi que les listes de “l’Unione” comporteront “*l’ex-Alliance nationale Domenico Fisichella ; et on parle aussi de Maria Artoni, de la Confindustria d’Emile-Romagne*”. L’Alliance nationale est un parti se revendiquant de l’ex-Mouvement social italien (MSI, néofasciste), et la Confindustria est l’organisation du patronat italien.

pagne pour Prodi. Pourquoi n'en dit-il pas mot ?

Répetons-le, si Serge et d'autres estiment devoir rejoindre ces gens-là, qu'ils y aillent. La IV^e Internationale, elle, répétons-le, n'a rien à voir avec eux.

9. Revenons à la question du MERCOSUL.

A l'heure où, intégrant le Venezuela dans le MERCOSUL, Chavez et Lula passent un véritable nœud coulant au cou de la révolution vénézuélienne, quelle est l'attitude du courant Militant vis-à-vis du MERCOSUL ?

Lors du sommet des Amériques, en novembre dernier, Chavez a fait officiellement entrer le Venezuela dans le MERCOSUL. Un membre du groupe Militant au Venezuela décrit

“l'appel à renforcer le MERCOSUL comme alternative à l'ALCA et à chercher à développer le MERCOSUL sur la ligne de l'ALBA, que propose Chavez, comme un espace d'échange solidaire entre pays d'Amérique latine et comme un premier pas vers l'unité latino-américaine”.

Le MERCOSUL, alternative à l'ALCA ? Nous avons démontré, textes à l'appui (voir la dernière lettre du SI), que l'impérialisme américain considère le MERCOSUL comme une corde à son arc ! Citons, parmi d'autres, la déclaration commune Bush-Lula du 6 novembre 2005, saluant *“les efforts vers l'intégration de l'Amérique du Sud tels que le MERCOSUL”* comme étant *“des instruments importants pour la promotion de la prospérité, de la stabilité et de la démocratie dans la région”*. Et Militant, conformément à son orientation réactionnaire d'ensemble, ose accrédi-ter la thèse du *“MERCOSUL alternative à l'ALCA”* ! En pleine révolution vénézuélienne ! Ils osent même préciser :

“A cette occasion, (Chavez) a présenté la prochaine incorporation du Venezuela au MERCOSUL comme un pas dans cette direction” (4).

Et ce sont ces gens-là, qui œuvrent consciemment et délibérément pour disloquer la révolution vénézuélienne, que Goulart présente comme ceux avec qui il faut travailler ?

Travaille avec qui tu veux, Serge Goulart, mais tu n'entraîneras pas la IV^e Internationale dans une quelconque combi-

naison avec les partisans du démantèlement de la révolution vénézuélienne !

La IV^e Internationale est inconditionnellement pour la défense de la révolution vénézuélienne contre toute tentative de l'impérialisme de l'étrangler. Elle se place inconditionnellement dans un front unique avec Chavez lorsqu'il exproprie les usines abandonnées par les capitalistes, lorsqu'il distribue les terres, lorsqu'il fait face aux tentatives de coup d'Etat militaire ou institutionnel fomentées par l'ambassade américaine. Mais elle n'accepte ni n'acceptera jamais aucun *“front unique”* avec Chavez lorsque, avec Lula, il jette la révolution vénézuélienne dans le piège mortel du MERCOSUL, qui vise à étrangler les nations au compte de l'impérialisme américain et de l'ALCA.

Analysant des déclarations de Chavez lors du dernier sommet du MERCOSUL, le 8 décembre 2005 (sommet qui, rappelons-le, a vu le début de l'intégration du Venezuela comme membre à part entière dans MERCOSUL), Alan Woods, qui est le principal dirigeant de Militant, y voit une *“intention louable”* :

« Dans le but de briser l'isolement diplomatique que Washington essaie d'imposer au Venezuela, Chavez a essayé de passer des accords avec des gouvernements et des pays qui ont des différends avec les Etats-Unis, et qui, dans un certain sens, peuvent être considérés comme “progressistes” » (5).

Camarades de la section brésilienne, nous vous posons la question : *“progressiste”*, le gouvernement Lula ? *“Progressiste”*, ce gouvernement vendu à l'impérialisme, qui envoie ses troupes occuper Haïti ? *“Progressiste”*, le gouvernement Lula, qui refuse la terre aux paysans, qui continue les privatisations, qui écrase tous les budgets sociaux de l'Etat, les services publics, dans le but d'extraire un taux de

(4) <http://www.marxist.com/marcha-masiva-caracas.htm>, *Marcha masiva en Caracas por la unidad en la lucha contra el imperialismo de los pueblos de México y Venezuela*. Kelmer Colmenárez (CMR Caracas), 21 novembre 2005.

(5) <http://www.marxist.com/parliament-venezuelan-revolution>, *Marxism, parliament and the Venezuelan Revolution — Venezuela after the elections: What now ?* Alan Woods, 19 décembre 2005.

(6) Excédent fiscal qui doit être dégagé après paiement de la dette au FMI, comme *“marge de sécurité”*, et avant l'élaboration du budget.

superavit primaire (6) record que même le FMI ne lui demandait pas ?

Personne ne peut reprocher à Chavez de chercher à briser l'isolement que l'impérialisme américain impose au Venezuela. Mais quand Chavez fait rentrer le Venezuela dans le MERCOSUL, il ne s'engage pas dans une voie qui rompt l'isolement, il livre le Venezuela à la pression contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain. Alors, comment caractériser cet appui de Militant à un accord qui consiste à enchaîner le Venezuela au MERCOSUL, instrument de l'impérialisme contre la révolution ? Une infamie ! Et comment caractériser le travail de fraction organisé entre Goulart et Militant au Venezuela depuis longtemps ? Nous vous laissons le soin de répondre à cette question.

On pourrait continuer...

Voilà ce qu'est Militant. Une organisation qui, sous couvert de phrases ultragauches, est la quintessence réactionnaire de la capitulation devant tous les appareils. Une organisation qui n'a rien à voir avec la IV^e Internationale.

Alors, libre à Serge Goulart et à qui-conque de trouver refuge chez ce ramassis de petits bourgeois réactionnaires. Mais pas dans ni avec la IV^e Internationale.

Camarades de *O Trabalho*,

Il ne s'agit pas ici du débat légitime sur la tactique qui doit être celle des trotskystes dans le long et difficile combat au Brésil pour le parti ouvrier indépendant dont la classe ouvrière a besoin pour son émancipation. C'est de l'existence même de la section brésilienne de la IV^e Interna-

tionale et de toute l'Internationale qu'il s'agit. Il s'agit de son programme.

Vous avez connu cela dans le passé, avec Favre notamment, et nous savons, vous savez où cela l'a mené.

Le secrétariat international est mandaté par le congrès mondial et par le conseil général pour préserver l'existence de la IV^e Internationale fondée par Trotsky sur le terrain programmatique qui est le sien. En l'occurrence, le SI a pour mandat de préserver la stricte délimitation entre la IV^e Internationale, d'une part, et les partisans du MERCOSUL, de Prodi, de l'Union européenne déguisés en "révolutionnaires" sous le drapeau de Militant, d'autre part.

La IV^e Internationale n'a, ni ne saurait avoir la moindre "proximité" avec cette organisation supplétive de Bruxelles et de Washington. Que ceux qu'attire une telle proximité aillent à Militant, c'est leur droit.

Mais pas avec la IV^e Internationale et certainement pas en son nom.

Camarades de la section brésilienne,

Vous le savez, le combat que vous menez est légitime. Il portera ses fruits, comme a toujours porté ses fruits l'éviction de ceux qui ont abandonné le programme de la IV^e Internationale.

C'est pour rétablir le cadre de nos principes et frontières menacé par l'opération de Serge Goulart que le secrétariat international mandate une délégation de deux camarades pour réunir la direction de la section brésilienne et régler cette question.

III-3. Lettre d'invitation

(7 avril 2006)

Aux camarades de la direction nationale de *OT*.

La délégation mandatée par le secrétariat international de la IV^e Internationale, présente à Sao Paulo, invite tous les camarades de la direction nationale du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale, à une réunion com-

mune entre la direction nationale de *OT* et la délégation du secrétariat international, dimanche prochain 9 avril, à 10 heures, au local de la section.

Fraternellement.

Sao Paulo, le 7 avril 2006

**La délégation
du secrétariat international**

III-4. Communiqué n° 1 de Serge Goulart (6 avril 2006)

Camarades,

Au moment où Bush décide d'amplifier ses attaques contre les peuples et les nations, particulièrement contre la révolution en Amérique du Sud.

Au moment où Lula pousse Chavez vers le MERCOSUL avec toutes les conséquences que cela aura pour la révolution au Venezuela et en Amérique du Sud.

Au moment où Lula et l'appareil du PT sont affaiblis comme ils ne l'ont jamais été.

Au moment où, à l'intérieur de la CUT, nous serions le seul axe de lutte pour l'indépendance de classe et de défense de la CUT.

Au moment où nous préparons la plus grande caravane des usines occupées à Lula.

Au moment où notre combat dans les usines donne d'énormes possibilités de construction non seulement au Brésil, mais dans le monde entier.

Au moment où, avec le travail dans les usines, nous constituons une cellule au Venezuela.

C'est à ce moment qu'une attaque sans précédent est engagée contre le courant *O Trabalho*, ses instances et l'ensemble de ses militants. Cette attaque a pour objectif de détruire notre travail ouvrier et de construction. La commission exécutive de *OT*, sa majorité, a décidé de communiquer les textes et faits extrêmement graves aux militants pour que tous aient la possibilité de juger, et ainsi de pouvoir défendre leur intégrité militante et celle de leur organisation.

Le 5 avril 2006, mercredi, s'est réunie la commission exécutive de *OT*, avec à l'ordre du jour la proposition de concentrer la discussion sur la crise ouverte par les accusations de la fraction et sur une étonnante lettre du secrétariat international adhérent à la fraction et calomniant la direction de *OT*, et en particulier le secrétaire de sa commission exécutive, le camarade Serge Goulart.

L'ordre du jour proposé était :

a) Organisation.

b) Venezuela.

c) XVI^e Congrès de *OT*, lettre de la fraction, lettre du secrétariat international et BI n° 2.

A ce moment, Julio demande un "point d'ordre", où il présente un rapport sur le voyage au Venezuela qui est une lettre de dénonciation contre le camarade Serge Goulart et la construction d'une cellule de la IV^e Internationale au Venezuela. La conclusion de Julio est de suspendre la réunion de la commission exécutive jusqu'à la venue d'une réponse du secrétariat international à sa lettre, qu'il avait déjà envoyée le dimanche au secrétariat international, mais qu'il n'avait pas communiquée à la commission exécutive dont il fait partie.

La commission exécutive a refusé (4 contre 3) de se dissoudre et de tout paralyser comme le proposait la fraction et a remis la question à la discussion du point 2.

A partir de là, les trois membres de la fraction (Sokol, Misa et Julio) quittent la réunion, ne reconnaissant plus la commission exécutive. La commission exécutive insiste pour qu'ils reviennent, mais c'est inutile. La commission exécutive composée de sept membres continue avec le quorum (Bicalho, Pedro, Miranda et Serge), réorganise l'ordre du jour et poursuit sa réunion.

Un journal *OT* pirate

Mais, devant la situation créée, la commission exécutive demande à Misa, responsable du journal *OT* (qui était clos à ce moment-là) de voir les textes. Elle constate alors de graves problèmes :

— Un texte de Sokol qui avait été refusé lors de la commission exécutive de la semaine précédente est publié comme article signé par lui-même. Cela sur une

question centrale d'orientation du courant en relation avec la réunion de la direction nationale du PT.

— Sur l'article essentiel de la page centrale, notre position sur la question de la réélection de Lula est subtilement modifiée en utilisant des déclarations d'un syndicaliste qui affirme que Lula doit être réélu pour un second mandat pour qu'il fasse "différemment", "pour qu'il fasse ce qu'il n'a pas fait". Notre position est que si Lula veut notre soutien, il doit faire différemment maintenant. Non pas de l'appuyer !

— Au sujet du Venezuela, il apparaît que Julio a parlé contre le MERCOSUL et l'on tait le fait que la première et longue intervention contre le MERCOSUL a été faite par Serge Goulart à l'ouverture du congrès de l'UNT. A un moment où le secrétariat international insiste sur le fait que nous avons refusé de combattre le MERCOSUL, c'est une manœuvre de fraction pour brouiller la discussion.

La commission exécutive a demandé alors à la responsable du journal *OT* que soient modifiés ces trois articles. Scandaleusement, Misa se réunit avec la coordination de la fraction et décide qu'elle ne va rien modifier, et envoie à la presse le journal. Elle invente absurdement que la commission exécutive n'a pas le droit de décision sur le journal et que celui-ci ne relève que de son responsable. C'est-à-dire que la direction collective et majoritaire n'a pas de valeur. Seule vaut la décision de la fraction.

La majorité de la commission exécutive décide alors que le journal *OT* pirate ne doit pas être distribué et convoque une réunion extraordinaire de la direction nationale de *OT* pour le dimanche (9 avril 2006) pour décider ce qu'il convient de faire.

Un service de sécurité de la fraction ?

Dès le début de la réunion, la commission exécutive avait constaté la présence inattendue au local de militants du service d'ordre alignés sur la fraction. Alors qu'on leur demandait ce qu'ils faisaient là, ils ont répondu qu'ils réparaient la serrure brisée. A la fin de l'après-midi, après

la rupture du cadre des instances par la fraction et voyant grossir le nombre de militants regroupés dans le local par la fraction, la commission exécutive décide de convoquer des militants de Santa Catarina et de Sao Paulo pour défendre l'intégrité de la commission exécutive, de l'organisation et du siège. Le lendemain, confirmant nos pires doutes, en arrivant au local, nous constatons que des gardes de la fraction avaient dormi dans le local !

Pire : le journal avait été détourné par Misa directement de l'imprimerie pour une adresse inconnue et n'est réapparu au local que lorsqu'il était occupé par plus de vingt militants du service de sécurité de la fraction, qui ont alors commencé à préparer l'envoi du journal.

Le secrétaire de la commission exécutive a invité le responsable du service d'ordre, Nilton, à discuter et a reçu pour toute réponse :

"Avec toi, je ne parle pas, je ne reçois pas tes ordres ni ceux de cette majorité de la commission exécutive, car vous avez rompu le cadre, etc."

C'est-à-dire que le responsable du service d'ordre et membre de la direction nationale ne reconnaissait plus les instances. D'autres querelles ont commencé, en particulier initiées par Misa et Sokol, dans une attitude franchement provocatrice et insultante.

Devant ce développement brutal de la situation, les membres de la majorité de la commission exécutive et les militants qu'elle avait convoqués ont décidé de se retirer du siège pour éviter un affrontement physique. Un appel a été lancé à tous les présents pour qu'ils n'envoient pas le journal et attendent la réunion extraordinaire de la direction nationale. Appel qui a été rejeté par Misa, qui a annoncé l'assemblée générale avec le secrétariat international le vendredi pour décider qui était et qui n'était pas membre de la IV^e Internationale.

Et la commission exécutive n'était pas au courant de la venue de membres du secrétariat international au Brésil !

Cette assemblée générale est l'assemblée générale d'une fraction qui a rompu la démocratie avec toutes les instances, et nous invitons tous les militants à refuser la participation à cette farce.

Une attaque sans précédent

La fraction, c'est clair aujourd'hui, qui a été organisée par le secrétariat international, a décidé de détruire le courant *O Trabalho* en rompant l'organisation et en empêchant la discussion politique entre les militants. Son comportement n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier. Quand une minorité déclenche une campagne de calomnies incroyables contre des dirigeants de l'organisation, contre une majorité de la direction nationale et de la commission exécutive, quand une minorité prend d'assaut le local de l'organisation, imprime le journal contre la position de l'instance responsable, et, de plus, déclare que c'est la majorité qui a rompu le cadre, tout cela caractérise une profonde dégénérescence complètement étrangère au bolchevisme, au trotskisme et au mouvement ouvrier.

La fraction a bénéficié de toutes les possibilités de discuter, tous les textes ont été et seront distribués, la discussion est programmée et se développe jusqu'ici, libre et démocratique. Pourquoi la fraction ne peut-elle pas discuter ses positions dans les instances plénières et dans le congrès de *OT* ?

Parce qu'ils doivent organiser une rupture sous prétexte qu'un ou divers dirigeants "sont hors du cadre" ? Il est clair que la fraction du secrétariat international ne peut prétendre discuter quoi que ce soit !

Une lettre infâme

Pour finir, nous enregistrons que la fraction secrétariat international est en train de distribuer directement aux militants une nouvelle lettre du secrétariat international. Cette lettre restera dans l'histoire comme la lettre la plus infâme jamais vue dans une organisation. Elle accuse simplement sans aucune preuve (qu'il serait impossible d'obtenir) le camarade Serge Goulart, secrétaire de la commission exécutive de *OT*, après vingt-six ans de militantisme voué à la construction de la IV^e Internationale et dirigeant de notre principal travail ouvrier, d'être membre du courant Militant et d'être infiltré dans notre organisation !

Sur la base de ces calomnies, mensonges et diffamations, le secrétariat international essaie de terroriser les militants pour sauver cette fraction que lui-même a construite et utilise de telles méthodes et de telles politiques qu'il n'a réussi qu'à regrouper 20 % de tout le courant *OT* jusqu'à maintenant. Et ce malgré toutes les opérations de prestige du secrétariat international, qui décide de façon irresponsable qui est trotskiste et qui ne l'est pas, et se met ensuite à diffamer ceux qui le contredisent, que ce soient des militants ou des instances démocratiquement élues.

Nous réaffirmons les positions de la direction nationale de *OT* et nous appelons tous les militants à défendre l'organisation en ce moment difficile en rejetant cette campagne diffamatoire, ces attitudes de rupture de toute démocratie ouvrière engagées par le secrétariat international et sa fraction nationale.

Nous regrettons profondément ces événements. Nous considérons cela comme un coup contre la révolution, contre tous les militants trotskistes, contre le prolétariat brésilien et international, mais nous poursuivons notre combat pour le socialisme et nous appelons tous les militants à rester fermes et organisés avec la direction nationale de *OT* et sa commission exécutive. Le XVI^e Congrès de *OT* fera un bilan de tout cela et relancera notre organisation de façon à affronter les défis que nous avons devant nous.

Appliquer nos décisions, défendre nos instances

La réunion extraordinaire de la direction nationale se tiendra dimanche, 9 avril 2006, et y sont convoqués tous ses membres, ainsi que le secrétariat international.

Jusqu'à la réunion de la direction nationale de *OT*, aucun comité régional, aucun militant ne doit distribuer le journal *OT*, s'il le reçoit. Nous demandons à tous qu'ils gardent le journal jusqu'à la décision qui sera prise par la direction nationale ce dimanche et qui sera immédiatement communiquée.

Enfin, malgré la gravité des faits, nous insistons sur le fait que les militants et les instances ne doivent pas être paralysés à

cause de ces attaques. Nous avons des tâches de la lutte de classes à réaliser, la caravane à Lula, le combat avec la lettre à Lula, la bataille des Cecuts et de la Concut, la préparation de la rencontre nationale du Mouvement PT sans patrons,

le CONEB, notre bataille pour recueillir les cotisations à temps et gagner de nouveaux militants.

**Pour la commission exécutive de OT,
Bicalho, Pedro, Miranda et Serge**

Information sur l'UNT publiée dans le communiqué n° 1 de Serge Goulart (extraits)

Une autre information que je tiens à donner, c'est que cette semaine, au Venezuela, étant resté pour la session initiale (une journée entière) du congrès de l'UNT et participé activement aux discussions, ayant constaté une grande augmentation de conflits brutaux entre les masses, les syndicats d'un côté, et de l'autre les maires, les gouverneurs et les ministres du MVR, ayant discuté avec beaucoup de travailleurs sur la situation, également avec les deux camarades qui viennent d'intégrer la IV^e Internationale, je suis parvenu à la conclusion que notre construction aujourd'hui au Venezuela ne passe ni par l'entree dans le MVR ni dans aucun autre parti. Notre tâche est de construire une organisation de la IV^e Internationale totalement indépendante centrée sur son implantation dans la classe ouvrière sur la base de la plate-forme de combat pour l'approfondissement de la révolution, de la mobilisation des masses pour leurs revendications, des occupations des usines et des terres, leur nationalisation et leur contrôle ouvrier contre l'économie solidaire, pour la défense de la souveraineté du Venezuela, pour l'expropriation des banques, des multinationales, la rupture avec le FMI et la dette externe, avec le MERCOSUL, etc., sur une ligne de front unique anti-impérialiste avec Chavez. Et comme première tâche de classe, aider à garantir la consolidation et la construction de l'UNT comme une véritable centrale syndicale.

Dans l'assemblée de l'UNT du 30 mars 2006 (dirigée par Chirino et boycottée par Marcela, par FBT et par Machuca), avec près de 800 syndicalistes (126 syndicats très représentatifs), nous avons été, Mari-

tânia, Serge et Júlio, et à la tribune. Nous avons été les premiers à intervenir dans l'assemblée dans cet ordre. Les interventions, la mienne et celle de Júlio, au moment où nous avons expliqué ce qu'est le MERCOSUL, ont provoqué comme un choc électrique dans l'assemblée. Après cela, aucune intervention n'a abordé ce sujet de toute la journée. La ligne de Stálin Perez était de dénoncer Marcela (qui était alors partie en Argentine), le FTB et Machuca, avec toutes les insultes possibles, et d'encourager le report des décisions (statuts et élection cette année) arbitrairement au II^e Congrès (qu'ils acceptent de reporter aux 26, 27 et 28 mai, face au boycott des autres). La ligne de Militant était également celle de reporter le congrès à cette date dans une dernière tentative pour faire l'unité avec les autres courants, en disant que cela importait peu que les élections aient lieu cette année ou l'an prochain. Ce qui était important était de définir un plan de luttes et d'axes stratégiques pour l'UNT dans le congrès. Je précise que, formellement, Marcela et d'autres n'avaient pas mis en avant que les élections de la direction de l'UNT devraient avoir lieu uniquement l'année suivante pour ne pas mélanger le combat pour les 10 millions de votes pour Chavez (...).

**Salutations,
Serge Goulart**

P. S. : Ce compte rendu est personnel et n'a été relu par aucun des autres camarades présents au Venezuela. Bien entendu, si d'autres l'estiment nécessaire, ils feront leur propre compte rendu.

Message de Maritania Camargo publié dans le communiqué n° 1 de Serge Goulart

Voici quelques nouvelles, et aussi une demande que vous m'envoyiez des nouvelles.

Le 14 mars, j'ai participé à la marche. C'était une activité intéressante, et, dans les environs, il semble qu'il n'existe pas de marche de ce type. La fin a été étrange, un représentant de chaque usine est entré et a parlé avec le représentant du gouvernement. A la reprise, chaque représentant a parlé avec son groupe, et ils sont rentrés. Moi, j'ai continué à voyager, mais j'avais dit aux travailleurs de la Sel-Fex qu'aujourd'hui, j'irais les voir, et j'y suis allée.

J'ai passé tout l'après-midi dans l'entreprise et j'ai pu comprendre ce qui se passe en plus de m'être liée d'amitié avec elles.

Voici ce qu'il en est.

En avril 2005, elles ont engagé la lutte pour demander une prime repas. Les patrons les ont ignorées et elles ont diminué la production de l'usine. Comme il n'y avait pas de solution, elles sont allées au ministère. Les patrons se sont engagés à payer la prime à compter de septembre. Au fur et à mesure que les mois passaient, elles ont découvert qu'il existait la possibilité que l'entreprise soit transférée en Colombie avec une main-d'œuvre meilleur marché. En juillet, les patrons ont installé une autre entreprise dans la leur pour augmenter la production, et, en août, ils ont arrêté la production de l'usine sous prétexte qu'il n'y avait pas de matière première. Alors, les travailleuses ont cessé le travail et ont reçu immédiatement les patrons. Ils proposaient un accord : que les vacances soient avancées. Elles sont allées à nouveau au ministère. Durant tout ce temps, elles ont eu l'appui du syndicat.

Elles ont été payées jusqu'en novembre. Le 12 décembre, les patrons ont annoncé du jour au lendemain qu'ils allaient fermer et qu'ils payaient à certaines

(celles qui acceptaient) le pourcentage des bénéficiés et la moitié des vacances, prétextant que c'était tout ce qu'ils pouvaient faire.

Il y a eu alors une grande révolte, elles ont même brûlé la voiture. Elles ont décidé à ce moment-là qu'elles resteraient dans l'entreprise dans l'attente d'une réponse.

Il se trouve que, jusqu'à maintenant, elles n'ont eu aucune réponse. Le 16 janvier est apparu un représentant des patrons, qui tentait de trouver un accord et qui a réussi à diviser les travailleuses. Nombreuses ont été celles qui ont signé un accord dans la perspective de recevoir la paye et de revenir travailler. Un groupe de quelque 30 sur les 200 n'a pas accepté et reste dans l'entreprise. Elles ont des difficultés, car elles n'ont pas d'argent, puisqu'elles ne sont pas payées depuis décembre, mais elles restent tous les jours là.

Le 23 février, elles ont eu une discussion avec un représentant du gouvernement, organisée par le syndicat textile — Marisol Castilho et Elpirio Rojo avec l'UNT — Marcela et Chinocan.

La réponse est qu'elles attendent. La marche a été proposée par les camarades de Enveval (Le Militant) et elle n'avait pas l'accord total du syndicat. C'est pour cela qu'elle s'est terminée comme elle s'est terminée.

Après la marche, j'ai été la première personne qui est apparue là. Il semble que tout le monde a disparu. Demain, j'y retourne. Je leur ai dit que j'allais envoyer le mail et que demain j'irai leur dire comment nous pouvons les aider.

J'attends la réponse urgente.

Tout cela a été raconté par quatre travailleuses.

Maritania

Revendications du Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises en cogestion et occupées publiées dans le communiqué n° 1 de Serge Goulart

Dans son communiqué n° 1, Goulart publie un extrait des *“Revendications du Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises en cogestion et occupées”*, revendications dont nous n’avons pu mesurer la réalité. L’extrait publié par Gou-

lart dans son communiqué se conclut par cette invitation:

“Pour prendre contact et t’unir à la marche ou au Front : Inveval. Demander Jorge Paredes, (0212) 3833197/(0212)3459193.

E-mail : frentecontrobrero@gmail.com”

Extraits de la réponse de la commission exécutive de OT (publiés dans le communiqué n° 1 de Serge Goulart)

1. L’exécutif de OT a reçu la lettre du secrétariat international intitulée *“Lettre du secrétariat International aux militants de la section brésilienne de la IV^e Internationale”* le 31 mars 2006.

2. La commission exécutive de OT considère cette lettre inacceptable du point de vue de son contenu politique. La lettre du secrétariat international est une lettre d’adhésion de l’instance secrétariat international à une fraction qui s’est constituée contre la majorité de la direction nationale de OT dans le cadre de la préparation de son congrès. Le secrétariat international, en faisant cela, transforme le secrétariat international lui-même en fraction contre tous ceux qui n’acceptent pas ses positions.

3. Il est inadmissible que la lettre du secrétariat international appelle les militants de OT à adhérer à la fraction *“puisque’ils sont trotskistes”*. C’est-à-dire que la majorité de la direction nationale n’est pas trotskiste.

4. Il est inacceptable qu’il soit établi un cadre où se discute *“c’est ce qui a amené Trotsky à rompre avec Staline”*. Cette accusation contre la direction nationale de OT est calomnieuse et diffamatoire.

5. Il est inacceptable que l’on attribue à la direction nationale de OT la responsabilité de la *“dégénérescence”* de Marcela

Maspero et de l’UNT. C’est une honteuse fantaisie absurde.

6. Il est inacceptable que le secrétariat international compare le secrétaire de la commission exécutive de OT, qui dirige notre combat dans les usines occupées, avec Parvus, renégat social-démocrate qui est devenu trafiquant d’armes pendant la Première Guerre mondiale en utilisant ses relations avec les directions social-chauvines des partis social-démocrates qui appuyaient la guerre. C’est une infâme calomnie, qui dénigre et déshonore les membres du secrétariat international.

7. Nous ne sommes pas d’accord lorsque le secrétariat international dit :

“Cela passe, à notre avis, par le refus politique des positions défendues par le camarade Serge Goulart dans sa contribution au conseil général. Cela passe, donc, par le vote en faveur de la résolution unanime du conseil général.”

A notre avis, cela ne passe pas par là. Nous avons voté contre la résolution du conseil général (c’est un droit de diverger). Pourquoi ? La résolution du conseil général dit ce qui suit dans le point 18 (le dernier) :

“Répétons-le, le front unique avec lui est une chose, mais la subordination du mouvement ouvrier à un gouvernement quel qu’il soit — et dans le cas du gouvernement kerenskiste intégré au MERCO-

SUL —, c'est contraire à notre politique
(lui : Chavez — NDR).

Nous sommes d'accord sur le fait qu'il ne doit exister aucune subordination au gouvernement Chavez. C'est un gouvernement petit-bourgeois et, en tant que tel, ce n'est pas un gouvernement ouvrier et paysan selon la définition du *Programme de transition*. Donc, il n'y a aucune participation ou subordination possible à ce gouvernement, maintenant, depuis qu'il s'est intégré au MERCOSUL, ou avant son intégration. D'un autre côté, ce n'est pas un "gouvernement kerenskiste".

8. La caractéristique de la petite bourgeoisie (et un gouvernement petit-bourgeois à cette nature de classe) est avant tout d'être bourgeoise, bien qu'opprimée par la bourgeoisie. Ainsi, depuis le début, si Chavez commence une révolution — à la suite du Caracazo, révolte des masses populaires au Venezuela, qui a détruit le système bipartite d'alternance au pouvoir qui existait jusque-là —, il cherche à tout moment un accord avec la bourgeoisie. Cela tient à sa nature petite-bourgeoise, il ne s'agit pas d'un problème de psychologie individuelle, s'il hésite ou non, s'il oscille. Il oscille parce que la petite bourgeoisie le fait, cherchant un accord avec la bourgeoisie tout le temps et en ayant une peur mortelle du prolétariat. Mais, malheureusement, comme la bourgeoisie n'a rien à céder dans les temps actuels, comme le prolétariat et la petite bourgeoisie de la campagne (paysanne) sont en train de se mobiliser, il va bien au-delà de ce que ferait un gouvernement bourgeois traditionnel (ou un gouvernement de front populaire, un gouvernement kerenskiste). Mais attention, les mesures du gouvernement Chavez vont dans le sens de la révolution bourgeoise inachevée — réforme agraire, défense de la nationalisation du pétrole, nationalisation des usines en faillite. Et en essayant toujours de maintenir le système bourgeois — coopératives, etc. Cela relève de sa nature. Que, dans ses mouvements désordonnés, il ressemble soit à un gouvernement bourgeois typique (entrée dans le MERCOSUL), soit à un gouvernement nationaliste classique (expropriation des entreprises pétrolières), c'est une part de ce qu'il est, de sa nature petite-bourgeoise. Il est clair que les mesures prises vont dans le sens —

chaque fois que cela est possible — de la défense de la propriété bourgeoise. De là à ce que l'entrée dans le MERCOSUL ait constitué le plus grand danger pour la révolution vénézuélienne (texte du rapport).

9. Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation contenue dans la lettre du secrétariat international qui dit :

"C'est un fait : l'orientation qui a mené à se taire sur le MERCOSUL, à Caracas, continue d'être appliquée aujourd'hui" (lettre du secrétariat international).

Les faits : quand le secrétariat international a écrit cette lettre, il avait déjà été informé du congrès de l'UNT où Serge et Julio avaient combattu le MERCOSUL lors de l'ouverture du congrès (...).

16. Sur le Front des usines au Venezuela et sur l'activité de la camarade Maritania, nous nous en remettons à l'annexe "*Compte rendu de Maritania*" et à la plate-forme du Front des usines occupées au Venezuela. Ces deux documents, à eux seuls, démentent les affirmations de la lettre de fraction secrétariat international.

17. Au sujet des Etats-Unis, le secrétariat international a le droit de penser ce qu'il veut sur la contribution du camarade Luiz Bicalho. Ce qu'il ne peut faire, c'est accuser le camarade de capituler devant le Parti démocrate parce qu'il considère centrale aux Etats-Unis la lutte contre les licenciements dans la GM et à Ford. Dans l'exécutif de janvier 2006, en présence du secrétariat international, ont été adoptées trois résolutions — une sur le MERCOSUL, une autre sur la discussion démocratique à l'intérieur de OT et une autre sur le travail international. Le bulletin du conseil général a publié les deux premières et n'a pas publié la troisième. Le point 4 de cette résolution disparue dit (votée avec l'accord du représentant du secrétariat international) :

"Nous continuons le travail de la Rencontre de Caracas, en mars — pour lequel nous avons proposé que le secrétariat international (et en particulier la section des Etats-Unis) se batte pour la venue de représentants du mouvement ouvrier nord-américain de Ford."

C'est exactement pour cela que nous considérons la question de la bataille contre les 60 000 licenciements annoncés chez Ford et GM, avec la fermeture de

douze usines, comme une question centrale pour notre activité.

18. Quel est le sens de l'accusation faite au camarade Bicalho de "*mettre au second plan la lutte pour la rupture des organisations syndicales avec le Parti démocrate*" ? Camarades, la tâche d'une direction internationale n'est pas de distribuer des caractérisations calomnieuses à droite et à gauche, mais d'aider tout le monde, d'intégrer toutes les contributions, dans le sens d'aider à construire les directions, construire le parti de la classe dans la classe ouvrière, en dépassant ainsi la crise de la direction révolutionnaire.

19. Camarades, nous nous occupons synthétiquement de répondre aux principales questions soulevées par le texte du secrétariat international, avec l'objectif de construire la section de la IV^e, de la renforcer dans cette situation difficile. Nous avons confiance en la force de la classe ouvrière et des militants.

20. Pour finir, nous invitons les militants et les organismes à mener la discussion et à réaliser les tâches décidées par la direction nationale et l'exécutif (...).

Nous appelons les militants à ce qu'ils refusent cette lettre du secrétariat international et les accusations absurdes de falsification et manipulation faites par la fraction.

Il est clair que l'orientation centrale de notre rapport politique pour le XVI^e Congrès de OT les effraie. Rompre avec l'appareil du PT pour construire le courant OT et, pour ce faire, s'implanter dans la classe ouvrière, est notre tâche centrale, que la fraction et le secrétariat international refusent avec leurs textes calomnieux et étrangers à la discussion de la démocratie ouvrière.

**Commission exécutive de OT,
5 avril 2006**

Déclaration de Serge Goulart publiée dans le communiqué n° 1 de Serge Goulart

A tous les militants.

J'ai reçu avec stupeur et indignation les dernières lettres du secrétariat international. Dans l'une, ils insinuent une comparaison entre moi et Parvus, un social-démocrate renégat trafiquant d'armes durant la Première Guerre. Dans une autre, je suis accusé d'être un membre du courant Militant infiltré dans la IV^e Internationale. Mon honneur de militant et mon intégrité m'empêchent de me taire sur une si grande calomnie.

Les dirigeants du secrétariat international et de sa fraction brésilienne savent parfaitement que mes relations avec des membres de Militant se limitent au fait qu'ils dirigent des occupations d'usines au Venezuela. Qu'ils soient membres de Militant, des morénistes, des chavistes ou d'Articulation syndicale, ou de quelque courant politique que ce soit, mes relations avec eux se tiennent dans le cadre du combat des usines occupées. Chose que tout militant qui a déjà fréquenté un syndicat ou un centre académique peut comprendre.

Ne pouvant rien prouver de ses accusations diffamatoires, le secrétariat international manipule, falsifie mes positions. Et, finalement, décide, sans m'entendre, sans s'embarrasser d'une discussion avec la commission exécutive ou avec la direction nationale de OT, sur la base d'un compte rendu falsifié de Julio, que le secrétaire de la commission exécutive de la deuxième plus grande section de l'Internationale est un agent ennemi.

C'est là un acte indigne du secrétariat international. Je suis militant trotskiste depuis trois dizaines d'années et j'ai toujours combattu ouvertement sur mes positions. Mais si l'on me convainc que je me trompe, je ne considère pas que je m'abaisse en reconnaissant mon erreur. Et cela est public et avéré. Ainsi, m'accuser comme le fait le secrétariat international ne peut que couvrir le secrétariat international lui-même de honte et de boue. Aucun militant honnête ne peut croire cela.

Je déclare à tous que je vais m'adresser à la commission de contrôle internationale

en exigeant que le secrétariat international prouve les calomnies qu'il déverse. Mais je le ferai comme le militant discipliné que j'ai toujours été, respectueux des instances démocratiquement élues, et je n'accepte donc pas et je ne romprai pas le cadre dans lequel je prétends me défendre de l'infamie perpétrée par celui qui est perdu et paralysé dans la lutte de classes, adapté aux appareils, et qui, voyant son prestige politique s'évanouir chaque jour davantage, décide de tenter de le sauvegarder par l'imposition artificielle d'une autorité qu'il a lui-même démolie, en attaquant celui qui ose ne pas être d'accord.

Je poursuivrai mes tâches dans le cadre de notre organisation et nous mènerons cette discussion dans la direction nationale de *OT* et dans le congrès de *OT*. Camarades, que personne ne se laisse abattre par ce qui se passe. Notre voie est celle de la lutte de classes et non celle des intrigues de palais. Les révolutionnaires russes ont aussi souffert quand ils ont compris en quoi s'était transformé Plekhanov. Mais ils sont allés de l'avant.

Serge Goulart,
6 avril 2006

III-5.

Rapport du délégué du secrétariat international de la IV^e Internationale (adopté à l'unanimité des 10 membres de la direction nationale et des 3 membres de la commission de contrôle présents)

Le 9 avril, 10 membres de la direction nationale de *OT* (sur 22) et 3 membres de la commission de contrôle (sur 3), soit 13 des 25 membres élus par le dernier congrès de l'organisation brésilienne, ont répondu à l'invitation du secrétariat international et participé à cette réunion, où fut adopté le rapport ci-dessous présenté par le secrétariat international au terme d'une discussion où tous les participants ont pris la parole. Les membres de la direction nationale qui ont refusé de participer à cette réunion avaient auparavant adressé un ultimatum, qui fut rejeté tant par le secrétariat international que par les membres de la direction nationale présents (voir ci-dessous).

Camarades, nous engageons cette réunion de membres de la direction nationale de *O Trabalho*, section brésilienne de la IV^e Internationale, sur proposition de la délégation du secrétariat international.

Je précise d'emblée que le rapport que je vais présenter, au nom du secrétariat international, est un rapport dont je propose qu'il soit adopté par l'ensemble des membres de la direction nationale. Je propose qu'il soit enregistré, transcrit et distri-

bué à tous les membres de la section brésilienne. Je commencerai par dire que l'absence d'un certain nombre de membres de la direction nationale qui suivent Serge Goulart est le résultat d'un ultimatum adressé au secrétariat international de la IV^e Internationale, auquel le secrétariat international a refusé de céder.

Je soumets au vote des camarades la question suivante : avons-nous raison ou non de rejeter cet ultimatum ?

Qu'était-il écrit dans l'ultimatum qui nous a été remis, hier soir, par trois représentants de Serge Goulart ?

“Au secrétariat International et à la fraction.

Nous réaffirmons que demain 9 avril, à 9 heures, est régulièrement convoquée, par la commission exécutive, la direction nationale du courant O Trabalho du Parti des travailleurs, section brésilienne de la IV^e Internationale.

Nous nous adressons au secrétariat international et à la fraction pour qu'ils reculent devant la rupture avec les instances du courant O Trabalho du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale.

Pour que soit rétabli le cadre :

1. dégagez le local en retirant tous les agents de sécurité de la fraction ;

2. reconnaissez par écrit la direction nationale et la commission exécutive élue par le 25^e Congrès de la section brésilienne ;

3. retirez toutes les accusations calomnieuses contre la majorité de la direction nationale de la section, en particulier contre le camarade Serge Goulart, secrétaire de la commission exécutive.

Nous attendons votre réponse pour tenir la réunion de la direction nationale du courant O Trabalho, à laquelle le secrétariat international est invité.”

POUVONS-NOUS ACCEPTER CES CONDITIONS ?

Je laisse de côté la question du service de sécurité. Pour moi, c'est déjà l'expression d'une grande confusion. Serge Goulart confond le service d'ordre, composé de militants de l'organisation, avec un service de “sécurité”. Le service d'ordre, composé de militants de l'organisation, c'est l'organisation. Et tout militant de l'organisation a droit d'être dans le local de l'organisation. Il n'existe aucune milice privée ici, dans ce local.

Aucun “système de sécurité”. Il est possible que Goulart ait du mal à distinguer des militants qui agissent volontairement, sans recevoir de rétribution, d'un service payé. Un “service de sécurité” est formé par des employés payés. Peut-être

lui, Goulart, a-t-il des employés payés, et cela est à l'origine de cette confusion ? Mais dans la IV^e Internationale, il n'existe pas d'employés payés pour la “sécurité”. Donc, la première exigence tombe d'elle-même.

Que faut-il répondre aux deux autres exigences ?

Goulart dit dans ce document que la direction nationale a été convoquée régulièrement. Très bien, ce serait donc la direction nationale de la section brésilienne de la IV^e Internationale ? Ce serait le cas si, comme je vais le démontrer plus loin, les actes de Goulart n'avaient pas mis en cause le cadre d'ensemble de la IV^e Internationale. Tant que cette question n'est pas résolue, il ne peut y avoir de réunion régulière de la direction nationale convoquée par lui, comme s'il ne s'était rien passé.

Comment une “réunion régulière” de la IV^e Internationale pourrait-elle être organisée par ceux qui violent le cadre de la IV^e Internationale ? Impossible ! Et c'est exactement parce que nous sommes confrontés à cette situation que le secrétariat international a pris l'initiative d'organiser cette réunion que nous commençons maintenant. J'attire votre attention sur le fait que le secrétariat international n'a pas imposé quelque condition préalable que ce soit ni demandé que soient retirées d'éventuelles attaques.

Notre position a toujours été de vouloir régler les problèmes et les difficultés par la libre discussion. Ainsi, tous les membres élus de la direction nationale d'*O Trabalho* sont les bienvenus dans cette réunion, comme nous l'avons fait avant-hier, lors de l'assemblée générale qui s'est tenue ici, au siège, à laquelle participaient des militants et des dirigeants qui sont d'accord avec Goulart : Miranda, Daniel, Caio, ces militants ont eu tout le temps de parole qu'ils jugeaient nécessaire, ils se sont exprimés librement, dans un cadre fraternel, entre camarades, car c'est là la méthode de la IV^e Internationale. Hier, à nouveau, d'autres militants sont venus à la réunion que nous avons tenue ici, ils ont exposé leurs désaccords, ont posé des questions, et, je le répète : même maintenant, si Goulart et ceux qui sont avec lui se présentent ici, ils seront accueillis dans cette réunion.

Mais s'ils n'acceptent pas ce cadre et, à l'inverse, posent des conditions préalables, alors, nous devons réfléchir sur les raisons politiques qui sont les leurs, et j'y reviendrai plus tard.

NOUS PRENONS POSITION SUR LA BASE DES FAITS

Mais auparavant, il faut répondre à la troisième condition qu'ils ont posée : retirer les calomnies contre Serge Goulart et d'autres militants. Evidemment, s'il y a des calomnies, elles devraient être retirées, car il n'y a pas place pour les calomnies dans la IV^e Internationale. La question est : y a-t-il des calomnies ? Il nous faut répondre, et pour cela il faut partir des faits, car, pour la IV^e Internationale, il n'y a pas de jugements subjectifs. Nous n'avons pas pris position à partir de ce que nous pensons de l'un ou de l'autre ou de ses intentions. Nous prenons position sur la base des faits. Les faits sont les faits. Rappelons-les, car ils sont importants.

Le conseil général de la IV^e Internationale s'est réuni les 27, 28 février et 1^{er} mars. Le conseil général est la plus haute instance de la IV^e Internationale entre deux congrès mondiaux. Les membres du conseil général sont élus dans le congrès mondial par des délégués de toutes les sections. Deux camarades de la section brésilienne sont membres du conseil général, Sokol et Julio, et le secrétariat international avait invité deux membres de la section brésilienne en raison des problèmes et des désaccords existants au sein de la section brésilienne, les camarades Misa et Serge Goulart, avec toute liberté de discussion.

Au cours de ce dernier conseil général, il y a eu une discussion sur le Venezuela. Goulart est venu au conseil général avec un texte, demandant qu'il soit discuté. Comme nous sommes partisans de la libre discussion, nous avons demandé aux camarades — qui ne sont pas des camarades payés, ce sont des militants qui travaillent volontairement — qu'ils passent deux nuits pour traduire le texte dans les trois langues officielles du conseil général (français, anglais et espagnol). Le texte a

été distribué à tous les membres du conseil général et il a été l'objet d'une discussion. Goulart a eu toute liberté pour défendre son texte. Au cours de la discussion, a été rédigé un contre-texte qui a été amendé par 16 camarades. La discussion a été entièrement libre et démocratique. L'orientation proposée par Goulart a été rejetée unanimement par tous les membres élus du conseil général, par tous les suppléants du conseil général, et tous les membres de la commission de contrôle internationale, ainsi que par tous les invités, exception faite de Goulart. Tous ont voté contre le texte de Goulart et en faveur du texte qui critiquait le texte de Goulart (publié dans la *Lettre de la IV^e Internationale*, n° 173, et dans le Bulletin intérieur n° 1 préparatoire au 26^e Congrès de la section brésilienne). C'est donc un vote indiscutable.

Quelle est l'orientation du texte approuvé ? Quel est l'axe politique qu'il définit ? Si vous lisez le texte du conseil général, vous le verrez. L'axe peut être résumé de la façon suivante :

— Nous sommes inconditionnellement pour la défense de la révolution vénézuélienne.

— Nous sommes inconditionnellement pour le front unique avec Chavez contre la menace impérialiste.

— Inconditionnellement pour le front unique avec Chavez à chaque fois qu'il prend une mesure pour la défense de la classe ouvrière et de la nation. Mais nous ne sommes pas chavistes.

— Pour défendre le Venezuela, nous avons le devoir de préserver notre indépendance en tant que IV^e Internationale, ce qui, en particulier, doit se manifester sur deux questions brûlantes liées entre elles : la question du MERCOSUL et le combat pour la centrale syndicale indépendante.

LE MERCOSUL, INSTITUTION AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME

D'abord, le MERCOSUL. Nous savons que, depuis le mois de novembre dernier, Chavez, sous la pression de Lula, est entré

dans le MERCOSUL. Nous savons aussi que la fonction du MERCOSUL est d'imposer une institution supranationale au service de l'impérialisme des Etats-Unis et contre la souveraineté des nations.

Les 6 et 7 novembre, lorsque Bush et Lula se sont rencontrés, ils ont adopté une déclaration commune, dans laquelle ils disent :

“Le MERCOSUL est un instrument de promotion de la prospérité, de la stabilité et de la démocratie dans cette région.”

Quand l'impérialisme américain, par la voix de Bush, parle de “prospérité, stabilité et démocratie”, ce qui nous vient à l'esprit, c'est l'Irak, le Moyen-Orient, vous savez de quoi je parle : cela signifie la désagrégation des nations.

Le MERCOSUL, c'est un instrument pour désintégrer les nations. Quand s'est tenue la rencontre entre Lula, Kirchner et Chavez, ils ont même proposé une monnaie unique, c'est-à-dire que leur modèle, c'est l'Union européenne. Dans l'Union européenne, la monnaie unique est un instrument de destruction de la classe ouvrière. Quand elle a été implantée, le vice-président de la Banque centrale allemande a fait une déclaration :

“Avec la monnaie unique, l'unique variable d'ajustement pour les économies devient le coût du travail.”

C'est clair et net, c'est ce qui se passe. Dans ces conditions, n'avons-nous ou pas la responsabilité de dire à Chavez : *“Halte-là ! Le MERCOSUL est un danger pour la révolution vénézuélienne”* ?

Dans le conseil général, nous avons dit : c'est là une question centrale. Tous, nous sommes tombés d'accord pour dire que la direction brésilienne a fait une erreur lors de la rencontre d'octobre à Caracas. Et que, en conséquence, il fallait corriger cette erreur en mettant au centre la question du MERCOSUL, y compris par une lettre à Chavez, lettre que Goulart s'est refusé à envoyer, y compris en disant, lors de la réunion de la commission exécutive du 27 mars (veille de son voyage au Venezuela), qu'il refusait de porter avec lui une lettre discutée dans la commission exécutive, sous prétexte qu'il présenterait un projet à son retour.

Concernant le combat pour la centrale syndicale indépendante, nous savons, de-

puis le *Manifeste du Parti communiste*, que la classe ouvrière pour soi, consciente de ses intérêts, n'existe que par ses institutions et ses organisations. Et l'organisation de base de la classe ouvrière pour soi, c'est le syndicat. Au Venezuela, voilà trois ans qu'il y a une question centrale qui n'est pas résolue. La centrale syndicale indépendante, l'UNT, s'est constituée sur la base de la rupture avec le syndicalisme intégré, mais elle subit d'énormes pressions, malgré tout, pour rester dans le cadre d'un syndicalisme officiel. La forme que prend cette question est que le congrès de l'UNT a été repoussé à maintes reprises, et que les élections internes pour la direction de l'UNT ne se tiennent pas. Il existe y compris l'idée que pourraient voter, pour élire la direction de l'UNT, non seulement les travailleurs syndiqués, mais toute la population.

Au conseil général, nous avons dit : notre orientation au Venezuela passe, d'un côté, par l'aide pour que se tienne le congrès de l'UNT, et donc aider les dirigeants de l'UNT qui veulent que se tienne le congrès, aider les dirigeants à faire en sorte que le congrès commence réellement à être organisé, aider à ce que se tiennent les élections internes de l'UNT. Parce qu'il ne peut y avoir une centrale syndicale indépendante que si les travailleurs eux-mêmes élisent la direction et que si se tient le congrès souverain. D'un autre côté, le combat pour la centrale syndicale indépendante est lié au combat politique pour la rupture avec le MERCOSUL. Tel est le mandat donné par le conseil général, je le répète, mandat adopté à l'unanimité, excepté le vote de Serge Goulart. Ce mandat n'est pas circonstanciel, il correspond aux orientations fondamentales adoptées par la IV^e Internationale, en particulier lors de son Cinquième Congrès mondial.

En quoi ce mandat correspond-il à l'orientation fondamentale de la IV^e Internationale ?

Aujourd'hui, le régime de la propriété privée des grands moyens de production est arrivé à un tel état de décomposition qu'il ne peut survivre que par l'application d'une politique de destruction en masse des forces productives, en premier lieu la principale force productive, la classe ouvrière.

Cette politique de destruction de la classe ouvrière prend deux voies principales. D'un côté, la destruction des nations, c'est ce que nous voyons en Irak, en Yougoslavie, en Afrique. Partout, il y a un processus de destruction des nations, de remise en cause de la souveraineté, appelé régionalisation, y compris en Amérique latine.

Ainsi, face au soulèvement du peuple bolivien, qui affirme que les hydrocarbures lui appartiennent, l'impérialisme et ses agents ont répondu par l'"*autodétermination du département de Santa Cruz*". Nous voyons ainsi que c'est une politique d'ensemble que celle de la destruction des nations, et que son instrument, partout, ce sont les dites institutions régionales de l'impérialisme, l'Union européenne, le Grand Moyen-Orient, l'Union africaine, le MERCOSUL.

D'un autre côté, la politique impérialiste à l'échelle mondiale vise à la destruction des organisations de la classe ouvrière, en particulier par l'intégration corporatiste.

C'est le schéma mondial qui s'applique dans la fusion prochaine de la CISL et de la CMT, avec la "*dimension sociale de la globalisation*", etc.

Cette politique est reproduite à l'échelle continentale, en Europe avec la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES), en Amérique du Sud avec la Coordination des centrales syndicales du Cône Sud (CCSCS), visant à intégrer les organisations syndicales au MERCOSUL. Cette politique se traduit dans chaque pays. Au Brésil, comme vous le savez, elle se manifeste dans les mécanismes d'intégration et de destruction de la CUT ; au Venezuela, dans l'offensive politique qui vise à empêcher que se tienne le congrès de l'UNT.

OU COMMENCE À SE POSER LE PROBLÈME DU MANDAT

Donc, le mandat du conseil général pour Julio au Venezuela était d'aider, de soutenir les dirigeants de l'UNT qui étaient prêts à tenir le congrès pour affirmer l'existence de l'indépendance de classe. C'est à partir de

là que commence à se poser la question du respect du mandat. Le camarade Julio a envoyé une lettre au secrétariat international le 2 avril 2006, où il relate les faits suivants :

« Vraiment, c'est quelque chose d'incompréhensible que le secrétaire de la commission exécutive de la section brésilienne tente de jouer les médiateurs pour une rencontre entre un membre du conseil général de la IV^e Internationale avec des représentants d'une organisation hostile à la IV^e Internationale comme le courant Militant !

Sur un autre plan, il est également incompréhensible qu'un dirigeant de O Trabalho, Serge Goulart, qui sait que je suis au Venezuela publiquement en tant que dirigeant de la CUT du Brésil, où je mène un combat public pour l'indépendance syndicale et contre le MERCOSUL au cours de la préparation du prochain congrès de la centrale, se propose de jouer les médiateurs avec Militant, qui ne voit pas de problème à l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL, et qui, dans les faits, avec leur "Front révolutionnaire d'entreprises en cogestion et occupées", s'opposent à l'indépendance syndicale au niveau de l'entreprise et se mettent "aux ordres de Chavez", comme disent leurs textes. »

Qui a donné mandat à Serge Goulart ?

Dans le "communiqué urgent" envoyé par Serge Goulart et d'autres membres de la commission exécutive, il n'y a aucun démenti sur les faits rapportés dans la lettre de Julio Turra. Dans la déclaration signée par Goulart, qui est à la fin de ce document, il n'y a aucun démenti sur ce que Julio a dit dans sa lettre. Donc, camarades, nous avons le droit de dire que les faits retracés par Julio sont véridiques. Mais alors, quel est le problème que ces faits posent ?

Au point 16 du texte de Serge Goulart et d'autres membres de la commission exécutive, publié dans le "communiqué" du 5 avril, nous pouvons lire ce qui suit :

« Sur le Front des usines au Venezuela et sur l'activité de la camarade Maritania, nous nous en remettons à l'annexe "Rapport de Maritania" et à la plate-forme des usines occupées au Venezuela. Ces deux documents démentent à eux seuls les affirmations de la lettre de la fraction SI. »

Donc, les quatre membres de la commission exécutive assument le rapport de

Maritania et le passage de la plate-forme du “Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises occupées et en cogestion” (FRETECO). Que dit le rapport de Maritania ? Vous avez lu dans la lettre de Goulart et des trois autres qu’elle a participé au lancement de ce Front révolutionnaire des travailleurs : ce n’est pas une calomnie, c’est elle-même qui le dit ! Elle est citée par Serge Goulart et le texte du Front révolutionnaire des travailleurs des usines occupées au Venezuela lui-même est cité par Serge Goulart.

Avant de continuer, camarades, je veux poser une question. Avec quel mandat Serge Goulart oriente-t-il Maritania vers la participation à un tel front ? Où cela a-t-il été décidé ? Quel mandat a-t-il reçu de la IV^e Internationale, voire même de la section brésilienne ? Aucun. Qu’est-ce qui est en jeu ? Goulart répond : c’est une calomnie, je n’ai rien à voir avec Militant. Très bien, mais tout le monde doit reconnaître que Goulart a quelque chose à voir avec ce “Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises occupées et en cogestion”, puisqu’il revendique cela dans son texte. Voyons donc ce qu’est ce front.

La page Internet du Courant marxiste révolutionnaire (CMR, le courant vénézuélien de Militant) publie un bulletin daté du 1^{er} mars qui est totalement consacré à la création de ce “front”. En page 2, eux-mêmes, le CMR, donnent la liste des personnes qui fondent ce front :

“Outre les travailleurs des entreprises récupérées ou occupées, qui ont assisté avec droit de vote, ont participé à la réunion divers camarades de différentes organisations politiques, sociales et syndicales. Aux côtés de Luis Primo, coordinateur national de l’UNT et dirigeant de la CMR, étaient présents Pablo Cormenzana et Esperanza Morales, de la cellule de la CMR de Miranda, dans laquelle militent actuellement aussi divers travailleurs de l’Invepal, le conseiller municipal bolivarien de Carrizal, Luis Aponte, ex-travailleur de CNV, le camarade Ricardo Galindez, directeur du syndicat de PDVSA Lara et éditeur de La Taupe ouvrière, journal de la CMR, tout comme René Baralt, de Aporrea, Carlos Rodriguez et Miguel Campos, du Courant marxiste international (nom officiel de Militant — NDT) — auquel appartient la CMR —, ainsi que José Antonio Hernandez, membre du comité exécutif

national de la Jeunesse socialiste révolutionnaire — JSR (jeunesse de Militant au Venezuela — NDT). Participaient aussi à la réunion des camarades appartenant à différentes organisations comme le collectif féministe Genre et Lutte de classe et quelques militants de base (sic) du Parti révolutionnaire et socialisme — PRS — de Caracas. Était présente aussi une camarade équatorienne, Veronica Rossado, en représentation du Mouvement bolivarien alfariste.”

Ce n’est donc pas une calomnie que de dire que ce front a été constitué et dirigé de la tête aux pieds par Militant. Eux-mêmes le revendiquent dans leur publication. Et quel est l’axe de ce front ? Je cite le même bulletin de Militant :

“Dans la réunion, on a décidé de lier la lutte pour faire avancer la cogestion révolutionnaire en direction du contrôle ouvrier et la gestion ouvrière, et de les étendre à l’ensemble de l’économie vénézuélienne, avec la Bataille de Santa Inés 2 pour la réélection du président Chavez”.

RADICAUX EN PAROLES, ILS COUVRENT LES APPAREILS

Donc, ce front a comme objectif déclaré la cogestion. Est-ce là le mandat du conseil général, le mandat de la IV^e Internationale ? Non, vous le savez. Et les conséquences sont graves. Parce que ce groupe au Venezuela oppose la cogestion à la nécessité de construire la centrale syndicale vénézuélienne. Encore une fois, ce n’est pas là une calomnie. Au sujet du congrès de l’UNT, nous avons expliqué précédemment toute l’importance qu’il y a à tenir les élections et le congrès cette année.

Quelle est la position de ce groupe ?

Dans la “Déclaration de la CMR devant le processus du congrès de l’UNT”, qu’ils ont rédigée, ils proposent un “plan qui puisse être réalisé indépendamment du fait que se tienne le congrès de l’UNT” et “indépendamment de ce que se tiennent les élections (internes à l’UNT)” (déclaration de la CMR face au processus du congrès de l’UNT).

Vous êtes habitués aux congrès syndicaux. C’est la même chose en France, au

Venezuela ou au Brésil. Supposons que vous soyez au congrès, vous combattez pour la convocation du congrès souverain, pour que la direction soit élue par la base. Une aile dit : *“Pas la peine de faire des élections, pas besoin de tenir le congrès”*, et, y compris, elle boycotte le congrès, car *“nous n’allons pas à la réunion qui va discuter cela, nous n’allons pas à la séance d’ouverture du congrès”*. C’est là l’aile Marcella Maspero. Et il y a une autre aile, qui a un langage très *“révolutionnaire”*, *“pour le socialisme”*, *“pour l’expropriation du capital”*, et bla-bla-bla. Mais... *“tenir le congrès n’est pas tellement important, faire les élections pour la direction de l’UNT n’est pas important, car tout doit être subordonné à la réélection de Chavez”*.

Tous, vous connaissez des *“révolutionnaires”* de ce type dans votre syndicat. Révolutionnaires très radicaux en paroles, mais qui couvrent les appareils. Voilà la politique de Militant au Venezuela. Quand Julio se battait pour aider à la tenue du congrès de l’UNT, ces gens luttaient contre. Quand Julio combattait pour la rupture avec le MERCOSUL, eux disaient peu importe, par exemple, une déclaration publique au Venezuela qui dit que *« quand Chavez appelle à renforcer le MERCOSUL, pour Chavez, c’est une alternative à l’ALCA. Chavez veut un espace d’échange “solidaire” entre les pays d’Amérique latine »* (document du groupe Militant au Venezuela). Sur tous les points, ces gens combattent la politique de la IV^e Internationale. Nous, nous disons indépendance de classe, eux disent cogestion. Nous, nous disons congrès de l’UNT, eux disent peu importe. Quand nous disons à bas le MERCOSUL, eux disent que quand Chavez le fait, c’est positif. Alors, camarades, il y a un problème. Qui a donné mandat à Serge Goulart de soutenir la FRETECO ?

Ce *“Front révolutionnaire”* est un instrument contre la classe ouvrière vénézuélienne. C’est un instrument pour intégrer de façon corporatiste le syndicat à l’appareil d’Etat, c’est un instrument de guerre contre toute la politique de la IV^e Internationale. Qui a donné mandat à Goulart pour appuyer des gens qui combattent contre les positions de Julio, qui applique le mandat de la IV^e Internationale ? Ni le conseil général ni la section brésilienne

n’ont donné ce mandat à Goulart. J’entends des camarades dire qu’il faut respecter les instances : ils ont raison. La première instance à laquelle on a manqué de respect, c’est le conseil général de la IV^e Internationale. La remise en cause du cadre ne s’est pas produite le 5 avril, lors de la réunion de la commission exécutive de *O Trabalho*. Elle s’est produite le 31 mars, à l’occasion de la session inaugurale du congrès de l’UNT à Caracas, et c’est Serge Goulart qui en porte la responsabilité. Ce sont des faits. Tout ce dont je viens de parler, ce sont des faits qui sont avérés. Ils sont écrits. Ils sont dans les documents que Goulart lui-même revendique.

Cela ne s’arrête pas là. Il y a des prolongements. Goulart a tenté d’approcher, de mettre Julio en contact avec des dirigeants espagnols de Militant. Donc, des dirigeants d’un courant international ennemi de la IV^e Internationale.

Camarades, les relations avec des courants internationaux ennemis de la IV^e Internationale, vous devez l’admettre, sont une prérogative du secrétariat international. Par exemple, il y a longtemps, dans les années 1973-1974, le camarade Pierre Lambert avait proposé d’adresser une lettre ouverte au Secrétariat unifié (SU), pour développer la bataille contre le SU. Mais il ne l’avait pas fait parce que cela lui était passé par la tête, il n’était pas allé à un congrès syndical au Venezuela et dans le bar de l’hôtel pour y rencontrer Ernest Mandel et passer un accord avec lui. Il avait proposé aux instances de la IV^e Internationale de faire cette lettre, avec l’objectif politique de les combattre.

Qui a mandaté Goulart pour établir des relations politiques avec ce courant international ennemi ? Pas la IV^e Internationale, ni la section brésilienne ni la section espagnole. La section espagnole de la IV^e Internationale combat pour l’indépendance des syndicats. Militant d’Espagne (auquel appartiennent les deux dirigeants avec lesquels Goulart voulait prendre un rendez-vous avec Julio) est membre du PC espagnol. Dans le mouvement syndical, ils développent exactement la même politique que l’appareil : se soumettre à l’Etat et à l’Union européenne. Ils dirigent un syndicat en Espagne, qui s’appelle Confédération des étudiants, syndicat

financé par les gouvernements régionaux et le gouvernement central. Ces gens combattent en Espagne contre la politique de la IV^e Internationale. Qui a mandaté Goulart pour mettre Julio en contact avec ces gens ?

UNION EUROPÉENNE : ENTRER OU SORTIR, PEU IMPORTE...

Militant est un courant qui déclare : la question de l'Union européenne est une question secondaire. Ils disent, et je cite :

“Nous ne sommes ni pour ni contre se retirer de l'Union européenne, les intérêts de la classe ouvrière ne sont représentés par aucune de ces deux positions.”

Camarades, dans toute l'Europe, aujourd'hui, les travailleurs et les jeunes se mobilisent contre la politique de l'Union européenne. Et Militant nous dit “peu importe”. Ni pour ni contre. Au référendum du 29 mai 2005, en France, contre les appareils, la classe ouvrière et la jeunesse ont imposé la victoire du non. Et Militant est resté au-dessus de cette ligne de partage. En ce moment, en France, en Allemagne et en Angleterre, il y a une irruption de la lutte de classe très importante, comme on n'en voyait pas depuis longtemps. En France, voilà quarante ans que l'on ne voyait pas des manifestations aussi importantes. En Angleterre, la grève générale sur la question des retraites est la plus forte depuis 1926. En Allemagne, les fonctionnaires se sont mis en grève dans la plupart des Länder (Etats de la République fédérale), contre le gouvernement auquel participent les sociaux-démocrates.

Dans tous les pays, la question centrale est la politique de l'Union européenne et la rupture avec l'Union européenne. Et Militant, avec qui Goulart se met en relation, n'a que faire de cela. En France — le groupe Militant est dans le PC français —, ils écrivent, c'est leur politique en France, que la politique de la “gauche plurielle” (gouvernement PS, PCF et Verts) en France “n'a pas été tout à fait négative”. Il y a eu “un certain nombre de réformes positives”, parmi lesquelles les “emplois jeunes” (Greg Oxley, janvier 2002).

Savez-vous ce que sont les “emplois jeunes” ? Jusqu'au gouvernement Jospin, il n'y avait qu'un type de contrat de travail, fixe et à durée indéterminée (ce qu'on appelle au Brésil “stabilité de l'emploi”). Le gouvernement Jospin a été le premier gouvernement qui a dit qu'il faut pour le jeune un type de contrat de travail particulier, de cinq ans au maximum, et ensuite, le jeune est renvoyé. Ils ont créé près de 300 000 “emplois jeunes” précaires dans les services publics, en lieu et place d'emplois statutaires, et ensuite, ils ont tous été licenciés. Et Militant dit encore que c'est positif ! Les mesures contre lesquelles se dresse la jeunesse française aujourd'hui, le contrat première embauche (CPE), sont la poursuite de ces “emplois jeunes”, excepté qu'avant, c'était au maximum un contrat de cinq ans, alors que maintenant, ce ne sont que deux ans, et le jeune est renvoyé. Demain, ce sera un an, jusqu'à arriver au contrat d'un jour, comme en Angleterre. Militant dit que cette politique (qui est la même qui mène les travailleurs à la grève générale en France) est positive. Et Goulart se lie à eux ! Qu'il y aille, mais sans nous.

En Italie, vous le savez, en ce moment se déroulent les élections. Toute la gauche appelle à voter Prodi. Prodi est l'homme des Etats-Unis, l'homme qui a écrit le traité de Maastricht (qui a créé l'actuelle Union européenne). En Italie, les membres de ce courant Militant sont membres du Parti de la refondation communiste. Militant dit : nous n'aimons pas Prodi, c'est un réactionnaire, mais comme les masses ont des illusions, nous ne pouvons par nous séparer d'elles, donc, nous appellerons à voter Prodi. Goulart s'oriente vers ce courant politique qui appelle au vote Prodi.

La seule organisation du mouvement ouvrier qui n'appelle pas à voter Prodi est notre organisation italienne, la section italienne de la IV^e Internationale, qui présente une liste de candidats à Turin, dont le titre est “*Rupture avec l'Union européenne, rupture avec Prodi*”. Ainsi, la question politique qui est posée est : pouvons-nous accepter cela ? Pouvons-nous accepter une IV^e Internationale dans laquelle le conseil général définit une orientation d'indépendance de classe, et dans laquelle un militant viole ce mandat et s'arroge le droit d'appliquer une orienta-

tion contradictoire sur des questions fondamentales ?

La IV^e Internationale peut-elle être une organisation où certains disent “*Vive le syndicat*” et d’autres “*A bas le syndicat*” ? Où certains disent indépendance de classe et d’autres cogestion ? Non, camarades, cela, c’est le Forum social mondial, pas la IV^e Internationale.

Ceux qui veulent suivre la ligne de la cogestion peuvent aller travailler avec le Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises récupérées et en cogestion du Venezuela, ils peuvent y aller. Ceux qui veulent aller avec ceux qui trouvent des choses positives dans le gouvernement Jospin, ceux qui veulent aller avec ceux qui trouvent qu’il est positif de voter Prodi, qu’ils y aillent. Mais nous n’irons pas ensemble. La IV^e Internationale n’accompagne pas cette politique.

PARLONS DE “MÉTHODES”

On nous parle aussi de méthodes, j’aimerais faire une citation à ce sujet :

“Jamais vous n’entendrez de ma bouche que la démocratie a été étranglée dans la IV^e Internationale et au conseil général, ou qu’il n’y ait pas eu de démocratie dans cette discussion.”

La citation est du 1^{er} mars 2006 et l’auteur de la phrase est Serge Goulart lors de son intervention à la fin du conseil général de la IV^e Internationale. Par quel mystère Goulart passe-t-il, du jour au lendemain, d’une position selon laquelle la IV^e Internationale est définie comme un cadre de démocratie qui ne sera jamais critiqué à une position selon laquelle la IV^e Internationale devient quelque chose de terrible et d’absurde ? Non, camarades ! Parlons, donc, de méthodes.

Le camarade Julio a écrit une lettre au secrétariat international le 2 avril disant qu’il s’était passé quelque chose à Caracas d’inacceptable, et demandant à ce que le secrétariat international intervienne. Je pense que le camarade Julio a accompli son devoir de membre du conseil général. Parlons du respect des instances. Trois camarades de la commission exécutive (Misa, Sokol et Julio) ont proposé, lors de

leur réunion du 5 avril, suite à la lettre au secrétariat international demandant son intervention en raison d’une situation sans précédent : nous allons suspendre la réunion de la commission exécutive et attendre le positionnement du secrétariat international. Je pense que les camarades ont fait exactement ce qu’ils avaient à faire. Quant aux quatre membres de la commission exécutive qui ont répondu “*Rien de cela n’importe, nous allons maintenir la réunion*”, qu’étaient-ils en train de dire ? Ils ont dit : nous légitimons ce qui s’est passé à Caracas ! Nous légitimons la violation de la démocratie ouvrière, la violation du cadre du conseil général par l’action de Goulart. Pourquoi ont-ils fait cela ? Je ne sais pas, le futur le dira.

Avant de conclure, camarades, il est nécessaire de répondre à un certain nombre d’arguments qui ont été écrits par Goulart ou rapportés lors de différentes discussions qu’il a eues. Ce sont des arguments qui ont été diffusés par divers moyens, mais, pour ma part, je n’ai pas eu l’opportunité de discuter avec Goulart lui-même, bien qu’il ait su que le secrétariat international était présent au Brésil et disposé à parler avec tout le monde.

PETIT DÉTAIL

Dans son dernier texte, Goulart évoque à la fin Plekhanov, dont il dit :

“Cela a également été très difficile pour les révolutionnaires russes quand ils se sont rendus compte que Plekhanov avait dégénéré.”

Certes Plekhanov a été un grand révolutionnaire et un grand diffuseur du marxisme. Il est vrai qu’à la fin de sa vie, il s’est retourné contre la révolution d’Octobre. Il a combattu Lénine et Trotsky (ce qui n’a jamais empêché Lénine de dire qu’il fallait continuer de lire Plekhanov, parce que Plekhanov, quand il était plus jeune, était un grand marxiste). Mais nous comprenons l’image que Goulart veut faire passer quand il se réfère à Plekhanov : il existerait quelqu’un dans la IV^e Internationale qui a été un grand révolutionnaire dans le passé et qui, en vieil-

lissant, se serait transformé en un ennemi de la révolution. C'est cela qu'il veut dire. Qui serait ce vieux révolutionnaire, membre de la direction de la IV^e Internationale et qui se serait transformé en un ennemi de la révolution, tel Plekhanov ? Goulart, qui est courageux, mais pas téméraire, ne donne pas le nom, il insinue. On peut supposer que Goulart, dans cette comparaison, prétend occuper la place de la continuité de la révolution face à un Plekhanov du XXI^e siècle. Mais il y a un détail, camarades, un petit détail.

Je connais un vieux militant de la IV^e Internationale. Il a 86 ans. Il est entré dans le mouvement ouvrier quand il avait 14 ans. Ce camarade, c'est le camarade Pierre Lambert. Vous savez ce qu'il est en train de faire aujourd'hui, au moment où nous sommes ici ? Il combat pour la rupture avec l'Union européenne, il combat pour que les centrales syndicales répondent à l'exigence des travailleurs et des jeunes qui disent "*Grève générale contre les mesures dictées par l'Union européenne*". Il combat contre la politique des appareils, qui veulent empêcher la grève générale.

Plekhanov, qu'était-il à la fin de sa vie ? Plekhanov disait qu'il n'y avait d'autre issue sinon que de faire l'alliance avec la bourgeoisie. Qui dit, aujourd'hui, qu'il faut être favorable au MERCOSUL, à l'Union européenne, sinon Goulart lui-même quand il refuse d'écrire la lettre à Chavez ?

Aujourd'hui, j'ai entendu que Goulart a dit quelque part que nous sommes dans la même situation qu'en 1950-1953. Et lui, Goulart, avec sa modestie caractéristique, après s'être comparé à Lénine face à Plekhanov, revendique maintenant de jouer le rôle qu'à joué Pierre Lambert en 1950-1953.

Camarades, quand a eu lieu la rupture en 1950-1953, Pablo disait que nous étions entrés dans une période de siècles de transition pendant laquelle la bureaucratie stalinienne serait obligée de réaliser le socialisme à sa manière, et que, de ce fait, nous devions entrer profondément dans les Partis communistes, dissolvant la forme organisée de la IV^e Internationale, acceptant la discipline du stalinisme, parce que c'était la seule forme d'action. Et ce fut exactement pour refuser cette orientation de Pablo que Lambert et la

majorité de la section française n'ont pas accepté de suivre Pablo.

Sachez que, sous une forme légèrement différente, l'orientation proposée par Pablo avait déjà été proposée, quelques années auparavant, par un secteur de la section britannique qui a rompu avec la IV^e Internationale en 1948. C'était le secteur dirigé par Ted Grant, qui disait qu'il était nécessaire d'entrer dans le Labour Party en Angleterre (ce qui était juste), mais la proposition n'était pas d'entrer pour aider la lutte de classe, aider à l'indépendance face à l'appareil ouvrier-bourgeois. Il proposait, de fait, de s'adapter à sa direction, et ainsi d'avoir la possibilité de gagner des postes au sommet. Ce courant de Ted Grant a donné son origine au courant Militant, exactement le même courant avec lequel Goulart passe un accord, qui appuie la "gauche plurielle" en France et Prodi en Italie. Si nous retournons à la configuration de 1950-1953, ce que nous avons refusé en 1950-1953, nous n'allons pas l'accepter en 2006. Ce que Ted Grant a proposé en 1948, ce que Pablo a proposé en 1952, ce que Goulart propose en 2006, nous ne pouvons l'accepter. Goulart a raison de parler de 1950-1953, mais il fait une petite confusion sur le rôle des uns et des autres.

J'ajoute aussi que celui qui a été le principal théoricien de la cogestion et de l'autogestion dans la IV^e Internationale, et en dehors de la IV^e Internationale, a été Michel Pablo. Et celui qui propose aujourd'hui la cogestion révolutionnaire opposée au syndicalisme indépendant est Goulart.

PERSONNE NE CONNAISSAIT MILITANT...

Nous avons également entendu plusieurs membres de la direction nationale qui sont politiquement en accord avec Goulart, mais qui jurent qu'ils ne connaissent même pas Militant, qu'ils n'avaient jamais entendu parler de tout cela. Ceux-là disent encore qu'ils ne sont pas en accord avec la politique de Militant, que cela n'a rien à voir avec eux. Camarades, nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité de ces militants. Pour autant, si les principaux partisans de Goulart ne connaissent rien de Militant, ils devraient

alors poser la question à Goulart : pourquoi a-t-il caché cela ? Pourquoi n'a-t-il pas dit à ses camarades les plus proches qu'il avait des relations avec Militant ? Goulart lui-même ne peut nier qu'il connaît Militant, puisqu'il a d'excellentes relations avec cette organisation.

Goulart a participé à de nombreux événements publics avec son principal dirigeant, Allan Woods. Qui veut peut le voir sur Internet. Tout cela est de notoriété publique ! Comment est-il possible alors que des camarades, qui sont partisans des positions de Goulart à la direction nationale, n'aient jamais entendu parler de Militant ? Quand nous allons sur le site de Militant et accédons à la section "Brésil", nous trouvons un lien particulier qui s'appelle "Serge Goulart". Je ne critique pas Militant de publier des textes de Goulart, ils publient les textes de ceux avec qui ils sont d'accord. Comment est-il possible, dès lors, que d'autres membres de la direction nationale n'aient jamais entendu parler de Militant ? C'est une excellente question, mais ce n'est pas nous qui devons y répondre.

J'ai découvert ici, au Brésil, un site qui s'appelle "Tranchée, bibliothèque marxiste". Un militant de notre organisation lié à Goulart est le responsable de ce site. C'est un site de textes théoriques. Il contient treize textes de Allan Woods, dirigeant de Militant, cinq textes de Pierre Broué (ancien militant qui a rompu avec la IV^e Internationale en 1989, et qui, à la fin de sa vie, s'est rapproché de Militant) et un texte de Pierre Lambert. La section brésilienne a-t-elle décidé de faire ce site ? Jamais.

Encore plus étrange, quand nous rentrons dans ce site "Tranchée", nous voyons des liens vers d'autres sites. Par exemple dans la section "Groupes et mouvements internationaux", il y a six adresses : une du ministère des Communications du Venezuela, une autre de syndicats d'Amérique latine, une autre de l'agence Aporrea, du Venezuela, deux sont liées aux morénistes argentins et une autre est le site officiel de Militant. Y aurait-il des sites de la IV^e Internationale ou de l'EIT ? Non. Mais il y a celui de Militant.

Et personne ne connaissait Militant ? Au moins deux militants le connaissaient :

Goulart et le militant de Santa Catarina qui administre ce site. C'est évident, camarades, que Goulart a menti. Il ment, il a caché la nature de ses relations. Il a un double langage. Au conseil général, il a dit : "La démocratie du conseil général est formidable", il retourne au Brésil, et, dans les couloirs, il dénonce "les méthodes".

QU'IL MONTRE SON PASSEPORT POLITIQUE

Tous ceux qui ont rompu avec la IV^e Internationale ont toujours parlé des méthodes pour camoufler les questions de fond. Il en a toujours été ainsi depuis l'époque de Trotsky. Trotsky disait toujours : "*Laisse de côté ces histoires de méthodes et présente ton véritable passeport politique.*" Aujourd'hui, il en est de même. Nous posons une série de questions politiques, et ils nous répondent "les méthodes". Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une ligne politique derrière, elle existe, mais Goulart ne veut pas montrer son passeport politique. Sans doute, il finira par le montrer, à un moment ou un autre. Mais, pour l'instant, il parle de méthodes, de Pierre Broué..., mais il parle de méthodes pour éviter de parler de politique.

Pendant des années, Pierre Broué a été un militant trotskyste respecté et courageux, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de désaccords politiques avec lui. A un certain moment de sa vie, il a rompu avec nous. Quelle a été la base politique de sa rupture ?

Il a rompu à la fin de l'année 1989. Dans un livre qu'il a publié en 1990-1991, consacré à l'URSS, il a dit la chose suivante : Eltsine a ouvert pour les nationalités opprimées d'ex-URSS une perspective de futur comme jamais il n'y en avait eue depuis l'époque de Lénine. Il est évident que si Broué a pris Eltsine pour une sorte de réincarnation de Lénine, il n'avait plus rien à voir avec la IV^e Internationale. Cela n'a pas été surprenant qu'il se joigne à Militant : ils avaient un terrain commun (cela n'a pas empêché que, quand il est mort, notre journal a publié un article à sa mémoire, nous ne sommes pas staliniens).

Alors, pourquoi continuer à raconter ces histoires ? Pourquoi ne pas parler des positions politiques ? Qu'y a-t-il à cacher ? Où est le véritable passeport politique ?

Je finis en disant la chose suivante : on m'a dit qu'une des dernières inventions de Goulart, c'est qu'il a l'intention, peut-être aujourd'hui ou demain, de proclamer l'"opposition de gauche Internationale de la IV^e Internationale".

Camarades, il est probable que dans la longue liste des déserteurs de la IV^e Internationale, on en trouve quelques-uns dans différents pays pour faire une déclaration : "*Nous sommes avec Goulart dans l'opposition de gauche internationale.*" Cela, camarades, n'impressionne personne.

L'accord avec des gens qui appellent à voter Prodi, qui voient des choses positives dans le gouvernement de la "gauche plurielle" en France ou qui s'opposent à l'indépendance des centrales syndicales est, de mon point de vue, davantage une opposition "de droite" que "de gauche". L'expression "opposition de gauche" fait référence au combat de Trotsky. Goulart, qui, successivement, s'est comparé à Lénine face à Plekhanov, puis à Lambert face à Pablo, se compare ensuite à Trotsky face à Staline. Il n'y a pas besoin de demander qui est Staline. Mais ce qui est intéressant, c'est la comparaison avec l'Opposition de gauche.

**NOUS SOMMES IV^e INTERNATIONALE,
NOUS RESTERONS
IV^e INTERNATIONALE**

Quelle est la base sur laquelle s'est constituée l'Opposition de gauche ? En 1926, Trotsky s'est battu contre la politique du Comité anglo-russe. C'était un comité qui réunissait des syndicats anglais et russes, et, dans ce comité, l'appareil stalinien a combattu la grève générale des travailleurs anglais, parce que, disait-il, la grève générale était contradictoire avec les intérêts de l'appareil d'Etat de l'URSS. Trotsky a dénoncé cette politique en disant que les intérêts de l'URSS se confondent avec ceux de la révolution mondiale. A partir de là, tout appui à la grève générale en Angleterre et à l'indé-

pendance des syndicats dans la grève générale était, selon lui, la meilleure façon de défendre l'URSS.

Appliquons ce raisonnement au Venezuela aujourd'hui. Quelle serait la politique de l'Opposition de gauche ? Défense de la révolution vénézuélienne contre l'impérialisme, front unique avec Chavez contre l'impérialisme sur ce terrain, et pour cela, la forme la plus efficace : "*Indépendance de l'UNT, congrès souverain, élections internes, rupture avec le MERCOSUL.*"

L'Opposition de gauche, aujourd'hui, écrirait publiquement à Chavez pour dire : "*Halte-là ! Le MERCOSUL est un danger pour la révolution vénézuélienne.*"

Et quelle serait la politique du Comité anglo-russe ? Ce serait la politique du "Front révolutionnaire des travailleurs des fabriques récupérées et en cogestion", qui dit que les travailleurs, le syndicat, doivent se subordonner aux "raisons d'Etat".

Camarades, emprunter un nom, un sigle, est très facile, ce peut être fait par n'importe qui. Mais appliquer une politique, c'est autre chose.

Voyez pourquoi je propose que la direction nationale adopte par un vote les raisons pour lesquelles le secrétariat international a refusé cet ultimatum.

Nous le répétons : si Goulart souhaite aller à Militant, qu'il y aille.

Pour notre part, nous sommes IV^e Internationale, nous resterons IV^e Internationale, fidèles à son programme, à ses principes, et à ses méthodes : indépendance de classe, démocratie ouvrière, respect des instances. Tel est le choix que nous avons fait librement.

Sur la base de ce rapport, la réunion s'est poursuivie comme réunion de la direction nationale (avec la participation du secrétariat international) et s'est conclue par la décision de publier le présent rapport, de convoquer dans tout le pays des assemblées générales de militants élisant leurs délégués pour une conférence d'urgence convoquée le samedi 15 avril 2006.

Cette décision est résumée dans la lettre à tous les militants (*voir ci-dessous*).

III-6. “La IV^e Internationale vit et vivra !”

(9 avril 2006)

Lettre à tous les militants du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale

Camarades, vous le savez, une offensive est en cours contre la IV^e Internationale et sa section brésilienne, dans le but de la désagréger.

Nous comprenons la racine politique de cette tentative : l’impérialisme, dans son offensive mortelle pour détruire les nations et les organisations de la classe ouvrière, considère — et à raison — que l’existence de la IV^e Internationale indépendante des classes capitalistes, du FMI, de la Banque mondiale, des gouvernements et des traités de libre commerce — MERCOSUL, Union européenne, etc. — est un obstacle à sa politique.

L’existence de la IV^e Internationale indépendante de la politique des appareils — appareils soumis aux classes capitalistes, qui cherchent à mener la classe ouvrière à la défaite —, oui, c’est un obstacle à la politique de l’impérialisme.

L’existence de la politique de la IV^e Internationale pour aider les exploités et les opprimés à s’approprier leurs organisations, et, contre la politique des appareils sur le terrain de l’indépendance de classe, à s’organiser pour combattre et résister à l’offensive de l’impérialisme, oui, c’est un obstacle à la politique impérialiste.

L’offensive contre la IV^e Internationale, dans la forme particulière qu’elle prend maintenant, à savoir une tentative de détruire un obstacle à la politique impérialiste, constitue un véritable hommage politique à la IV^e Internationale.

C’est inévitable. En particulier dans le continent latino-américain, marqué par les soulèvements révolutionnaires, comme au Venezuela, en Bolivie et en Equateur, il est évident que l’impérialisme, dans son

objectif de détruire les nations, ne peut faire autrement que s’attaquer à la IV^e Internationale. Pour imposer le talon de fer du MERCOSUL, en utilisant Lula comme principal allié, l’impérialisme essaie de frapper la IV^e Internationale.

LA TENTATIVE DE DÉSAGRÉGER LA IV^e INTERNATIONALE A ÉTÉ DÉFAITE

Camarades,

Nous nous adressons à tous les membres de la section brésilienne de la IV^e Internationale. Nous pouvons d’ores et déjà leur annoncer : cette tentative de désagréger la IV^e Internationale a été défaite. La section brésilienne de la IV^e Internationale est debout. Répondant à l’invitation de la délégation du secrétariat international de la IV^e Internationale (SI), la direction nationale de *O Trabalho* (DN-OT) s’est réunie ce 9 avril, au siège de *O Trabalho*.

Tous les membres qui se sont mis en disposition de mener le libre débat se sont exprimés librement, dans le cadre de la démocratie ouvrière, sur la base du rapport politique présenté par la délégation du secrétariat international, sur mandat du conseil général (instance majeure de la IV^e Internationale entre ses congrès). Sur cette base, la DN-OT a analysé la situation et a adopté le rapport que vous recevez en annexe.

Ceux qui se sont refusés à la libre discussion l’ont fait pour des raisons politiques, que chacun des militants pourra juger dans le rapport annexe.

Sur la base de ce rapport, la DN-OT convoque les assemblées générales de militants dans tout le Brésil et une conférence nationale d'urgence pour le 15 avril prochain, à São Paulo, avec la participation de la délégation du secrétariat international.

Dans cette conférence, nous prendrons toutes les mesures et décisions, sur la base de la discussion que nous avons menée, afin de préparer le 26^e Congrès de la section brésilienne à la date déjà prévue (2, 3 et 4 juin). Et nous discuterons les résolutions sur nos tâches dans la lutte de classes adoptées par la direction nationale du 9 avril (Concut, lettre à Lula, caravane de Brasília, jeunesse).

Camarades,

Nous pouvons l'annoncer : ceux qui ont essayé de porter un coup contre la IV^e Internationale et sa section brésilienne ont échoué. Eux, c'est certain, ont et auront le soutien politique, matériel et publicitaire de tous les ennemis de la IV^e Internationale. Mais ils n'auront pas le soutien des militants de la section brésilienne. Ils n'auront pas l'appui des sections de la IV^e Internationale.

La section brésilienne continuera à combattre aux côtés des camarades de la section française, partie prenante de la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes pour le retrait du contrat première embauche.

La section brésilienne continuera à combattre aux côtés des camarades de la section américaine pour la construction du Labor Party aux Etats-Unis (avec sa composante noire), et qui, en ce moment, combat aux côtés de millions de travailleurs contre l'offensive du gouvernement contre les travailleurs immigrés.

La section brésilienne continuera à combattre côte à côte avec ses camarades des sections d'Afrique, qui, dans les pires conditions, luttent contre la destruction par l'impérialisme de toutes les nations du continent africain, à combattre côte à côte avec les camarades d'Algérie, de Palestine, de Bolivie, de Yougoslavie, enfin, continuera à combattre côte à côte avec toutes les sections, sur tous les continents.

La section brésilienne continuera à préparer avec les camarades de toutes les sec-

tions le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, convoqué sur l'axe "*La révolution d'Octobre renâtra de ses cendres*".

Camarades,

Nous nous adressons à vous tous.

Vous comprendrez que la tentative de Serge Goulart de frapper la section implique déjà et impliquera des dépenses supplémentaires (assemblées générales de militants, conférence nationale d'urgence).

Vous le savez, la IV^e Internationale n'a pas d'autres ressources que la contribution volontaire de ses militants et sympathisants.

La IV^e Internationale n'a aucune autre source pour financer ses activités. Chaque militant sait que cela est une vérité pour nous et qu'elle ne l'est pas pour tous ceux qui nous attaquent. Eux, ils ont d'autres ressources.

Pour cette raison, nous lançons un appel à tous les militants pour que, lors des assemblées générales, ils centralisent toutes les cotisations d'avril. Et qu'ils discutent dans les assemblées générales de la réalisation d'une campagne financière pour un fonds d'urgence : combien chaque militant peut-il donner, quels sont les sympathisants de la IV^e Internationale dans le mouvement ouvrier qui pourront y contribuer ?

Nous ne doutons pas que la majorité des militants resteront avec la IV^e Internationale et combattront cette semaine pour cette campagne financière. Lors de la conférence nationale d'urgence, nous ferons un bilan financier détaillé. Nous rendrons public tout ce que nous aurons recueilli et dépensé dans cette bataille pour sauver la IV^e Internationale. Vous savez que nous sommes les seuls à pouvoir le faire.

Camarades,

La défense du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale, c'est le renforcement de son expression indépendante et autofinancée, le journal *O Trabalho*. Malgré la tentative d'empêcher la distribution de ce numéro (598) aux militants, nous avons réussi à faire en sorte que les journaux leur parviennent. Et nous sommes certains que les militants sont capables, avec une large

diffusion du journal et une augmentation de ses abonnements, de le renforcer.

Nous sommes convaincus que, dans leur immense majorité, les militants de la section brésilienne, dans les assemblées générales des comités régionaux, dans les cercles, diront comme nous l'avons fait dans cette réunion du 9 avril : la IV^e Internationale vit et vivra.

Rendez-vous le 15 avril.

Dernière minute :

Ce jour, le 10 avril, le gouvernement français a été obligé de reculer et de retirer le CPE, recul imposé par l'action de millions de jeunes et de travailleurs en France. Nous saluons la classe ouvrière et les jeunes français, qui, utilisant leurs syndicats, ont réalisé une large mobilisation contre cette politique de l'Union européenne, comme vous pourrez le lire dans le journal *OT*, n° 598.

Ce premier recul du gouvernement ouvre une brèche pour poursuivre le com-

Au lendemain de la réunion de la direction nationale, on apprendait l'assassinat du camarade Anderson Luiz Souza Santos (voir ci-dessous le communiqué de la commission exécutive de OT et le communiqué public).

Camarades,

Au moment où nous vous envoyons cette lettre de la DN-OT du 9 avril, nous apprenons cette terrible nouvelle : notre camarade Anderson, dirigeant du syndicat de l'alimentation de Rio de Janeiro, a été

Le 9 avril 2006

Adoptée à l'unanimité des présents (Misa, Julio, Sokol, João, Nilton, Laércio, Edison, Felipe, Luiz e Eudes [1]) et à l'unanimité de la commission de contrôle (Alcides, Áureo et Henrique)

[1] Le camarade Eudes, retenu par un problème de vol lorsqu'il se rendait à la réunion, en a demandé les résultats, auxquels il a accordé son vote.

bat pour les revendications et la reconquête de tous les droits.

Nous saluons le rôle joué par notre section française, qui, sur la ligne de la rupture avec l'Union européenne, a mené le combat dans la lutte de classes pour placer au centre l'exigence de la grève générale, comme une expression du besoin d'unité entre les travailleurs et les jeunes au travers de leurs confédérations, pour vaincre la politique du gouvernement.

assassiné ce matin. Notre camarade Julio Turra, en tant que militant de la section brésilienne et membre du conseil général de la IV^e Internationale, est immédiatement parti pour Rio de Janeiro, avec mandat de l'exécutif national de la CUT, pour exiger que toute la vérité soit faite sur ce crime. Il portera aussi le message commun du secrétariat international de la IV^e Internationale et de la DN-OT que nous reproduisons ci-dessous.

**10 avril 2006,
commission exécutive de OT**

III-7. Communiqué public

C'est avec une grande douleur et révolte que nous recevons la nouvelle de l'assassinat de notre camarade Anderson Luiz Souza Santos, militant de la IV^e Internationale, du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, et président du syndicat des travailleurs de l'industrie de l'alimen-

tation à Rio de Janeiro et Baixada Fluminense.

Aujourd'hui, lundi, Anderson a été tué par balle à 8 h 30 du matin, à São João do Meriti, quand il allait de sa maison à l'arrêt de bus pour se rendre au syndicat.

Depuis sa jeunesse, il est un militant déterminé. Il a présidé l'Union des lycéens de Meriti, étant à la tête du mouvement de mobilisation de la jeunesse qui a conquis pour les lycéens le droit de circuler gratuitement dans les bus de la ville.

A cette époque, en 1998, alors qu'il étudiait et travaillait à la multinationale Nestlé, Anderson s'est lancé dans la construction d'une commission de fabrique. C'est à ce moment qu'Anderson est entré en contact et a adhéré à la IV^e Internationale.

Il a pris cette décision après une suite de discussions avec un groupe de jeunes militants noirs de la Baixa Fluminense, qui a coïncidé avec la tenue d'une réunion avec Pierre Lambert, dirigeant de la IV^e Internationale, de passage à Rio.

Défenseur d'un syndicalisme de classe indépendant, délégué à plusieurs reprises aux congrès de la CUT, Anderson n'a jamais laissé de côté l'enracinement croissant de son syndicat avec sa base. Il a dirigé la lutte qui en a terminé avec la flexibilité (banco de horas) à Nestlé et, ces derniers jours, il se consacrait à la négociation d'accords au profit des travailleurs des entreprises Sadia et Rica.

Anderson a su affronter toutes les pressions, les attaques politiques et morales contre l'indépendance de la classe ouvrière, et fut un militant fidèle à sa classe et à la IV^e Internationale jusqu'au dernier moment, comme en témoigne son attitude à la dernière réunion de la IV^e Interna-

tionale à laquelle il a participé, ce samedi, réaffirmant son accord avec le programme et les décisions du conseil général de la IV^e Internationale.

En ce moment, le secrétariat international de la IV^e Internationale et la direction nationale du courant *O Trabalho* rendent hommage au camarade Anderson et font part de leurs condoléances et de leur soutien à son amie Aline et à ses proches.

Ce crime agresse tout le mouvement ouvrier.

Le secrétariat international et la direction nationale de *O Trabalho* s'adressent à tous les travailleurs, à toutes les organisations qui se revendiquent de la classe ouvrière et de la démocratie pour exiger que toute la vérité soit faite.

Le secrétariat international et la direction nationale de *O Trabalho* s'adressent au président de la République, Luiz Inácio Lula da Silva, au ministre du Travail, Luiz Marinho, au secrétaire national des droits de l'homme, Paulo Vanucchi, ainsi qu'au gouverneur de Rio de Janeiro, Rosinha Garotinho, et à son secrétaire à la sécurité publique, Roberto Precioso Junior, pour exiger l'enquête la plus complète sur ce crime, la punition des responsables et des commanditaires, quels qu'ils soient.

São Paulo, le 10 avril 2006

**Le secrétariat international
de la IV^e Internationale**

La direction nationale de *O Trabalho*

III-8. Extraits du communiqué n° 2 du groupe Goulart

Camarades,

La semaine dernière, la commission exécutive de *OT* communiquait à tous les militants et instances qu'

“en ce moment, une attaque sans précédent commence contre le courant O Trabalho, ses instances et l'ensemble de ses militants. Cette attaque a l'objectif de détruire notre travail ouvrier et de construction. La commission exécutive de OT, sa majorité, a décidé de communi-

quer les textes et les faits extrêmement graves aux militants pour que tous aient les moyens de juger et ainsi de pouvoir défendre leur intégrité militante et celle de leur organisation” (communiqué urgent de la CE, 6 avril 2006).

Les faits

1. Le 5 avril 2006, Sokol, Julio et Misa, coordonnateurs de la fraction, ont quitté la

réunion de la commission exécutive et ont commencé à diviser le courant *OT*. La commission exécutive de *OT*, sa majorité, convoque alors une réunion extraordinaire de la direction nationale de *OT* pour le dimanche 9 avril 2006, à 9 heures, au local.

2. Le même jour, le service d'ordre dirigé par Nilton, membre de la fraction, commence à occuper le local. Ce service de sécurité va dormir dans le local sans que la commission exécutive ne le sache. La commission exécutive convoque alors des militants pour défendre son intégrité et celle du local.

3. Misa, responsable du journal, refuse de permettre à la commission exécutive de rectifier trois éléments inacceptables du journal *OT* (voir le communiqué n° 1) et l'envoie à l'imprimerie sans en aviser la commission exécutive.

4. Jeudi, le journal *OT* est détourné et n'arrive au local que quand celui-ci est pratiquement pris de force par les militants de la fraction. Le climat est de plus en plus tendu et Nilton déclare que ni lui ni le service d'ordre ne sont sur l'orientation de la commission exécutive. La fraction commence à préparer l'envoi du journal *OT* pirate. La commission exécutive décide de se retirer du local, avec les militants qu'elle y avait convoqués, pour éviter un conflit physique démoralisant pour tous.

5. Vendredi, les diviseurs, avec Daniel Gluckstein et Raffi, du secrétariat international, tiennent une assemblée générale avec des militants de la fraction, au siège pris par leurs militants, pour continuer la campagne de calomnies contre les instances du courant *O Trabalho*, sa majorité. Ils n'hésitent pas à se déclarer le courant *OT* malgré le fait d'être minoritaires. Ils déclarent que "*Serge et ses amis de la CE*" ont rompu avec la IV^e Internationale.

Quelles justifications expliquent la rupture sans discussion ?

a. Serge aurait constitué la semaine précédente une cellule de la IV^e Internationale au Venezuela sans la présence de Julio Turra.

b. Serge serait en outre entré en contact avec des dirigeants des usines occupées et

des syndicalistes du Venezuela qui seraient des membres du courant Militant. En plus, Serge aurait présenté Julio à deux membres de Militant pour une entrevue.

c. Ces "crimes abjects" ont amené la lettre du secrétariat international qui compare "*Serge et ses amis*" (quelle façon dégradante et dégénérée de parler de la majorité de la commission exécutive et de la direction nationale du courant *O Trabalho* !) à tout type de contre-révolutionnaires, parmi lesquels Parvus, le social-démocrate allemand qui est devenu trafiquant d'armes pendant la Première Guerre mondiale.

d. Sans aucune discussion dans les instances du courant *OT*, les diviseurs calomniateurs accusent la majorité de la commission exécutive de *OT* d'appuyer le MERCOSUL, d'appuyer l'élection de Prodi, de s'opposer à la tenue du congrès de l'UNT, et d'innombrables accusations diffamantes absurdes. Leur objectif est de tenter de créer une montagne de boue pour que les militants ne voient pas leur honteuse attitude de fraction minoritaire et démoralisée. Leur objectif est de provoquer les querelles en lieu et place de la discussion dans les instances élues. Leur objectif est d'organiser l'affrontement physique entre les militants pour les démoraliser tous.

e. Ils ont échoué ! Nous refusons l'affrontement physique de gangsters politiques qui donnent l'assaut au local des organisations politiques. Notre combat sera dans le mouvement ouvrier, dans la lutte de classes, qui les effraie. Notre combat et nos forces sont pour affronter les patrons et leurs bras armés. Les centaines de militants ouvriers et jeunes qui se solidarisent avec nous comprennent bien pourquoi nous refusons d'entrer dans l'affrontement physique avec ces assaillants politiques.

L'unique façon de maintenir le cadre commun

f. Samedi 8 avril 2006, la majorité de la commission exécutive a tenu une réunion à Sao Paulo avec des militants pour la défense des instances du courant *O Trabalho*. Cette réunion a discuté de toute la situation et a adopté diverses résolutions

en vue de les présenter à la réunion de la direction nationale de *OT* prévue pour dimanche 9 heures au siège de *OT*. Parmi les propositions approuvées, il y avait celle d'une délégation qui porterait aux membres du secrétariat international une résolution pour rétablir le cadre commun et mener la discussion :

1) Fin immédiate de l'occupation et restitution du local de *OT* à sa légitime direction nationale.

2) Reconnaissance de la commission exécutive et de la direction nationale de *OT* légitimement élues lors du 25^e Congrès de *OT*.

3) Retrait des accusations calomnieuses contre la majorité de la direction nationale de *OT* et contre le camarade Serge.

g. La proposition a été rejetée la nuit même. Le jour suivant, dimanche, lorsque la majorité de la direction nationale de *OT* est arrivée au local (le siège), les serrures étaient changées et le local occupé par la fraction du secrétariat international, qui a même refusé de permettre l'entrée de la direction nationale *OT* dans le local. Et cyniquement "invitait" la direction nationale de *OT* à une réunion avec Gluckstein et Raffi dans ce même local, mais plus tard. Gluckstein, Raffi, Sokol, Júlio, Misa et d'autres membres de la direction nationale de *OT*, groupés dans la fraction, ont achevé ainsi la prise du siège de *OT* payé jusqu'aujourd'hui grâce aux cotisations des militants du courant *O Trabalho*.

h. La direction nationale de *OT*, sa majorité, s'est alors réunie, deux heures plus tard, avec le quorum, dans une salle louée dans un hôtel (...).

Les résolutions de cette réunion

1. La direction nationale de *OT* constate qu'une scission a été perpétrée par une fraction dirigée par le secrétariat international sur la base de calomnies et falsifications, manipulations de données et faits, dans l'objectif de brouiller la discussion que nous avons entamée sur la nécessaire rupture avec le PT.

2. La direction nationale de *OT* constate que cette action destructrice s'accélère et se déchaîne au moment même où, à partir de notre travail avec les usines

occupées, s'est constitué un premier cercle de la IV^e Internationale au Venezuela révolutionnaire.

3. La direction nationale de *OT* constate que notre désaccord avec la caractérisation faite par le secrétariat international et sa fraction selon laquelle le gouvernement Chavez serait un gouvernement Kerenski, ainsi que sur notre lutte menée directement dans la classe ouvrière avec les occupations d'usines, a provoqué une violente réaction de tous ceux qui s'adaptent et se soumettent, prétendant cohabiter éternellement dans le parlement des tendances du PT, et qui, sans croire ni au programme ni aux forces de la classe, vivent à la recherche de "chefs" et de quiconque ferait le dur travail de construction à leur place.

4. Le mépris de cette fraction internationale envers le difficile travail dans les usines occupées s'est déjà manifesté dans la campagne qui n'a jamais été réalisée, sauf sur décision spontanée de quelques sections. Lors de la conférence de l'Entente internationale à Madrid, Gluckstein a même refusé de citer les usines occupées dans la déclaration finale malgré la délégation représentative des usines (...).

6. Les raisons de cette scission sont donc politiques et ne surgissent pas d'une chimérique "rupture du cadre" par le secrétaire de la commission exécutive, membre de la majorité et militant depuis vingt-six ans de cette organisation, comme le prétendent les diviseurs avec leurs théories conspiratrices absurdes et infâmes. En cherchant à sauver une autorité qu'elle perd jour après jour au travers de mesures administratives et brutales, la fraction internationale du secrétariat international mène ceux qui la suivent à une impasse et à la désagrégation.

Violents, capables de former un groupe d'assaut pour prendre le local de la majorité, ils accusent un jour les militants qui osent ne pas être d'accord d'être des pablistes, et un autre d'être des morénistes, et ensuite d'appartenir au courant Militant. Ce serait comique si ce n'était pas tragique.

7. La direction nationale de *OT* a la certitude que les positions politiques qu'aujourd'hui ils n'osent pas défendre en public seront rapidement connues. La lutte de classes a une logique implacable. La

défense du PT et le sectarisme vis-à-vis du gouvernement Chavez sont les deux faces de la même monnaie.

La direction nationale de *OT* réaffirme toutes ses positions adoptées jusqu'à aujourd'hui, en particulier le rapport politique pour le 26^e Congrès de *OT* (avec un amendement qui est publié à la fin de ce communiqué) et poursuit l'application des décisions du 25^e Congrès de *OT* jusqu'à ce que le 26^e Congrès adopte de nouvelles résolutions.

8. Cela signifie notre réaffirmation en tant que partisans de la IV^e Internationale et notre constitution comme "Tendance trotskiste de la IV^e Internationale", dans la préparation du Sixième Congrès mondial convoqué pour décembre 2006, sur la base du rapport pour le 26^e Congrès de *OT* et de ces résolutions.

Nous en appellerons au congrès mondial contre le fractionnisme brutal du secrétariat international et pour notre reconnaissance comme section de la IV^e Internationale au Brésil en défendant nos positions (...).

ATTENTION :

Enregistrement de la réunion de la direction nationale de *OT* avec les militants (8 avril 2006).

Vidéo du local occupé par les diviseurs (9 avril 2006).

Voyez l'arrivée de la direction nationale de *OT* à son siège et comment ils ont été reçus par la fraction internationale.

Ceux qui sont intéressés doivent passer commande aux responsables de comités régionaux.

IV. La conférence nationale d'urgence du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale (São Paulo, 15 avril 2006)

IV-1. Rapport politique du secrétariat international (extraits)

Camarades,

La camarade Misa a fourni des chiffres qui témoignent du fait que cette conférence nationale d'urgence représente la majorité de la section brésilienne de la IV^e Internationale. Il est évidemment positif et juste de dire, comme le dit le projet que vous recevez, que l'offensive de destruction contre l'Internationale a échoué. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'elle ne se poursuivra pas. Nous entrons tous dans une période difficile. L'objet de cette conférence d'urgence est de comprendre les racines de cette offensive et d'en déduire l'orientation politique sur laquelle la section brésilienne de la IV^e Internationale doit poursuivre son combat.

Je voudrais cependant ajouter ceci d'entrée de jeu : il est positif d'être la majorité, mais notre légitimité politique ne relève pas du fait de cette majorité. Il se pourrait très bien que la majorité des membres de la section eût suivi Goulart, il se pourrait que cette conférence représen-

te donc une minorité ; cela ne changerait rien à la légitimité de cette conférence. C'est ici qu'est la IV^e Internationale. La rupture provoquée par Goulart n'est pas une rupture à l'intérieur de la section brésilienne, elle est une offensive contre la IV^e Internationale, contre son programme, ses principes et son cadre d'organisation.

Je ne voudrais pas répéter des choses qui ont déjà été écrites dans les documents que vous avez reçus, mais je voudrais tout de même faire une remarque sur le projet de résolution qui a été distribué. Le point 2 dit la chose suivante :

“L'offensive conduite par Serge Goulart sous le drapeau de la cogestion et du MERCOSUL, une offensive, donc, de l'impérialisme, vise à détruire la IV^e Internationale et sa section brésilienne ; cette offensive est défaite.”

Camarades, nous ne sommes pas partisans d'une escalade verbale, nous n'attribuons pas des qualificatifs pour le plaisir d'en rajouter. Pour ma part, je pense que

cette phrase, qui pourrait paraître très radicale et définitive, constitue en réalité une définition précise et scientifique de l'opération Serge Goulart. Et je voudrais démontrer que ce qui nous rassemble comme IV^e Internationale, c'est le programme, et non des rapports personnels de sympathie ou d'antipathie.

Nous sommes organisés sur la base du programme de la IV^e Internationale. Que dit ce programme ?

Vous avez tous en mémoire la première page du programme de la IV^e Internationale, qui, en substance, dit la chose suivante : les conditions objectives de la révolution mondiale sont mûres, plus que mûres, elles pourrissent, car le capitalisme n'est pas en mesure de développer les forces productives de l'humanité et survit, principalement, sur la base de la destruction en masse des forces productives, au premier chef desquelles se trouve la classe ouvrière elle-même. Ainsi, le capitalisme ne peut qu'entraîner l'humanité vers la barbarie, la misère, les guerres.

Il n'est point de solution hors de la prise du pouvoir par la classe ouvrière socialisant les moyens de production. Mais, le programme le dit aussi, cet objectif nécessaire dont dépend l'avenir de l'humanité se heurte à un obstacle, à savoir que les directions qui dirigent les organisations du mouvement ouvrier ont trahi définitivement la cause de la classe ouvrière et sont passées du côté de l'impérialisme. C'est pourquoi notre programme, celui de la IV^e Internationale, dit que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Par conséquent, si nous voulions résumer pourquoi nous sommes la IV^e Internationale, voilà ce que nous pourrions répondre : pour aider à la libération des masses exploitées et opprimées, il faut aider à surmonter les obstacles posés par les directions traîtres, et c'est ainsi que nous aiderons à résoudre la crise de la direction, qui est la crise de l'humanité.

Comment cette réalité se traduit-elle aujourd'hui au Brésil ? Nous pourrions l'illustrer d'innombrables manières, mais je vais me baser simplement sur les journaux de ce matin. J'ai lu deux articles de la *Folha de São Paulo*. Le premier publie le rapport d'une enquête qui vient d'être

menée aux Etats-Unis, et qui dit la chose suivante : un nombre croissant d'Américains s'oppose à une intervention étrangère dans d'autres pays. Il est fait référence à l'Iran et à l'Amérique latine. Car la situation en Irak fait que beaucoup d'Américains, qui étaient encore récemment favorables à une intervention, disent désormais qu'il s'agit d'un désastre. Nous comprenons dès lors que, pour l'impérialisme américain, le maintien de sa domination ne pourra pas se faire par le biais d'interventions militaires partout dans le monde.

Et c'est ici qu'intervient le deuxième article que j'ai lu dans la *Folha de São Paulo*. C'est en réalité la reproduction d'un article du principal journal français, *Le Monde*, qui est véritablement la voix de l'impérialisme américain en France. *Le Monde* a fait une étude sur la situation en Amérique latine en 2006. De mémoire, dans seize pays d'Amérique latine, des élections vont avoir lieu. Selon le calcul du *Monde*, les candidats de gauche vont gagner dans 80 % des cas, et nous pouvons comprendre pourquoi ils vont gagner. Indépendamment de la politique des dirigeants, lorsque le peuple du Venezuela vote Chavez, lorsque le peuple de Bolivie vote Morales, le contenu, c'est qu'ils votent pour dire : nous voulons nous défendre comme nation, comme peuple, contre l'impérialisme.

Le Monde, qui est le porte-parole de l'impérialisme américain, dit : que faire devant tous ces résultats électoraux de la "gauche" ? Il répond lui-même : le modèle à suivre, c'est Lula. Et *Le Monde* d'expliquer pourquoi le modèle à suivre est Lula. Lula est le modèle à suivre, dit *Le Monde*, donc Bush, parce qu'il a une politique économique réaliste : payer la dette, voire avancer le paiement de la dette au FMI, refuser la nationalisation des entreprises occupées, privatiser, enfin, toute la politique que subit la nation brésilienne. Et l'impérialisme américain dit, à travers *Le Monde*, que Lula est l'homme de la situation. Il est de gauche et il est totalement disponible pour faire la politique de l'impérialisme.

Camarades, comment Lula peut-il imposer la politique de l'impérialisme, non seulement au Brésil, mais dans toute l'Amérique latine ? La réponse, vous la connaissez, c'est le MERCOSUL. Com-

ment est-il possible que l'année dernière, du jour au lendemain, le MERCOSUL soit devenu tellement important ? Jusque-là, c'était un accord limité aux quatre pays du Cône Sud ; maintenant, il commence à s'ouvrir au Venezuela, à la Bolivie, etc. Même le Mexique annonce qu'il rejoindra le MERCOSUL dans trois mois. L'actuel ministre des Affaires étrangères du Mexique, un homme des Américains, a déclaré que, puisque, aux élections générales du Mexique de juillet, Lopez Obrador devrait être élu et que Lopez Obrador a déclaré qu'il était pour l'indépendance nationale, il devient urgent que le Mexique rentre dans le MERCOSUL avant les élections de juillet, pour contrôler la situation.

Ce que l'impérialisme a fait avec son armée en Irak, il n'est pas sûr de pouvoir le faire par la voie militaire en Amérique latine. Mais il veut le faire à travers cette autre arme qui s'appelle le MERCOSUL. Et le général en chef d'état-major de cette armée qu'est le MERCOSUL, dirigée contre la souveraineté des peuples, ce n'est pas Colin Powell. Il n'est pas Américain, il est Brésilien et il s'appelle Lula.

L'enjeu de cette discussion sur le MERCOSUL est très concret. Il y a quelques semaines, Lula, Chavez et Kirchner se sont réunis et ont pris position : "*On va discuter d'une monnaie unique.*" Quel est le modèle de la monnaie unique ? En Europe, depuis que la monnaie unique existe — l'euro —, la perte de pouvoir d'achat des travailleurs a été de l'ordre de 20 à 30 %. L'impératif de stabilité de l'euro impose la destruction des services publics, la destruction de toutes les garanties ouvrières. La plus grande conquête de la classe ouvrière française, qui s'appelle la Sécurité sociale, est en voie de liquidation. Dans tous les pays d'Europe, c'est la même politique, et c'est cela, le MERCOSUL.

Dans la discussion qui a eu lieu dans la section brésilienne pour savoir s'il était nécessaire ou pas de combattre publiquement le MERCOSUL, si nous devions ou pas laisser Chavez rentrer dans le MERCOSUL sans rien dire, si notre responsabilité était ou pas d'interpeller Chavez sur l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL, l'enjeu était ce que je viens de mentionner. C'est évident, se taire par rapport au MERCOSUL, c'est la même

chose que de se taire face à la guerre américaine en Irak. Surtout quand on est Brésilien, qu'on a comme président celui qui veut défaire la révolution vénézuélienne à travers le MERCOSUL.

Camarades (...), celui qui refuse d'envoyer une lettre à Chavez l'alertant au sujet du MERCOSUL capitule devant Lula, et, capitulant devant Lula, il capitule devant l'impérialisme. Voilà l'enjeu, camarades, et cela se relie au deuxième aspect central de la discussion, qui est le problème de la cogestion.

Camarades, parmi tous les textes que vous avez reçus dans les derniers jours, il y en a un qui n'aurait jamais dû exister comme texte interne à la IV^e Internationale. C'est celui des textes récents de Serge Goulart dans lequel il défend un front constitué au Venezuela sur un programme revendiquant la cogestion.

Bien, camarades, on a tous fait un GER ici. Quelle est la première chose qu'on apprend en GER ? De la même façon que nous avons deux bras, il y a deux classes sociales : d'un côté, les ouvriers, de l'autre, la classe capitaliste. La classe ouvrière ne peut se libérer que si elle s'organise de manière indépendante contre la classe capitaliste.

C'est la raison pour laquelle notre programme, pas seulement celui de la IV^e Internationale, le programme de la continuité du mouvement ouvrier depuis déjà deux siècles, depuis le *Manifeste du Parti communiste*, la Première Internationale, la II^e, la III^e et la IV^e Internationales, le fil de continuité, c'est que la classe ouvrière doit être organisée sur un terrain d'indépendance par rapport à la classe capitaliste, c'est là l'objectif de notre programme.

Par conséquent, tant que durera le système capitaliste, il est normal que les patrons gèrent, dirigent, aient la charge de la direction de leurs entreprises, de leurs affaires. La seule responsabilité de la classe ouvrière est en revanche celle de, comme classe, se défendre de l'exploitation. Pour défendre la valeur de sa force de travail, elle ne peut pas s'engager dans la gestion des entreprises, car si la classe ouvrière prend en main la gestion de l'entreprise, elle renonce à se défendre comme classe.

Camarades, nous sommes dans un système capitaliste. Si je gère une entreprise,

si j'en suis le dirigeant, je le fais forcément dans les conditions dictées par le marché, et les conditions du marché disent que je dois produire à un prix déterminé et pas au-delà si je veux vendre ma marchandise. Or pour obtenir ce prix de marché-là, je suis obligé d'imposer un certain nombre de conditions de travail et de salaires aux ouvriers. De l'autre côté, l'ouvrier de l'entreprise estime à juste titre que son salaire est insuffisant. Il va se mettre en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Et que va répondre le patron à cet ouvrier-là ? Je ne peux pas te donner d'augmentation à cause du marché, de la conjoncture mondiale, de la mondialisation. Et l'ouvrier répondra au patron : c'est votre problème ; mon problème, c'est que j'ai des enfants que je dois nourrir, et le salaire que vous me payez ne me permet pas de nourrir mes enfants, mon problème, c'est d'augmenter mon salaire. Cela n'est possible que si l'ouvrier est indépendant, car si l'ouvrier est à la direction de l'entreprise, s'il gère l'entreprise avec le patron, il va se poser le problème : puis-je vraiment demander une augmentation de salaire, compte tenu du marché, des produits que nous produisons, du coût de production, du "coût du travail" ? Et alors, lui-même, l'ouvrier, proposera que lui et ses camarades renoncent à la revendication, en raisonnant comme son patron.

La classe capitaliste, qui n'est pas stupide, l'a compris depuis longtemps, et c'est pour cette raison qu'elle a toujours défendu l'association capital-travail, ce que nous appelons le corporatisme. C'est aussi vieux que le mouvement ouvrier. Au XIX^e siècle, le pape Léon XIII publia une encyclique, *Rerum Novarum*, c'est-à-dire "au sujet des choses nouvelles". Et les choses nouvelles que voulait contrôler le pape, c'était le mouvement ouvrier et la lutte des classes. Que disait le pape Léon XIII ? Ce n'est pas vrai qu'il y a lutte de classes, ce n'est pas vrai qu'il y a des intérêts distincts entre ouvriers et patrons, puisque nous sommes tous malgré tout des frères en Jésus-Christ, et donc aucun besoin de lutte de classes. Ensemble, ouvriers et patrons doivent être capables de gérer la société. Une usine, une entreprise, c'est comme une famille, c'est normal qu'il y ait un chef de famille, nous sommes tous pour les intérêts communs.

Cette encyclique papale a été mise en œuvre : Mussolini, en Italie, avec son régime fasciste, corporatiste, s'appuyait sur la mise en œuvre de l'encyclique *Rerum Novarum*. Il a appliqué, mis en musique l'association capital-travail, et toute l'histoire du XX^e siècle et de ce début de XXI^e est marquée par diverses tentatives de mettre en œuvre cette orientation corporatiste.

Il y a vingt-cinq ans, il y avait la dictature ici, au Brésil, et le système syndical relevait exactement de cette vision corporatiste. La CUT s'est construite en rupture avec ce système attelé à l'Etat, le corporatisme. Aujourd'hui, la classe ouvrière brésilienne se voit face à la tentative de restauration de ce corporatisme-là, évidemment pas sous la forme d'une dictature, mais de façon différente, celle de l'intégration des syndicats à la gestion, ce qui n'est pas un phénomène proprement brésilien.

En France et dans tous les pays, il existe actuellement des mécanismes d'intégration de syndicats s'engageant sur la voie de l'intégration.

Quelle est finalement l'idée derrière la cogestion ? C'est une variation du corporatisme.

Et comment est-il possible de faire de la propagande et de défendre, à l'intérieur de la IV^e Internationale, la cogestion ? Il ne s'agit pas d'une discussion politique entre militants, pas d'une discussion légitime sur un certain nombre de choses, comme par exemple si l'on reste ou pas dans le PT, ce qui relève d'une discussion politique normale. Affirmer qu'il faut la cogestion, c'est tout autre chose, c'est faire de la propagande pour l'association capital-travail. Il est vrai, d'un autre côté, que nous vivons une époque particulière, une époque dans laquelle la propagande la plus acharnée en faveur de l'association capital-travail est "de gauche". Par exemple, les forums sociaux, le Forum social mondial sont entièrement axés sur l'association capital-travail.

Sous une autre forme, la cogestion de Goulart, de Militant, etc., c'est une association capital-travail, et c'est bien de cela qu'il s'agit. A partir du moment où Goulart agite le drapeau de la cogestion et refuse de combattre le MERCOSUL au

Venezuela, il rompt avec la IV^e Internationale. Il ne s'agit pas ici de discuter des "méthodes" en soi. Trotsky nous apprend dans *Leur morale et la nôtre* que les méthodes ont toujours un rapport avec l'objectif recherché.

En ce qui nous concerne nous, IV^e Internationale, nous avons réuni notre conseil général et nous avons décidé d'une orientation politique pour le Venezuela après une large discussion démocratique. Goulart a proposé un texte appuyant son orientation, un texte qui a été rejeté à l'unanimité par le conseil général après une longue discussion. Nous avons donné mandat à Julio, au nom du conseil général, d'aller au Venezuela et de mettre en œuvre l'orientation adoptée. En particulier, le combat pour l'indépendance de la centrale syndicale, pour le congrès souverain cette année, l'élection de la direction cette année, pour que les ouvriers décident de leur direction. Julio a exécuté le mandat, un mandat dont l'objectif était d'aider à consolider le mouvement indépendant de la classe ouvrière au Venezuela, et ce mandat a été mis en œuvre avec les méthodes de la démocratie ouvrière.

Goulart aussi est allé au Venezuela et il a rompu le mandat de la IV^e Internationale en appuyant des individus qui organisent ce Front révolutionnaire des travailleurs dans les usines occupées et en cogestion, les membres de Militant qui soutiennent que le "*MERCOSUL nous est égal*", que quand Chavez y entre, "*il apporte un aspect progressiste*". Il a soutenu les mêmes personnes qui, dans le débat dans l'UNT, disent que ce n'est pas aux ouvriers de décider, c'est plutôt à Chavez, au nom de l'intérêt général, de décider à la place des travailleurs. Et comme Chavez lui-même se place dans le cadre du MERCOSUL, c'est finalement Lula qui décide.

Il est évident que ce qu'a fait Serge est une rupture politique avec la IV^e Internationale. Il ne s'agit pas de condamner Serge pour ses méthodes coupées du contenu. C'est un fait qu'il a utilisé des méthodes qui violent le mandat de la IV^e Internationale. C'est logique. C'est logique parce que le contenu en est de violer le mandat politique ; violer au niveau du contenu implique violer au ni-

veau des méthodes, car quand on respecte le programme, on respecte les méthodes.

Evidemment, camarades, cette discussion a une portée qui va bien au-delà du Brésil et du Venezuela.

Par exemple, en Algérie, où l'impérialisme américain utilise ce qu'on appelle le Grand Maghreb arabe (le Maghreb, c'est la région du nord de l'Afrique) pour s'attaquer à l'existence du cadre des nations souveraines qui existent dans la région, à savoir le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et aussi la Mauritanie, la Libye. Pourquoi l'impérialisme américain fait-il cela ? Il le fait parce qu'il aimerait que la région du Sahara, qui est une partie du territoire algérien où il y a une grande concentration de pétrole, devienne autonome du reste de l'Algérie, dans le cadre de cette grande région du nord de l'Afrique. C'est évident, l'objectif de l'impérialisme est de pouvoir piller cette richesse qui appartient à la nation algérienne.

Que font les camarades algériens ? En toutes circonstances, ils prennent position contre le Grand Maghreb arabe, pour la défense de la souveraineté de la nation algérienne, car le pétrole et le gaz algériens doivent appartenir au peuple algérien. Pourtant, si nous appliquions la ligne Goulart pour le MERCOSUL au Grand Maghreb arabe, que devrions-nous dire ? Cette histoire de grande région arabe n'a pas d'importance, Grand Maghreb arabe ou pas Grand Maghreb arabe, aucune importance. C'est ce que dit Militant au sujet du MERCOSUL.

C'est aussi ce que dit Militant au sujet de l'Union européenne, et que se passe-t-il en ce moment en Europe ? Des millions de jeunes et de travailleurs se sont mobilisés, sont descendus dans la rue en France ces derniers jours, au moment même où il y a une grève générale très importante en Angleterre sur la question des retraites, une grève importante des fonctionnaires dans différents Länder d'Allemagne. Quel est l'élément commun de ces luttes ? C'est la politique de l'Union européenne. Tous ces soulèvements posent la question de la rupture d'avec le cadre de l'Union européenne.

Vous vous rappelez que, l'année passée, le peuple français a imposé une majorité de non à la Constitution européenne,

alors que tous les appareils soutenaient l'Union européenne. Nous avons fait campagne sur la ligne du front unique pour la victoire du vote non ! Si nous appliquons la ligne Goulart, l'Union européenne n'a pas d'importance ! Pas d'importance ? L'aspect central de la résistance de la classe ouvrière en Europe, c'est la rupture avec la politique de l'Union européenne. Ce sont là des questions très concrètes.

En ce moment même, en Afrique du Sud, le gouvernement M'beki, qui est très amical avec Lula, très lié à Lula, que fait-il ? Il fait tout pour atteler le syndicat au gouvernement. Quel est le combat de nos camarades ? Indépendance des organisations syndicales. Nos camarades, en Afrique du Sud, disent la chose suivante : notre pays est gouverné par des gens qui ont le visage noir, mais derrière les visages noirs, ce sont des Blancs ; ils représentent, ils continuent de représenter les intérêts de la minorité des exploiters blancs en Afrique du Sud.

Nos camarades, en Afrique du Sud, lancent le mot d'ordre : tout le pouvoir à la majorité noire, République noire en Afrique du Sud. Mais pour qu'une République noire existe, pour rompre avec le cadre imposé par le FMI, par l'Union africaine (équivalent africain du MERCOSUL), il faut que les syndicats eux-mêmes restent indépendants et ne se transforment pas en des instruments de la politique dictée par l'impérialisme.

Donc, camarades, le MERCOSUL et la cogestion sont deux instruments reliés l'un à l'autre, deux instruments de la politique de l'impérialisme pour détruire les peuples d'Amérique latine. Celui qui passe sur le terrain de la cogestion et du MERCOSUL déserte le terrain de la IV^e Internationale.

Dans ce contexte, camarades, il est évident que la rupture qui vient de se produire n'est pas circonstancielle, elle touche à des questions de principe, et c'est pour cela que tout à l'heure, je disais : j'estime qu'il est très positif que nous soyons la majorité au Brésil, mais si nous étions minoritaires, cela ne changerait rien.

Dans le cadre politique de la situation, il ne saurait y avoir une quelconque légitimité de la IV^e Internationale si nous choisissons le camp du MERCOSUL et de la cogestion.

Dans la discussion qui se déroule entre nous depuis plus d'une semaine, il est normal, comme en toute situation de crise, que d'autres questions politiques apparaissent, mais il y en a une qui s'est manifestée avec une insistance particulière : les usines occupées. Y a-t-il un rapport entre les usines occupées et la cogestion et le MERCOSUL, et s'il y en a un, quel est-il ?

Dans l'une des réunions auxquelles j'ai participé, une question a été posée, que je résumerai ainsi : finalement, puisque nous savons que les emplois des ouvriers des usines occupées dépendent, au moins en bonne part ou en partie, du contrat commercial avec le gouvernement Chavez, et puisque nous défendons l'emploi des ouvriers, n'aurait-il pas été légitime, dans cette situation, de renoncer à écrire la lettre à Chavez alertant sur le MERCOSUL, n'aurait-il pas au moins été légitime de la reporter ? A mon avis, c'est là une question qu'il faut examiner.

Il est incontestablement légitime que les travailleurs, face à l'abandon par les patrons, cherchent par tous les moyens de la lutte de classe à préserver leurs emplois. Et dans cette optique, en des circonstances déterminées, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen que d'occuper l'usine, ils peuvent être amenés à faire marcher l'usine en attendant qu'une autre solution soit trouvée.

Camarades, nous savons tous que la lutte de classes nous oblige bien souvent à affronter des situations imprévues. Néanmoins, il faut être conscient de ce danger. Pourquoi ? Parce que nous savons que, dans un système capitaliste, les travailleurs ne peuvent pas diriger une usine durablement, étant eux-mêmes obligés d'appliquer les lois du capitalisme.

Il y a désormais trois ans que, après la grève, les patrons de la Cipla ont abandonné l'usine. Et là, il faut répondre aux questions en toute clarté. Que sont les usines occupées aujourd'hui au Brésil ? Sont-elles des usines sous contrôle ouvrier ? Sont-elles des usines en cogestion, patron et ouvriers ? Non ! Elles sont des usines gérées en respectant les règles du capitalisme. Cela indépendamment des idées politiques de ceux qui gèrent l'usine. Nous devons nous placer du point de vue théorique de fond plutôt que d'un point de vue subjectif.

Par exemple, dans les usines occupées, n'y aurait-il pas d'extraction de plus-value ? Bien sûr que si ! Marx nous a appris dans *Le Capital* qu'à l'époque du capitalisme, il y a un taux de profit moyen qui s'établit par un équilibre entre tous les taux de profit des différentes branches de l'industrie, et à l'intérieur de ces branches, ce n'est pas différent. Dans chaque branche, si une usine ne parvient pas à se procurer les mêmes conditions de taux de profit d'une usine concurrente, que lui arrive-t-il ? Elle disparaît.

Des variations sont possibles, je ne connais pas le détail de la situation à Cipla, Interfibra et Flaskô, mais je connais le marxisme : des îlots de socialisme, cela n'existe pas. Les relations de travail à l'intérieur de l'usine s'inscrivent dans le mécanisme général de l'exploitation capitaliste. Ici, le problème théorique débouche sur un problème pratique.

La situation est évidemment dangereuse, parce qu'elle pousse, d'une certaine manière, les ouvriers à l'intégration, c'est-à-dire à accepter toute une série de choses, car c'est la condition pour garder leur emploi. Une situation très dangereuse, encore plus dangereuse encore quand c'est un militant de la IV^e Internationale qui prend en charge la gestion de cette entreprise. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours défendu le point de vue qu'il était impossible que le secrétaire de l'organisation politique, de la section, soit en même temps le gestionnaire de l'entreprise.

Répetons-le : quelles que soient ses opinions politiques personnelles, un patron est un patron. Il ne peut qu'imposer un rapport d'exploitation avec les ouvriers, y compris les ouvriers qui partagent ses opinions. Quelle conclusion faudrait-il alors en tirer ?

Que nous sommes pour l'indépendance totale de l'organisation ouvrière par rapport à tous les patrons, y compris — une hypothèse, à mon avis, hautement improbable — au patron qui se dirait "trotskyste". Et d'une façon plus générale, la IV^e Internationale doit avoir son expression politique sans dépendre d'aucun marché, d'aucun patron, quel qu'il soit.

Je pourrais aller jusqu'à comprendre que le patron — quelle que fût son opinion — cherche des marchés pour assurer

la survie de l'entreprise, et que, dans le cadre de cette recherche, des accords soient passés avec des gouvernements, par exemple qu'un accord commercial soit signé avec le gouvernement Chavez. Cependant, cela ne peut avoir pour conséquence de faire taire la section de la IV^e Internationale par rapport au problème de l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUL. Sinon, ce serait renoncer à toute indépendance.

Par exemple, demain, les usines passent un accord avec le gouvernement Lula. A ce moment-là, nous cessons de combattre la politique du gouvernement Lula ? Et si, après-demain, il y a un accord avec General Motors, la IV^e Internationale ne dira plus rien contre l'impérialisme américain ? Il y a donc ici un mélange des genres, celui de l'administration de l'entreprise avec l'organisation politique, qui est très dangereux.

Nous nous battons pour la nationalisation, il n'y a pour les usines occupées aucune issue autre que la nationalisation.

Que X ou Y, à titre transitoire, occupe une certaine responsabilité dans la gestion des usines, cela ne peut en aucun cas, dans aucune situation, dicter ou imposer des conditions à notre intervention.

Camarades, il est évident que, dans cette affaire des usines occupées, il y a une déviation, une dérive entre le point de départ et le point où nous en sommes arrivés. A partir d'un point de départ correct, d'un souci correct, quelque chose d'autre a fini par se constituer. Jusqu'où cette dérive est-elle allée ? Je ne dispose pas de tous les éléments pour me faire un jugement aujourd'hui, mais nous devons probablement, dans la discussion, aller jusqu'au bout pour trouver.

Ce qui est sûr, camarades, c'est qu'une base matérielle s'est constituée et que cette base matérielle est en train de servir à mener une politique de destruction de la IV^e Internationale.

Cela n'a rien à voir avec l'indépendance financière, au contraire, il s'exprime un rapport de dépendance financière, donc politique, c'est pour cette raison que la tumeur doit être extirpée jusqu'à la racine. C'est ce que commence à faire cette conférence, c'est ce que nous devons continuer à faire avec les méthodes qui

sont les nôtres, et qui s'appuient, en premier lieu, sur l'absolue indépendance politique, matérielle et financière de la IV^e Internationale par rapport à tout Etat, tout

gouvernement, tout patron, et je dis bien tous, je souligne, tous, sans exception.

(Suivent 33 interventions.)

IV-2. Réponse (extraits)

Sur la discussion, plusieurs questions ont été abordées. La première est une question théorique et politique cruciale. Que veut dire la formule que nous utilisons pour convoquer le Sixième Congrès mondial : *“La révolution d’Octobre renaîtra de ses cendres”* ? Cela signifie ceci : il y a eu le stalinisme, il y a eu la dégénérescence de l'URSS, mais ce qui se passe aujourd'hui à l'est de l'Europe démontre bien que le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production n'est pas seulement incapable d'ouvrir un avenir à l'humanité, mais qu'au contraire il pousse, précipite l'humanité vers un abîme de destruction.

Aujourd'hui, nous réaffirmons que 1917 a été légitime et l'expropriation du capital reste légitime, car il n'y a pas d'autre issue. En affirmant cela, nous affirmons aussi autre chose : il n'y a aucune raison pour que le mouvement ouvrier renonce au combat qu'il a toujours mené. Je précise : nous pouvons combattre et perdre, nous pouvons subir des défaites, nous pouvons y compris être obligés de reculer, mais nous ne sommes jamais obligés d'organiser nous-mêmes notre recul.

Les patrons peuvent prévoir un plan de licenciements, nous faisons une grève contre. Nous pouvons perdre, et alors ils imposent les licenciements. Mais personne n'oblige le syndicat à s'asseoir à la table avec les patrons et à décider ensemble qui va être licencié. C'est cela, la question de la révolution d'Octobre, c'est le sens de *“la révolution d’Octobre renaîtra de ses cendres”*.

C'est vrai, ils ont pratiquement tout détruit en ex-URSS, mais la classe ouvrière a le droit imprescriptible de s'accrocher au peu qui reste, un minimum de propriété sociale, des segments, des bouts de conquêtes sociales, crèches collectives, dispensaires, et de combattre pour empê-

cher leur destruction totale. Construire ses propres organisations indépendantes dans ce combat, c'est là la condition pour reconquérir les conquêtes. Cela est valable dans tous les pays.

C'est un débat d'une actualité brûlante en Europe, où certains appareils du mouvement ouvrier passent leur temps à dire que ces attaques sont terribles, sont injustes, mais finalement, comment peut-on s'y opposer ? Alors, mieux que de s'y opposer, il faut essayer de prendre part à l'élaboration de ces politiques. Au lieu de laisser le gouvernement, seul, détruire toute la législation du travail, nous allons, nous, syndicalistes, participer à la discussion pour voir si l'on peut sauver quelque chose. Il va y avoir à la fin la destruction du Code du travail. Mais parfois, ici ou là, nous pouvons atténuer telle ou telle attaque.

C'est un piège mortel pour le mouvement ouvrier. Nous pouvons perdre le combat. Mais nous ne pouvons pas, nous-mêmes, organiser notre défaite (...). Et c'est là que nous en venons à la place de la IV^e Internationale. Pouvons-nous accompagner ce processus de destruction ? Pouvons-nous participer au processus de privatisations ?

La Varig, par exemple. Les dirigeants disent : il faut utiliser l'argent des travailleurs, le fonds des travailleurs, voir qui l'on va licencier, diminuer les salaires. Peut-on faire cela ? Quelle est notre position dans ce combat ? Quelle est la position de la section brésilienne de la IV^e Internationale ? Ce n'est pas si simple, car, en apparence, le plan va préserver une partie des emplois. Et je ne vais pas jeter la pierre aux travailleurs de la Varig s'ils pensent que *“peut-être que, comme ça, j'arriverai à garder mon emploi”*. Mais les dirigeants qui proposent cette politique sont criminels, parce qu'ils divisent et opposent les travailleurs qui doivent être

maintenus et ceux qui doivent être licenciés, parce qu'ils proposent aux travailleurs qu'ils retranchent de leur propre salaire le maintien de l'emploi. Je ne condamne pas les travailleurs. Mais je condamne politiquement les dirigeants qui mènent cette politique, parce qu'ils font cela pour couvrir la politique de Lula, parce que Lula ne veut pas nationaliser.

C'est le même débat qui est posé dans les usines occupées. Si j'ai bien compris ce qu'a dit un camarade, dans les usines occupées, on ne paie pas les cotisations sociales, dans ce cas l'INSS-FGTS (*Sécurité sociale et fonds de garantie des retraites et du chômage* — NDLR). Camarades, qu'en pensez-vous ? Pouvons-nous l'accepter ? Quelle différence entre cela et les dirigeants de la Varig ? C'est la même chose. Et qui que ce soit qui ait pris cette décision, moi, je la refuse, je la condamne, elle est contraire à nos principes. Je le répète, je ne condamne aucun travailleur. Dans une situation à ce point terrible, je comprends le travailleur qui dit : *"Bon, si je ne peux préserver tout, que j'en préserve au moins une partie."* Mais les dirigeants qui appliquent cette politique, je les condamne, je n'accepte pas (...).

Un camarade a posé la question de la responsabilité du secrétariat international et du conseil général. Je veux bien que nous ayons une grande responsabilité, je peux faire toutes les autocritiques que l'on voudra, personne n'est infaillible. Mais il faut qu'il dise de quoi nous sommes responsables en ce qui concerne les usines occupées. Depuis le début de cette discussion, il existe des dizaines de textes, des échanges de correspondances, qui disaient : attention ! Attention ! Ne sortez pas de l'axe de la nationalisation, la cogestion n'est pas une solution !

A Madrid, par exemple, dans la conférence de l'année dernière, la délégation de la Cipla est venue avec un prospectus qui disait : vive la production sans patron ! Donc, cogérée. Nous avons eu une polémique, nous avons dit que nous n'étions pas d'accord. Moi, personnellement, j'ai écrit une lettre à Serge Goulart, après la conférence de Madrid, pour lui dire que nous étions en désaccord avec cela, avec ce que disait le document. Qu'est-ce que le secrétariat international pouvait faire de

plus ? Se substituer à la direction brésilienne ? Nous ne sommes pas staliniens. Nous ne sommes pas Pablo. Nous n'excluons pas une section, nous ne disons pas à une section : fais ceci ou cela. Nous aurions dû en faire davantage ? Je le répète : nous ne sommes pas staliniens. Il a fallu en faire plus quand il est apparu évident, preuves à l'appui, que la quantité s'était transformée en qualité.

Cela s'est passé dans des circonstances particulières, sur lesquelles je vais revenir, mais avant cela, je veux revenir sur les usines occupées.

Ma position est la suivante : dans aucun pays au monde, dans aucune situation, les militants de la IV^e Internationale ne peuvent développer l'orientation selon laquelle le maintien de l'emploi justifierait la réduction du salaire, que ce soit le salaire direct ou indirect. Le maintien de l'emploi ne peut être payé ni au prix de voir une partie des travailleurs licenciés ni au prix de l'aggravation des conditions d'exploitation. Je le répète : les patrons peuvent l'imposer. Mais jamais, en aucune circonstance, nous pouvons, nous, proposer cette politique. Parce que cela équivaut à dire à l'ouvrier : coupe-toi un bras pour sauver l'autre. Mais quand il n'aura plus qu'un bras, il aura pour le moins beaucoup plus de difficultés à défendre celui qui lui reste. C'est une question de principe. Si l'on a fait autre chose, c'est contraire à nos principes.

On peut dire : mais nous étions obligés de le faire parce que nous sommes à la direction de l'entreprise. Non, camarades, personne n'est obligé de faire quoi que ce soit. Personne n'est obligé, il y a toujours un choix.

Voilà douze ans, je participais à une délégation au Fonds monétaire international. A la fin de la délégation, le Fonds nous a proposé de l'argent et un bureau, en disant : vous êtes critiques, etc., vous pouvez continuer avec votre politique indépendante, nous allons vous donner tous les moyens pour la développer. J'aurais pu accepter, je pouvais refuser, j'ai refusé, d'autres ont accepté.

Nous ne sommes jamais obligés de faire des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord. Je n'accepte donc pas cela comme argument.

Nous allons proposer d'écrire ensemble une résolution : les tâches de la IV^e Internationale sur les usines occupées. Et nous allons discuter, amender, dire si nous sommes d'accord, si nous ne sommes pas d'accord.

La discussion doit être menée. Et le point de départ de la discussion est la

condamnation de ce que les cotisations sociales n'aient pas été payées. C'est une question de principe (...).

**Rapport adopté
à l'unanimité des délégués,
de la direction nationale
et de la commission de contrôle**

IV-3. Résolution sur la convocation du 26^e Congrès-Anderson Luiz

1. La conférence d'urgence de *O Trabalho*, section brésilienne de la IV^e Internationale, s'ouvre en présence du secrétariat international et décide, en mémoire de notre camarade Anderson, d'en faire notre président d'honneur.

Il ne s'agit pas d'un hommage formel. La IV^e Internationale n'accepte pas et n'acceptera jamais que l'assassinat d'un militant du mouvement ouvrier reste impuni, particulièrement celui de l'un de ses militants.

C'est pour cela que nous adoptons comme première décision de cette conférence une campagne pour que toute la lumière soit faite et pour le châtement des responsables de l'assassinat de notre camarade le 10 avril. Campagne prioritaire pour toute l'organisation, nous la mènerons :

a) Par la plus large diffusion dans le mouvement ouvrier et la jeunesse du supplément du journal *O Trabalho*, n° 598, totalement dédié au combat de toute l'Internationale pour la condamnation de ce crime et l'exigence que toute la vérité soit faite.

b) Le 19 avril prochain, à Rio de Janeiro, sera constitué le Comité pour que la vérité soit faite sur l'assassinat d'Anderson, réunion dont la convocation manifeste le caractère de front unique de la campagne.

Nous nous engageons, jusqu'au 19 avril, à proposer aux instances de la CUT, aux syndicats, au PT, aux organisations de jeunesse et du mouvement populaire, la prise de position pour que justice soit faite

et pour le soutien à la constitution de ce comité.

c) La direction nationale de *OT* et sa commission exécutive sont mandatées pour impulser la campagne jusqu'à ce que toute la vérité soit faite et que les responsables soient châtiés.

2. Anderson a été assassiné comme militant de la IV^e Internationale, combattant pour l'indépendance des organisations et pour les intérêts de sa classe. Anderson est mort en combattant pour l'indépendance de la CUT et des syndicats, refusant donc quelque forme de cogestion et de collaboration que ce soit avec les classes capitalistes.

Cinq jours après son lâche assassinat, avec la douleur qui est la nôtre, nous sommes fidèles et nous pouvons dire : camarade Anderson, la IV^e Internationale, sa section brésilienne, pour laquelle tu as combattu, est debout !

L'offensive menée par Serge Goulart, sous la bannière de la cogestion et du MERCOSUL, donc sous la bannière de la politique de l'impérialisme, visant à détruire la IV^e Internationale et sa section brésilienne, est vaincue. La IV^e Internationale, sa section brésilienne, refusent la politique de Serge Goulart de soutien au FRETECO (front révolutionnaire des travailleurs des usines occupées et en cogestion, au Venezuela, constitué par le groupe Militant), dont l'axe est la défense de la cogestion.

Serge Goulart a essayé d'empêcher depuis trois mois que nous alertions, dans une lettre au président Chavez, du danger

que représente pour la révolution vénézuélienne l'intégration du Venezuela au MERCOSUL.

La section brésilienne a refusé cette tentative de Serge Goulart de remettre en cause l'indépendance de la politique de la IV^e Internationale et l'aide qu'elle apporte au mouvement ouvrier au Venezuela.

Entre la direction nationale de OT réunie avec la délégation du secrétariat international le 9 avril et l'ouverture de cette conférence, dans 12 comités régionaux sur les 13 existant dans le pays, se sont tenues des assemblées générales. Les militants ont discuté librement le rapport proposé conjointement par le secrétariat international et la direction nationale de OT, adopté à la réunion du 9 avril. Les militants ont voté et élu les délégués et observateurs à la conférence d'urgence.

Nous avons réuni ici les 25 délégués qui représentent 56 % des militants actuels, sur la base des cotisations de mars, 10 membres de la direction nationale de OT sur les 22 élus lors du 25^e Congrès et les 3 membres de la commission de contrôle.

En cinq jours, 56 % des militants ont manifesté leur adhésion à la position commune du secrétariat international et de la direction nationale de OT pour la défense de la IV^e Internationale et de sa section brésilienne, contre cette offensive liquidatrice. Unaniment dans certains comités régionaux, majoritairement dans d'autres ou minoritairement dans quelques-uns. Au moment où nous nous réunissons, il n'y a que dans le comité de l'Etat de Santa Catarina que nous n'avons pas encore pu nous adresser aux militants. Sur l'ensemble des militants des autres Etats, cette conférence représente 72 % des militants de la section brésilienne. 72 % qui ont dit : nous sommes la IV^e Internationale et nous continuerons en tant que IV^e Internationale.

Nous en sommes convaincus : de nombreux militants qui n'ont pas eu la possibilité de prendre position confirmeront dans les jours qui viennent qu'eux aussi sont, et continuent d'être, la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale refuse et combat la politique développée par le secrétariat unifié et ses partenaires, de cogestion, de démocratie participative, du Forum social

mondial, de soumission aux traités de libre commerce comme le MERCOSUL, la politique d'intégration corporatiste qui représente la destruction de la classe, comme classe, au travers de la destruction de ses organisations indépendantes. La IV^e Internationale, sa section brésilienne, combattent la politique de Démocratie socialiste, exprimée, par exemple, dans cette déclaration de Rafael Freire (du secrétariat des relations internationales de la CUT), à La Havane :

“Pour nous, il est clair que les alternatives convergent sur le chemin du renforcement de l'intégration politique, économique et sociale de nos pays et de nos peuples. Avec cette vision, vient la proposition du MERCOSUL social, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA).”

3. L'offensive liquidatrice a été vaincue. Mais nous ne doutons pas qu'ils essaieront de la poursuivre, et donc, au cours des semaines qui viennent, nous continuerons le combat en nous adressant à tous les militants pour la défense et la réaffirmation de la IV^e Internationale.

Il nous revient, en ce moment, d'organiser le 26^e Congrès de OT dans le cadre de la préparation du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, convoqué pour la fin de cette année 2006.

Notre conférence réaffirme son accord avec la résolution du conseil général qui convoque le Sixième Congrès mondial :

“Nous considérons que les résolutions adoptées dans cette session, en particulier celles qui concernent le MERCOSUL, la situation et l'orientation au Venezuela, touchent à des questions de fond et de principe qui concernent l'existence de la IV^e Internationale” (conseil général, mars 2006).

Sur la base de cette convocation, nous traduirons au Brésil l'axe qui prépare le Sixième Congrès mondial, *“La révolution d'Octobre renâtra de ses cendres”*, en combattant pour renforcer la section brésilienne de la IV^e Internationale.

Nous présentons le combat assumé par les délégués à la conférence, jusqu'au 26^e Congrès, auxquels s'ajouteront les engagements des militants qui se réuniront dans les assemblées générales de compte rendu des résultats de cette conférence :

- a) intégration de nouveaux militants (1) ;
- b) réalisation d'un abonnement au journal par militant ;
- c) tenir des réunions de diffusion et de discussion de la revue *La Vérité* ;
- d) recueillir 8 000 réaux pour aider à solder les dettes du budget régulier et les dépenses extraordinaires de ces jours derniers.

La IV^e Internationale, sa section brésilienne, ne peuvent exister qu'en garantissant leur totale indépendance politique, et donc financière par rapport aux États, **tous** les États ; par rapport aux gouvernements, **tous** les gouvernements ; par rapport aux patrons, **tous** les patrons.

Nous rendons des comptes : ces derniers jours, dans le combat pour la défense de la IV^e Internationale, nous avons eu une dépense extraordinaire de 11 150 réaux.

L'ex-majorité liquidatrice a laissé la IV^e Internationale avec une trésorerie qui n'a pas payé les salaires des permanents pendant deux mois et avec des dettes sur le 13^e mois, dettes et dépenses liées au local, comme le loyer, le courrier, ce qui représente une dette totale de 23 850 réaux.

Fidèles à nos principes, avec l'engagement du paiement à jour des cotisations et sur la base du combat que nous engageons sur le recrutement, la vente du journal et la campagne financière, la commission exécutive est mandatée pour présenter au 26^e Congrès de OT le budget

régulier et équilibré de la section brésilienne de la IV^e Internationale pour la période à venir.

Nous enregistrons que, dans les assemblées qui ont préparé cette conférence, les militants se sont engagés à recueillir pour le fonds d'urgence proposé le 9 avril une somme de 8 000 réaux (2).

C'est avec l'orientation de combat manifestée dans cette résolution que la IV^e Internationale et sa section brésilienne assument la dette d'honneur à l'égard du camarade Anderson, en convoquant le 26^e Congrès de OT-Anderson Luiz pour les 2, 3 et 4 juin.

Camarade Anderson, présent !

São Paulo, 15 avril 2006

**Adoptée à l'unanimité des délégués,
de la direction nationale
et de la commission de contrôle**

(1) L'intégration de nouveaux militants à la section brésilienne de la IV^e Internationale se fera par des GER tenus sur la base de : 1) cahier "Six questions et six réponses" ; 2) les résolutions de cette conférence d'urgence ; 3) les statuts.

(2) Nous enregistrons, avec fierté, que dans l'assemblée générale des militants de São Paulo qui a élu les délégués à la conférence d'urgence, la camarade Raquel a donné à l'organisation l'assurance vie du camarade Elcio, décédé en décembre 2005, son compagnon. Ainsi, c'est certain, outre le fait de manifester sa conviction en notre programme, la camarade rend un hommage à Elcio, qui est resté, jusqu'au bout, fidèle à la IV^e Internationale.

IV-4. Résolution politique sur les tâches de la section brésilienne de la IV^e Internationale

La préparation du 26^e Congrès de OT-Anderson Luiz" du courant *O Trabalho*, section brésilienne de la IV^e Internationale, signifie, pour nous, un axe de préparation qui peut se résumer ainsi :

A) La IV^e Internationale et sa section brésilienne luttent pour aider au difficile combat des opprimés et exploités, ce qui signifie aujourd'hui :

a. La défense de la nation, sa souveraineté et intégrité, donc, la lutte pour la rupture avec le MERCOSUL et l'ALCA, avec la politique du FMI et de la Banque mondiale, qui détruisent les nations ;

b. La défense de l'indépendance des organisations des travailleurs, en particulier la défense de l'indépendance de la CUT comme instrument de constitution de la

classe comme classe : ce combat est mené par la section sur une ligne de front unique, qui suppose la rupture avec la bourgeoisie — sous toutes les formes — et, donc, la rupture avec tous ceux qui veulent nous entraîner sur le terrain du MERCOSUL et de la cogestion avec les patrons.

B) Ce combat présuppose d'identifier, dans tous les cas, le principal problème auquel sont confrontées la classe ouvrière et la nation : la politique de Lula, qui, élu en 2002 avec un mandat clair de défense de la nation et du peuple travailleur, s'affirme aujourd'hui ouvertement comme instrument de la politique de l'impérialisme, tant sur le plan international — en fonction de sa place dans le dispositif des "négociations" de l'OMC, dans l'organisation de l'occupation militaire d'Haïti par les troupes de la Minustah — qu'au niveau continental — où s'affirme le caractère contre-révolutionnaire de l'offensive de Lula et de Bush (déclaration commune Lula-Bush du 6 novembre : "*Le MERCOSUL est un instrument de promotion de la prospérité, de la stabilité et de la démocratie dans cette région*") pour imposer le MERCOSUL à la révolution vénézuélienne. Ce caractère contre-révolutionnaire se manifeste dans le pays par l'offensive en cours contre les masses, avec des répercussions sur le mouvement syndical et le mouvement étudiant.

C) Au moment où se réunit la conférence nationale d'urgence, la question de la Varig concentre toute la situation brésilienne : d'un côté, la liquidation de la Varig fait partie du processus de destruction de la nation brésilienne dicté par le MERCOSUL ("*libre circulation des biens, services et facteurs de production*", article 1^{er} du traité du MERCOSUL) et par l'impérialisme au bénéfice des multinationales ; d'un autre côté, Lula déclare à propos du MERCOSUL qu' "*il ne donnera pas d'argent à la Varig*" et certains dirigeants syndicaux se prononcent pour l'utilisation dans l'entreprise des fonds de Aerus, le fonds de pension des travailleurs, après l'introduction de la cogestion ; alors que les travailleurs, par leur demande d'intervention adressée à Lula, mettent à l'ordre du jour la seule réponse possible pour sauver tous les emplois et préserver l'intérêt national : la nationalisation de la Varig.

D) C'est donc cette même aspiration, dans le contenu, qui s'exprime dans le mouvement de grève des milliers de fonctionnaires fédéraux pour la défense des services publics, pour leurs droits et le respect des accords, dans la grève de dizaines de milliers d'instituteurs de Sao Paulo pour les salaires, dans la vague des occupations de terres du Mouvement des sans-terre actuellement en cours dans presque tous les Etats, dans la lutte des travailleurs des usines occupées Cipla, Interfibra et Flaskô, qui préparent la caravane à Brasilia pour la nationalisation, dans la campagne qui commence pour l'annulation des enchères du Vale do Rio, où se pose la question de la renationalisation, ainsi que dans les mobilisations de rue de la jeunesse pour le transport gratuit et l'exigence croissante de fédéralisation des écoles en faillite (PUC-SP), dans la lutte contre la fusion de la Recette fédérale et de la Recette de prévoyance, etc.

E) C'est dans ce contexte, où la classe ouvrière n'est pas vaincue, mais se heurte aux obstacles représentés par l'impérialisme, que la section brésilienne doit assumer ses responsabilités dans l'aide aux travailleurs pour la réalisation du front unique, ce qui est concrètement possible depuis que la grande majorité des militants de la section a refusé de suivre ceux qui voulaient l'emmener sur le terrain du MERCOSUL et de la cogestion.

En ce sens, notre conférence nationale d'urgence a discuté et élaboré les axes suivants d'intervention dans la lutte de classes :

1. Lettre ouverte à Lula

Que voulons-nous avec la campagne sur la lettre ouverte à Lula ? Nous voulons contribuer à ce que se manifeste, tant dans le PT que dans la CUT (et dans l'Union nationale des étudiants, UNE), et de façon plus générale dans le mouvement des masses, l'expression des interrogations, inquiétudes et aspirations de la large majorité du peuple travailleur.

Les premiers résultats — tels que, par exemple, les enregistre le journal *ÔT*, n° 598, dans la discussion et le vote des délégués du congrès du syndicat des fonctionnaires fédéraux de Brasilia (Sindsef-DF) — montrent que cette aspiration est

majoritaire parmi les travailleurs et la jeunesse, à condition que nous aidions à l'exprimer.

La particularité de cette campagne, c'est que nous n'opposons pas les travailleurs et les jeunes qui s'écartent du vote Lula à cause de la politique qu'il mène depuis 2002 aux travailleurs et jeunes qui s'appêtent à voter Lula "malgré tout", car "c'est un moindre mal". Nous nous plaçons sur le terrain de l'unité pour la réalisation des aspirations de la classe ouvrière. En toutes circonstances, ce que nous exprimons, c'est : "Lula, tu es candidat à la réélection pour quoi faire ? Il est impossible de continuer à gouverner comme tu l'as fait jusqu'ici." Dans tous les cas, nous faisons en sorte que les prises de position soient établies en relation avec les aspirations de la classe ouvrière (...).

2. Rencontre

C'est sur la base de cette orientation que nous présentons sur tous les terrains de la lutte de classes — congrès de la CUT, PT, etc. — la réalisation de la rencontre nationale de délégués sur la lettre ouverte les 14-15 juillet à Sao Paulo. En annexe, notre version de la lettre à Lula avec une présentation qui l'actualise. Tout de suite, sur la base de la discussion sur cette lettre ouverte à Lula, nous organisons des réunions de discussion et nous désignons les délégués à la rencontre.

Une première liste d'objectifs de signatures et de réunions pour cette conférence nous amène à un total de 1 800 signatures sur la lettre et à la tenue de 82 réunions. Elles seront le produit d'une véritable campagne qui cherche une réponse de Lula aux questions posées dans la lettre : donc, nous essaierons d'interpeller les candidats du PT à tous les niveaux et Lula lui-même, en faisant connaître les résultats.

3. Candidatures

C'est avec cette orientation que le courant *O Trabalho* du PT présentera des précandidats aux élections d'octobre prochain aux listes du PT. C'est de la même façon que nous interviendrons dans la 13^e Rencontre nationale du PT, les 28-30 avril. Nous nous fixons la publication d'un premier tract de présentation des pré-

candidats sur la ligne de la lettre ouverte d'ici le 1^{er} mai.

Nous considérons que le "coup d'Etat" de l'appareil luliste contre la précandidature du camarade Claudio Santana, dans ce cas pour être gouverneur, est tout à fait inacceptable. Donc, une campagne nationale dont le contenu est le même que celui de la lettre à Lula sera menée. Nous demandons publiquement à Arlete Sampaio et à la direction du PT-DF :

"Que craignez-vous en interdisant la précandidature interne de Claudio Santana ? Tous savent que nous sommes minoritaires. Vous craignez que ne s'expriment les aspirations des travailleurs à la nationalisation de la Varig ? Vous avez peur que se manifeste l'aspiration à abroger la contre-réforme de la Prévoyance ?

Craignez-vous que soient débattues les revendications des fonctionnaires adoptées dans leurs congrès et assemblées ?

Vous croyez qu'en nous étouffant, vous ferez en sorte qu'elles disparaissent ? Qu'en étouffant le débat interne, vous pourrez gagner les élections ? Mais le PT a été créé comme parti caractérisé par la libre discussion. Où allons-nous si, dans le PT, les travailleurs ne peuvent pas discuter, ne peuvent pas présenter leurs revendications, comme le fait la lettre ouverte à Arlete Sampaio ? Vous croyez qu'ainsi les 1 000 fonctionnaires qui ont manifesté devant Lula vont disparaître ?"

(...)

4. Congrès de la CUT

Le 9^e Congrès de la CUT est une tâche centrale de la lutte de classes dans la période prochaine. Notre axe, depuis les congrès régionaux de la CUT (Cecuts) jusqu'à l'assemblée finale, est celui de la lettre à Lula, il ne peut être l'alliance avec les défenseurs de la cogestion-autogestion.

Nous considérons que toute orientation favorable au MERCOSUL est favorable à la cogestion. D'où qu'elle vienne, elle s'inscrit dans une politique d'intégration-destruction de la CUT comme centrale syndicale indépendante, dont la première cible est le courant *OT*.

Nous publierons une lettre aux délégués des Cecuts, dont le centre sera la

résolution adoptée par le congrès du Sindsef-DF, traduisant la lettre à Lula. En toutes circonstances, nous partons des revendications concrètes des travailleurs des différents secteurs et catégories où nous intervenons pour arriver à une question :

“Est-il possible que la CUT, le syndicat, adopte une position contraire à la satisfaction de nos revendications ?”

(...)

5. Jeunesse

La jeunesse voit ses aspirations à un futur digne confrontées à la réalité mondiale de la politique impérialiste de destruction et de marginalisation, à la politique de l'Union européenne, de l'ALCA et du MERCOSUL reprise au Brésil par Lula. Notre politique d'organisation autonome de la jeunesse dans le cadre de *Jeunesse Révolution*, section de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, passe en ce moment par :

a) répondre à l'appel de JR-France, qui convoque à une rencontre européenne à Paris, le 27 mai, sur les conséquences de la lutte pour le retrait du CPE, mesure imposée par les directives de l'Union européenne, mais qui ont un impact international, en organisant aussi au Brésil une délégation de *Jeunesse Révolution* à la réunion de Paris (en accord avec l'appel lancé dans le Coneb [congrès d'instances de base de l'UNE]) qui permette de reprendre et d'intégrer cette expérience victorieuse de la lutte contre les plans des institutions supranationales (Union européenne, MERCOSUL).

b) Poursuivre la campagne engagée dans le Coneb de l'UNE pour le retrait de la réforme universitaire de privatisation que le gouvernement Lula a décidé de représenter.

6. Usines occupées

La conférence d'urgence, rejetant plus que jamais la cogestion, inclut la mobilisation de la caravane vers Lula sur la base de l'exigence de la nationalisation des usines occupées (Cipla, Interfibra et Flaskô).

Sur cette ligne, nous soutenons dans les Etats la caravane et nous nous engageons dans l'organisation et le soutien du comité de réception dans le district fédéral, qui, constitué sur une ligne de front unique, doit recevoir la caravane en direction de Lula les 16 et 17 mai.

7. Construction de la IV^e Internationale

La conférence d'urgence affirme sa place comme section de la IV^e Internationale, assumant les décisions du conseil général réuni du 28 février au 1^{er} mars 2006, et les tâches qui sont les siennes dans la lutte pour la construction de la IV^e Internationale à l'échelle du continent.

La conférence considère que le camarade Julio Turra a rempli le mandat donné par le conseil général (...).

La conférence d'urgence de la section décide :

a) D'adopter l'orientation d'une lettre à Chavez de Julio Turra :

“Chavez, nous sommes inconditionnellement de ton côté contre l'impérialisme, nous sommes du côté du peuple dans la révolution vénézuélienne, mais nous considérons de notre responsabilité de te mettre en garde contre la décision de Lula-Bush d'imposer le MERCOSUL contre les nations du continent. En ce sens, fraternellement, nous te disons que la lutte pour la souveraineté ne passe pas par le MERCOSUL. Tous les efforts pour la souveraineté nationale s'opposent au MERCOSUL.”

Nous mandatons une délégation de la direction nationale de OT pour rencontrer Chavez avec cette lettre (...).

c) De développer une campagne parmi la population noire, dans les organisations de travailleurs et d'étudiants, contre le prétendu “statut d'égalité raciale”.

La section décide d'organiser cette année même une tournée au Brésil de Lybon Mabasa, dirigeant trotskyste du SOPA (Azanie-Afrique du Sud).

**Adopté à l'unanimité
des délégués,
de la direction nationale
et de la commission de contrôle**

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X